

L'AGENDA POUR LE DEVELOPPEMENT APRES 2015: UN GUIDE POUR LE DIALOGUE DANS LES PAYS

Quel avenir souhaitez-vous?



RAPPORT DE SYNTHÈSE L'AVENIR QUE NOUS VOULONS POUR **LA RCA** iii **LA VOIX DES PAUVRES**

UNICEF-MENDIGUREN FEVRIER 2013

INDEX

I. RESUME EXECUTIF

1

II.PROCESSUS DE CONSULTATION

4

III CONTENU

5

III.A SYNTHÈSE ANALYTIQUE DU CONTENU DE LA CONSULTATION

QUOI	5
POURQUOI	21
QUI	27
COMMENT	31
QUAND	37

III.B RECOMMANDATIONS

39

IV DOCUMENTATION DE LA CONSULTATION

44

DOCUMENTER LE PROCESSUS	44
MÉTHODOLOGIE DE VALIDATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS	45
MÉCANISMES DE RETOUR D'INFORMATION	46

V RÉSULTATS DE LA CONSULTATION

47

COMMENT CONSOLIDER LA CONSULTATION

ANNEXES

49

	1.1 MÉTHODOLOGIE	50
	1.2 MODÈLE SYSTÈME D'INSCRIPTION ET GUIDES D'ENTRETIEN	55
Annexes 1	1.3 REVUE DOCUMENTAIRE	75
Annexes 2	FICHES DE SYNTHÈSE PAR GROUPE	78
Annexes 3	SYSTÈME D'INSCRIPTION PAR GROUPE	153
Annexes 4	TRANSCRIPTIONS PAR FOCUS GROUPE	185
Annexes 5	DOSSIER PHOTOS PAR GROUPE	205
Annexes 6	DOSSIER ENREGISTREMENTS MP3 PAR GROUPE	206

I. RESUME EXECUTIF

Comme prévoyait UNICEF dans le document «Post-2015 Consultations Plan For Car» (2012:5), «Tous les OMD étant encore loin d'être atteints, il y a eu lieu de s'attendre à ce que les besoins futurs mis en avant dans plusieurs groupes, tournent autour des mêmes **objectifs du millénaire**, qui restent quand même primordiaux dans un pays aussi pauvre et fragile comme la RCA». Ceci est encore plus vrai si on tient **compte de groupes cibles enquêtés** tous faisant partie des groupes **le plus vulnérables et défavorisés de la RCA**¹. Raison pour laquelle nous avons choisi de présenter le contenu de cette consultation (QUOI, POURQUOI, QUI, COMMENT et QUAND²) au fil des ODM. Des populations qui dénoncent des situations d'extrême précarité qui s'accompagnent souvent de la **discrimination** de la part des autres citoyens voir des autorités et des services publics.

Mais au delà de ces défis, il y a pour nos protagonistes une **problématique centrale** qui est **cause et conséquence** de leur situation actuelle d'extrême pauvreté et vulnérabilité: **l'insécurité**. Une problématique qu'entretemps s'est exacerbé car nos enquêtes ont débuté le même jour que la Rébellion de la coalition Seleka a commencé: le 10 décembre 2012. Egalement elles/ils nous alertent sans cesse d'un **grand frein** dans le chemin vers l'amélioration de leurs conditions de vie: **la corruption**. Une corruption présente a tous les niveaux, même à l'école.

Entretemps, hommes et femmes, personnes âgées et jeunes, **nous demandent de venir leur accompagner** dans la construction du monde qu'elles/ils rêvent, en spécial à travers:

- ✓ des **conditions de travail digne et l'octroi de microcrédits**,
 - ✓ la mise en place d'un système de protection socio-sanitaire comme la voie privilégié pour **l'accès universel aux services sociaux de base** (éducation, santé, habitat, eau, électricité) ainsi que la **protection des membres le plus vulnérables de la société** (enfants, orphelins, personnes âgées, veuves, handicapés, réfugiées,...),
 - ✓ la **lutte contre la déforestation**,
 - ✓ le **respect des minorités** et des victimes de toute forme de violence,
 - ✓ ainsi que **justice soit fait** contre les crimes commis lors des événements de 2002-2003 qui ont soumis leurs vies, en spéciale celles des femmes et enfants, dans un précipice.
- L'Etat est invité à prendre le devant, dans la transparence** dans la gestion de la res publica, et assumer son leadership, **accompagné par la communauté internationale**.

Nous invitons le lecteur à écouter la voix³, souvent ignorée, de nos protagonistes, que malgré être entre les populations les plus vulnérables et défavorisés de la RCA, et malgré leur situation actuelle, tiennent un discours **plein d'espoir** et surtout **d'engagement personnel et associatif**, en spécial les jeunes centrafricaine/s qui témoignent ainsi: **«Nous jeunes, nous devons prendre nos responsabilités, je n'ai pas peur. Nous devons faire comme Boganda». Le défi est devant elles/eux, devant les autorités, devant nous tous.**

1Voir **Liste de Groupes Vulnérables et défavorisés** enquêtés ainsi que la **Méthodologie** employée dans l'**Annexe 1.1**.

2Nous avons adapté les **Questions directrices** à la situation de la RCA et de chaque groupe rencontré. Voir l'**Annexe 1.2**

3Un **discours** que peut être consulté dans les Fiches par Sous-groupe de l'**Annexe 2**, y inclus leur contexte, cadre législatif et associatif. Il est disponible en complément une Fiche contenant des **données sur les participants** de chaque Focus Group: **Fiche Système d'enregistrement (Annexe 3)**. Egalement on peut se documenter auprès des **transcriptions** de chaque FG y inclus des informations sur le **déroulement de chaque Réunion (Annexe 4)**, voir les **photos (Annexe 5)** et leurs **Enregistrements (Annexe 6)**.

II.PROCESSUS DE CONSULTATION⁴

PARTIES PRENANTES			ACTIVITES/TECHNIQUES
FILLES ET GARCONS DE MOINS DE 18 ANS		FILLES LYCEE MODERNE (12F)	REVUE DOCUMENTAIRE
		FILLES LYCEE MODERNE (13F)	
		GARCONS LYCEE MODERNE (20G)	
ORGANISATION S DE JEUNES	RELIGIEUSES	ASSOC. AITAKWE (1F)	
		ASSOC. SERVANTS (9G)	
		ASSOC. JEUNESSE EVANGELIQUE AFRICAINE (12M)	
	SPORTIVES	RENAISSANCE FOOTBALL CLUB (2G)	
		ASSOC, SPORTIVE DES COMMERCANTS-ASCOM PETROCAF (1G)	
		ASSOC. AVENIR (4G)	
	SOCIAL	ASSOC. AVENIR (4G)	
		ASSOCIATION MABOKO NA MABOKO GUEMBE (4G)	
		ASSOC. LES ENFANTS D'ABORD (4G)	
	CULTURELLES	ECODIM (35F + 44 G)	
ASSOCIATIONS DES TRAVAILLEUSES/EURS DU SECTEUR INFORMEL		ASSOCIATION DE BOUGAMBELE (déchargeurs de camions) (20H)	FOCUS GROUP (10+3)
		ASSOCIATION DE FEMMES VENDEUSES DE LEGUMES-SEMBASE (14F)	
		ASSOCIATION MABOKO NA MABOKO GUEMBE (4G)	
		ASSOCIATION DES FEMMES LIBRES-AFLB (16 F)	
ASSOCIATIONS PERSONNES AGÉES		ASSOCIATION DES PERSONNES AGEES DE BOSSANGO (8F + 18H)	OBSERVATIONS
ASSOCIATIONS DE FEMMES		ASSOCIATION DES FEMMES LIBRES-AFLB (16 F)	
		ASSOCIATION DES FEMMES VIOLENTEES -MONA (12 F et 1 H)	

⁴Le détail de la **Méthodologie** employé peut être consulté dans l'**Annexe 1.1**, des parties prenantes dans chaque Focus Group dans l'**Annexe 1.2 Système d'inscription** et de la **Revue Documentaire** dans l'**Annexe 1.3**.

III CONTENU

Nous présentons à continuation, de façon synthétique et analytique, l'avenir que nos protagonistes veulent pour elles/eux-mêmes et la RCA, et ceci à travers leurs propres mots. Des témoignages qui ont également guidé nos Recommandations.

III.A SYNTHÈSE ANALYTIQUE DU CONTENU DE LA CONSULTATION

III.A CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND

Nous enquêté/es ont insisté premièrement sur tout ce qui leur manque pour vivre bien dans leur communauté.

ODM 1 ERRADIQUER L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM

Des situations de pauvreté extrême sont dénoncées par nos protagonistes toute catégorie confondue. Vieux et jeunes, hommes et femmes d'un pays où la pauvreté reste, avec la paix, le défi principal.

Le discours de celles/ceux qui ont encore l'âge de travailler⁵

Hommes et femmes en âge de travailler, regrettent l'**extrême pauvreté** dans laquelle elles/ils sont obligé/es de vivre **malgré exercer un travail**. Ceci dit, dans le cas de nos enquêté/es, il s'agit d'un emploi dans le **secteur informel oscillants les salaires** par jour⁶ :

- Les déchargeurs entre 300 et 800 FCFA,
- Les vendeuses de légumes entre 350 et 700 FCFA,
- les vanneurs environ 500 FCFA,
- et les femmes libres entre 300 et 700 FCFA.

C'est justement **son état de pauvreté, le manque des autres opportunités ainsi que de formation, l'abandon (ou la mort voir l'assassinat) de leur couple, et le souci de ne pas voler pour subsister**, qui les aurait amené à faire un travail dans le secteur informel:

▪ Mr. T.I: *«Nous faisons ce travail pour éviter le cas de vol, la délinquance. Il n'y a pas une autre activité dans la ville. Seulement pour éviter le vol. On nous accuse qu'on fait rien, que nous les jeunes, nous sommes des voleurs donc ... Nous travaillons de 4h jusqu'au 17h00. La nuit ce n'est pas possible car on risque la perte de marchandises et nous avons peur d'être agressés. Après 17h00 nous évitons de travailler pour qu'on ne nous accuse pas de voler. Il y a des autres qui quittent leur localité et qui viennent la nuit et ils volent, pas nous».*

⁵Nous avons opté pour présenter le discours séparant ceux des membres de la société en âge de travailler, et ceux que par son âge, voir sa situation de détresse, sont supposés être des membres, en principe, dépendants de la société.

⁶Dans le secteur public le Salaire minimum est fixé par décret et varie selon le secteur et par type de travail - par exemple, le salaire minimum est d'environ 285 FCFA/ jour pour les travailleurs agricoles ; et d'environ 870 FCFA/jour pour les employés de bureau.

- **Mme T.I.:** *«Nous n'avons pas été à l'école, ou très peu. Certaines le mari ne les aide pas ou bien elles sont seules. Il y a parmi nous des jeunes filles trompées et abandonnées. Elles ne savent pas quoi faire, on finit pour faire ce travail».*

Et cela malgré des **conditions de travail très difficiles**. Ceci est vrai pour un travail d'endurance physique comme la décharge et où il y aurait souvent des abus de la part des clients et des forces de l'ordre⁷. Pour un travail en plein soleil et sans conditions de conservation pour des marchandises périssables comme la vente de légumes. Pour une activité avec des difficultés de transport, voir de pénuries de matière première comme la vannerie. Ou dans le cas de la prostitution, un travail exercé par les femmes contre leur volonté.

Il faut souligner la situation **d'extrême vulnérabilité et pauvreté** dans laquelle se trouvent les membres des Associations des Femmes enquêtées suite **aux événements de 2002-2003**. Elles ont été **toutes violées** par les **Banyamulenge** et la plupart de leurs maris (voir ses enfants) tués.

Seules et avec des enfants à charge (entre 1 et 8 enfants)⁸, elles **ont du mal pour subsister**:

- **Mme A.F.L.:** *«Nous n'avons plus de mari pour nous aider, ils ont été tués pendant les événements, les Banyamulenge leurs ont tué, et nous on nous a violé. On a été obligée de faire ce travail pour subsister».*

Leurs familles ne viennent pas en aide, pire encore, comme dans le reste du pays, **ces veuves sont souvent victimes de sa belle famille** qui aurait enlevé tous les biens du défunt. Et cela malgré que le **Code de la Famille**⁹ soit venu interdire ses pratiques:

- **Mme A.F.L.:** *«Maintenant la famille africaine ne peut pas s'occuper des enfants orphelins. C'est à toi de t'occuper. On t'arrache tes biens à cause de veuvage. Et cela malgré que la Code de la Famille défend les veuves comme nous».*

Cherchant à générer des revenus, **toutes et tous réalisent des activités** (jardinage, commerce, élevage...) pour subsister et assurer la **sécurité alimentaire** du foyer. Les difficultés sont multiples pour celles/ceux qui travaillent dans le **secteur primaire**: épuisement de la terre, manque de semences, des outils, des animaux en divagation, des vols de bétails (on accuse les jeunes):

- **Mme A.F.V.:** *«Ceux qu'elles ont cultivé ne donne pas. Elles mènent une vie difficile après les événements. Nous voulions bien cultiver mais il n'y a pas l'argent pour prendre les charrues. S'il y avait l'argent elles pouvaient bien cultiver des hectares sur des hectares, acheter les charrues et cultiver. Pour alimenter nos enfants».*

- **Mme A.F.V.:** *«Il y a aussi un problème de vol, on fait un jardin, un petit élevage, ils viennent voler, je ne dit pas que ce sont les jeunes mais ... après ils y a les animaux qui sont en divagation (des vaches passent dans ce moment là)».*

Certaines veuves violées par les Banyamulenge, et **ceci contre sa propre volonté**, exercent de façon complémentaire pour subsister, **la prostitution**:

- **Mme A.F.L.:** *«Nous voulons travailler, faire un autre travail, mais nous n'avons pas de moyens pour faire du commerce. Nous faisons ce travail pour subsister (...) En complément, certaines cultivent, des autres font le commerce, la restauration, la couture...mais nous voulons faire des vraies activités pour éviter toute débauche».*

Toutes et tous, travaillant dans le secteur informel, ont des **salaires irréguliers et sans aucun droit** (santé, invalidité, chômage, retraite, veuvage...). Elles/Ils font face à des vraies situations **d'insécurité alimentaire**, y inclus ses enfants, en spécial les orphelins:

- **Mr T.I.:** *«On mange qu'une fois par jour. Les enfants arrivent à la maison et nous n'avons pas quoi à donner».*

⁷Voir Fiche 2.3 Groupe **Associations Travail Informel**.

⁸Voir Fiche 1.2 **Système d'Enregistrement** Associations de Femmes.

⁹Le Code de la Famille dédie le Titre III à la protection spéciale de la veuve: «La veuve ne peut pas être considérée comme faisant partie du patrimoine du conjoint(...) Le droit au maintien dans l'habitation principale pendant 2ans au moins et à égalité s'il y a plusieurs veuves».

- **Mme A.F.V.:**«*Nous souffrons beaucoup, beaucoup (...) Apres avoir été violées pendant les événements quand nous sommes sorties, il n'y avait pas quoi à manger. Nos maisons étaient pillées, brûlées. Nous avons reconstruit, mais il n'y avait pas quoi à manger. La pauvreté règne dans nos foyers, nous sommes les plus pauvres de pauvres*».

Dans une **situation particulièrement vulnérable**¹⁰ se trouvent également les **réfugié/es Mbororo** qui parlent **même de famine** depuis qu'ils habitent en ville¹¹ suite aux dits événements (et aux Zarguinas¹²), étant dans une situation **d'extrême pauvreté pas seulement matériel sinon aussi moral vu la perte de l'élément clé de son système économique, social, rituel et identitaire: le bétail** (UNICEF 2012: 439-440, 445). Un bétail qui est traditionnellement source de vie et d'identité:

- **Mr. REF:** «*Ils ont pris notre moyen d'existence et notre identité: les bœufs*».

Cas appart est la situation de la minorité des Pygmées Aka¹³. Tant qu'elles/ils restent dans la forêt, elles/ils trouvent dans la nature de quoi subsister grâce à la chasse et la cueillette. Mais en saison sèche, ils «*quittent la forêt pour travailler pour les grand noirs. Ils font l'entretien des plantations (caféières spécialement) et servent de pisteurs à la chasse. Ils fournissent le gibier à leur maître villageois. Leur maître fournit les outils, haches, machettes, sagaies, sel, tabac, alcool, chanvre, vêtements, ustensiles ménage. Il y a inféodation croissante par accroissement des besoins en biens de consommation*» CLOAREC-HEISSE (1978: 18).

Le discours des citoyen/es supposées être en situation de dépendance

Dans une **situation également (si non plus) vulnérable** se trouvent les enquêtés qui **ne sont plus en âge de travailler (personnes âgées), handicapé/es**, ou qu'ils **n'ont pas encore l'âge** de subvenir à LEURS besoins (membres des organisations de jeunes, filles et garçons de moins de 18 ans). Toutes/s dénoncent **vivre dans des conditions d'extrême pauvreté, vulnérabilité et situation de dépendance**.

Les personnes âgées enquêté/es ont des maigres et irrégulières ressources. Ceux qui **étaient fonctionnaires** (4/26, dont aucune femme) ont une **petite retraite** (entre 35.000 et 112.000 FCFA par trimestre soit 388fcfa/jour et 1244fcfa/jour)¹⁴, mais **l'Etat ne paie pas régulièrement**¹⁵:

¹⁰ Et cela malgré l'existence d'un cadre juridique de protection et assistance: **Loi portant statut des Réfugiés en RCA**.

¹¹ A Bossangoa, dans son cas.

¹² «*Pour la plupart de ceux qui ont subi les méfaits des Zarguinas, il s'agit d'Arabes du Tchad ou d'Ouddas (Mbororo moutonniers) également originaires du Tchad. S'y sont adjoints différents groupes de population : mécontents, brigands opportunistes, jeunes villageois oisifs Ces bandits utilisent deux techniques : la première consiste à intercepter les éleveurs en brousse lors des déplacements de transhumance et à les dépouiller de tous leurs biens et argent; la deuxième technique est celle des prises d'otages. Elle est la forme d'exaction la plus déstabilisante pour les éleveurs. Les principales victimes sont les enfants et les proches des éleveurs fortuné* (ANKOGUI-MPOKO, G. F. et AL 2009:3) en (UNICEF 2012: 439-440).

¹³ On estime sa population à environ 200.000 dont 20.000 en RCA. Ils se partagent entre les Préfectures de la Lobaye, la Sangha-Mbaere et la Mambere-Kadei (UNICEF 2012: 60). Dans notre étude, nous nous sommes limités aux Pygmées AKA de la Préfecture de la Lobaye.

¹⁴ Voir **Fiche 1.2 Système d'Enregistrement**.

¹⁵ Il s'agit d'un problème récurrent: En 2011, le représentant de l'UE en Centrafrique et le Médiateur de la République avaient été séquestrés pendant 30 heures par le Collectif des retraités et gendarmes comme moyen de pression suite au non paiement des leurs arriérés de salaires. Egalement les retraités de la CNSS avaient fait la grève en novembre 2012 afin de réclamer le paiement de leurs arriérés de pension.

- **Mr P.A.**: «En plus il y a un problème de retraite, on dit qu'on va payer, mais on paye dans 1 an, ou bien 1 ou 2 trimestres par an. **Le Gouvernement est responsable de notre pauvreté**».

Pour subsister **ils se voient dans l'obligation de continuer à travailler**, soit dans le privé (enseignement) soit ils **cultivent et/ou font l'élevage**.

De son côté, les non fonctionnaires, c'est-à-dire la plus grande partie (4/26) n'ont aucun revenu fixe (et bien sûr, aucun droit sociaux) sauf les produits de leur **propre travail** (champs et/ou élevage). Et cela malgré son **âge, état de santé et dures conditions de travail**:

- **Mr.PA.**: «Je vais aux champs malgré mon âge, je reviens et il y a **personne**, il n'y a **pas à manger** (...) Je manque des outils pour travailler la terre, des haches, ...».

Ils dénoncent, comme les membres des Associations de Femmes enquêtées, des **vols récurrents de bétails** qui **compliquent leurs conditions de travail**, dont ils accusent à nouveau la **jeunesse**:

- **Mr.PA.**: «Je fais des efforts, de l'élevage, mais **les voleurs ne me laissent pas**. Je vais aux champs, mais là où je cultive il n'y a **pas d'eau**. Il faut **aller très loin**, alors qu'on pourrait cultiver à côté où nous dormons, mais les voleurs ne nous permettent pas. **Les voleurs sont des jeunes, oui des jeunes**».

Il faut signaler comment les personnes âgées enquêtées **estiment souffrir**, en plus de toutes ces problématiques communes aux autres catégories d'enquête/es, **de la solitude** car ils sont **souvent abandonnés par leurs propres enfants** malgré que la moitié des enquêtées a encore entre 9 et 15 enfants vivants¹⁶ et que ceci soit contraire aux coutumes:

- **Mme PA.**: «Je suis fatiguée, je suis âgée, sans aide, affaiblie (...) Je suis sans assistance, même pas mes enfants».

Ceci est spécialement difficile **quand la personne âgée a un handicap**:

- **Mme PA.**: «Je suis aveugle et mes enfants ne s'occupent pas de moi. Comment faire?»

A ce propos dire que la situation de **personnes handicapées** en âge de travailler vis-à-vis du travail **mérite spécial attention** car aux problèmes de n'importe quel travailleur, personne âgée ou étudiant centrafricain s'ajoute les limites liées à chaque handicap, dans un pays où malgré une législation favorable¹⁷ ils sont souvent victimes de **discrimination**, y compris au travail. Comme bien signale une femme handicapée motrice: «Je n'ai pas fait des années d'études pour finir standardiste! Je suis écœurée de voir des gens moins diplômés que moi rafler des postes qui me reviennent, normalement, de droit»¹⁸.

Si bien en brousse, traditionnellement, les parents prenaient en charge leur subsistance, sans avoir souvent besoin de travailler, la pauvreté croissante a amené à une **défaillance dans sa prise en charge** (UNICEF 2012: 192): «Si une personne est handicapée, toute la famille doit contribuer à l'aider. **Un parent valide et compréhensif va le prendre en charge**. Mais c'est un problème actuellement à cause de la pauvreté grandissante.

C'est entre les Pygmées et Mbororo que ce phénomène serait moins répandu. Entre les Mbororo: «**Il y a encore un Grand respect. Le campement s'occupe de subvenir à ses besoins, de construire sa hutte, d'aller chercher à manger,...**» (UNICEF 2012: 73). Entre les

¹⁶Voir Fiche 1.2 **Système d'Enregistrement**.

¹⁷Depuis décembre 2000. Une Loi dont les Associations des Handicapés ont participé à son élaboration.

¹⁸En <http://www.afrik.com/article2093.html>

Pygmées AKA «*Les **handicapés** trouvent une place active au sein des sociétés, qui cherchent pour eux une activité selon leurs possibilités (...) Par exemple les paralytiques (chez les pygmées) peuvent réparer les filets, et même les malentendants et muets peuvent partir à la chasse* (UNICEF 2012: 50, 74). Le problème est si, comme pour le reste, sa source de subsistance disparaît (bétail et forêt respectivement).

En conséquence, personnes âgées et handicapés n'arrivent pas **non plus à manger à sa faim**:

- **Mme PA:** «*Je suis fatiguée par l'âge, nous n'avons rien à faire(...) Je ne mange pas bien, c'est difficile, très difficile* ».

Et jeunes et enfants? Quel est sa situation? Filles et garçons, estiment vivre effectivement des grandes difficultés pour survivre¹⁹, s'habiller, se laver, pour se nourrir²⁰ :

- **Mlle L.:** «*Je mange rien avant de venir à l'école (...) On mange à 17h00, 19h00, 20h00. Certains rien*».

Specialment si on est orphelin/e ou on a été **confié** à des parents, et cela malgré la prise en charge des certains par des familles d'accueil, voir des Associations, elles memes en precarité²¹:

- **Mlle:** «*Je prends mon exemple, je habite chez un parent, il me dit va à l'école mais quand je retourne il garde que pour ses enfants Il n'a plus à manger, je dois me débrouiller*».

Les membres des organisations des jeunes confirment vivre la même situation, étant rares celles/ceux qui mangent correctement, ayant un **impact sur son rendement scolaire et sportif**:

- **Mlle O.J.R.:** «*Nous n'avons pas une alimentation adéquate à la maison au retour des réunions (de l'Eglise). Et souvent nous allons à l'école sans bien manger*».
- **Mr.O.J.S.:**«*Quand nous finissons les entraînements (de football) nous n'avons pas les moyens pour compenser l'énergie que nous avons dépensée. Il nous faut une bouillie pour reprendre un peu de calories*».

La pauvreté dans laquelle leurs parents (ou adulte responsable) **vivent** leur oblige à chercher des sources de revenus complémentaires **en exerçant**, malgré être des mineurs en âge scolaire, **un travail en plus de leur collaboration aux tâches de la maison** et aux travaux agricoles:

- **MlleL.:** «*Je fais un petit travail à côté, je peux même vendre. Je sors à 2 heures, je dois vendre, chercher à manger, préparer, repasser, lire aussi pour mes études*».
- **MlleL.:** «*Nous avons de vraies difficultés. Étant filles on veut avoir certains crèmes, parfois on n'a pas d'argent. On n'a pas de savon pour se laver, des chaussures, des habits, (...) Certains parents te donnent, mais la majorité non*».

Malgré son jeune âge, filles et garçons trouvent tout à fait normal, voire désirable, **travailler aux champs en complément de ses études**:

¹⁹Problématiques correspondent bien avec celles de ses camarades interviewés lors des enquêtes participatives réalisées par UNICEF **Puissent nos rêves se réaliser ! (UNICEF-PTA (2009b))** «*Ils parlent des leurs problèmes liés à l'éducation, à la formation professionnelle et aux soins médicaux. Ils présentent leurs peurs face au VIH/SIDA, aux abus, aux violences et multiples formes d'exploitation. Ils nous parlent d'eux-mêmes mais aussi de leurs familles, des conditions de vie qui se détériorent, du chômage, du pouvoir d'achat et du manque de nourriture. Ils expriment leur rage envers la corruption, le détournement de fonds et l'indifférence politique envers les plus vulnérables*».

²⁰Selon UNDP (2012: 57) Le 40% de la population de la RCA souffrait de malnutrition en 2011 et les perspectives ne sont pas bonnes: «*l'impact le plus sévère de malnutrition aura lieu en RCA avec une augmentation de la malnutrition infantile du 41% entre 2010 et 2050*».

²¹Comme avait bien signalé UNICEF (2012: 35): *Les conditions d'insécurité, ainsi que la pauvreté croissante des foyers ont également affaibli les structures traditionnelles de prise en charge des enfants orphelins, veuves et personnes âgées*.

- **Mr L.:** «Et pourquoi pas? C'est obligatoire. Pendant l'école on dépose nos effets scolaires pour aller aux champs et les samedis et dimanches on va vers le travail champêtre. c'est un atout pour nous les élèves».

Des fois, **les filles** finissent pour exercer la **prostitution**²², certains **poussées par leurs parents. Des grossesses non désirées ainsi que l'arrêt de la scolarité** sont là en conséquence:

- **MlleL.:** «Ce qui va pousser même certains filles à se prostituer, à faire n'importe quoi pour avoir l'argent pour son bien être. Parfois elles peuvent même tomber enceinte, le mari va l'abandonner, il ne va pas s'occuper d'elle. Parfois elles peuvent même perdre ses études (...) .Elles peuvent arrêter la sans pourtant avancer. C'est dommage».
- **MrL.:** «Certains parents qui n'ont pas de moyens encouragent même leurs filles d'aller à faire n'importe quoi».

De son côté, certains **garçons** sont allés jusqu'au **se suicider**:

- **Mr:** «Pendant 9 mois on se bat (...) Il y a des autres qui **sont allés jusqu'au se suicider**. J'ai connu un exemple. un camarade à nous. Il y a avait un gag qui a fait ça à cause de pas avoir un sou pour pouvoir continuer ses études».

Dans tous les cas, filles et garçons, se battent pour survivre **et souffrent eux mêmes voir ses parents dans cette situation de pauvreté**:

- **Mr:** «Nos parents ont souffert. Quand nous revenons de l'école en le voyant baisser la tête devant les enfants car ils n'ont pas quelque chose à leur nourrir. En tant que jeune je ne peux pas voir mes parents souffrir. Comme ça».

OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS

La **préoccupation pour les études est différente entre personnes âgées, adultes et jeunes. Entre les personnes âgées** enquêtés **aucun/e a fait référence** en tant que problématique, c'est qui est compressible vu leur âge. Par contre **les adultes** enquêtés²³ **ont un vrai souci** pour l'éducation de leurs enfants et les **pénibles conditions des études en RCA**, en spécial **hors la capitale**. Pour les hommes, il reste la **seul voie pour la promotion sociale de leurs enfants** ainsi que pour éviter qu'ils fassent le même travail qu'eux:

- **Mr. T.I.:** «C'est notre première préoccupation, que nos enfants puissent manger à sa faim et **qu'ils aillent à l'école. C'est la seule façon de qu'ils ne soient pas condamnés à faire ce travail et à vivre dans ces conditions** ».

Malgré être conscientes de l'importance de scolariser les enfants, et étant elles mêmes la plus grande partie alphabétisées²⁴, **les femmes membres** des Associations enquêtées, dénoncent **n'avoir pu scolariser leurs enfants depuis les événements de 2002-2003 par manque de moyens**. Ce n'est que depuis deux ans pour certaines, cette année pour des autres, que leurs enfants ont repris l'école. Mais elles continuent à avoir des **difficultés pour payer le matériel scolaire, les habits ou l'assurance. Des difficultés ?qui s'aggravent dans le cas des enfants orphelins** qu'elles-mêmes prennent en charge, et dont le nombre ne cesse d'augmenter suite au décès graduel de leurs mamans, généralement du VIH/SIDA contractée lors de dites violations:

²²Ceci avait été également dénoncé à UNICEF (2012: 37) tout au long du pays par les populations, enfants, jeunes et adultes, lors de son Etude Communautaire: «**Les jeunes enquêtés rêvent de pouvoir continuer leur scolarité, dans la plupart des cas interrompue soit pour éloignement des structures, en spécial celles du deuxième cycle, ou soit pour manque de moyens, soit à cause des grossesses survenues ou des mariages précoces en quête d'une dote**». Une problématique qui touche des autres jeunes dans le pays comme bien signale UNICEF-PTA (2009b:37): «**La prostitution concerne les enfants à bas âge de 15 ans des deux sexes. Ils se prostituent pour avoir un peu de moyens financiers afin de répondre aux besoins alimentaires, vestimentaires et de survie**».

²³Uniquement les membres de l'Association de Personnes Agées n'ont pas fait référence.

²⁴Voir Fiche 1.2 **Système d'Enregistrement**.

- **Mme A.F.L:** *«Depuis les événements nous n'avons pas scolarisé nos enfants car nous n'avions pas de moyens (...) Mais cette année nos enfants vont maintenant à l'école mais nous n'avons pas de moyens pour payer les cahiers».*

- **Mme A.F.V:** *«Les enfants n'ont pas été scolarisés. Ce n'est que depuis 2 ans que nous avons pu inscrire les enfants à l'école (...) Nous nous occupons aussi des OEV de l'Association, mais je ne sais pas quoi faire pour m'occuper de leur scolarité, surtout la scolarité, même l'habillement, voir aussi la sante. Où avoir l'argent?».*

Un manque de moyens dénoncé également par les **réfugié/es Mbororo** que malgré avoir perdu depuis les événements leur gain pain (leur cheptel) **essayent de tout faire pour payer** (même de cultiver ou d'être boucher, activités mal vus traditionnellement) (UNICEF 2012: 459). Ils dénoncent également des **difficultés d'inscription à l'école par manque d'acte de naissance**²⁵ :

- **Mr. REF.** *«C'est le papier numéro 1 de la vie de l'enfant.» Avec les événements, les actes ont été détruits.*

Mais il ne faut oublier la situation des enfants vivant en brousse, spécialement de ceux qui sont nomades comme les **Pygmées**. Dans les villages, encore plus dans les campements, les écoles primaires sont rares, voire très éloignées, et leurs parents n'ont pas souvent non plus suffisamment des moyens pour payer. Souvent elles sont tenues par des maitres-parents²⁶. A cela s'ajoute chez les Pygmées le problème de déplacement du groupe de façon saisonnier pour les activités économiques. C'est le cas du campement enquêté (UNICEF 2012:78): *«Les enfants du campement ont été scolarisés (maximum jusqu'au CM2) mais finalement ils ont tous arrêtés sauf les plus petits a cause du problème de distance (l'école primaire est située à 4 km. L'Ecole secondaire à 12 km).*

Mais s'il y a une groupe à qui tient à cœur l'accès aux études pour tous et de qualité ce sont, bien sur, jeunes et enfants. Elles/ils nous montrent comment leurs difficultés sont multiples, et selon eux plus nombreux que chez ses camarades de Bangui. Des difficultés à plusieurs niveaux. D'un coté **par rapport aux enseignants**, insuffisants et vacataires, souvent sans le niveau requis:

- **Mr.L:** *«Nous avons une manque de professeurs».*
- **Mr.L:** *«La plupart sont des vacataires, des jeunes même qui ne sont pas en mesure d'enseigner au Lycée. Parfois ils interviennent en primaire et ils vont venir ici après. Ça fait que nos enseignements reculent par rapport à ceux qui sont à Bangui. Il y a certains qui disent que ceux d'ici n'ont pas le niveau. Ils ont raison».*
- **Mr.L:** *«Il y a 3 séries dans ce établissement et 1 seul professeur d'anglais. Et ce professeur il n'est pas venu pas pour enseigner au Lycée mais comme on a remarqué qu'il manque un prof, on a fait appel à lui. Il travaille au CPA. Même au Lycée il fait des vacations. Il enseigne au Séminaire (...) Pas anglais seul. Histoire géo, mathématiques, il a beaucoup de matières».*
- **Mr.L:** *«Prenons l'exemple de nos collègues qui sont dans la ville, on leur apprend l'espagnol, l'allemand tout ça(...), mais chez nous nous manquons de professeurs d'espagnol, allemand, La connaissance du bien être nous manquons de ça».*

Il manquent de salles et de bâtiments et ceci provoque de **nombreux affrontements entre élèves et avec le profesorat** et celle ou celui qui ose dénoncer est puni:

- **Mr.L:** *«Nous sommes 170 élèves par classe. En 4, 5 et 6ème nous avons de classes nomades ».*

²⁵Des actes de naissance qui aurait brûlé pendant les événements. Ceci dit aucun/e des enquêté/es des FG spécifiques Post ODM a évoqué ceci comme un problème, malgré que lors du dit Etude communautaire il ressort comme un problème majeur.

²⁶Ceci avait été également dénoncé a UNICEF (2012: 37) tout au long du pays par les populations, enfants, jeunes et adultes, lors de son Etude Communautaire: *«Le système de maitre-parents est dénoncé partout, tant par les propres parents (à cause de leurs compétences) que par les enfants (à cause des pratiques de violence envers les enfants qui n'amènent pas l'argent pour les payer)».*

- **Mr.L:** «Lundi passe, j'ai un problème sur ça. Je suis en classe 1b, le prof de la classe 2 a, on est en classe on attend le prof anglais, subitement le professeur de 2a nous a chassé et lorsque j'ai voulu intervenir ça causé des problèmes, j'ai eu même une sanction, on m'a sanctionné pour une semaine.

Il manque de **materiels, laboratoires, bibliotheques, ordinateurs et d'accès a internet**²⁷:

- **Mr.L:** *Les bancs sont cassés, et nous sommes trop d'élèves pour peu de bancs.*
- **Mr.L:** *«Il nous manquent de livres, de table bancs, (...) Il n'y a pas de Bibliothèque ».*
- **Mlle.** *«...Il y trop de problèmes au Lycée, pas de laboratoires pour les scientifiques et Je veux être doctoresse».*
- **Mr.L:** *«Nous avons le problème de nous cultiver sur l'internet. nous voulons à ce que nous avons accès. Nous n'avons pas des ordinateurs. Nous voulons faire des recherches».*

Certain/es insistent sur le manque des installations **sportives** de qualité au niveau du Lycée. Et les plus jeunes (moins de 12 ans) dénoncent le manque **d'espaces pour jouer**:

- **Mr.L:** *«Nous n'avons pas de pelouse. c'est pénible, pas de pelouse. on se fait du mal, c'est pénible».*
- **Mr.O.J.E.** *« il n'y a pas d'espaces appropriés pour les enfants comme une maison de jeunes, avec des balançoires, des baby foot. Parfois nous ne savons pas où aller pour jouer. Nous avons besoin d'un site spécial dans le quartier ».*

En relation avec le **problème de prise en charge des études** déjà évoque, filles et garçons, en spécial celles/ceux appartenant à des organisations de caractère sociale et culturelle, dénoncent le cas **des parents qui ne veulent pas assumer leurs responsabilités vis-à-vis de leurs enfants**²⁸ :

- **Mr.O.J.R:** *«Il y a vrai un problème d'encadrement d'enfants, il y a des enfants abandonnés sur la route et des enfants maltraités. Certains parents ne font pas scolariser ses enfants et ce n'est pas normal».*

En plus de toutes ces problèmes, les jeunes dénoncent des difficultés pour réussir vu les **pratiques de corruption de certains enseignants**. Et ceci a deux niveaux. Soit les enseignants, avant la composition, imposent le paiement de photocopies. Celle ou celui qui ne paie pas perd son droit à l'évaluation. Une pratique de laquelle nous étions témoins lors de nos enquêtes et que nous avons dénoncé à Mr le Proviseur:

- **Mr.L:** *«Il faut donner quelque chose avant que tu passe. Oui il y a un vrai problème de corruption. Même à l'école. Tu es obligé de payer. Même tout de suite on nous a demandé de donner 100fcfa pour faire la composition. Et nous sommes obligés de donner. On ne sait même pas pourquoi. Parfois on dit que ils ont été obligés de photocopier le sujet c'est pour ça qu'ils font ça. Ils voudraient seulement récupérer leur argent ca...(...) On ne sait pas si le proviseur il est au courant».*

Une pratique qui exclue celles et ceux qui n'ont pas cet argent. Les élèves font recours aux prêts entre eux, et ce sont **les garçons qui plus souvent viennent en aide, gratuitement**, des filles:

- **Mlle. L:** *«Ils ont donné leurs raisons disant que mettre les questions au tableau on perd le temps. Mais il y en a qui n'ont pas même les 100fcfa. Mais ils ont dit que c'est obligatoire. Donc si moi je n'ai pas ça, je suis obligée d'aller voler pour payer(...) Un autre collègue va te faire un don, et après tu lui donne. Nous n'avons pas de tontine pour ça. Entre nous, on s'aide. On donne à celle qui n'a pas. Les garçons aussi ils peuvent te donner. Certains ce sont les parents. Les garçons nous*

²⁷Comme signale UNICEF-PTA (2009a:66):«Les NTIC ont connu un développement récent en RCA. Elles peuvent à la fois être considérées comme un outil de développement ou comme une industrie. En tant qu'outil, les NTIC facilitent la circulation de l'information entre les populations et contribuent ainsi à transformer la façon dont nos sociétés travaillent, se divertissent, étudient, gouvernent et vivent».

²⁸Ceci a été fortement souligné par UNICEF (2012: 39): Les jeunes sont victimes de la situation de pauvreté, voire de négligence dans certains cas, de leurs parents. Les parents sont démissionnaires, et la communauté n'offre plus le cadre identitaire, éducatif et coercitif des mécanismes traditionnels d'éducation comme les rituels d'initiation».

aident plus que nous les filles. Il y a des garçons qui aident sans intérêt. Les garçons font de petits boulots, ils vont chercher du bois pour avoir cet argent et pouvoir payer ça, on vend des choses au bord de la route. Parfois ils ont une petite caisse».

Il existe aussi le cas de qu'un enseignant convoque l'élève après sa composition et lui propose une note en fonction du prix qu'il est capable de payer:

- **MrL:** «Il y a des autres qui vendent des notes. **Qui sont des vendeurs des notes.** Vous travaillez correctement en classe pour avoir suffisamment de note mais il y a toujours ceux qui veulent avoir de l'argent. **Nous voulons que ça cesse**».

Malgré toutes ses difficultés, les jeunes, filles et garçons, **voudraient bien continuer les études au niveau supérieur** mais il se pose à nouveau le **problème de prise en charge**, en spécial parce que dans l'actualité **toutes les structures universitaires se trouvent à Bangui**:

- **Mlle L:** «On a la volonté de continuer et d'étudier mais ... voilà un exemple: ici au lycée on peut bien avancer, on n'a pas **besoin de beaucoup de choses**. Mais arrivé aux **études supérieures**, par exemple à l'université, on a besoin de photocopies mais on a personne pour nous aider. Et les filles on est obligé de faire n'importe quoi».

- **MrL:** «Il n'y a **pas suffisamment d'établissements scolaires**. Même dans les arrières pays, il **n'y a pas une Université**, seulement à Bangui. Si le jeune décroche le baccalauréat et il veut aller à l'Université, il est obligé d'aller à Bangui avec pas mal de problèmes: **alimentaires, financiers**, cela fait que les jeunes n'avancent pas dans leurs études. Moi, je préfère être un homme de Droit (...) C'est obligatoire d'aller à Bangui».

Les jeunes garçons soulignent le **manque de perspectives d'emploi** comme une de ses principales préoccupations et raison souvent de **non continuation** des études universitaires²⁹ voir de oisiveté:

- **MrL:** «A la fin de leurs études, les jeunes même si ils ont leurs références **n'ont pas de travail, on est obligé de faire, disons de travaux démunis**».

- **MrL:** «Il y a ce **problèmes d'intégration** qui se pose actuellement. Et ça répercute sur la vie scolaire. Il y a même qui sont allés jusqu'au chantier, qui sont devenus des cultivateurs, malgré avoir des études universitaires».

- **MrL:** «Ils sont allés jusqu'au bout, et après sont que dans les quartiers en train de **vadrouiller** sans rien faire».

Mentionne aussi le discours des Organisations de Jeunes enquêtés. C'est ainsi que les Organisations à but religieux dénoncent comme leur première préoccupation le **manque de manuels appropriés pour se former religieusement**. Des organisations qui s'occupent également de la formation professionnelle des jeunes:

- **Mlle O.J.R:** «Il nous manque **des livres pour évangélisation et la vie communautaire**, pour permettre la formation dans la vie associative, comme bon citoyen, des livres d'instruction civique. Il manque aussi des foulards, des aubes».

- **Mr O.J.S:** «On nous apprend à faire beaucoup de choses la vannerie, la couture, beaucoup de choses pour s'en sortir mais ici il n'y a pas les matières premières ni de formateur. Les jeunes se découragent».

Les **Organisations sportives** dénoncent ses difficultés pour devenir compétitifs:

- **Mr:** «Il nous manque des équipements sportifs, des ballons, des paires de boots, pas assez de ballons, ça fait que la qualité de jeu souffre, des maillots. Pas d'entraîneur, nous sommes amateurs et nous avons besoin d'appui».

Une précarité que met en risque également les **activités éducatives des organisations de jeunes à caractère sociale comme celles qui s'occupent des orphelins**:

- **Mr:** «De plus, nous avons des problèmes de moyens, **de manque de financement** pour les programmes pour les orphelins que nous avons mis en place. On fait la sensibilisation des enfants à travers les radios locales mais il faut payer et on n'a pas les moyens donc on a suspendu les émissions, on nous a retiré les plages horaires».

²⁹ Problématique commune avec le reste de l'Afrique. Selon UNDP (2012:52): «Cependant, le manque d'opportunité d'emploi et de perspectives économiques tend à dissuader les femmes comme les hommes d'entreprendre des études supérieures».

OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Entre les adultes et personnes âgées les questions de **genre** sont uniquement évoquées par les femmes. **Trois éléments sont soulignés:** (1) Le non équitable **distribution des tâches** au foyer :

- **Mme A.F. V:**«*Les hommes? Ici en RCA les hommes n'aident pas. Ca pèse les assiettes, les marmites et ils ne vont pas faire ça, jà, jà, ils n'ont pas la force pour aller puiser l'eau si loin (ironiquement)*».

(2) La dite **discrimination des femmes au niveau de veuvage** et (3) les **violences** dont elles sont/ont été victimes: la dite violence **sexuelle comme arme de guerre** et la violence **physique et verbale soit liés au type de travail** (c'est le cas de la prostitution) soit **au sein de foyer**³⁰. Elles sont cause et conséquence de la pauvreté:

- **Mme A.F.L:**«*Les hommes nous brutalisent. Ils peuvent refuser de payer. Ils partent comme ça et ils nous agressent verbalement, ils ont des propos violents envers nous (Ca chauffe) (...) mais aussi la rivale vient nous attaquer. On te tape, on se bagarre, on se déchire la figure, avec des lames de rasoir, on te coupe les tresses*».

Entre les jeunes, les lycéens estiment que **les garçons peuvent mieux réussir leurs études car les rôles de genre leur libèrent des tâches ménagères** pouvant plus facilement étudier et faire des activités rémunératrices³¹ :

- **Mlle L:** «*Les deux on travaille au retour du Lycée. Nous, pour faire la lessive, la nourriture. Les garçons ils vont vendre, ils peuvent s'en sortir mieux, ils gagnent de l'argent pour payer les études*».

Les filles dénoncent une certaine persécution de la part des garçons:

- **Mlle L:** «*Souvent ils nous embêtent en classe s'ils sont amoureux de toi*».

Il faut signaler que dans une de classes du Lycée où nous avons fait nos Focus Group (voir Photo FG1.6) c'est bien écrit sur les murs: «*Les filles sont des diables. Addition de peines, multiplication de malheurs*». A ceci quelqu'un avait répondu: «*Tu n'aime pas les filles*».

OBJ 4, 5 et 6: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE, AMELIORER LA SANTE MATERNELLE, COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES³²

Au niveau de problèmes lié à la santé, ce sont **seulement les femmes en âge de travailler** (et de procréer) qui évoquent le grand nombre d'enfants morts en bas âge à cause, entre autres, de la **malnutrition**. Elles dénoncent **des conditions sanitaires déplorables en cas de grossesse**.

- **Mme A.T:**«*On meurt dans des césariens par manque de médicaments, d'argent*».

De son côté, personnes âgées et hommes adultes estiment que le paludisme est pour eux un problème de santé majeur, vu qu'ils n'ont pas d'**accès gratuit, aux moustiquaires**:

- **Mr. PA:** «*En plus on manque de moustiquaires, des couvertures. Tout ça nous amène rapidement à mourir*».

³⁰Et cela malgré l'existence d'un cadre juridique : Loi N°06.032 du 28.12.06 portant Protection de la Femme contre les Violences. Elle protège la femme contre tous actes de violence causant ou pouvant causer un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou privée.

³¹Selon UNDP (2012: 59) la RCA affichent un indice de parité inférieur à 0,7 au niveau de l'espérance de vie scolaire.

³²Nous avons regroupé les 3 ODM car ceci correspond mieux avec le discours de nos protagonistes.

- **Mr. T.I.:** *«Nous n'avons pas de moustiquaire. On donne seulement pour les enfants et femmes enceinte mais nous aussi nous avons des problèmes. Et cela nous empêche de travailler souvent».*

Pour les membres des Associations de Femmes, leur préoccupation majeure reste sa **Santé Sexuelle et Reproductive(SSR)**. Ceci s'explique par le fait que suite aux violations des Banyamulenge, la plus grande partie ont contracté divers MST, voir le VIH/SIDA. Elles dénoncent comme l'OMS avait facilité un 1^{er} Bilan de santé gratuit mais depuis se **pose le problème d'accès financière, y inclus aux** moyens de prévention et aux médicaments, voir les ARV:

- **Mme A.F.V:** *«La 1^{er} fois le bilan de sante était gratuit pour nous dépister, mais après le 9/10/2006 (elle nous montre le carnet de santé donné par l'OMS) on nous demande de payer toute consultation médicale. Et nous n'avons pas l'argent (...) Auparavant on nous donné des produits gratuitement, mais on nous donne plus depuis 2 ans, Il y a beaucoup de femmes même des enfants qui meurent. Avant on donnait même les ARV. Maintenant pas de tout».*

Comme conséquence, une **haute mortalité maternelle et infantile entre les victimes de Banyamulenge**, donc un nombre d'orphelins croissant à prendre en charge au niveau associatif:

- **Mme A.F.V:** *«Nous avons été à l'Hôpital pour nous faire dépister et après nous avons créé l'Association. Beaucoup d'entre nous avaient des MST, même le SIDA. Sur les 85 femmes membres de l'Association, il reste que vivantes 54 car les autres sont décédées, cette dernière année même 10».*

- **Mme A.F.V:** *«Un exemple, une de collègue avait des problèmes, elle n'avait pas de moyens pour savoir ce qu'elle avait, pour faire une échographie. Elle avait des problèmes à l'estomac mais finalement on n'a pas pu déterminer la cause et elle est décédée. Maintenant c'est l'Association qui essaie de prendre en charge ses enfants».*

De son côté, pour les **travailleuse/ers enquêté/es**, les **maladies liées au type de travail** réalisé restent une grande préoccupation. En spécial vu qu'elles/ils n'ont **aucun type de prise en charge**, voir même aucune possibilité pour mettre en place des mesures de prévention:

- **Mr. T.I.:** *«Nous avons des problèmes de sante provoqués par le type de travail qu'on fait. Chaque nuit on dort très mal, nous avons des douleurs au corps et avec nos femmes tu peux imaginer, ça finissent mal. Tu es trop fatigué pour faire quelque chose. Mais en Europe vous avez même des machines pour charger et décharger, pas ici».*

- **Mme. T.I.:** *«Nous sommes exposées au soleil de 7h00 à 15h00. On rentre à la maison malade et nous n'avons pas l'argent pour payer les médicaments (...) Les 1^{er}s soins on ne fait pas ou bien on fait mais, on ne peut pas donner de suite».*

- **Mme A.F.V:** *«On nous a donné de préservatifs mais maintenant on donne plus... Comment faire vu le prix? Le client dit qu'il ne veut pas payer. Mais il faut!!!»*

Au niveau du Lycée, les jeunes dévoilent la **prise courante de drogues** par certains de ses collègues et comment ceci altère le bon déroulement des cours³³ :

- **Mr L:** *«Certains élèves prennent leurs drogues à la maison ils viennent en classe et nous perturbent. Ils prennent le Tramol, des boissons qui ne sont pas à leur capacité car leur degré est fort. (...) Une fois soûlé, il perturbe les autres, ça fait énerver le professeur qui ne veut plus continuer les cours. Considérant les cours comme étant vus. Si je viens chaque fois à l'école, l'autre perturbe, le prof arrête le cours, venir à l'école finalement ça ne veut rien dire».*

Elles/Ils dénoncent aussi le manque d'une **infirmerie** au Lycée ainsi que des **moyens de transport et financiers** pour l'évacuation sur l'Hôpital. Les toilettes seraient aussi dans un pénible état:

- **Mr L:** *«Parfois il y a nos collègues qui tombent malades mais on n'a pas des moyens pour transporter à l'hôpital ou pour les aider avant de les amener à la maison. Il y a un problème de déplacement et de prise en charge. Parfois on paie un taxi moto, parfois on n'a pas d'argent. On cotise entre les jeunes pour s'entraider».*

33 Selon leurs collègues: *«Bon, ils font des travaux à la cellule coton (...) on prend des jeunes pour travailler. avec cet argent ils ne veulent pas faire des trucs pour avancer dans la vie, seulement pour se droguer, souvent ils vont emmerder les gens dans le quartier et dans l'école ».* Une problématique qui touche bien des autres jeunes dans le pays comme bien signale UNICEF-PTA (2009b:33).

- **Mr L:** «Au Lycée, il y même pas des toilettes bien entretenus (...) **on y va la bas pour chercher des maladies**».

Des **infirmes, voir des pharmacies** qui manqueraient également au niveau des **terrains de sport**.

En réalité, les **postes sanitaires existants résultent insuffisants** partout, ainsi que le nombre de **professionnels, spécialement en brousse**. Les jeunes estiment qu'au niveau de **propreté** les structures existantes **restent à désirer**. Ils manquent également des **instruments de diagnostic avancé, des médicaments de qualité, des vaccinations, une morgue** ou des **ambulances**:

- **Mr L:** «**Il n'y a pas assez des médocs, la majorité d'ordonnances il faut envoyer directement à Bangui. S'il y a un cas d'urgence, d'évacuation il n'y a pas des moyens. Il n'y a plus d'ambulances. Même à Bossangoa pour t'hospitaliser les chambres sont désagréables. il n'y a pas de chambre froide, s'il agisse d'une intervention chirurgicale s'il n'y a pas d'électricité il faut toujours évacuer à Bangui et parfois ces ca qui fait qu'il y a la mortalité, les épidémies**».
- **Mr L:** «Au niveau de la santé, vraiment il faut changer beaucoup de choses, il y même **pas de vaccinations de préventions** pour les élèves. Même pour nous les mamans enceintes. **Pas de médicaments de qualité à Bossangoa. Nous ne voulons pas des médicaments de salina, pas de tout vraiment.**

On dénonce également de **pratiques médicales non éthiques** comme la mise a disposition de **préservatifs périmés** ou un **manque de respect** à cause de leur pauvreté et cela contre coutume:

- **Mme A.F.L:** «Les médecins ne veulent plus nous donner et **la dernière fois les préservatifs étaient déjà périmés. Le CDV nous à donne des préservatifs Lover déjà périmés. Il y a 10 jours seulement (elle nous montre) (...)** On nous rejette en disant qu'il y a **«carence de médicaments. On nous parle mal car nous n'avons pas d'argent**».
- **Mme. PA:** «A notre âge nous n'avons pas les moyens de nous soigner (...) Pas de tout de moyens, on ne reçoit pas d'aide, ni de médicaments. on doit tout payer. Et comme on n'a pas d'argent **on nous reçoit mal** ».
- **Mr L :** Si tu es malade on t'amène sans argent, **dit toi que tu es allé dormir sur la palisse de morts mais pas pour être soigné. Pour avoir une ponction c'est très difficile. Il faut donner quelque chose en plus**».

Ces **défaillances du système sanitaire centrafricain** ont été dénoncées tout au long du pays lors du dit Etude communautaire³⁴ et **sont spécialement pénibles dans les régions sous conflit**.

Mais toutes et tous, personnes âgées³⁵, adultes et enfants, estiment que **le plus grave est la non possibilité d'accès aux services de santé** de qualité et ceci vu le **prix des prestations dans un pays sans système de protection sanitaire**. Un manque d'accès qui **amène souvent à la mort**:

- **Mr.PA:** «J'ai une plaie depuis.... **Je n'ai même pas pour me faire soigner (il nous montre la plaie) et je continue à aller aux champs malgré la douleur et mon grand âge....**».

Un autre souci est effectivement la **prise en charge en cas de décès**, problématique spécialement important dans **un contexte culturel ou les funérailles ont un rôle clé dans la vie sociale**.

- **MrPA:** «Si décès, pas d'assistance non plus, ce n'est pas concevable ...».

³⁴«Les enquêtes et enquêtées réclament des soins biomédicaux de qualité à des prix abordables et se trouvant à leur proximité. Le problème d'évacuation sanitaire reste à résoudre et ceci à tous les niveaux de la pyramide sanitaire (du campement-hameau jusqu'au capital régionale). Les **campagnes de vaccination** n'ont pas atteint tous les enfants(...) Certains coins du pays n'ont pas pu bénéficier des campagnes de répartitions de moustiquaires. C'est le cas du campement Pygmée" (UNICEF 2012: 38).

³⁵Il ne faudrait pas oublier le **risque croissant de maladies chroniques et d'incapacité** liés à son âge et pour lesquels il existe **aucun programme spécifique dans le pays**.

C'est justement cette manque de protection, d'une prise en charge par un système de protection socio sanitaire public qui a amené souvent les adultes enquêté/es à créer leurs Associations pour y cotiser afin de, entre autres, aider ses membres en cas de maladie:

- **Mr. T.I.:** *«Les 3500 FCFA que nous gardons, c'est la caisse noire qui sert pour s'entraider pour les problèmes sociaux. Si tu prends, tu rembourse petit à petit, à faible ou à 0 intérêt mais tu es obligé de rembourser. Tu peux t'endetter pour acheter un terrain, en cas de perte de marchandises, d'animal mort, pour les frais de scolarité, décès, maladie»*

OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT

Préserver l'environnement est un souci majeur en spécial pour les populations forestières enquêtées, car la **Forêt est sa source de vie principale**: d'habitat, nourriture, énergie et vie rituel Selon les pygmées Aka (UNICEF 2012: 69): *«Nous ne voulons pas être dans les villages, nous sommes rien hors la forêt»*.

Elles/ils dénoncent la **déforestation** croissante du milieu et l'**appauvrissement du sol** qui amène à une baisse de la chasse et de la **production agricole** Une baisse dénoncée également par les agriculteurs tout au long du pays (UNICEF 2012:82). Ces populations Pygmées, nomades et habitant traditionnellement dans des huttes³⁶, ne considèrent ce type d'habitat comme un problème sinon comme un avantage adaptatif. Mais la dite **déforestation** peut leur amener à s'approcher des villages ou ce type d'habitat est sujet de discrimination.

Par contre, le reste d'enquêté/es estiment vivre dans des **habitats sans un minimum de commodités** par manque de moyens et **qui souffrent d'une dégradation continue**. **Dans les cas de personnes âgées elles, elles se disent incapables d'assumer sa réparation vu leur grand âge, son abandon et leur manque de moyens pour payer un tiers:**

Mr.T.I.: *«Nous dormons dans de maisons de paille»*.

- **Mme PA:** *«Les vieux nous sommes abandonnés dans les maisons. Dans des très vieilles maisons en banco. Il faut voir après la saison de pluies sont état. Qui va la reconstruire? Nous, nous avons plus la force pour le faire»*.

De son coté les femmes dénoncent comment les Banyamulenge auraient également **détruit leurs maisons**. Ceci est extensible à une grande partie de foyers de villes victimes du conflit³⁷:

- **MmeA.F.V** *«Nos maisons étaient pillées, brûlées. Nous avons reconstruit, mais»*.

Mention appart mérite la situation des Refugies Mbororo, qui de **vie traditionnellement nomade**, ont été obligées de se sédentariser suite aux dites événements de 2002-2003 et qui ayant du fuir les attaques, ils louent des cases aux alentours de la ville **mais qui sont victimes de procès d'expulsion par manque de moyens pour payer leur loyer** (UNICEF 2012: 441).

³⁶«Entre 4 à 15 huttes par campement. Le campement est déplacé 6 à 7 fois par an dans un territoire limité (...) Le **campement est le cadre de la vie économique, sociale et culturelle** (...) . La vie quotidienne se déroule devant la hutte » (UNICEF 2012: 63)

³⁷Ses crimes ont été commis à Bossangoa, Bangui, Damara, Sibut, Bossembele, Bossemptélé, Bozoum et Moundoumba.

Un autre problématique qui fait l'unanimité est le **manque d'accès à une source d'eau**³⁸, tant pour les besoins personnels, dans le lieu de travail (champs, marché) comme a fins rituels (c'est le cas des Réfugiées Mbororo et des autres populations musulmans). Soit il n'y a pas de **raccordement (voir de l'argent pour payer les factures) soit de fontaines publiques et/ou de forages**. Ceci alourdi énormément les **taches quotidiennes (en spécial de femmes et enfants) et est souvent source de conflit**. Le fait de devoir se déplacer à des grandes distances résulte spécialement pénible pour les personnes âgées. Et en occasions empêche même la scolarité des enfants. **En brousse**, et en spécial en milieu Pygmée, on dénonce le **manque d'accès au savon**:

■ **MmeA.F.V:**«*Nous avons un vrai problème d'eau, avant il y avait un point d'eau. Dans un centre pour les handicapés, a Irao. Mais en saison sèche, vers janvier, février tout le monde va la bas et **ca fait des palabres**. Tu vas à 3h et tu retourne à 14h00 si tu es fort, tu passe la nuit la bas. Les enfants font la palabre et souvent ils ne vont pas à l'école.*

■ **Mr.L:** «*Nous remercions l'ACF qui nous aide à construire les forages. Sinon au mois de décembre, mars nos mamans vont se réveiller à 3 h00 pour avoir de l'eau vers 10h00-11h00. **Parfois on est obligé de venir à école sale. On est obligé de venir à école sale, le corps sale, les habits sales. Vous savez biologiquement le corps sale ne pas bon pour nos études.***

Un autre problème récurrente, pour toutes et tous (sauf les Pygmées) est le manque **d'accès au raccordement électrique** de la plus grand partie des foyers centrafricaines ainsi que **de moyens pour payer** soit les factures de l'ENERCA soit des sources alternatifs comme **des bougies** ou des lampes tempête. Les enfants des organisations religieuses enquêtes insistent sur ceci:

● **MmeA.F.I:**«*Aussi l'électricité. Nous utilisons une lampe, mais nous n'avons **pas d'argent pour payer le pétrole**. Et c'est **difficile pour trouver du pétrole**. En plus il faut payer et nous nous n'avons pas les moyens.*

● **MmeT.I:**«*Ce n'est pas problème si pas de raccordement car nous n'avons pas d'argent pour payer les factures. Nous utilisons des ampoules de chinois, on se débrouille avec ca. ca suffit on se débrouille.*

● **Mr.O.J.R:** «*Pendant les veilles à l'Eglise il nous manque **les lampes tempêtes***

Ce sont seulement les jeunes lycéens et les enfants de moins de 12 ans qui exposent comme une difficulté **la dégradation, voir le manque, d'infrastructures routières**³⁹:

● **Mr:** «*Il faut marcher a pied pour venir ici, aussi il n'y a pas de routes (...) Les routes ne sont pas bonnes.*

LA MARGINALISATION/DISCRIMINATION

Mentionne appartiennent **les situations de marginalisation** desquelles souffrent certains des populations enquêtées. Prenons le cas de **femmes victimes de violation (2002-2003)**, qui dénoncent 10 ans après, être encore **marginalisées par ses concitoyens, voir par sa famille**:

● **Mme A.F.L:** «*Nous souffrons également de la **marginalisation**. On nous doigte, Les gens, nos connaissances.*

● **Mme A.F.V:** «*Nous ne sommes pas respectées. **On nous insulte en disant que nous sont des femmes violées.***

Certains de leurs **enfants sont victimes, ayant ceci un impact sur son scolarité**:

● **Mme A.F.V:** «*Les gens qui nous ont violées ne sont plus la. **Mais nos enfants sont encore insultés**. Quand les enfants passent il y des gens que leur doignent en disant voila les enfants que leurs mères ont été violées par le Banyamulenge. Tout ca frustre l'honneur des enfants. **On leur frappe. Certains enfants ne peuvent même pas aller à l'école.***

³⁸Dans un pays ou le 67 % de la population avait accès à une source d'eau potable entre 2008-2010 (UNDP 2012: 179).

³⁹Comme signale UNICEF-PTA (2009a:37): «*Les infrastructures de communication ne sont pas suffisantes et généralement en état de dégradation (...) Certaines régions du pays (le nord-est surtout) sont totalement coupées du reste du pays pendant la saison des pluies.*

Pour des autres l'exercice **de la prostitution est source de marginalisation et d'abus multiples**, en spécial de la part des clients et de leurs épouses légitimes:

- Mme A.F.L: *«Dans notre travail, les hommes, les clients, nous négligent, nous sommes maltraitées, insultées (...) ils nous agressent verbalement, ils ont des propos violents envers (Ca chauffe). Parfois il ya des hommes qui disent être prêt a vous aider et après 2, 3 jours ils t'abandonnent. Et avec des propos violents envers nous (...) Mais aussi la rivale vient nous attaquer, On te tape, on se bagarre, on se déchire la figure, avec des lames de rasoir, on coupe tes tresses ».*

Une **discrimination** dénoncée par les **Refugiées Mbororo** ainsi que par des autres populations parlant **l'arabe et/ou étant musulmanes**. Ceci constitue un vrai frein dans l'accès à leurs droits: *«Nous sommes très découragés à l'idée de se déplacer pour faire les documents car si tu es peul, ou Mbororo les militaires et les policiers t'arrêtent tout le temps et te demandent de l'argent (...) même si tu as ta carte d'identité, tu dois payer 2000 FCFA car ton prénom est musulman. Si tu refuses, on te prend de force et ils fouillent tes vêtements Nous avons communiqué aux autorités mais les autorités gardent le silence*⁴⁰(UNICEF 2012:459).

Par contre, si bien **la plus part des Pygmées sont discriminés par les populations de grands noirs avec lesquels ils partagent leur écosystème**, dans le **campement AKA de TOMOKI visité pendant notre recherche**, les **relations avec les autres communautés**, et en spécial avec les MBATI étaient bonnes. Selon les enquêtés, **il n'existerait presque plus de discriminations** de la part de l'administration comme dans le passé (UNICEF 2012: 63): *«L'accueil dans les structures étatiques est bon. Par exemple, le maitre est NGBAKA et ne fait pas de différence».*

En définitif, toutes/s les enquêté/es, hommes comme femmes, vieux, adultes et jeunes, **dénoncent une grande souffrance vu leur pauvreté**. Souligner comme plusieurs des femmes violées **n'ont même pas pu s'exprimer à cause de cette souffrance**. Selon Mme la Présidente:

- Mme A.F.V: *«C'est trop de douleur pour elles. Elles ont quoi à dire mais elles se réservent. Elles ne sont pas à l'aise pour parler de ce malheur, pour parler de sa douleur. Elles vont pleurer si elles parlent de ca ».*

Dans tous le cas, et en contraste avec elles/eux, ils existeraient **des concitoyens qui vivent bien en RCA**. Mais chaque catégorie d'enquêté/es a une vision spécifique par rapport à qui y vit bien. **Les personnes âgées estiment que ce sont seulement celles/ceux qui ont:**

- Soit le **soutien ses enfants**: *«Il y a certains qui vivent mieux car leurs enfants leur aident».*
- Soit **des moyens de production propres, des champs et des troupeaux**. Ceci constitue un vrai capital retraite, voir une assurance en soi: *«Vivent mieux ceux qui ont eu toujours eu des champs, des bœufs, des cochons, des cabris. Mais nous ne sommes pas habitués à faire ce travail et nous somme vieux».*

Les travailleurs enquêté/es, pensent que **uniquement vivent bien ceux qui, contrairement à elles/eux, ont un travail dans le secteur formel ou bien les grands commerçants:**

⁴⁰Une pratique très répandu depuis des années comme bien signale ANKOGUI-MPOKO, G. F. et AL (2009a:4):*«Les enquêtes menées sur le terrain font apparaître de multiples exemples de rackets par les autorités militaires, administratives et techniques. A chaque niveau, de bas en haut, un ensemble de stratégies semble mis en place pour soustraire de l'argent aux éleveurs».*

- **Mr T.I:** *«C'est seulement ceux qui travaillent dans les organismes qui vivent bien».*
- **Mme T.I:** *«Les biens places, les fonctionnaires, les hommes d'affaires (...) Mais nous, nous souffrons beaucoup»..*
- **Mme T.I:** *«Il a certains qui ont des moyens. Une personne peut avoir 3 motos(...) Comment? C'est sont des commerçants avec le Tchad, le Cameroun (...) Les administrateurs, les haut cadres, les ressortissants, les gens affectés, c'est eux qui profitent des moyens. Ils vivent bien mais ils ne sont jamais venus nous interpellier sur notre souffrance».*

Pour les jeunes lycéen/s **uniquement vivent bien les jeunes qui ont des parents aisées:**

- **MrL:** *«Les filles dont ses parents sont aisees elles avancent bien dans leurs études».*
- **Mlle L:** *«Nous on doit acheter le pétrole pour étudier. Ce n'est pas juste qu'il n'y a pas l'électrice. Certains ont un groupe. Certains ont l'électricité mais il faut avoir les moyens même pour payer le pétrole. C'est eux qui vivent bien».*

Seulement quelques enfants de moins de 12 ans de l'Association ECODIM (8/79), manifestent vivre bien en donnant à ce concept le contenu suivant:

- **Mr O.J. E:***«Vit bien celui qui ses parents s'occupent de lui ».*
- **Mlle O.J.E** *«Moi aussi Je vais a l'ecole, je reviens, j'ai de quoi a manger, j'etudie et je dors . Je n'ai pas de problem ».*

Dans tous les cas, les adultes enquêté/es estiment que **dans le passé** (voir sous des autres régimes politiques) **les conditions de vie étaient meilleures:**

- **Mr. PA:** *«Une meilleure époque c'était pendant le Gouvernement de Dacko⁴¹, et de Bokassa⁴². La terre donnée bien, les prix étaient abordables, Il y avait des denrées...».*

⁴¹ Período 1960-1966.

⁴² Período 1966-1979.

CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
----------------------------	------	----------	-----	---------	-------

Mais quelles sont les **principales raisons** pour lesquelles elles/ils ne vivent pas bien?

ODM 1 ERRADIQUER L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM

Pour les adultes, hommes et femmes, la **cause immédiate** de leur situation de pauvreté il faut la trouver dans **le bas et incertain salaire** qu'elles/ils obtiennent avec son **travail informel** et qui ne leur permet pas de subsister dignement. Les causes **sous-jacentes** sont tantôt **individuels** (analphabétisme ou bas niveau d'instruction⁴³) comme **structurels**: le manque d'un tissu économique dynamique ainsi que la robotisation de peu d'entreprises existants sur place:

- Mr T.I.: «Il n'y a pas de travail digne à Bossangoa. Pas d'usine, pas d'industrie (...) D'un autre cote SODECA, fais maintenant la maintenance avec des robots».

En définitif, une manque des opportunités pour avoir accès à un travail digne, formel, avec un salaire fixe et des droits sociaux. Des types de travail desquels les **hommes enquêtes** se disent victimes d'une préférence des pratiques préférentiels des entreprises pour le **personnel venant de la capitale** ainsi que du **climat de corruption existant localement** qui ferme les portes à ceux/celles qui n'ont pas de moyens pour soudoyer, voir de parents bien placés:

- Mr T.I.: «Nous voulons travailler dans la sucrerie, comme menuiser, dans l'usine de Cotton. Mais on préfère prendre les gens ailleurs alors qu'ils sont là. Les Députés cherchent des projets mais on donné aux autres. Par ex, un chauffeur ici, les FOX on préfère prendre ailleurs. Toujours c'est des gens qui viennent d'ailleurs. On leur demande d'adresser des demandes mais les parents vont prendre les postes (...) Entre nous on peut avoir des aide-mécanicien, des mécanicien, aide-chauffeurs mais à la fin on recrute ceux de Bangui ou bien des parents. IL faut donner un pourboire pour qu'on t'embouche. Et nous nous n'avons pas cette capacité. Tu dois sacrifier 2 mois de salaire pour qu'on te donne de travail. ».

Par rapport à la **perte de productivité de la terre** dénoncé par Pygmées et agriculteurs sédentaires comme cause de sa pauvreté croissante, les adultes enquêtés font allusion au **changement climatique, les jeunes aussi**:

- Mr. T.I «Il y a aussi le probleme de production agricole insuffisant. Maintenant il pleut moins».
- Mr. L «Cela est du au changement climatique (...) Quand on cultive on a rien On est découragé».

Pour les jeunes, les **exigences du marché économique mondial** aurait amené également à un abandon de la culture vivrière par des cultures de rente provoquant une **flambée de prix**⁴⁴.

- «On a des **problèmes alimentaires qui s'imposent**. Aujourd'hui à Bossangoa beaucoup des gens préfèrent faire la culture du coton, pour avoir de l'argent, on a un problème, les **gens ne cultivent plus les denrées vivriers**. Auparavant au temps de nos grands-parents c'est Bossangoa qui ravitaillé Bangui en denrées alimentaires mais aujourd'hui, nous vendons le manioc au moins a 400 FCFA, le panda on la vend a 150, 125, mais de nos jours a 750fcfa. Si vraiment tu n'as rien tu n'as que à endurer la journée. Si nous pères donnent 1500 à nos mamans pour chercher quelque chose pour la journée nos mamans se plaignent».

⁴³Voir pour chaque Groupe Fiche 1.2 Système d'inscription.

⁴⁴Dans un pays où le coefficient de variation de la volatilité de prix était de 3% entre 2008-2010 (UNDP 2012:177). Ceci a été dénoncé Lors de la dite Journée Mondiale de la Santé (08/04/2012) par Mr Z. Maïga, représentant de l'OMS en RCA: «**Les conditions météorologiques et imprévisibles** contribuent à la diminution des productions alimentaires et à la mauvaise alimentation des franges vulnérables. Notre région est en proie à des **catastrophes naturelles ou provoquées par l'Homme** qui ont un effet direct sur la société»

A ceci s'ajoute le fait qu'il y aurait moins de **bras pour les champs** car une partie des jeunes aurait quitté l'agriculture (et les études) pour prendre un métier à ses yeux plus rentable: **les armes**:

- **Mr. L:** *«C'est la solution facile, d'être soldat il y a dans l'Ouham des jeunes qui font de la culture mais qui préfèrent être des militaires. les jeunes préfèrent être soldat et non agriculteurs. c'est une fonction facile»*

Selon les Jeunes la dite flambée est également produite par la présence dans leur ville des fonctionnaires détachés, voir des expatriés ou de touristes avec un plus grand pouvoir d'achat:

- **Mr. L:** *«Le prix n'est pas fixe sur le marché. S'il y a des touristes ou des passants comme ceux des ONG les prix augmentent. Aussi s'il y a des fonctionnaires qui viennent de la capitale. s'il y a de la demande les prix augmentent».*

Ce sont des filles lycéennes qui ont dénoncé comme cause dernière de sa situation de pauvreté le système **d'exploitation colonial**:

- **Mlle L:** *«On doit faire quelque chose pour notre pays. Les blancs vous êtes venus pour voler. Ils ont pris toute, même la sagesse. Les blancs et la Chine. Par exemple ils sont venus prendre notre coton et ils disent qu'il n'y a pas de machines. Aidez-nous pour fabriquer des machines. Il y a la pauvreté parce que les blancs sont venus nous voler»⁴⁵.*

De son côté les personnes âgées **accusent l'Etat** d'être à la base de sa situation de précarité **en ne prenant pas leur responsabilités envers eux** et cela malgré être sa génération qui a construit le pays après l'indépendance:

- **Mr. P.A:** *«Nous avons aucune assistance, l'Etat n'intervient pas pour nous soutenir malgré notre situation et tout ce que nous avons travaillé pour le pays. Il ne se soucie pas de nous dans ses plans».*

Epuisé/es par leur âge, elles/ils **estiment que le dit abandon de la part de ses enfants et petits enfants est aussi cause de sa situation d'extrême précarité et cela** malgré qu'eux-mêmes ils se sont occupés dans le passé de sa progéniture ainsi que de ses propres parents et grands-parents.

- **Mr. P.A:** *«J'ai plusieurs enfants. Mais je suis abandonné à la maison. Quelque fois ils reviennent le soir voir si tout va bien, quelque fois non. S'ils ne sont pas là, il y a personne pour m'amener à l'hôpital. Pareil pour manger (...). Comment je peux cultiver, manger, qui va préparer ? Il faut que mes enfants, mes petits enfants soit là».*

La cause sous-jacente de ce phénomène d'abandon serait liée tant à **l'exode rural des jeunes** (vu la manque d'opportunités en province) comme à une **évolution des mentalités**⁴⁶:

- **Mr. P.A :** *«Dans la famille les enfants sont tous à Bangui. C'est moi seul qui suis à Bossangoa. Je ne sais pas ce qui se passe. Il faut demander le monde. Nous, nous sommes occupés de nos parents et grand parents mais maintenant nos enfants et petits enfants ne s'occupent pas de nous. Les femmes ont changé. C'est le monde qui a changé. Mais ça sera difficile.*

- **Mme P.A** *«Nos enfants sortent le matin, Ils vont avec ses copains, avec ses copines mais ils ne s'occupent pas de nous. Qui va puiser l'eau pour moi? Tantôt je vais va chercher de l'eau, tantôt je vais va chercher du bois».*

Phénomène croissant qui serait également en lien avec les **accusations de sorcellerie** dont les personnes âgées sont une des principales victimes⁴⁷, et en spécial les femmes:

⁴⁵Ceci a provoqué l'éclat général il a fallu expliquer au reste des filles participant cet argument.

⁴⁶Ceci confirme le discours de Mr Z. Maïga, représentant de l'OMS en RCA Lors de la Journée Mondiale de la Santé (08/04/2012). , selon lui: *«On assiste à un **changement de la structure familiale** désormais marqué par **l'exode des jeunes dans les villes à la recherche du bien être. Ils abandonnent** ainsi les personnes âgées à leur triste sort».*

⁴⁷**Avec les enfants.** Ceci confirme les déclarations, Lors de la dite Journée Mondiale de la Santé de Mr J. M. Mandaba, Ministre de la Santé: *«Ces personnes ont toujours été victimes de traitements cruels inhumains ou dégradants: **accusées de sorcellerie ou lynchées**, abandonnées pour la plupart dans les villages ou foyers (...) Ils **sont souvent accusés de sorcellerie** et font l'objet de la justice populaire c'est pourquoi nous devons agir notamment dans le domaine de la prévention»*

- **Mr. P.A:** *«Souvent. Ca arrive souvent qu'on nous abandonne en disant que nous sommes des sorciers. Des que quelqu'un tombe malade si il y a un vieux en proximité, on nous accuse d'avoir provoqué la maladie, voir la mort».*

Une problématique qui se répète tout au long du pays. Par exemple selon les habitants du quartier Gbaya I de Bossangoa: *«La plupart du temps c'est mystique et on ne peut pas trancher donc on amène en justice car on ne peut pas savoir si la personne est sorcière ou non. Souvent ce sont des vieux ou des vieilles. Par ex : si un vieux passe devant ta porte et te demande à manger, tu lui donnes, et si après il y a des enfants qui tombent malades, on va accuser le vieux. On va dire qu'il est sorcier. On peut sinon l'amener chez un féticheur»* (UNICEF 2012: 233)

Mais la cause **fondamentale de l'abandon et la marginalisation des personnes âgées (ainsi que des autres membres dépendants de la société** (enfants, orphelins, handicapés, malades de VIH/SIDA), il faudra la trouver à nouveau dans la dite **pauvreté** qui affecte toute la société:

- *«Si une personne est handicapée, toute la famille doit contribuer à l'aider. Un parent valide et compréhensif va le prendre en charge. Mais c'est un problème actuellement à cause de la pauvreté grandissante.*

Et ceci dans une société où l'Etat n'a pas pris sa responsabilité en créant des maisons de retraite, des orphelinats ou des centres d'appui pour les handicapés. L'Eglise et des ONGs sont venus donner une réponse mais très insuffisante. Comme bien signale UNICEF (2012: 35): *«Les orphelinats créés par exemple à Mbaiki, Sibut ou Bangassou par l'Eglise catholique viennent en aide, mais ils restent très limités dans ses capacités».*

Les membres des **Associations de Femmes** insistent que la **cause fondamentale de leur situation d'extrême précarité et pauvreté, il faut la trouver dans les événements de 2002-2003** qui auraient bouleversé leurs vies. Selon elles avant le passage de Banyamulenge **les conditions de vie étaient mauvaises mais meilleures que maintenant:**

- **Mme A.F.L:** *«Depuis ses événements nous souffrons. LA GUERRE A DETRUIT NOS VIES».*

Les exemples donnés sont multiples⁴⁸:

- **Mme A.F.L:** *«Je suis veuve, j'ai été violée. Après la mort de mon mari il y a personne pour s'occuper de moi et mes 8 enfants».*

- **Mme A.F.V:** *«J'étais grosse quand ils m'ont violée, après j'ai perdu la grossesse et j'ai perdu mon mari. Il a été assassiné. Ma grande sœur vient de mourir et je m'occupe des 4 enfants de ma grande sœur et de mes 2 enfants ».*

- **Mme A.F.V** *«J'ai été violée, tabassé et après j'ai suivi une opération chirurgicale suite aux violences. Mon mari m'a abandonnée avec les enfants. Il est parti. C'est moi seule qui s'occupe de tout malgré que je suis un traitement chirurgical suite aux tortures des Banyamulenge. C'est leur faute si ma vie est détruite ».*

L'impact des ces événements sur ces femmes est telle que leur discours revienne sans cesse sur ceci. Il faut ajouter par ailleurs que la dite situation aurait également détruit le tissu économique embryonnaire existant à l'époque créant de la méfiance aux entrepreneurs⁴⁹. C'est le même cas pour les **Refugiées Mbororo** pour qui si bien la cause immédiate de leur pauvreté est **la mort et/ou vol de leur bétail**, la cause sous-jacente est la dite situation d'insécurité ainsi que les Zarguinas. Les personnes âgées confirment

⁴⁸Il s'agit des témoignages très similaires à ceux des autres victimes qu'ont récemment témoignées à la CPI contre J.P. BEMBA. <http://www.bembatrial.org/2012/05/victim-tells-bemba-trial-she-was-gang-raped-by-congolese-soldiers/>

comment **les dits événements de 2002-2003** ont aussi **empiré leur situation et celle de leurs enfants**:

- Mr. P.A: *«Avant les événements il ya avait une petite amélioration. Mais après les événements malheureusement, en raison des rebelles tout a été détruit, et la situation pour nous les vieux a aussi empiré»*
- Mr. P.A: *«C'est l'arrivée des Banyamulenge qui a fait que nous avons tout perdu. Et ca persiste encore. Nous n'avons comment vivre, nous ne savons plus comment faire pour manger».*

Pour les lycéens **la violence est cause de pauvreté mais la pauvreté alimentera également la violence**, faisant que des jeunes préfèrent prendre les armes pour survivre:

- Mr. *« Il y a la pauvreté en Centrafrique, si un Mr. s'annonce, si le jeune n'est pas vraiment instruit, il te dit je te donne 50.000fcfa, prends l'arme et tu me suis le jeune ne pourra rien faire qu'accepter pour faire mieux vivre sa famille.*

Des événements qui auraient appauvrie également, voir détruit, pas seulement des individus, la vie social et rituel (dans le cas des Mbororo), le tissu économique ou les institutions mais aussi **les Associations. C'est ainsi que la délicate situation financière actuelle de l'Association** de personnes âgées de Bossangoa est **en lien avec ces événements**:

- Mr le secrétaire P.A: *«Notre objectif est l'entraide grâce surtout au développement agropastorale. Ce pour ca que nous avons prévu d'élever des porcs de race. Mais depuis les événements ils n'y a presque plus de cotisations. Les membres n'ont plus d'argent. (...) En plus, on avait un compte à Sofia Crédit⁵⁰ avec 29.000FCFA, mais nous avons tout perdu. Maintenant il faut aller à Bangui pour récupérer cet argent et nous n'avons pas les moyens pour nous déplacer».*

Egalement les événements auraient **détruit des réalisations associatives des adultes comme la pharmacie vétérinaire** créée par les Réfugiés Mbororo du campement SEMBE V avec un capital de 25.000.000FCA (UNICEF 2012:469). Ou celles des jeunes. C'est ainsi que lors du dit Etude communautaire (UNICEF 2012: 258-259) les jeunes enquêtés nous ont fait savoir comment avant les événements: *«ils cotisaient dans une tontine. A GBAYA I ils avaient paye de petit élevage, mais ils ont tout perdu pendant les événements»*. Une couchemar a nouveau proche selon Les jeunes . En effet, ces derniers avaient peur que la Rebellion de la coalition Seleka qui venait d'éclater allait à nouveau empirer leurs vies. Leur discours pour Ndele est aujourd'hui malheureusement extensible à presque toute la RCA :

- Mr. L: *«J'ai encore un souci, qui vraiment me préoccupe: LA PAIX. Vous savez ici à Bossangoa on bénéficie de moindre paix. Prenons l'exemple à Ndele, à ce moment nos condisciples ne peuvent même pas étudier car il y a les affrontements (...) Comme vous savez un élevé ne peut pas lire pendant qu'on annonce le cout de canon. Vraiment la paix n'est pas stable en Centrafrique surtout dans l'arrière pays. Ca joue sur nos études (...) En RCA les élèves étudient dans des conditions difficiles comme on ne pourra jamais imaginer».*

Des jeunes qui estiment que **la cause des événements il faut la trouver dans la corruption et le manque de respect de l'Etat de ses engagements vis-à-vis des rebelles**. Une situation qui fait énormément souffrir les jeunes:

- Mr. L: *«Nous, nos hommes politiques ne pensent qu'à eux-mêmes. La jeunesse est obligée de passer par ici par la, pour avoir à se faire vivre. Je donne un exemple. Le DDR a donne quelque chose pour le désarmement et la démobilisation. Récemment ceux de Ndele qui ont boude c'est du a ce la. Nos hommes politiques ont détourné cet argent pour eux mêmes et sa famille. Comme les jeunes ont beaucoup patienté, c'est pour ca qu'ils se sont soulevé. Aujourd'hui certains de nos condisciples vers Ndele ont perdu leurs parents qui devraient leur soutenir dans leurs études donc vraiment....si je parle beaucoup de ca j'ai de maux de tête».*

49 Le climat d'affaires est particulièrement difficile dans un pays ou le PIB était en 2012 de 470\$ et ou selon l'Index du BM *Doing Business* 2013, la RCA est les 185/185 économies au niveau de la facilité de faire des affaires (183/185 en 2012). **C'est-à-dire la pire** .

50SOFIA Crédit a démarré ses activités en 2009. Elle a des agences à Bangui, Bossangoa, Sibut et Bambari.

OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS

Par rapport à la situation déplorable du système éducatif centrafricain, les lycéens évoquent la **manque de moyens de l'Etat centrafricain** comme raison principale. Des autres estiment que le problème n'est pas une manque de moyens **mais d'intérêt de l'Etat centrafricain pour sa jeunesse, en particulier de celle qui habite hors Bangui**:

- **Mr L** : «Le Gouvernement n'a pas d'argent pour pouvoir s'occuper des écoles».
- **Mr L** : «Le Ministère de l'Éducation ne veut pas venir car si lui, ceux qui travaillent dans le Ministère venaient dans l'arrière pays, pour connaître le problème des élèves,...j Pour eux ils connaissent que la ville, ils pensent que seulement ceux de la ville sont des bons citoyens qui pourront leur remplacer demain. Ils ne pensent pas à ceux qui sont dans l'arrière pays.

La pauvreté serait également la cause du bas rendement, voir abandon du système scolaire par les jeunes, en particulier des filles⁵¹.

- **Mr L** : «Nous voulons nous concentrer à étudier mais nous devons au même temps chercher de l'argent pour étudier. Comment nous pouvons nous concentrer?».
- **Mr L** : «vous savez quand on étudie il faut avoir beaucoup d'énergie pour bien maîtriser les leçons. mais si tu as faim tu risques d'abandonner les cahiers».

- **Mlle L** : «Aussi beaucoup de filles ne veulent pas venir à l'école. Il y a l'évolution du monde, elles doivent comprendre qu'il faut venir à l'école. Mais c'est la pauvreté.».

Pour des autres ce sont **leurs propres parents qui ne leur encouragent pas, qui sont des irresponsables ou bien leur situation de vulnérabilité en tant qu'orphelins**:

- **Mr L** : «C'est la responsabilité des parents. Parfois ce sont des parents irresponsables, ils préfèrent dépenser son argent dans une autre chose. Peut-être ils ne travaillent pas. Certains restent comme ça. (...) Certains ils n'ont pas la volonté de travailler. C'est la volonté qui est à la base de tout⁵²».
- **Mr L** : «Des autres sont des orphelins ils ont perdu le papa, la maman, ils sont sous la tutelle des autres parents il y a aussi des souffrances. C'est pénible. Ils n'ont pas le courage de continuer l'école car chez eux ils ne sont pas pris en charge».

OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Peu de raisons ont été données par rapport aux dites situation d'inégalité. Seulement les lycéens se sont exprimés, affirmant qu'à la base de la répartition inégale des tâches entre filles et garçons, se trouve l'éducation que leurs parents leur donnent:

- **Mlle**: «On devrait les apprendre à faire ça. Ils doivent savoir faire ça (...) Les garçons sont capables, Pourquoi pas? Des fois même mieux et plus que les filles. Ce la faute de parents qui ne leur ordonnent pas».

OBJ 4, 5 et 6: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE, AMELIORER LA SANTE MATERNELLE, COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES⁵³

⁵¹Selon UNDP (2012:35) 1«les taux d'achèvement des garçons dépassent ceux des filles (...) et l'écart est de l'ordre de 10%».

⁵²Lors de l'étude communautaire (UNICEF 2012: 37) les jeunes, un peu partout dans le pays, dénoncent que «Ledit **manque de moyens de parents** (...), qui est avancé également comme la cause du non paiement des actes de naissance ou de frais liés à la santé, est **remise en question par les jeunes**. Ceux-ci dénoncent comment «nos parents ne peuvent pas payer à la fin du mois le 100 FCFA pour les maîtres-parents mais ils dépensent cette quantité chaque nuit en **alcool**». Ce constat serait également selon les jeunes à la base du phénomène généralisé de **désobéissance envers ses parents**.

⁵³Nous avons regroupé les 3 ODM car ceci correspond mieux avec le discours de nos protagonistes.

Tous les enquêté/es s'accordent en trouver la cause immédiate de leurs problèmes d'accès **aux structures sanitaires et médicaments** ainsi qu'aux moyens de prévention, toute maladie confondu, tant dans leur **faible pouvoir d'achat** que dans le **manque d'une politique de prise en charge socio-sanitaire** de la part des autorités, tant au niveau de retraite comme d'assurance maladie, voir invalidité et décès :

- **Mr P.A.:** *«Nous n'avons pas d'argent pour payer. L'Association n'a pas de moyens pour nous aider. Mais la faute c'est de l'Etat. C'est sa responsabilité, C'est comme ça en Europe, non?»*

OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT

Dans le cas den la **déforestation**, les Pygmées justifient celle-ci par les **pratiques abusives des sociétés forestières**. Des sociétés que malgré exister une Loi qui oblige a la reforestation elle n'est pas respecté en complicité ave les autorités centrafricaines:

- *«Ils sont venus chez nous et ils nous ont mis dehors, sans nous demander. Et l'Etat centrafricaine ne fait rien*

Pour le reste d'adultes enquêtées, leur bas et incertain salaire serait á nouveau la cause immédiate de leurs difficultés, voir impossibilité, d'accès á un **habitat digne, á l'eau et á l'électricité**. La cause sous-jacente: Elles/ils accusent á l'Etat d'un **manque de responsabilité** pour favoriser son accès aux plus démunis:

- **Mme T.I.:***«Avec ce qu'on gagne comment on peut payer le médecin ou l'eau? Eh? Mais le Gouvernement devrait aussi venir en aide, c'est sa responsabilité»*

Mais les jeunes viennent enrichir le discours: Elles/ils pensent que les problèmes d'accès a l'eau sont également justifies par **une pénurie d'eau en soi ainsi que d'argent au niveau de la SODECA pour acheter le carburant nécessaire** pour pomper celui-ci a la superficie et assurer sa distribution:

- **Mr L:** *«La SODECA ne peut rien faire car il y a l'insuffisance d'eau mais apres ils sont dures si tu ne paie pas».*
- **Mr O.J. R:** *«Il y a aussi un Probleme d'argent pour que SODECA achete le carburant pour distribuer l'eau».*

Pour certains lycéens il faut aller au delà et trouver la cause dans des **pratiques de monopole de la part de certaines sociétés :**

- **Mr L:** *«L'hydraulique est sous domination de la SODECA, j'ai écoute quelque chose en venant que c'est la SODECA qui empêche la ACF de construire les forages. Par ce que la SODECA veut que ça reste dans sa main il veut gagner de l'argent dans les mains des partenaires. Et si ACF construit des forages partout il y aura personne pour payer la SODECA. Tous ces problèmes, ça nous perturbe, nous les pauvres. Par contre ceux qui ont de l'argent peuvent aller acheter le Tangu, l'eau d'Evian ils sont à l'aise. Mais nous les pauvres, on souffre».*

- **Mr L:** *«Ce que j'ai appris dans la bouche des parents c'est comme si l'ENERCA a pris le monopole de l'énergie cela fait que des autres sociétés ne peuvent pas venir en Centrafrique Le peuple en souffre».*

Certaine/s mettent en cause la dite pénurie d'eau et électricité **denoncant pouvoir beneficier que si une Haute Personnalité passe dans la ville:**

- **Mr L:***«ce n'est pas vrai, ENERCA a la possibilite mais on attend quil y a le Ministre ou le President pour donner;ijj».*

CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
----------------------------	------	----------	-----	---------	-------

Mais selon nos interlocuteurs quels intervenants et institutions doivent faire quelque chose?

ODM 1 ERRADIQUER L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM

Les adultes coïncident en affirmer que ca devrait être à l'Etat centrafricaine en première lieu de venir en aide pour améliorer leurs conditions de vie et de travail. Un Etat qu'ils estiment **insouciant, corrupt, mal gestionnaire et sans moyens**:

- Mr. T.I.: «L'Etat n'a pas les soucis de nous aider, ni la possibilité pour ceux qui nous n'avons pas de moyens».
- Mme A.F.L.: «L'Etat ne peut pas nous aider même si c'est son obligation. Quand il y a des appuis les hautes personnes bouffent. Les Hauts personnalités vivent bien grâce aux aides, Ce seulement vers UNICEF qui peut nous aider».
- Mme A.F.V.: «L'Etat a suffisamment des problèmes donc si nous attendons l'Etat jamais nous auront une solution. Nous auront rien (...) ils ne paient pas car ils dépensent mal»

Et ceci dans tous les domaines et niveaux d'intervention:

- Mr L.: «C'est l'Etat, C'est sa responsabilité. Le Gouvernement doit appuyer la rehabilitation des Hopitaux, des routes»
- Mr O.J.S: «La Federation Centrafricaine de Football a une resposabilite pour nous aider. Le Gouvernement aussi».
- Mr O.J.E: «C'est la responsabilité de l'Administration., des Affaires Sociales.

Les personnes âgées enquêtées/es coïncident avec les adultes et elles/Ils nous rappellent comment **ceci s'est déjà traduit au niveau législatif⁵⁴ même si dans la pratique ce n'est pas appliqué**:

- Mr. P.A.: «L'Etat a une responsabilité raison pour laquelle l'Etat a voulu qu'il y a un décret pour les personnes âgées, même si ceci n'est pas appliqué».

Comme bien signale un travailleur sociale centrafricaine: «**Ce pays n'a pas besoin de lois mais d'argent. Je suis très découragé. L'Etat ignore le peuple**»⁵⁵.

Plus proche du niveau local, Les députés devraient également s'impliquer mais la corruption leur atteint:

- Mr. T.I.: «Les Députés devaient faire tout pour avoir de travail ici, pour nous aider mais ils font rien ou bien ils donnent à leurs parents»

La Mairie devrait être leur primer interlocuteur mais les intérêts et collaborations sont divers selon les groupes enquêtés. Dans le cas de déchargeurs de camions, **la Mairie**, après cotisation, vient déjà en aide en cas d'abus de la part d'un camion étranger. De son cote, la Mairie leur appel pour collaborer bénévolement dans l'assainissement de la ville, mais pas pour écouter sa voix:

- Mr. T.I.: «Nous nous appuyons sur la Mairie pour notre défense en cas de camions étrangers. Nous cotisons pour ca. On paie 10% sur le gain de marchandises pour nous défendre. Un 10% sur les marchandises qui viennent de Cameroun. Maintenant ca a augmenté les taxes, avant 1 sac de farine, de 50kg, 50 FCFA, maintenant 60FCFA.

⁵⁴

Loi N° 09.012 portant Statut, Protection et Promotion de la personne âgée. Date d'adoption : 25.06.09. Date de promulgation: 10.08.09. Elle fait suite à la résolution 37/71 des NNUU demandant à tous les Etats membres de mettre en place des plans de programme en faveur des personnes âgées.

⁵⁵En <http://www.afrik.com/article2093.html>

■ **Mr. T.I.:** «On nous appel pour dégager les canaux au bord de la route, pour contribuer à travailler ou pour payer. Pour des formations C'est uniquement le Inspecteur de la Jeunesse qui nous appel, par exemple sur le VIH.»

Dans le cas de femmes vendeuses de légumes, **la Mairie** ne leur aurait contacté que récemment suite à une demande extérieure, et sans suite par le moment:

● **Mme. T.I. :** « Nous avons vu Mr le Maire pour nous aider. Il l'a promis. Il y a eu des blancs qui sont venus avec lui, ils ont pris des photos mais nous n'avons plus de nouvelles.Ca ne fait pas longtemps mais on ne connaît pas c'est qui».

C'est le même cas pour l'Association des personnes Agées:

● **Mr. P.A.:**« Des fois on fait appel à nous, pour des réunions dans la mairie, mais c'est rareeeeeeeeeeeeeee. Mais Jamais le 1^{er} décembre, la fête nationale, jamais on invite le 3^{eme} âge On nous a oublié. **C'est très grave. Nous avons construit le pays**».

Par contre, même si elles **croient que la Mairie devrait venir en aide**, les membres des Associations de Femmes enquêtées dénoncent le fait de n'être jamais contactés. Elles estiment que ceci est du à que **leurs Associations «portent comme elles le stigma de la violation»:**

● **Mme A.F.L.:**«Jamais nous sommes convoqués par la Mairie. Jamais».

● **Mme A.F.V.:**«(Tout le monde éclate a rire). La Mairie? A nous? Jamais? Ils ne vont pas venir avec nous. Tout le monde nous évite».

Non plus les organisations des jeunes de Bossangoa. Par contre la Direction de la Jeunesse, le personnel de la Maison de Jeunes et des Affaires Sociales travaille étroitement avec eux et foment sa participation au développement communautaire, et ceci malgré ses maigres ressources.

C'est le même cas pour les Pygmées et les Réfugiées Mbororo enquêté/es (UNICEF 2012 : 445, 17):«A l'époque du FNEC, on était en harmonie avec les services de l'ETAT. Le FNEC a disparu et ça a entraîné plus de problèmes. On nous donne des amendes, s'il y a réunion on nous évite et s'il y a un don, on ne bénéficie de rien les Mbororo».

Très éloquent est le discours de ce vieux Ardo Mbororo:

● «Depuis que je suis né et que nous sommes arrivés en Centrafrique il y a plus de 50 ans, je n'ai jamais vu quelqu'un venir nous écouter, le faire avec du respect, et vouloir connaître nos problèmes, nos rêves et nos coutumes. Nous reconnaitre. Vous êtes la première. Merci UNICEF. Qu'Allah vous protège

Dans le cas concret des problématiques liés au travail Toute/s les enquêté/es réclament que **les syndicats**⁵⁶ ainsi que la Sécurité Social devraient avoir une vraie responsabilité:

● **Mr. T.I.:** «Jamais, ils ne sont venus, jamais. Mais il faut!!!!»

En fonction des expériences vécues dans le passé, ce sont principalement **les organismes de NNUU** (UNICEF, OMS; PAM) et les ONGs qui **peuvent en réalité, et doivent**, venir en aide pour améliorer leurs conditions de vie.

● **Mme A.F.L.:**«Nous avons ont fait des formations: lutte contre la pauvreté, VIH, palu, allaitement, Nous avons fait ça avec Thomas d'UNICEF. C'est seulement UNICEF qui nous aide, qui peut nous aider».

● **Mme A.F.V.:**«Bien avant il y avait le PAM qui venait en aide. Ca nous permettait de venir en aide des enfants orphelins mais maintenant les enfants ont des difficultés pour son alimentation (...) **OMS aussi**».

● **Mr. L.:** «J'aimerais associer l'UNESCO; l'UE, si vous pouvez nous aider à construire des bâtiments, nous envoyer des documents (...). **C'est pour ça que nous comptons sur les blancs.** »

⁵⁶Il existe effectivement des Fédérations syndicales mais elles ne s'occupent pas du secteur de l'économie informel.

- **Mr. P.A.:** «AGDA nous a donné des semences de maïs, on avait même 1 hectare pour cultiver».

Il faut signaler comme pour certaines même la présence d'UNICEF, à travers la réalisation de l'entretien, serait déjà un premiers pas dans la solution à leur pauvreté. Présence qui est interprétée même comme une réponse à leurs prières:

- **Mme. T.I.:** «Nous ne savions pas quoi faire. Nous avons prié et votre présence est la réponse à notre prière. Il faut nous orienter. Votre présence est la réponse, il faut nous orienter».

Pour les jeunes étudiante/s, C'est à l'Etat centrafricaine d'avoir le leadership avant même l'intervention des partenaires extérieurs:

- **Mr. L:** «L'Etat a une responsabilité, bien sûr, **On a dit aide toi et le ciel t'aidera.** Avant que l'Unesco vienne au secours, il faut que L'Etat prenne l'initiative d'au moins apporter la 1ère pierre avant que L'UNESCO et les NNUU viennent au secours. Nous voulons que le Gouvernement fasse d'abord».

Par rapport aux institutions religieuses, et ceci malgré leur poids et rôle social, les femmes enquêtées (les hommes ne se prononcent pas a ce sujet) n'attendent rien de leur part:

- **Mme A.F.V.:** «L'Eglise a aussi des problèmes, l'Islam aussi. **Nous sommes tous dans le même bateau».**

Ce n'est pas le cas des enfants appartenant a des organisations religieuses. elles/ils qui estiment que la population, voir eux memes malgre etre des enfants, ont une responsabilité et un rol a jouer en especial par rapport aux difficultés de leur association. Et ceci en complement de l'Etat mais aussi des autorités religieuses de chaque confession:

- **Mr O.J.R.:** «En principe c'est la cotisation des membres qui devrait suffir mais nous, nous sommes sont des enfants, nous n'avons pas les moyens pour payer, donc la plupart c'est le PASTEUR qui finance, qui prends en charge».
- **Mlle O.J.R.:** «D'abord les enfants nous-mêmes a travers les cotisations et apres des bonnes volontes peuvent venir en aide, Les autorités aussi, nous attendons beaucoup des autorités. Mais ils ne font pas, c'est bien dommage qu'ils ne le font pas».
- **Mr O.J.R.** «Les responsables d'Eglise. C'est la Responsabilité de Monseigneur et de Mr l'Abbe: Les parents aussi ils ont un role tres important afaire. Ils doivent faire des actes de charit».

Entretemps, les adultes enquêté/es essaient de s'en sortir à travers leur travail, personnes âgées et jeunes aussi. Chacune des Associations constitue un moyen en soi même d'entraide, une réponse à la pauvreté, un moyen de construire un monde meilleur:

- **Mme A.F.L.:** «L'Association peut aussi faire quelque chose. Elle peut financer des autres membres pour faire des gâteaux, acheter des produits de 1^{ère} nécessité, aider à cultiver des légumes. C'est notre moyen pour avancer.
- **Mme. P.A.:** «Je suis dans l'Association comme un moyen pour améliorer ma situation. J'espère qu'on aura des aides, pour que mes conditions de vie soient améliorées. **C'est notre espoir.** Il faut être dans les associations, pour améliorer nos conditions de vie, **il faut avancer ensemble».**

Toutes et tous veulent prendre ses propres responsabilités afin de construire et laisser un monde meilleur a leurs cadets:

- **Mme A.F.L.:** «Nous aussi on doit participer à la cause commun, on doit reconstruire le pays pour nos cadets ».

Des cadets à qui les personnes âgées réclament leur venir en aide, même si ceux-ci leur parait difficile:

- **Mr. P.A.:** «Les donnees ont changé. Les enfants c'est un peu difficile de venir en aide car ils ont sa femmes ses enfants, leur famille,...leurs difficultés».

Malheureusement, et selon la connaissance des enquêté/es, il n'y aurait pas à Bossangoa, comme dans des autres parties du pays, des Associations de Jeunes qui pourraient

venir en aide des personnes âgées. Il y aurait seulement des aides ponctuels dans le cadre de l'entraide religieuse:

- **Mr. P.A.:** « Non, c'est une très bonne idée mais il n'y a pas à Bossangoa (...) En milieu religieux, dans les églises chrétiennes il y a certain entraide. Des activités individuels et ponctuels (...) C'est une bonne idée mais très difficiles (...), Les jeunes préfèrent se réunir en pairs que venir avec nous (...) Déjà les jeunes ont des difficultés pour se réunir entre eux ».

A ce propos dire comment lors de notre séjour à Bossangoa dans le cadre de l'*Etude anthropologique* (UNICEF 2012: 254): «**les jeunes femmes du Quartier GBAYA I nous ont fait savoir comment elles mêmes organisaient des tontines pour revendre aussi des épis de maïs, du maïs con cassé ou pour des activités saisonnières. Elles emploient l'argent pour les habits, l'école, en cas de maladie et pour aider les parents âgés.**» Egalement nous avons trouvé dans la Lobaye, des villages comme Baboua, où existe un **Club de Jeunesse** dont son objectif est «**d'aider les vieux qui n'ont pas de parents à nettoyer la maison, apporter l'eau, en cas de malheur,...**» (UNICEF 2012: 133).

OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS

Selon les jeunes, la responsabilité d'assurer une éducation de qualité concerne à l'Etat centrafricain même si des partenaires extérieurs doivent venir en aide:

- **Mr. L.:** « Nous jeunes, nous voulons être demain les cadres de ce pays des hommes de référence pour bien défendre notre pays. Il faut que l'Etat réfléchisse un peu sur nos études, nous on a souhaité de tenir jusqu'au bout »⁵⁷.
- **Mr. L.:** « Nous avons des problèmes scolaires. En spécial nous les orphelins: pas de tenu, d'habits. Il faut qu'UNICEF fasse quelque chose. L'Eglise, UNICEF, ACF font déjà quelque chose mais l'Administration non, ce n'est pas normal.

OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Par contre selon les jeunes la responsabilité de la promotion de l'égalité de sexes serait d'abord celles de jeunes filles elles mêmes qui se déclarent être prêtes à éduquer ses propres enfants dans l'égalité de sexes:

- **Mlle L.:** « Les garçons sont capables, Pourquoi pas? (...) Nous, nous allons apprendre à nos enfants ».

Des jeunes femmes qui se voient même capables de refuser une proposition de mariage par ses parents si ceci suppose un frein dans son scolarité et dans son projet de vie:

- **Mlle L.:** « La, ça marche pas. D'abord mes études. Je dis NON, je continue. Après mes études je veux choisir ».

OBJ 4, 5 et 6: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE, AMELIORER LA SANTE MATERNELLE, COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT⁵⁸

Et ceci dans le cas de tous les services sociaux de base (santé, habitat, eau, électricité, infrastructures): l'Etat centrafricain devrait assurer l'accès:

- **Mr. P.A.:** « On voudrait l'électricité. Surtout l'eau, L'eau. C'est la responsabilité de l'Etat (...) ».

⁵⁷Un rêve similaire à celle des enfants orphelins qui ont participé à UNICEF-PTA (2009b:39): « Les enfants orphelins rêvent de devenir des cadres et des hommes responsables afin de participer d'une manière active et consciente dans la réalisation d'une Centrafrique meilleure ; ils ont des projets d'avenir et comptent sur des organismes nationaux et internationaux ainsi que sur l'Etat pour les réaliser ».

⁵⁸Nous avons regroupé les 4 ODM car ceci correspond mieux avec le discours de nos protagonistes.

CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
----------------------------	------	----------	-----	---------	-------

Mais pour nos protagonistes: Que **doivent faire ces intervenants pour changer cette situation?**

ODM 1 ERRADIQUER L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM

Les adultes sont unanimes en affirmer que la meilleure façon pour sortir de cette situation d'extrême précarité passe par **l'emploi**. D'abord il faut **améliorer leurs conditions de travail**⁵⁹:

- **Mr. T.I:** *«Il faut penser au future. Mais pour ceux qui vont faire ce travail, il faut améliorer ses conditions. Mais c'est difficile: Il faut avoir un manitou pour soulever les charges comme dans des autres pays. Tant qu'il n'y aura pas de manitou nous serons obliges toujours de faire nous même».*
- **Mr T.I:** *«Nous voulons avoir quelque chose pour transporter, car transporter ca sur la tête c'est très dur. Seulement pour gagner 500fcfa. C'est très dur».*
- **Mme T.I:** *«Il suffit d'améliorer les conditions seulement. Nous voulons un toit et une chaine de froid ».*

En spécial **formaliser leur travail et leur garantir l'accès aux droits**⁶⁰ :

- **Mr. T.I:** *«Il faut régulariser notre métier, avec des contrats et des droits mais nous manquons des informations».*
- **Mr. T.I:** *«C'est très importante une Caisse de Sécurité Sociale pour accidents, vieillesse. Mais avec l'Etat ca sera très très difficile. Il faut attendre 100 ans, je je (...) Nous avons besoin des bonnes volontés pour nous aider».*

Par contre une **partie des enquêtés ne veut plus continuer à faire son actuel travail** (c'est le cas de déchargeurs le plus âgés et des femmes libres), étant nécessaire dans ce cas **l'appui pour son recyclage, des formations professionnelles**:

- **Mr. T.I:** *«Nous voulons bien faire une formation, changer de métier, mais on nous contacte jamais. Il faut qu'on change d'activité, faire de l'élevage, l'agriculture. On avance en âge, on est fatigue, nous voulons créer des entreprises, apprendre un métier».*
- **Mme A.F.L:** *«Nous voulons travailler, faire un autre travail que celui-ci, mais nous n'avons pas de moyens pour faire du commerce, pas de moyens de transport. Nous faisons «ce travail «pour subsister (...) nous voulons faire des vrai activités économiques pour éviter toute débauche».*

Sans oublier, nous rappellent **les jeunes, ceux qui ont abandonné l'école et leur apprendre à eux aussi un métier**:

- **Mr L:** *«Et prendre nos grands frères qui venaient de passer et qui ne veulent pas continuer a l'Université, même ceux qui ont finit l'Université, leur apprendre un emploi. ca pourra nous encourager nous qui sommes en arrière.*

Les **hommes âgés enquêtés, et malgré n'avoir plus l'âge de travailler**, insistent également sur la nécessité d'un **appui sur les conditions et outils de travail** pour pouvoir ainsi **s'en sortir eux-mêmes par leurs propres moyens tant que sa santé le permettra**:

- **Mr. P.A.:** *«Il faut nous aider à construire des enclos pour protéger les animaux».*

⁵⁹Au niveau du secteur formel de l'économie il existe bien au sein de la CNSS **un service des accidents de travail et des maladies professionnelles**. Souligner comment en septembre 2012, la RCA aurait participé à la 7ème édition du Symposium sur l'audiovisuel et la prévention des risques professionnels de Ouagadougou (SYAPRO) sous l'égide de l'OIT, de l'OMS et de l'AISS, gagnant 3 prix. Cette année il était dédié au thème: «Communicateurs traditionnels et vulgarisation des concepts de prévention des risques professionnels». (<http://journaldebangu.com/article.php?aid=3513>). Cette expérience pourrait bien être reprise.

⁶⁰Ceci ne veut pas dire que ceux qui ont une couverture sociale n'ont pas de problèmes, pas seulement par le faible montant des retraites mais en spécial les retards de paiement comme nous avons pu voir au niveau de la Fiche Personnes Agées.

- **Mr. P.A.:** «Je suis menuisier. Je voudrais bien **travailler mécaniquement**.»
- **Mr. P.A.:** «Nous appuyer pour **faire du commerce, faire l'élevage de porcs**.»
- **Mr.:** «Nous voulons avoir quelque chose pour transporter».

L'octroi des microcrédits, de systèmes financiers adaptés, est le moyen le plus évoqué pour toutes et tous vu qu'il aurait donné ses bons fruits dans le passé récent, spécialement entre les femmes:

▪ **Mme A.F.L.:** «Est-ce que UNICEF peut nous appuyer pour avoir quelque chose pour **commencer un petit commerce. Nous voulons travailler?** (...) Si on nous donne un petit financement on peut distribuer à 2/3 des membres une aide, pour aller au marché, vendre des beignets, et remettre le capital dans la caisse de l'Association pour aider des autres».

• **Mme A.F.V.:** «**Depuis cette année ça commence à aller mieux. Avec le peu que nous avons eu comme aide de l'OMS, on a fait de commerce, on a cultivé les champs, et ça va un peu mieux. On a fait des tontines. Pour 5 femmes nous avons pris ce qu'elles ont reçu. Chaque femme retient le bénéfice et elle remet le reste aux autres pour continuer à exercer**.»

Ceci est spécialement important pour les personnes ayant un handicap. Handicap International par exemple travaille dans cette voie.

Il faut que les microcrédits se voient accompagnés de la mise à disposition des **outils de travail, des biens et services productifs:** charrettes, engrais, bétail, semences:

• **Mme A.F.:** «**Nous voulions bien cultiver mais il n'y a pas l'argent pour prendre les charrues. S'il y avait l'argent nous pouvons cultiver des hectares sur des hectares, acheter les charrues et cultiver pour alimenter nos enfants (...)** Nous avons besoin d'un appui pour faire **la Culture mécanisé** comme ça on fera des grandes superficies, notre rendement va augmenter. Nous serons **autosuffisantes**.»

Mais les jeunes insistent sur l'appui pas à ceux qui font la culture de rente sinon vivrière:

• **Mr. L.:** «**Il faut doter les cultivateurs, donner les crédits aux cultivateurs pour leur permettre de bien travailler pour de cultures vivrières, pas de cultures de rente, vraiment ça va permettre de changer la alimentation de la population**.»

Ceci devrait être accompagné de la **movilisation communautaire:**

- **Mr. L.:** «**Il accorder des crédits et organiser les populations**.»

Parallèlement elles/ils réclament **une mobilisation internationale** pour le **développement industriel de la RCA:**

• **Mme A.F.V.:** **Il faut chercher des partenaires pour leur aider à créer des emplois. Chercher à l'étranger. C'est notre propre travail qui va nous sortir de la pauvreté.**

Un travail, et un travail digne, apparaît pour ces femmes, comme le principal moyen de lutte pas seulement contre la pauvreté mais aussi contre la marginalisation

• **Mme A.F.L.:** «**Il faut un appui, un financement, pour sortir de cette débauche, pour cesser cette appellation de femmes libres**.»

Dans le cas des Réfugiées Mbororo, ils demandent uniquement à qu'on leur donne la possibilité de **retourner à son activité traditionnel: l'élevage**. Ceci les aiderait contre leur discrimination:

• «**Si on pouvait acheter même 2 bœufs, on peut s'en sortir. Nous ne voulons pas des aides. Nous voulons travailler. Maintenant on fait de l'agriculture mais ça donne pas, personne nous a appris. Ou un travail pour un commerçant**.»

Vu leur situation de vulnérabilité, les personnes âgées réclament au delà des mesures d'appui individuel et/ou associative, que **l'Etat centrafricain assume leurs obligations de prise en charge de personnes dépendants, en spécial les personnes âgées, en payant en heure et temps les retraites** ainsi qu'en développant **une prise en charge pour les personnes âgées des autres secteurs d'activité**. Mais le développement de ses mesures (tant au niveau micro comme macro) a **besoin de ressources**, et en complément des **aides à demander aux partenaires internationaux**, les jeunes insistent sur le besoin d'exploiter le **sous-sol centrafricain:**

- «**Il faut aussi exploiter nos ressources, l'or, les diamants. voir avec la France, EEUU, le Cameroun**.»

Et la condition *sine qua non* serait, selon jeunes et enfants, **la paix et la sécurité**:

- «La paix c'est toujours la paix, il faut ça d'abord. La paix et la sécurité. Il faut mettre fin à la rébellion et à l'insécurité pour chercher à faire rentrer l'argent dans le pays».

OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS

En parlant des difficultés au niveau de l'éducation, celles et ceux qui sont en âge de travailler, estiment qu'elle est **une de meilleurs outils contre la pauvreté**, en permettant l'accès à des conditions de travail meilleures, voir **à une mobilité sociale ascendante**:

- **Mr. T.I:** «C'est **notre première préoccupation**, que nos enfants puissent manger à sa faim et **qu'ils aillent à l'école. C'est la seule façon de qu'ils ne soient pas condamnés à faire ce travail et à vivre dans ces conditions**».
- **Mr. T.I:** «Nous avons abandonné l'école mais nous préférons que plus personne fasse ce travail. Tous nos enfants vont à l'école. Nous avons abandonné par manque de soutien **il faut plus que ça se répète**».

Les dites pratiques de corruption seront à la base d'un **certain pessimisme entre les jeunes vu la difficulté d'avancer dans l'échelle sociale pour celui qui n'est pas d'une famille aisée**:

- **Mr. L**«Un chauffeur ivoirienne, si son fils veut être Dr il peut devenir Dr. Ici si tu papa est président tu peux avoir la chance de devenir ministre mais si ton papa est agriculteur **mets toi dans la tête que tu vas finir dans les champs**».

- **Mr. L** «Le Gouvernement, les Dr tous sont des corrompus. La jeunesse ne peut plus faire confiance car ils sont tous de corrompus, on souffre en tout cas. Si tu n'as pas des parents influents. **Si tes parents ne travaillent pas tu dois te mettre dans la tête que c'est fini pour toi, En tout cas. Parce que tu ne possèdes aucun moyen pour pouvoir continuer. C'est ça qui nous fait arrêter. Ce sont tous ses facteurs qui nous freinent dans nos rêves**»..

Pour les Pygmées enquêtés, l'éducation est conçue comme un **Système de Sécurité Sociale**, une garantie pour l'avenir de leurs enfants et leur prise en charge une fois âgés (UNICEF 2012: 79):«**Très important pour devenir quelqu'un. C'est notre Sécurité Sociale**». Selon les femmes: «L'instruction est importante car elle ouvre les yeux. Demain l'enfant peut vous aider. Par exemple Mama Sophie d'UNICEF, non?».

Il ne jamais tard pour apprendre pour les femmes enquêtées qui demandent la possibilité également de **s'alphabétiser même d'apprendre le français** pour pouvoir aider les enfants. Mais il faut que **l'accès à l'éducation pour tous soit une réalité et à une éducation de qualité**. Pour cela, tous nos protagonistes réclament en premier lieu que **ça soit l'Etat qui assure l'accès en prenant en charge la totalité de frais liés à la scolarité, en spécial, des orphelins**. Il faudrait **construire des équipements scolaires avec de personnel de qualité, bien formé et payés de façon régulière et conséquente**⁶¹.

- **Mr. L:** «C'est d'abord la responsabilité de l'Etat centrafricain. En nous aidant par rapport les exemples que nous avons proposés. Par ex, si le Ministre de l'Education nous envoie des professeurs intégrés, certifiés,
- **Mr. T.I:** «Il faut améliorer les conditions des études pour **avoir des bonnes cadres**».

Un autre moyen clé serait la **décentralisation des structures universitaires**:

- **Mr. L:** «Vraiment nous voulons à **que l'UNESCO s'il y a quelques moyens, nous construire des Universités de plus que celle de Bangui**. Nous voulons à **que les NNUU** viennent à notre secours de ce côté (...) des universités dans chaque capital régional Ça? **C'est presque un paradis**».

⁶¹Dans la ligne des propositions faites en UNICEF (2012: 38):«Il faudrait investir dans la construction **d'écoles de qualité** ainsi que dans la **formation de maitres**. Il est nécessaire d'organiser un **système de garderies** par exemple en s'appuyant dans les Associations des jeunes. Egalement, il faudrait former les parents en Economie Sociale et Familiale et re-ritualiser l'éducation afin de encadrer correctement

Les jeunes insistent sur le besoin d'augmenter le nombre de **bâtiments** existants, de **classes**, créer des **bibliothèques**, des **laboratoires**, des **espaces de recherche avec accès à internet** ainsi que **sécuriser le Lycée**. Ceci permettra d'avancer dans les études et d'éviter les dits affrontements:

- **Mr. L.:** «J'aimerais associer L'UNESCO; UE, si vous pouvez nous aider à construire des bâtiments, nous envoyer des documents, même l'informatique. Nous voulons étudier (...) **Nous comptons sur les blancs**».

- **Mlle. L.:** Il faut que l'établissement possède de photocopieuses comme ca on nous demandera plus de payer »

Mais pour les Organisations de Jeunes, il faut également **équiper les quartiers avec des espaces de jeux et de Bibliothèques**. Ceci pourrait avoir un rôle très important dans le développement des enfants en spécial les orphelins:

- **Mr O.J.S:** «Nous avons besoin des Bibliothèques, si on peut mettre en place un espace pour que quand ses enfants vulnérables arrivent ils ont un espace avec des livres, ils vont se sentir à l'aise (...) Et aussi des jeux, des balançoires... ».

Le développement des infrastructures sportives est également proposé. Le **sport** est réclamé par les étudiants et membres de clubs sportifs, comme un **moyen de prévention contre la violence**:

- **Mr L:** «... construire quelque bâtiments de plus pour le Lycée de Bossangoa. Après 3, 4 terrain de foot, 2 de basketball, handball, volleyball, tennis et de karaté pour le sport au niveau de Bossangoa. Et des cars pour aller aux sports. On dit le sport uni le **peuple**. S'il y a le sport le **peuple va être uni ca va changer, ca c'est ca que on veut changer** ».

La mise en place de moyens pour assurer une **éducation morale aux enfants**, voir religieuse, est réclamé en complément par les enfants appartenants à des Organisations de croyants:

- **Mr O.J.R:** Si je suis un jour présidente (il veut être médecin) je veux développer la bonne moralité aux enfants , construire une maison pour tous les enfants et leur éduquer .

- **Mlle O.J.R:** Il faut organiser la population pour devenir des bonnes citoyennes, qu'ils deviennent participatives.

Egalement par les personnes âgées, qui voient dans celle-ci un moyen **pour prévenir les vols** ainsi que pour sensibiliser les jeunes à la prise en charge de ses aînées quand elles/ils seront adultes:

- **Mme P.A.:** «Et sensibiliser les jeunes pour qu'ils s'occupent de 3ème âge. Il faut insister pour ne pas voler. Si je deviens présidente nous allons nous occuper d'eux car ils sont nos enfants malgré qu'ils ne s'occupent pas de nous».

Pour les jeunes, l'éducation morale est estimée nécessaire également pour les adultes comme moyen dans **la lutte contre la corruption**:

- **Mr. L:** «j'aimerais devenir économiste pour gérer l'état de mon pays. je changerai les idées, les attitudes qui sont mauvais dans le pays, par exemple le détournement des aides qui sont venues par l'extérieur, les gens qui sont en haut ils ont garde ça, et c'est un problème. il faut l'honnête».

OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Pour les jeunes filles le seul moyen de pouvoir continuer ses études et éviter un mariage précoce non désirée, est d'argumenter elles mêmes de l'intérêt et pérennité des bienfaits des études:

- **Mlle. L:** «Il y a en a des parents que tu peux convaincre et sinon on va convaincre avec des arguments **Faire savoir que tu n'as pas besoin. Même si il va donner une grande dot c'est à toi de convaincre**. Tu peux marier celui qui a une dot comme ça mais sa dote va finir dans un mois, Et par contre moi je continue mes études et ça ne va pas partir jamais Mes enfants qui vont venir, ils ne vont pas bénéficier. **Donc ça sert à rien de courir pour se marier, QUI VA DOUCEMENT VA SUREMENT**».

OBJ 4, 5 et 6: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE, AMELIORER LA SANTE MATERNELLE, COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES⁶²

Pour tout problème de santé confondu y inclus l'accès aux médicaments de qualité et des moyens de prévention, il faudrait que ca soit, selon nos interlocuteurs, **le Gouvernement qui garantisse ceci, en spécial pour les populations les plus démunies et vulnérables:**

- **Mme A.F.L:** *«Il faut aider les malades, les personnes âgées. Construire des dispensaires, dans chaque quartier».*
- **Mme A.F.V:** *«Il faut nous aider en médicaments, en argent pour pouvoir à aller à l'hôpital».*
- **Mr. L:** *«il faut interdire les médicaments de Salina»*

Y inclus au sein des établissements scolaires et sportifs:

- **Mr. L:** *«Il faut une infirmerie et des toilettes de qualité»*

Il faut signaler comme au niveau national, P. Wagramalé, président de la Fédération des Personnes Agées, aurait demandé au gouvernement et les partenaires internationaux une amélioration de leurs conditions de vie «en ouvrant un **centre de prise en charge gratuite en matière de santé** et leur en créant une **maison de retraite**». Ce type de structure n'a pas été évoquée par nos interlocuteurs.

Egalement il faudra **améliorer et délocaliser la formation des professionnels de santé**. Une formation qui devrait être **sensible aux différences culturelles et adapté pour répondre aux besoins spécifiques de certaines populations comme les handicapés⁶³**. Les jeunes réclament qu'on forme le personnel médical contre la corruption:

- **Mr. :** *«Il faut Initier les docteurs sur le problème de la CORRUPTION».*

L'école aurait également un rôle à jouer par exemple, dans **l'éducation sexuelle** des jeunes, en spécial pour la prévention des MST et des grossesses non désirées:

- **Mr. L:** *«Les filles ont ce qu'on appelle ECONOMIE FAMILIALE. On n'a pas une madame qui nous enseigne l'économie familiale. Elles n'ont pas qui leur apprenne ce qui est important pour elles. Si elles ont ça en seconde, c'est le cas pour comprendre, expliquer l'éducation sexuelle, ça leur permet de maîtriser leur organisme et prévenir des situations».*

La population est prête à collaborer. Par exemple par rapport **aux drogues**, les jeunes croient être sa propre responsabilité la sensibilisation de leurs camarades:

- **Mr. L:** *«Aussi changer la mentalité des jeunes. Vraiment une campagne de sensibilisation sur les armes, les études et les drogues. parler sur les drogues. (...) C'est nous les jeunes qui nous devons prendre le devant pour faire la sensibilisation. Nous devons nous sensibiliser entre nous afin que l'état puisse nous aider après ainsi que des autres organisations. Il faut nous aider pour nous aussi aller vers nos frères ».*

De son côté Les femmes de L'AFAB veulent continuer ses activités de prévention dans le domaine de la SSR et de l'allaitement, en développant des actions de sensibilisation en brousse:

- **Mme A.F.L:** *«Il faut continuer à sensibiliser pour éviter des maladies. Nous voulons aller à l'arrière pays».*

⁶²Nous avons regroupé les 3 ODM car ceci correspond mieux avec le discours de nos protagonistes.

⁶³Au niveau de Bangui déjà, « Les associations de soutien aux personnes handicapées ont décidé de traiter ce phénomène en formant un personnel médical et paramédical qualifié et en sensibilisant la population. " Handicap International, en collaboration avec la Faculté des sciences de la santé de Bangui (FACSS), a ouvert deux filières de formation en appareillage orthopédique et en rééducation ».

OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT

Par rapport au problème de déforestation, les enquêtés rappellent au Gouvernement son rôle dans la protection de l'environnement et dans le contrôle du respect ou non des normes par les sociétés d'exploitation forestière. C'est ainsi que par exemple au village de Boboua, l'Association «Yakopo Kabiabou» aurait été créée pour défendre les intérêts du village et en spécial (UNICEF 2012: 177): *«défendre la forêt, parce qu'il y a une société forestière qui est en train de la détruire. Nous sommes des sentinelles. On ne reboise pas, il faut garder la forêt. Nous avons écrit le Ministère et on attend la réponse».*

Que l'Etat construise des **logements dignes pour tous**, ainsi qu'assure **l'accès géographique et financier à l'eau et à l'électricité** et le Développement des infrastructures routières est évoqué également comme un moyen clé pour un avenir meilleure:

- Mr. T.I: *«Il faut construire des maisons, nous vivons dans des maisons de paille».*
- Mr. L. *«On doit évoluer, on doit avoir l'électricité et l'eau. Négocier pour que n'ait pas de rupture de pétrole, de carburant, avec les efforts des pays plus avancés. Construire les routes».*

Par rapport à la dite situation de **quasi-monopole des services de base comme l'eau et l'électricité**, les jeunes proposent des mesures comme **l'ouverture des marchés**:

- Mr. L. *«L'Etat il faut qu'il donne l'accès aux sociétés d'énergie (...) si vraiment l'Etat peut donner à toute l'onde l'accès de venir exploiter les richesses du pays. Il y a certaines sociétés qui peuvent venir exploiter ça nous permettra»*

Tant filles comme garçons voudraient **finir avec l'état de pauvreté de ses parents, voir du reste de centrafricains, en spécial les orphelins en créant des structures adaptées**:

- Mr. L. *«Que la vie de nos parents change. Je voudrais pouvoir avoir de l'argent pour leur donner, construire une maison. Ils ont beaucoup souffert pour nous».*
- Mr. L. *«Moi je veux que JE REUSSIS DANS MES ETUDES, aller au delà de la souffrance,...(...) Je ne sais pas, je voudrais devenir biologiste () J'aime ça, (...) si non médecin pour aider mes parents».*
- Mlle. L. *«Je veux aider aussi, construire un orphelinat. Aider les enfants.»*

OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPPEMENT

Ce sont en spécial les jeunes garçons qui ont insisté sur le besoin d'un partenariat mondial comme un moyen clé de réaliser **tous ses rêves et pouvoir sortir de la pauvreté et avoir accès aux services sociaux de base**:

- Mlle. L *«Il faut Multiplier les contacts des pays amis pour nous aider tel que la Chine, la France, les EEUU».*
- Mr. L *«Il faut Aller en Chine pour négocier et aussi rencontrer le président des EEUU, France, Espagne».*

Entretiens nos interlocuteurs, en spécial les personnes âgées invitent les partenaires internationaux à au moins prendre conscience de leur situation pour agir en conséquence:

- Mr. P.A: *«Il faut faire connaître notre situation. Des partenaires seront sensibles. Eux ils vont voir comment résoudre ces problèmes d'eau et électricité et appuyer le Gouvernement».*

A ce propos les femmes victimes des Banyamulenge, appellent la communauté internationale pour **justice soit faite et ce type d'événements ne se répètent plus**:

Mme A.F.V: *«Tout homme qui a commis des dégâts doit être condamné, amène devant la Justice comme ça les autres vont voir. Quant à Bemba⁶⁴ ont sait qu'il ne peut pas réparer ce qu'il a produit, je préfère qu'on lui juge et on lui condamne (...) Je souhaite que ça se ne répète plus. Je n'ai plus de force pour marcher».*

⁶⁴Le procès à la CPI contre J.P: Bemba s'est ouvert le 22 novembre 2010 et un total de 5229 victimes ont été autorisées à participer.

CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
----------------------------	------	----------	-----	---------	-------

Mais pour nos protagonistes: **D'ici à quelle date** elles/ils attendent ces résultats?

Comme prévu, Il a été spécialement délicat, voir **difficile, de se projecteur dans l'avenir**⁶⁵ au delà du 2015 pour des personnes âgées, des femmes victimes de Banyamulenge ou simplement des personnes vivant dans un contexte comme la RCA où l'espérance de vie est de 48.4 ans et la survie est une question **quotidienne, et souvent menacée**. De plus, culturellement on conçoit le «Aujourd'hui» mais difficilement le «Demain».

Ca a été le cas par exemple des personnes âgées qui ont perdu presque toute espoir de voir ceci de leurs propres yeux vu leur grand age et les experiences vecus. Dans l'autre extreme, **les enfants de moins de 12 ans** pensent que entre 2013 et 2014 tous ces avances seront possibles. **2015 leur paraît: «trop loin».**

Jeunes et adultes **voudraient des solutions le plus vite possible** et sont disponibles des qu'on aura besoin d'elles/ils. **Mais Toutes et tous voient très difficile que tout ses améliorations soient possibles dans un court délai**

- Mme A.F «Demain, on attend qu'on nous appelle»
- Mr. T.I: «Mais avec l'Etat ca sera très très difficile. Il faut attendre 100 ans, je je (...)».

Et ceci du a qu'il existerait une **condition sine qua non pour commencer à construire** «ce monde que nous voulons: **la Paix**. Et un **obstacle majeur** déjà évoqué: **La corruption**.

Une paix qui se construit, par exemple à travers la transmission de l'éducation a la paix dans les écoles. Ou des initiatives associatives comme l'Association interviewé de jeunes de 12 ans et moins, ECODIM, justement née pour éduquer à la paix les enfants des différentes communautés de Bossangoa. Selon son fondateur l'Inspecteur de la Jeunesse de Bossangoa:

- «Il y 1 an quand j'ai été nomme a Bossangoa il n'y avait pas un groupe d'enfant de moins de 12 ans melange de tous les communautes pour construire la paix, pour l'entente entre communautés et entre confessions. Suite aux evenements vecus , il y a eu des affrontements entre les communautes Sara et Gbaya , des autres aussi, donc il faut que les petits se melangent et ils vivent ensemble».

Il faudrait en spécial se demander sut l'impact des derniers événements (rébellion de la coalition Seleka du 10 décembre 2012) **qui ont commence juste lors de notre passage a Bossangoa (du 12-20 décembre 2012).**

La corruption des autorités⁶⁶ y inclus par rapport aux **distributions des aides humanitaires et au Développement** est témoignée comme un **vrai obstacle au « monde que nos protagonistes veulent**. Ce sont multiples les exemples vécus dans le passée par nos interlocuteurs, par exemple par rapport à l'aide reçu après les événements de 2002-2003:

- Mme A.F. V: «Autrefois La FAO devait distribuer des semences. Le recensement avait été fait mais nous n'avons reçu les semences. Il a quelqu'un de la FAO qui est venu, un blanc a cité tous les groupements, il y avait notre groupement mais ils ont réclamé que la distribution se fasse à Katanga. Le munjou est parti et le Gouvernement n'a rien fait».

⁶⁵Raison pour laquelle nous avons présentée le QUAND de façon conjointe avec le COMMENT lors des Fiches par Sous Groupes.

⁶⁶La RCA a signée la Loi N°06.011 du 03.07.06 **autorisant la Ratification de la Convention des NNUU contre la Corruption** ainsi que la Loi N°06.010 du 03.07.06 autorisant la Ratification de la convention de l'UA sur la Prévention et la Lutte contre la Corruption.

- **Mme A.F. V:** *«Une autre situation: ils sont venus avec les semences du PAM, dans les distributions il y avait des quantités pour chaque mouvement mais arrivés ici ils ont partagé et la quantité réserve a un groupement entre 5 ou 6. On ne maîtrise pas qui a volée, (on ne veut pas dénoncer on rigole a propos de vol), Les hippopotames ont vole ».*

Un cas très frappant est le supposé vol des aides internationales pour les femmes victimes de Banyamulenge protagonisé par le responsable de CARITAS Bossangoa :

- **Mme A.F.V:** *«Nous étions soutenues par OMS, pour nous dépister, pour nous donner des médicaments. OMS a donné de l'argent mais CARITAS a détourné. Nous avons notre siège après l'UNICEF, c'était une construction inachevée mais CARITAS, c'était inachevée, cette argent était détournée par CARITAS. Pas dénoncé au Tribunal mais la réclamation était faite au niveau de Eglise catholique. Le coordinateur était un Abbe et depuis lors il n'a pas remboursé ca. Je ne sais pas ce qu'il a fait avec l'argent (...) Nous ne sommes pas montés jusqu'au la justice car c'est une affaire de la Mission Catholique. L'Abbe a du démissionner comme Coordinateur de Caritas. Mais il n'a pas retourné l'argent (Elle nous montre les Statuts).*

Ceci décourage énormément la population et a suscité un manque de confiance croissante dans l'Etat de droit et dans les institutions y inclus caritatives:

- **MrP.A:** *«Je déplore les efforts, il y de l'aide qui est arrivé (...) nous écoutons seulement mais elles disparaissent. Ca devient pénible. Parce que les choses n'arrivent pas, ca ne fait qu'augmenter nos peines».*

Créant un climat de méfiance même à l'intérieur des Association:

MrP.A: *«Pour le matériel qui n'arrive pas a notre niveau. C'est la faute de notre responsable.*

- **MmeP.A:** *«Non, Notre Président, les responsables de l'Association font un effort pour nous communiquer ce qui se passe. Par exemple, c'est grâce au président que nous avons été informés de cette réunion. Mais ce sont **le Gouvernement et surtout les autorités locales qui sont corrompues** (...). Non, il ne faut pas qu'on leur dit que la remise de tel ou tel aide il faut attendre la cérémonie, après la cérémonie n'aura jamais lieu et ils ne vont jamais recevoir l'aide».*

Cette situation de corruption est confirmée par Mr le DRP de Bossangoa: **«Je soutiens ca, l'aide n'arrive jamais chez les gens»**. Egalement elle aurait été dénoncée par des autres citoyens tout au long du pays lors du dit **Etude anthropologique** (UNICEF 2012: 36).

Mais comment résoudre ce problème de corruption? La solution donnée par les enquêtes est la remise des aides en mains propres aux intéressés sautant les autorités:

- **Mme A.F.V:** *«Le problème est qui s'il y a une aide on leur remet pas en main, on remet aux autorités ou a une tierce personne et avant qu'on leur remet les gens qui ont puissance restent avec et elles ne reçoivent rien. Il faut nous donner directement (...) Je demande que si prochainement il y a quelque chose pour notre association on demande de remettre directement que de passer par des autres personnes».*

- **MrP.A:** *«Si une aide arrive, une aide que nous est désignée, un matériel arrive, il faut qu'on nous informe, que nous soyons le bas pour vérifier (...) Si un colis arrive comme ca, qu'on mentionne le nom du président, et qu'il soit suivi».*

Malgré toutes ses difficultés, nos protagonistes sont unanimes en croire qu'un **MEILLEURE FUTURE EST POSSIBLE** et elles /ils sont prêts a participer à sa construction

- **Mme A.F.V:** *«C'est sûr que nous enfants pourront avoir un meilleur avenir».*
- **Mr L:** *«**NOUS JEUNES, NOUS DEVONS PRENDRE NOS RESPONSABILITES JE N'AI PAS PEUR NOUS DEVONS FAIRE COMME BOGANDA**»*

Et elles /ils estiment que une démarche comme la présente consultation Post ODM 2015 est déjà un pas très importante pour faire entendre leur souffrance et leur façon de concevoir l'avenir:

- **Mme A.F. :** *«Oui, oui ; C'est notre souhait. C'est très bien cette démarche. (Discussion vive) Vraiment!!!*

Nous avons pu écouter....L'avenir est devant nous

Nos **recommandations** visent à regarder à nouveau **l'avenir de la RCA** à partir des préoccupations déjà dévoilés tout au long du Rapport par nos protagonistes. Protagonistes qui se trouvent être parmi **les populations les plus défavorisés et vulnérables de la RCA**. Des préoccupations, encore plus prégnantes après la Rébellion de la coalition Seleka vu la dégradation de la sécurité et des conditions de vie qui ont eu lieu depuis nos rencontres.

CONCERNANT LE CONTENU

C'est ainsi que dans la **feuille de route Post ODM 2015** pour la RCA, il faudrait **ajouter aux 8 ODM actuels deux Objectifs (Conditions) préalables** et indissociables du développement: **la construction de la Paix** et la **Lutte contre la Corruption**.

La lutte contre la corruption

Malgré l'existence d'un cadre juridique et des efforts jusqu'à maintenant développés avec l'appui des partenaires au Développement, **la corruption** freine, voir rend impossible, tout effort individuel et collectif pour le Développement, spécialement pour les plus pauvres, « dans la incapacité de subsister, d'accéder aux services sociaux de base ou de faire respecter leurs droits y incluses les aides au développement, Il serait nécessaire, entre autres possibles mesures, que:

Le Gouvernement

- mette en place des mécanismes de transparence dans la gestion de la *res publica*, et ceci dans toutes ses institutions et à tous les niveaux (national, régional, local), y inclus au sein du actuel gouvernement de transition.
 - veiller à que dans l'administration (et dans les entreprises publiques et parapubliques) les **postes qui précisent des compétences spécifiques soit occupés par des intellectuels** centrafricains⁶⁷ qui ont la formation et expérience requise (et non attribués par clientélisme).
 - Mette en place au niveau des institutions (scolaires, sanitaires,...) **une personne de valeur morale reconnue (type Ombudsman)** qui s'occuperait de recevoir les plaintes des citoyens et veiller au respect des droits et des obligations,
 - mette en place de **cours d'éducation civique** tant au niveau de l'enseignement primaire et secondaire que dans l'enseignement supérieur, les écoles de formation professionnelle, les medersas ou les instituts de formation biblique ainsi que dans des structures associatives, églises, et des autres acteurs locaux.
 - Appuie la reprise des rituels traditionnels d'éducation des jeunes filles et garçons(en voie de disparition) comme moyen privilégié pour l'éducation aux valeurs civiques.
- L'honnête a été toujours une valeur clé dans les différentes ethnies qui composent la RCA, il faut lui donner à nouveau «sa place dans la construction d'une Centrafrique meilleure».

La société civile

- Veille et participe à la mise en place de dits dispositifs
- dénonce les irrégularités.

⁶⁷Le pays compte des intellectuels bien formés mais souvent au chômage ou exerçant des postes de plus petite responsabilité.

La Communauté Internationale

- **Bloque toute aide internationale** envers les institutions de la RCA tant que le Gouvernement ne mets pas en place le dits mécanismes de transparence. Ceci dit il faudrait appuyer cette mise en place.
- Doit également rendre compte de sa propre gestion des aides et qu'elle veille aux compétences des acteurs.

La construction de la Paix

Comme l'ont bien signalé nos protagonistes, la corruption, le manque de respect des engagements des accords de Libreville de 2008, est à la base de l'actuelle Rébellion. Ceci dit la population continue à être victime des autres sources d'insécurité comme la LRA ou les Zarguinas. C'est ainsi que parallèlement à lutte contre la corruption, il faudra centrer les efforts dans la **reconstruction de la paix et d'une paix durable** pour tous et toutes y inclus les minorités. A ce propos il serait nécessaire, entre autres possibles mesures, que:

Le Gouvernement

- Organise des élections libres et respecte la voie des urnes,
- Appuie toute **initiative de réconciliation entre les communautés** et pour cela il ne faut pas seulement le dialogue au niveau politique (y inclus le partage de postes gouvernementaux) mais aussi la construction de la paix à partir de la base sociale.
- Appuie toute initiative de création **d'espaces de rencontre** et cela depuis le plus jeune âge. Des rencontres entre membres de partis, des membres de différentes religions, de différents quartiers, de différentes ethnies, de différents âges. Les activités culturelles, sportives ou d'entraide peuvent être un bon moyen de reconstruire la RCA et de former des citoyens dans la fraternité et la dignité.
- mette en place des **cours d'éducation à la paix** au niveau scolaire mais également en s'appuyant sur toutes les autres structures sociales déjà nommés et sur les mécanismes traditionnels.
- Garantisse un appui psychologique (et matériel) aux victimes de violences.

La société civile

- Veille et participe à la mise en place de dits dispositifs
- et dénonce les irrégularités.

La Communauté Internationale

- Vienne en aide des dites initiatives.
- Continue à participer à la sécurisation du pays et de la sous-région.
- Garantisse que les parties ayant commis des exactions soit juges, y inclus pour les crimes contre l'humanité du passe et ceux commis pendant le conflit actuel.

Mais **la pauvreté et le non accès aux services sociaux de base de la plus grand partie des centrafricaines**, sont cause et conséquence de la corruption et de l'insécurité. Ceci est particulièrement vrai pour celles et ceux **qui habitent hors la capitale et dans les zones sous conflit**. C'est ainsi que les **ODM retrouvent leur rôle clé**, pas seulement comme **ligne de base du Développement** mais aussi comme condition sine qua non d'une Paix durable.

Les ODM, oui, mais amplifiés.

Il faudrait profiter de l'**opportunité** d'avoir une **population qui**, malgré sa situation, **veut être protagoniste de son propre avenir**. Il faudrait insister sur **l'accès à l'emploi, et à**

des emplois formels, dignes et ouvrant des droits sociaux, comme une voie clé pour le Développement. Il serait nécessaire, entre autres mesures, que:

Le Gouvernement

- **Développe des infrastructures** routières permettant de désenclaver le pays, facilitant le déplacement des personnes et des marchandises,
- Formalise les **emplois du secteur informel** sans que ceci entraîne l'appauvrissement des travailleurs,
- **développe un tissu économique attirant en garantissant l'accès à l'électricité et l'eau**,
- favorise **l'installation des entreprises étrangères** tout en veillant au respect de l'environnement et du droit du travail et en fixant des quotas d'emploi pour les travailleurs locaux, y compris pour les cadres,
- Appuie la **création des emplois formels** (y compris à l'aide des microcrédits) avec des mesures d'appui pour l'emploi des jeunes, des femmes seules, des veuves, des personnes ayant un handicap,
- Indemnise les victimes des coupeurs de routes et des Zarguinass en facilitant la reconstitution des troupeaux,
- **Renforce et décentralise les structures touchant à l'emploi** comme l'AFPE, l'OCSS voir les syndicats. Il faudrait insister sur la **divulgaration du Droit de Travail**,
- Cree la branche maladie et invalidité de la Sécurité Sociale et développe les branches formation professionnelle et retraite,
- Verse les pensions retraite,
- Invite les travailleurs du secteur informel à partir au dialogue social au sein des fédérations syndicales.

Un autre élément clé est **l'autosuffisance alimentaire** dans un pays où la terre et les capacités de travail des paysans sont une autre opportunité pour le développement et ceci malgré l'existence de multiples contraintes comme le manque des outils, de semences ou des chaînes de froid. **Il faudrait appuyer toute mesure visant à mettre à nouveau en valeur les cultures vivrières et la stabilisation de prix de denrées de base**. A ce propos il serait nécessaire que:

Le Gouvernement

- Oblige les entreprises de cultures de rente à fournir des microcrédits et /ou des outils pour que les agriculteurs puissent développer en même temps des jardins de façon individuelle et collective.
- Donne des semences et forme les paysans à pratiquer la polyculture,
- Aide à la construction et reconstruction de silos villageois,
- Formalise le secteur agricole.

En lien avec ceci il faudrait que le Gouvernement **tienne ses engagements en matière de protection de l'environnement, et de lutte contre le changement climatique**. Et en même temps pour éviter la déforestation, il devrait sanctionner s'il y a lieu, les entreprises qui nuisent à l'environnement. Il ne s'agit pas seulement de protection de la nature et de lutte contre le changement climatique mais de la disparition d'un mode de vie, voir d'une culture: celles des populations forestières et en particulier des minorités Pygmées.

Le développement du secteur formel de l'économie devra s'accompagner de la **rationalisation de l'actuel système d'imposition**. Il serait donc nécessaire, entre autres mesures, que:

Le Gouvernement

- Taxe surtout les plus riches,
- Et lutte contre la fraude fiscale.

Le but à atteindre est de **redistribuer la richesse du pays en développant un système de protection socio sanitaire accessible géographiquement et financièrement** par tous les habitants du pays. **Il faudrait que le droit à la santé, à l'éducation, à un habitat digne, à une source d'eau potable et d'électricité devienne une réalité pour tous.**

Mais il faudrait également que le Gouvernement appuie toute initiative pour la **prise en charge des membres les plus vulnérables de la société**, comme les enfants, surtout les orphelins, les enfants de la rue, les handicapés, les veuves, les personnes âgées, les personnes accusées de sorcellerie, celles vivant avec le VIH/SIDA ou les dépendants aux drogues. Pour ceci il faudra que:

Le Gouvernement

- Développe des infrastructures pour sa prise en charge,
- Forme et met à disposition des professionnels spécialisés,
- Appuie les structures de la société civile qui viennent déjà en aide: associations, institutions religieuses,...et spécialement la première structure de la société: la famille.

La société civile

- les familles doivent faire face à leurs responsabilités et venir en aide à leur membres les plus faibles.
- Favorise les échanges intergénérationnels: que les jeunes (voir leurs associations) viennent en aide aux vieux et que ces derniers transmettent leurs connaissances aux jeunes.

La Communauté Internationale

- continue à accompagner la RCA dans cette voie à travers des mécanismes qui responsabilisent le pays comme **l'appui budgétaire ou l'idée de «contrat ODM » lancée par la Commission Européenne**⁶⁸

Mais si nous écoutons bien la voix de nos interlocuteurs, il faudrait également une **reformulation des ODM, en particulier des ODM 2, 4, 5 et 6:**

- A propos de l'éducation, il faudrait que l'ODM 2 soit élargie et permette d'assurer l'éducation pour tous jusqu'au niveau universitaire. Si on ne forme pas des universitaires, le pays n'aura plus de cadres dans moins d'une génération et ceci le rendra plus vulnérable.
- Au niveau de la santé, il faudrait que les ODM 4,5 et 6, au delà de s'occuper de maladies précises, s'élargisse et vise **l'accès à des services de santé de qualité** et l'accès aux médicaments. Ceci suppose un compromis international au niveau des Etats et des laboratoires. Par exemple pour faire de la recherche sur les maladies tropicales ainsi que pour rendre les médicaments accessibles aux PMA.

Il faudrait également **ajouter un autre ODM la lutte contre la marginalisation voir la discrimination** des populations. C'est à dire prendre en compte non seulement les dimensions matérielles du développement mais aussi ses dimensions subjectives et relationnelles.

⁶⁸Il s'agit d'un appui budgétaire à 6 ans mixte, 70% fixe et 30% soumis aux rendements annuels)

Les populations nous ont également demandé que **les ODM prennent en compte la diversité** qui **existe à l'intérieur du pays**, entre régions, ethnies, femmes et hommes, et bien sur entre les différents groupes défavorisés et vulnérables.

Malgré toutes ces difficultés, il ne faut pas oublier que nos protagonistes sont unanimes à penser qu'un **MEILLEUR AVENIR EST POSSIBLE** et elles /ils sont **PRETS A PARTICIPER à sa construction.**

La voix et la **volonté des populations** est là et, comme le disait A. Malraux, « **l'avenir est un présent que nous fait le passé**»

«Ô Centrafrique, (...)
Reprends ton droit, au respect et à la vie,
(...)
Dans le travail, l'ordre et la dignité,
Tu reconquiers ton droit, ton unité,
Et pour franchir cette étape nouvelle
De nos ancêtres, la voix nous appelle

Refrain:

*Au travail dans l'ordre et la dignité
Dans le respect du droit dans l'unité (...)>>!*

Bartelemy Boganda, *Hymne de la Centrafrique*

IV DOCUMENTATION DE LA CONSULTATION

DOCUMENTER LE PROCESSUS	1.DOCUMENTS	2. METHODE DE VALIDATION ET DIFFUSION DES RESULTATS	3 MÉCANISMES DE RETOUR D'INFORMATION
--------------------------------	--------------------	--	---

Comme prévu dans l'Agenda pour le Développement après 2015, UNICEF a mis spécial soin **en documenter**:

- **tant le processus de réalisation de la consultation,**
- **comme les résultats de la consultation** *«de sorte que les résultats au sein des pays et à travers les pays puissent être comparés, agrégés et présentés d'une manière crédible et incontestable »* (UNDG 2012:34).

Par rapport au **Procès de la Consultation**, nous avons employée:

- une **Méthodologie qualitative (Annexe 1.1)**
- y inclus un **Système d'Inscription des participants** et des **Guides Adaptés à chaque Groupe Vulnérable (Annexe 1.2)**
- **ainsi qu'une Revue Documentaire (Annexe 1.3)**

Par rapport au **Contenu de la Consultation**, nous avons mis en place **plusieurs instruments** et ceci pour chaque Groupe Cible:

- Fiches de **Synthèse par Sous-groupe (Annexes 2.1, 2.2, 2.3, 2.4 et 2.5),**
- Fiches **Système d'inscription des participants (Annexes 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5),**
- Fiches **Transcription des Focus Groups (Annexes 4.1, 4.2, 4.3, 4.4 et 4.5)** y inclus des **informations logistiques au sujet des consultations** (Date, Lieu, Ambiance, Membres Presents, Informateurs-Traducteurs, Contribution⁶⁹ et Identification de l'Association).
- Dossier **Photos des Focus Groups (Annexes 5.1, 5.2, 5.3, 5.4 et 5.6**
- Dossier **Enregistrements audio des Focus Groups** qui capturent les témoignages de nos protagonistes), **(Annexes 6.1, 6.2, 6.3, 6.4 et 6.5).**

Toutes/tous nos participants ont participé librement et ont été informés des objectives et usage de la consultation. Elles/ils ont donné leur accord librement, et cela malgré le climat d'insécurité.

⁶⁹UNICEF a remercié la participation donnant une contribution à chaque groupe.

DOCUMENTER LE PROCESSUS	1.DOCUMENTS	2. METHODE DE VALIDATION ET DIFFUSION DES RESULTATS	3 MÉCANISMES DE RETOUR D'INFORMATION
------------------------------------	--------------------	--	---

Comme prévu à la fin de chaque Focus Group nous avons fait un **retour des principales idées** ressorties avec les participants qui ont eu l'opportunité de compléter voir rectifier ceci. Egalement nous avons effectué un court **sondage auprès du public** pour évaluer sa satisfaction par rapport à la consultation.

A la fin de chaque Focus Group, nous avons fait une **réunion avec nos Informateurs-Traducteurs** afin de **comparer les Notes et veiller de l'exactitude des déclarations**.

Nous avons prévu également des autres **mécanismes de validation et diffusion** de résultats, mais malheureusement ils n'ont pas pu être mise en place vu la impossibilité actuel d'accès à l'intérieur du pays suite à la Rébellion de la coalition Seleka qui a éclaté le même jour que nous avons démarré notre consultation, le 10 décembre 2012.

C'est ainsi que nous avons prévu de renvoyer le Rapport de Synthèse a nos **Informateurs-Traducteurs** à Bossangoa (Kaga Bandoro et Mongoumba ont été annulés suite à la dire Rébellion), à travers le BZ UNICEF en vue de solliciter leur contributions et des suggestions complémentaires si possible avec le concours de certaine/s des participants dans les Focus Group. Mais le BZ UNICEF Bossangoa été évacué sur Bangui (y inclus la facilitatrice) le 19 décembre 2012 et à l'heure actuel (15 février 2013) le retour n'a pas encore été possible par mesures de sécurité.

Le **document final validé sera partagé** avec les **Informateurs-Traducteurs** et les BZ UNICEF. Il est à prévoir un **moyen de retour** envers nos protagonistes malgré leur non accès a internet⁷⁰. Un panneau d'affichage au sein de chaque Association participante ainsi que à la Maison de Jeunes, la DR Jeunesse et DR Plan est à prévoir pour faire accessible le document. Egalement il est à prévoir des que la situation sécuritaire permettra ceci, des séances de retour avec de projections de diapositives (et remise de copies des photographies faites lors des FG) ainsi qu'une exposition. A ce propos le DR Jeunesse Bossangoa s'est proposée a faire l'animation et nous prêter leur locaux.

Un affichage sur la page d'UNICEF serait également souhaitable.

⁷⁰Comme signale UNICEF-PTA (2009a:66):«Les NTIC ont connu un développement récent en RCA».

DOCUMENTER LE PROCESSUS	1.DOCUMENTS	2. METHODE DE VALIDATION ET DIFFUSION DES RESULTATS	3 MÉCANISMES DE RETOUR D'INFORMATION
------------------------------------	--------------------	--	---

Il est souhaitable également de **mettre en place une adresse email** ou les parties prenantes pourront en tout moment faire leurs commentaires. Les messages seront vérifiés régulièrement et une réponse sera envoyée.

Mais vu que nos protagonistes font parties des personnes les plus pauvres et vulnérables d'un pays avec un faible réseau internet, surtout en province, il est à prévoir **un autre moyen de retour** de l'information. Ce handicap peut être compensé si possible avec la mise en place **d'une boîte suggestions à côté de dites panneaux de communication**. Ceci dit l'idéal serait soit que les enquêtés/es aient **accès gratuit à ligne verte de téléphone** soit la possibilité de transmettre le commentaire au BZ UNICEF ou à nos **Observateurs-Traducteurs**

V RESULTATS DE LA CONSULTATION

RÉSULTATS DE LA CONSULTATION

COMMENT CONSOLIDER LES CONSULTATIONS ?

Cette consultation constitue déjà un pas en avant dans la construction de «l'avenir que nous voulons». Il serait judicieux d'utiliser cette même **méthodologie dans d'autres consultations, voir dans l'élaboration des stratégies de développement par pays**. Ceci est bien exprimé par nos protagonistes:

- *C'est très, très important. Il faut faire écouter notre souffrance. Il faut que les autorités, et tout le monde écoute nos souffrances et notre façon de voir notre avenir».*
- **Mme A.F.V:** *«Bravo pour votre questionnaire. Nous vous remercions».*

Confirmant ainsi le bienfondé du pari du rapport du Secrétaire général de NNUU sur l'accélération de la réalisation des OMD et les enjeux de l'action des Nations Unies en faveur du développement au-delà de 2015 (A/66/126) que indiquait que « *Le cadre de développement de l'après-2015 sera probablement d'autant plus efficace qu'il sera le résultat d'un processus transparent, ouvert et sans exclusion auquel participeront de multiples parties prenantes* » (UNDG 2012:10).

Nous avons pris soin d'appliquer le principe **d'inclusion**, mais il serait souhaitable que dans de prochaines consultations, **on amplifie le nombre des groupes vulnérables enquêtés**. Par exemple, en incluant:

- les travailleurs des mines (y inclus enfants et jeunes) et ceux qui font des travaux annexes sur place comme les prostituées,
- Des ex-enfants soldats,
- Des enfants ou des personnes âgées accusées de sorcellerie,
- des aidants familiaux, des parents de personnes handicapées

Par rapport aux Populations Autochtones Pygmées, il serait plus intéressant de contacter des campements en rapport:

- Soit avec des populations des Bantous NGANDO,
- Soit des populations Oubanguiens MONZOMBO
- ou des Oubanguiens NGBAKA,

Car dans ces cas, ces campements sont *beaucoup plus discriminés par les Grands Noirs* que les campements AKA en relation avec des Bantous MBATI (ou ISONGO) (c'était le cas du campement TOMOKI interviewé).

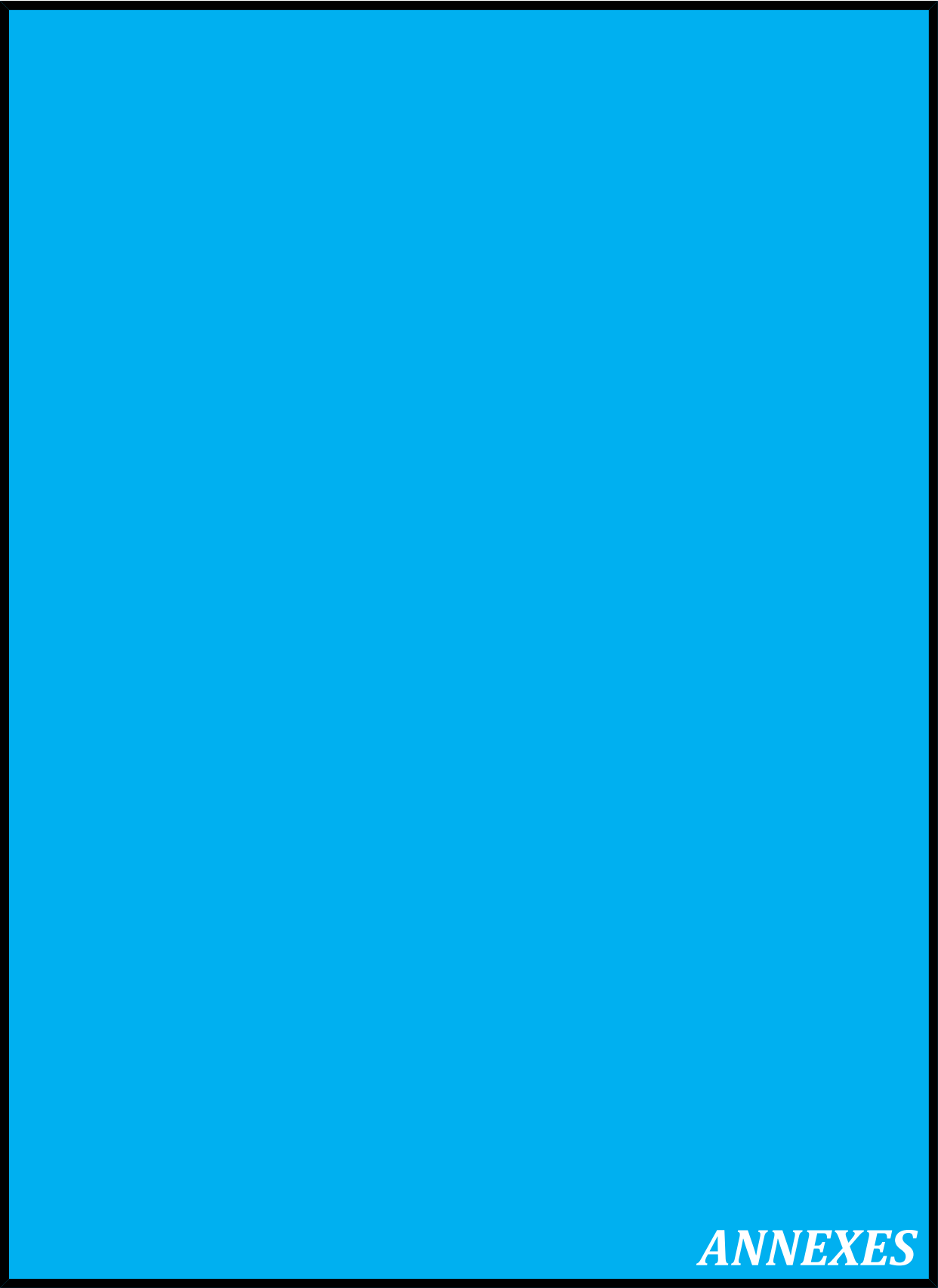
Par rapport au principe **de Recevabilité** nous avons déjà formulé les mécanismes mises en place et les recommandations dans le chapitre IV *Documenter le Processus*. Dans tous les cas, il faudrait que, tant les résultats de la consultation que les atouts de la méthodologie employée, inspirent dans le futur non seulement les NNUU, mais aussi la position du gouvernement centrafricain. C'est ainsi qu'il serait nécessaire que :

Les agences de NNUU en RCA:

- Fassent parvenir les résultats des consultations au Gouvernement de transition ainsi qu' aux candidats aux élections de 2014,
- Réfléchissent á comment utiliser dans le future les contacts établies du fait de cette consultation. Par exemple en faisant participer nos interlocuteurs (ou du moins quelques représentants) dans de futures actions pour le développement, des tables rondes locales pour le développement, ou en leur soumettant les plans des agences de NNUU et des ONGs afin de leur rendre acteurs de leur propre développement.

Le premier pas est fait: **écouter la voix des plus pauvres.**

Il reste á entamer le **dialogue avec les autres groupes de la RCA** et **agir en conséquence.**



ANNEXE 1

DOCUMENTER LA CONSULTATION

Annexe 1.1 Methodologie

**Annexe 1.2 Système d’Inscription des participants et
des Guides Adaptées**

Annexe 1.3 Revue Documentaire

ANNEXE 1.1 METHODOLOGIE

OBJECTIF de la consultation

- Collecter et faire une analyse synthétique des points de vue des divers sous-groupes vulnérables et défavorisés de la RCA au niveau national et préfectoral afin de dégager la vision du monde et de la Centrafrique après 2015 qu'ils veulent.
- Contribuer à la rédaction de la note de synthèse générale des consultations.
- Influencer les processus intergouvernementaux de sorte qu'ils soient conformes aux aspirations de la société civile et en spécial des pauvres.

BUT

- permettre à UNICEF et à l'Équipe Pays NNUU RCA de formuler *'une vision mondiale commune que nous voulons au-delà de 2015'* et constituer des recommandations à l'attention des gouvernements, de la société civile et des parties prenantes,
- "amplifier la voix des **pauvres**", au niveau national et préfectoral dans le processus des politiques publiques.

METHODOLOGIE EMPLOYÉE

Dans ce **But**, UNICEF a estimé **l'approche qualitative selon l'usage que l'Anthropologie** fait d'elle comme la plus adéquate pour atteindre les objectifs fixés, étant donné qu'elle est basée dans le **respect, la connaissance et la reconnaissance de chaque communauté, de chaque individu, l'équité et la participation active, utile et libre** de tous et de chacun dans la construction d'une vision commune du monde, de la Centrafrique et de sa communauté après 2015⁷¹.

Nous avons employé comme prévu, **3 Approches méthodologiques complémentaires**:

(a) une REVUE DOCUMENTAIRE de tout ce qui a été écrit sur la vision des citoyens de leur futur en Centrafrique, notamment les recherches socio-anthropologiques conduites et publiées et les travaux de certaines organisations de la société civile ou à base communautaire. Elle est présentée dans l'Annexe 1.3.

(b) nous avons utilisé également de **GROUPES DE DISCUSSIONS** (13 Focus Groups) pour assembler les informations recherchées auprès des groupes ci-dessous nommés.

Np	Groupes Vulnérables	Np	Groupes Défavorisés
/	Personnes ayant un handicap,	29	Organisations de femmes,
26	Personnes âgées et population vieillissante,	34	Travailleurs du secteur informel,
/	Personnes vivant avec le VIH,	145	Organisations des jeunes,
(140)	Les déplacés internes et les réfugiés,	idem	Filles et garçons de moins de 18 ans
45	Filles et garçons de moins de 18 ans,	Total personnes interviewées/es: 279 p + (175 lors de l'Étude Communautaire)	
(35)	Populations autochtones, ...		

⁷¹Éléments clé de l'engagement d'UNICEF avec l'approche communautaire.

Il faut signaler que les témoignages recueillis lors de la réalisation de l'Etude anthropologique de l'organisation sociale et politique des communautés *en Centrafrique* (UNICEF 2012)⁷², ainsi que les connaissances et contacts obtenus pendant celui-ci ont été un élément clé.

Par rapport aux **Scenarios** prévus ils étaient 3:

NANA GREBIZI	OUHAM	LOBAYE
Kaga Bandoro	Bossangoa	Mongoumba

La **transcription** de chaque Focus Group (y inclus des **informations logistiques au sujet des consultations** (Date, Lieu, Ambiance, Membres Presents, Informateurs-Traducteurs, Contribution⁷³ et Identification de l'Association) peut être consultée dans **l'Annexe 4**, les **Photos** dans **l'Annexe 5** et les **enregistrements** dans **l'Annexe 6**.

(c) et l'**OBSERVATION PARTICIPANTE** des conditions de vie des populations enquêtées. A nouveau ceci a été possible qu'à Bossangoa.

Nous avons eu recours à **3 Outils qualitatifs de base** (décrits dans **l'Annexe 1.2**)

- Un **SYSTEME D'INSCRIPTION** des participants adapté a chaque sous-groupe.
- Des **GUIDES D'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIVES** sensibles aux caractéristiques de dits sous-groupes.
- Un **JOURNAL DE BORD** (y incluses des **informations qualitatives et des notes qui permettent de documenter le dialogue** et le langage employé).

DEFIS ET DIFFICULTÉS:

Lies à l'hétérogénéité des participants

Ayant eu à échanger avec des personnes si hétérogènes (en âge, niveau d'instruction, ethnie,) il a été nécessaire de customiser le questionnaire pour chaque groupe afin de le rendre compréhensible et accessible à toutes et tous. De plus, les niveaux de compréhension au sein de chaque groupe ont été également multiples.

Liés aux conditions d'insécurité

Le même jour de démarrage de notre consultation a commencé une Rébellion dans le pays (le 10/12/2012) dont les conséquences sur notre processus ont été multiples:

- La 1ere mission prévue pour Kaga Bandoro du 11/12/2012 jusqu'au 18/12/2012 a été annulée la veille vu l'avancement des troupes rebelles. Elle n'a pas pu finalement avoir lieu /car la ville continue sous leur contrôle a la date de finalisation de ce document (18/02/2013). Etant obligés de finaliser le Rapport dans les délais prévus il a été impossible de postposer sa réalisation.
- La 3 eme mission a été annulée par les mêmes raisons.
- La 2eme mission a eu lieu finalement du 12/12/2012 jusqu'au 19/12/2012 **mais sous mesures de sécurité renforcés** et prolongée de 1 jour afin de pouvoir faire partie du convoie d'évacuation du personnel du BZ UNICEF Bossangoa.

⁷²Avec un total de 47 **Focus Group** (Hommes, Femmes, Jeunes et/ou Enfants) et **938 personnes interviewées**.

⁷³UNICEF a remercié la participation donnant une contribution à chaque groupe.

A Bossangoa, il été prévu d'interviewer des personnes de tous les groupes sauf des autochtones⁷⁴ très rares dans cette région (comme à Kaga Bandoro). C'est ainsi que:

- Le BZ UNICEF nous a facilité l'accès aux **Filles et garçons de moins de 18 ans** a travers l'Inspection Académique, et les FG ont eu lieu au Lycée Moderne.
- Le Dr Plan et le Dr Jeunesse⁷⁵ nous ont mis en contact avec les Organisations des jeunes, les Associations de Travailleurs du secteur informel et les Associations de Femmes,
- La technicienne du Ministère des Affaires Sociales⁷⁶ nous a facilité la prise de contact avec les Associations de Personnes âgées et population vieillissante.
- Nous avons visité un campement de Réfugiées Mbororo qui avait participé au dit Etude Communautaire (UNICEF 2012). Un autre groupe des Réfuges, ceci d'ethnie Sara n'a pas pu être contacté suite à la dégradation des conditions de sécurité.

Liés au budget

Par manque de budget disponible sur place pour leur organisation nous avons été amenés à annuler 3 FG prévus:

- avec L'association des Femmes Le Sérieux,
- 1 avec l'association des Handicapés de Bossangoa
- et 1 avec l'Association des personnes vivant avec le VIH-Sida.

Ceci dit la prise de contact n'avait pas pu avoir lieu jusqu'aux deux jours avant notre départ en raison de l'absence par congés du responsable Hiérarchique⁷⁷ de la dite technicienne du MAS. Nous avons pensé à ce moment compenser ces difficultés en augmentant le nombre de Focus Groupes avec ces caractéristiques à organiser à Kaga Bandoro. Malheureusement ceci n'a pas pu non plus avoir lieu à cause de l'insécurité.

Il faut signaler que ces 3 partenaires (Dr Plan et le Dr Jeunesse et technicienne du Ministère des Affaires Sociales) nous ont également **accompagné lors des Focus Groups** (sauf ceux qui ont eu lieu au Lycée Moderne avec des filles et garçons de moins de 18 ans) et **facilité la traduction** quand celle-ci été nécessaire. A la fin de chaque Focus Group, nous avons fait une **réunion avec les 3** afin de **comparer les Notes prises et veiller de l'exactitude des déclarations**.

Liés au type et intérêts des personnes et organisations interviewées

Pendant que les membres des Associations de Personnes âgées et les jeunes enquêté/es ont été capables de développer un discours plus globale et élaboré, ceux des Organisations de jeunes de caractère religieux, sportif et social ont centré son discours spontanément sur les difficultés en tant qu'organisation et en relation avec son domaine d'action. De son côté, les adultes membres des Associations de travailleurs/ses du secteur informel ont également insisté dans leurs difficultés en relation avec leur type de travail.

Par contre le discours des membres des Associations de Femmes avait tendance à être «monopolisé» par les conséquences subies suite aux exactions commises par les Banyamulenge ce qui denote leur impact. A ce propos certaines femmes, «par us et coutumes» avaient du

⁷⁴Ceci allait être interviewé à Mongoumba (Lobaye) où les Pygmées AKA sont nombreux.

⁷⁵Nous avons déjà travaillé ensemble lors de la réalisation du dit Etude anthropologique (UNICEF 2012).

⁷⁶Nous avons déjà travaillé ensemble lors de la réalisation du dit Etude anthropologique (UNICEF 2012).

⁷⁷Il n'est arrivé que la veille de notre départ.

mal a parler devant des hommes tant des exactions suivis comme de leur metier (dans le cas de la prostitution). C'est pour cela que, de leur propre initiative, le Dr Plan et le Dr Jeunesse ont su se retirer á temps pour permettre un discours plus libre. Ceci été également arrivé lors des entretiens avec femmes et jeunes filles réfugiées Mbororo.

Toutes «les tendaces» ont pu étre prise en compte par la facilitatrice sans oublier les problematiques plus globales afin d'obtenir les informations souhaitées et pouvoir amplifier et transmettre de la facon la plus adequate «*la voix des pauvres de la RCA á propos du pays dont elles/ils revent*».

SUPERVISION

Comme prévue elle a été réalisée par la Section Politiques Sociales, Planification et Suivi et Évaluation, en coordination avec la Représentante Adjointe de l'UNICEF et la Coordination du Système des Nations Unies.

CHRONOGRAMME PREVU/REEL

Nous nous sommes tenu au **chronogramme** suivant, qui a suivi des modifications en fonction des dits événements mais également du retard dans la signature du contrat de la consultation. Ceci dit si bien les déplacements en province n'ont pas pu commencer jusqu'au le début du contrat (10/12/2012), la Phase de documentation ainsi que de programmation et préparation des outils méthodologiques a débuté du 2/11/2012 comme demandé par la Section Politiques Sociales, Planification et Suivi et Évaluation d'UNICEF.

CHRONOGRAMME PERIODE	PRODUITS-RESULTATS ATTENDUS/DONNES	OBSERVATIONS
Novembre 2-9⁷⁸, 2012	PLAN DE TRAVAIL	Délivré le 8/11/2012
Novembre 10-18, 2012	REVUE DOCUMENTAIRE	Délivré le 11/11/2012
	Elaboration des GUIDES D'ENTRETIEN ADAPTEES à chaque sous-groupe Et SYSTEME D'INSCRIPTION des participants	Délivré le 18/11/2012
Novembre 19-6 Décembre, et Décembre 17-18 Décembre 12-19	Missions pour Collecte des données à travers discussions "Focus groups"	Planning modifié á plusieurs reprises suite a la dite Rébellion Seleka
Décembre 7-16 Décembre 19-21 Décembre 20-10 Février	Elaboration des FICHES ANALYTIQUES DES GROUPES	Délivrés entre le 28/01 et 11/02/2013
Décembre 22, 2012- Janvier 13, 2013 Décembre 20-20 Février	RAPPORT PRELIMINAIRE pour inputs de la part de des agences du Système des NNUU	Délivré entre le 18 (III. Contenu) et le 20/02/2013 (IV. Documentation y inclus Annexes)
Janvier 14-25, 2013 21-28 Février 2012	RAPPORT FINAL INPUTS pour la note de synthèse générale des consultations	Observations des agences SNU Intégration des observations

⁷⁸Il été prévu démarrer la consultation le 2 Novembre 2012. Finalement la signature du contrat n'a pas été possible jusqu'au le 10 décembre 2012. Ceci dit nous avons commencé á préparer les dits inputs comme prévu.

ANNEXE 1.2

SYSTEME D'INSCRIPTION et GUIDES D'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIVES ADAPTEES

OUTILS QUALITATIFS DE BASE:

- Un **SYSTEME D'INSCRIPTION** des participants.
- Des **GUIDES D'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIVES ADAPTEES** (pour Focus Group) sensibles aux caractéristiques de chaque sous-groupe.
- Un **JOURNAL DE BORD** (y incluses des **informations qualitatives et des notes qui documentent le dialogue** et le langage employé).

GROUPES CIBLES UNICEF RCA:

Groupes Vulnérables et Défavorisés:

Groupes Vulnérables	Groupes Défavorisés
Filles et garçons de moins de 18 ans (Q1)	Filles et garçons de moins de 18 ans (Q 1)
Personnes âgées et population vieillissante (Q 4)	Organisations des jeunes(Q 2)
Les déplacés internes et les réfugiés (Q 6)	Travailleurs du secteur informel(Q 3),
Populations autochtones (Q 7)	Organisations de femmes(Q 5),
Personnes vivant avec le VIH (Q 8)	
Personnes ayant un handicap(Q 9)	

NB:

La Rébellion menée par la Coalition Seleka a débuté le même jour que notre consultation, le 10/12/2012, et nous a empêchée la visite de la Nana Grebizi (Kaga Bandoro) et la Lobaye (Mongoumba) par mesure de sécurité. Egaleme nt nous n'avons pas pu réaliser les FG prévus avec:

- Les **DEPLACES INTERNES** et les **REFUGIES**,
- **POPULATIONS AUTOCHTONES**, ...
- Personnes **VIVANT AVEC LE VIH**,
- Personnes ayant un **HANDICAP**.

Pour les Réfugié/es et les Populations Autochtones nous avons pu récupérer les témoignages recueillies lors de l'Etude Communautaire que nous avons mené en 2012. Pour les 2 derniers nous nous sommes tenus à des informations bibliographiques.

MODELE DE SYSTEME D'INSCRIPTION DES PARTICIPANTS

OBJ: mettre au point une **BASE DE DONNEES DESAGREGUEES** pour enregistrer les participants et les données démographiques (signalement volontaire des participants) **afin de refléter la situation et les conditions de vie des différents groupes participants.** Une fois sur le terrain nous avons effectué une adaptation en fonction de chaque Groupe (Voir Annexes 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5).

VARIABLES

NOM PRE- NOM ⁷⁹	SEXE	AGE	GROU- PE EHTNI- QUE	EMPLA- CEMENT GEO- GRAPHI QUE DE RESI- DENCE	NIVEAU EDUCA- TIF	SEC- TEUR D'ACTI- VITE	REVE- NU	TYPE D'HANDI CAP

AUTRES INFORMATIONS RECUEILLIES:

LIEU : CONTACT: DATE : HEURE : **NOMBRE PARTICIPANTS :** (désagrégation par âge et niveau scolaire).

QUESTIONS DIRECTRICES Consultation «L'AVENIR QUE NOUS VOULONS »

NOUS PARTONS DU FAIT SUIVANT:

Il s'agit d'une consultation qui fait partie d'une consultation nationale et internationale commune à 50 autres pays. Donc on se doit de respecter un canevas qu'au **même temps qu'il tient compte de ceci il n'oublie pas la spécificité de chaque groupe a interviewer.**

AXES COMMUNS à tous les questionnaires: QUOI, POURQUOI, QUI, COMMENT et QUAND

⁷⁹En garantissant de préserver l'anonymat des participants

CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
----------------------------	------	----------	-----	---------	-------

NB:

Comme prévu, il a été spécialement délicat, voir **difficile, de se projecteur dans l'avenir** au delà du 2015 pour des personnes âgées, des personnes réfugiées ou des personnes vivant simplement dans un contexte comme la RCA où l'espérance de vie est de 48.4 ans et la survie est une question **quotidienne, et souvent menacée**. Culturellement on conçoit le «Aujourd'hui» mais difficilement le «Demain».

Guide 1

Filles et garçons de **MOINS DE 18 ANS**^{80 81},

QUOI ? (au présent et dans le Future)

- Qu'est-ce qui est **important pour une personne quelle qu'elle soit** (femme, homme, garçon ou fille) dans votre pays/**communauté afin qu'elle vive bien ? Pouvez-vous m'expliquer qu'est-ce qui signifie pour vous «VIVRE BIEN»**⁸²
- Qui sont **les personnes qui ne vivent pas bien** au sein de votre communauté ?
- **De quoi manque une personne qui ne vit pas bien** au sein de votre communauté? Et vous, en tant étant **que FILLE/GARCON de moins de 18 ans, de quoi vous manqué? Êtes-vous marginalisé?** Si oui, en quoi? Il y a-t-il une différence entre la situation de jeunes filles et garçons?
- Qu'est-ce qui a selon vous **récemment amélioré votre vie** ou **l'a rendu pire ?**
- Comment imaginez votre future dans 4-5 ans
- ? De quoi vous et **vos enfants** aurez vous besoin pour bien vivre dans votre pays/votre communauté?
- **Quels aspects de votre vie et de la vie de votre communauté sont-ils à vos yeux important de protéger afin** de garantir que les gens vivent bien, et en spécial les **FILLE/GARCON de moins de 18 ans**, comme vous?

POURQUOI ?

- Quelles sont les **principales raisons** pour que les **FILLES/GARCONS de moins de 18 ans en RCA**, ne vivent pas bien? Avez-vous des exemples?⁸³ Il y a-t-il une différence entre vous et les JEUNES en VILLE ? Et entre jeunes filles et garçons?
- Pensez vous que **le fossé** qui existe entre les personnes **qui vivent bien** et celles qui ne vivent pas bien se creuse-t-il ? Pourquoi ?

QUI ?

⁸⁰En fonction des possibilités faire des groupes JEUNES FEMMES, JEUNES HOMMES et les 2 ensembles.

⁸¹Une partie des FG, même si prévus, n'ont pas pu avoir lieu suite aux dits événements de la Rébellion Seleka.

⁸²Avoir toujours présents les 8 indicateurs ODM.

⁸³Tenir compte de la place de l'enfant et des jeunes (dans la famille et dans la communauté) décrit dans le Document ADS (2009), des souhaits des jeunes exposés dans le document d'UNICEF (2009) « Puissent nos rêves se réaliser» ainsi que en fonction des Ethnies dans le «Etude Communautaire» UNICEF (2012).

- Qu'est-ce **qui peut être fait** pour contribuer à améliorer votre vie en tenant compte vos besoins en tant que **FILLE/GARCON de moins de 18 ans**? Et pour améliorer celle de votre famille et communauté?
- **Quelles personnes et/ou institutions de votre communauté, et de ce pays (voir de votre pays d'origine** doivent faire quelque chose ? Et vos parents peuvent-ils faire quelque chose?
- Quels **intervenants et institutions extérieurs** peuvent aider à changer votre situation ? Et UNICEF?⁸⁴
- Qu'est-ce que vous pouvez **faire vous-même en tant que FILLE/GARCON de moins de 18 ans**? Est-il important de vous associer?

COMMENT?

- Que **doivent faire ces personnes et/ou institutions** ? Et vous-même? Et les ADULTES? Et votre communauté?
- **De quoi ont-ils besoin de** manière à pouvoir agir ? Et vous-même, de quoi **vous avez besoin pour agir**? Et vos parents? Et votre communauté? Et vos maitres?
- Quelle est la **meilleure manière de réaliser ces changements dans votre vie** ?

QUAND ?

- **D'ici quelle date** voulez vous voir votre vie, et celle des **FILLE/GARCON de moins de 18 ans**, de votre famille et communauté améliorée? Pensez vous que ceci est possible?
- **Comment pensez vous que nous pouvons garantir** collectivement que nous avons atteint ou pas ce résultat ?
- **Comment les mécanismes** dont nous nous servons dans le cadre de ces consultations, **par exemple la discussion à laquelle vous venez de participer, pourraient-ils être utilisés pour les examens futurs des progrès accomplis** ?
- **Avez-vous des suggestions à faire pour mieux faire comprendre** «votre situation, vos souhaits, votre voix en tant que **FILLE/GARCON de moins de 18 ans**» aux décideurs?

⁸⁴En cas de non connaissance des Missions d'UNICEF profiter l'occasion pour expliciter son Rôle.

Guide 2

ORGANISATIONS des JEUNES⁸⁵

QUOI ? (au présent et dans le Future)

- Qu'est-ce qui est **important pour une personne quelle qu'elle soit** (femme, homme, garçon ou fille) dans votre pays/**communauté afin qu'elle vive bien ? Pouvez-vous m'expliquer qu'est-ce qui signifie pour vous «VIVRE BIEN»**⁸⁶
- Qui sont **les personnes qui ne vivent pas bien** au sein de votre communauté ? Les jeunes aussi?
- **De quoi manque une personne qui ne vit pas bien** au sein de votre communauté? Et vous, en tant **que JEUNES, de quoi vous manqué? Êtes-vous marginalisés?** Si oui, en quoi? Tenez-vous en compte les besoins des jeunes vivant avec le VIH? Manquez vous des mêmes choses que les jeunes de la ville?
- Qu'est-ce qui a selon vous **récemment amélioré votre vie** ou **l'a rendu pire?**
- Comment imaginez votre future dans 4-5 ans? De quoi vous et **vos enfants** aurez vous besoin pour bien vivre dans votre pays/votre communauté?
- **Quels aspects de votre vie et de la vie de votre communauté est-il à vos yeux important de protéger afin** de garantir que les gens vivent bien, et en spécial les **JEUNES**, comme vous?

POURQUOI ?

- Quelles sont les **principales raisons** pour que les JEUNES **en RCA**, ne vivent pas bien? Avez-vous des exemples? Il y a-t-il une différence entre vous et les JEUNES en VILLE ? Et entre Jeunes Filles et Garçons?
- Pensez vous que **Le fossé** qui existe entre les personnes **qui vivent bien** et celles qui ne vivent pas bien se creuse-t-il ? Pourquoi ?

QUI ?

- Qu'est-ce **qui peut être fait** pour contribuer à améliorer votre vie en tenant compte vos besoins en tant que JEUNES?⁸⁷ Et pour améliorer celle de votre famille et communauté? Et pour améliorer vos capacités en tant que ORGANISATION DE JEUNES ?
- **Quelles personnes et/ou institutions de votre communauté, et de ce** doivent faire quelque chose ?
- Quels **intervenants et institutions extérieurs** peuvent aider à changer votre situation ? Et UNICEF ?⁸⁸
- Qu'est-ce que vous pouvez **faire vous-même en tant que JEUNES**? Et vous en tant qu'ORGANISATION DE JEUNES?

COMMENT?

⁸⁵Une partie des FG, même si prévus, n'ont pas pu avoir lieu suite aux dits événements de la Rébellion Seleka

⁸⁶Avoir toujours présents les 8 indicateurs ODM.

⁸⁷Tenir compte des souhaits des jeunes exprimés dans le document d'UNICEF (2009) « Puissent nos rêves se réaliser» ainsi qu'en fonction des Ethnies dans le «Etude Communautaire» UNICEF (2012)

⁸⁸En cas de non connaissance des Missions d'UNICEF profiter l'occasion pour expliciter son Rôle.

- Que **doivent faire ces personnes et/ou institutions** ? Et vous-même ? Et votre ORGANISATION? Et votre communauté?
- **De quoi ont-ils besoin de** manière à pouvoir agir ? Et vous-même, de quoi **vous avez besoin pour agir?** Et votre ORGANISATION?
- Quelle est la **meilleure manière de réaliser ces changements dans votre vie** ?

QUAND ?

- **D'ici quelle date** voulez vous voir votre vie, et celle des JEUNES de votre ORGANISATION, de votre famille et communauté améliorée? Pensez vous que ceci est possible?
- **Comment pensez vous que nous pouvons garantir** collectivement que nous avons atteint ou pas ce résultat ?
- **Comment les mécanismes** dont nous nous servons dans le cadre de ces consultations, **par exemple la discussion à laquelle vous venez de participer, pourraient-ils être utilisés pour les examens futurs des progrès accomplis ?**
- **Avez-vous des suggestions à faire pour mieux faire comprendre «votre situation, vos souhaits, votre voix en tant ORGANISATION DES JEUNES» aux décideurs?**

QUOI ? (au présent et dans le Futur)

- Qu'est-ce qui est **important pour une personne quelle qu'elle soit** (femme, homme, garçon ou fille) dans votre pays/**communauté afin qu'elle vive bien ? Pouvez-vous m'expliquer qu'est-ce qui signifie pour vous «VIVRE BIEN»⁹⁰**
- Qui sont **les personnes qui ne vivent pas bien** au sein de votre communauté ?
- **De quoi manque une personne qui ne vit pas bien** au sein de votre communauté? Et vous, en tant étant **que TRAVAILLEURS DU SECTEUR INFORMELLE, de quoi vous manqué? Êtes-vous marginalisé?** Si oui, en quoi? Et les enfants qui travaillent aussi dans le secteur informel?
- Qu'est-ce qui a selon vous **récemment amélioré votre vie** ou **l'a rendu pire?**
- De quoi **vos enfants** auront-elles besoin pour bien vivre dans votre pays/votre communauté? **Comment imaginez vous son/votre future dans 4-5 ans?**
- **Quels aspects de votre vie et de la vie de votre communauté est-il à vos yeux important de protéger afin** de garantir que les gens vivent bien, et en spécial les **TRAVAILLEURS DU SECTEUR INFORMELLE**, comme vous?

POURQUOI ?

- Quelles sont les **principales raisons** pour que les personnes **TRAVAILLEURS DU SECTEUR INFORMELLE**, ne vivent pas bien **en RCA?** Avez-vous des exemples?
- Pensez vous que **le fossé** qui existe entre les personnes **qui vivent bien** et celles qui ne vivent pas bien se creuse-t-il ? Pourquoi ? En quoi le fait de ne pas avoir un travail dans le secteur formel joue un rôle dans ce sens?

QUI ?

- Qu'est-ce **qui peut être fait** pour contribuer à améliorer votre vie en tenant compte vos besoins en tant que **TRAVAILLEURS DU SECTEUR INFORMELLE?** Et pour améliorer celle de votre famille et communauté?
- **Quelles personnes et/ou institutions de votre communauté, et de ce pays** doivent faire quelque chose ? Ont-ils les syndicats un rôle à jouer ?
- Quels **intervenants et institutions extérieurs** peuvent aider à changer votre situation ? Et UNICEF?⁹¹
- Qu'est-ce que vous pouvez **faire vous-même en tant que TRAVAILLEURS DU SECTEUR INFORMELLE?**

COMMENT ?

- Que **doivent faire ces personnes et/ou institutions ?** Et vous-même? Et votre communauté?
- **De quoi ont-ils besoin de** manière à pouvoir agir ? Et vous-même, de quoi **vous avez besoin pour agir?**

⁸⁹Une partie des FG, même si prévus, n'ont pas pu avoir lieu suite aux dits événements de la Rébellion Seleka.

⁹⁰Avoir toujours présents les 8 INDICATEURS ODM.

⁹¹En cas de non connaissance des Missions d'UNICEF profiter l'occasion pour expliciter son Rôle.

- Quelle est la **meilleure manière de réaliser ces changements dans votre vie** ? Est-il important pour ceci de rentrer dans le secteur formel de l'économie ? Et de s'associer?

QUAND ?

- **D'ici quelle date** voulez vous voir votre vie, et celle des **TRAVAILLEURS DU SECTEUR INFORMELLE**, de votre famille et communauté améliorée? Pensez vous que ceci est possible?
- **Comment pensez vous que nous pouvons garantir** collectivement que nous avons atteint ou pas ce résultat ?
- **Comment les mécanismes** dont nous nous servons dans le cadre de ces consultations, **par exemple la discussion à laquelle vous venez de participer, pourraient-ils être utilisés pour les examens futurs des progrès accomplis ?**
- **Avez-vous des suggestions à faire pour mieux faire comprendre «votre situation, vos souhaits, votre voix en tant qu' TRAVAILLEURS DU SECTEUR INFORMELLE» aux décideurs?**

QUOI ? (au présent et dans le Future)

- Qu'est-ce qui est **important pour une personne quelle qu'elle soit** (femme, homme, garçon ou fille) dans votre pays/communauté **afin qu'elle vive bien ? Pouvez-vous m'expliquer qu'est-ce qui signifie pour vous «VIVRE BIEN»**⁹³
- Qui sont **les personnes qui ne vivent pas bien** au sein de votre communauté ?
- **De quoi manque** une personne **qui ne vit pas bien** au sein de votre communauté? Et vous, en tant étant **personne AGEE, de quoi vous manqué? Êtes-vous marginalisé?** Etes vous, par exemple accusée de sorcellerie? Il y a-t-il une différence a ce propos entre personnes âgées femmes et hommes?
- Qu'est-ce qui a selon vous **récemment amélioré votre vie** ou **l'a rendu pire?**⁹⁴
- De quoi **vos enfants et petits enfants** auront-elles besoin pour bien vivre dans votre pays/votre communauté ? **Comment imaginez vous son/votre future dans 4-5 ans?**
- **Quels aspects de votre vie et de la vie de votre communauté est-il à vos yeux important de protéger afin** de garantir que les gens vivent bien, et en spécial les personnes âgées comme vous?

POURQUOI ?

- Quelles sont les **principales raisons** pour que les personnes âgées comme vous ne vivent pas bien dans votre pays/communauté ? Avez-vous des exemples?
- Pensez vous que **le fossé** qui existe entre les personnes **qui vivent bien** et celles qui ne vivent pas bien se creuse-t-il ? Pourquoi ? Ca a changé depuis votre jeunesse? En quoi?

QUI ?

- Qu'est-ce **qui peut être fait** pour contribuer à améliorer votre vie en tenant compte vos besoins en tant personnes âgées? Et pour améliorer celle de votre famille et communauté?
- **Quelles personnes et/ou institutions de votre communauté, et de votre pays** doivent faire quelque chose ?
- Quels **intervenants et institutions extérieurs** peuvent aider à changer votre situation ? Et UNICEF?⁹⁵
- Qu'est-ce que vous pouvez **faire vous-même?**

COMMENT ?

- Que **doivent faire ces personnes et/ou institutions** ? Et vous-même ? ET votre communauté?
- **De quoi ont-ils besoin de manière à pouvoir agir** ? Et vous-même, de quoi **vous avez besoin pour agir?**

⁹²Une partie des FG, même si prévus, n'ont pas pu avoir lieu suite aux dits événements de la Rébellion Seleka

⁹³Avoir toujours présents les 8 Indicateurs ODM.

⁹⁴Etre attentive au rôle qui a pu jouer le VIH/SIDA en cas ou il s'agit des personnes âgées ayant a charge des orphelins du VIH/SIDA

⁹⁵En cas de non connaissance des Missions d'UNICEF profiter l'occasion pour expliciter son Rôle.

- Quelle est la **meilleure manière de réaliser ces changements dans votre vie** ?
Etes-vous constituée en association? **Lutter en association est-il important** ?

QUAND ?

- **D'ici quelle date** voulez vous voir votre vie, et celle de votre famille et communauté améliorée? Pensez vous que ceci est possible?
- **Comment pensez vous que nous pouvons garantir** collectivement que nous avons atteint ou pas ce résultat ?
- **Comment les mécanismes** dont nous nous servons dans le cadre de ces consultations, **par exemple la discussion à laquelle vous venez de participer, pourraient-ils être utilisés pour les examens futurs des progrès accomplis** ?
- **Avez-vous des suggestions** à faire pour mieux faire comprendre «votre situation, vos souhaits, votre voix en tant que personne âgée» aux décideurs ?

QUOI ? (au présent et dans le Future)

- Qu'est-ce qui est **important pour une personne quelle qu'elle soit** (femme, homme, garçon ou fille) dans votre pays/**communauté afin qu'elle vive bien ? Pouvez-vous m'expliquer qu'est-ce qui signifie pour vous «VIVRE BIEN»⁹⁷**
- Qui sont **les personnes qui ne vivent pas bien** au sein de votre communauté ?
- **De quoi manque une personne qui ne vit pas bien** au sein de votre communauté? Et vous, en tant étant **que FEMMES**, de quoi vous manqué? **Êtes-vous marginalisées?** Si oui, en quoi?
- **Pensez vous que vous manquez de mêmes choses que les Femmes Urbaines ? Et en tant Organisation de Femmes, manquez vous de mêmes choses que les Organisations de Femmes de la Ville?**
- Qu'est-ce qui a selon vous **récemment amélioré votre vie** ou **l'a rendu pire ?**
- De quoi **vos enfants** auront-ils besoin pour bien vivre dans votre pays/votre communauté? **Comment imaginez vous son/votre future dans 4-5 ans ?**
- **Quels aspects de votre vie et de la vie de votre communauté est-il à vos yeux important de protéger afin** de garantir que les gens vivent bien, et en spécial les **FEMMES** comme vous?

POURQUOI ?

- Quelles sont les **principales raisons** pour que les **FEMMES en RCA, et en spécial les FEMMES RURALES** ne vivent pas bien? Avez-vous des exemples?
- Pensez vous que **le fossé** qui existe entre les personnes **qui vivent bien** et celles qui ne vivent pas bien se creuse-t-il ? Pourquoi ? Il y a-t-il une différence dans ceci entre hommes et femmes? Et entre femmes rurales et femmes urbaines?

QUI ?

- Qu'est-ce **qui peut être fait** pour contribuer à améliorer votre vie en tenant compte vos besoins en tant que FEMMES? Et pour améliorer celle de votre ORGANISATION? Et celle de vos familles et communauté?
- **Quelles personnes et/ou institutions de votre communauté, et de ce pays** doivent faire quelque chose ?
- Quels **intervenants et institutions extérieurs** peuvent aider à changer votre situation ? Et UNICEF?⁹⁸
- Qu'est-ce que vous pouvez **faire vous-même en tant que femme?** Et en tant qu'**Organisation de femmes?**

COMMENT ?

- Que **doivent faire ces personnes et/ou institutions ?** Et vous-même? Et votre Organisation? Et votre communauté, inclus les hommes?

⁹⁶Une partie des FG, même si prévus, n'ont pas pu avoir lieu suite aux dits événements de la Rébellion Seleka.

⁹⁷Avoir toujours présents les 8 Indicateurs ODM.

⁹⁸En cas de non connaissance des Missions d'UNICEF profiter l'occasion pour expliciter son Rôle.

- **De quoi ont-ils besoin de** manière à pouvoir agir ? Et vous-même, de quoi **vous avez besoin pour agir** ? Et votre Organisation? Et votre communauté, inclus les hommes?
- Quelle est la **meilleure manière de réaliser ces changements dans votre vie** ? Faut-il impliquer les hommes? En quoi? Comment?

QUAND ?

- **D'ici quelle date** voulez vous voir votre vie, et celle des femmes de votre Organisation, de votre famille et communauté améliorée? Pensez vous que ceci est possible?
- **Comment pensez vous que nous pouvons garantir** collectivement que nous avons atteint ou pas ce résultat ?
- **Comment les mécanismes** dont nous nous servons dans le cadre de ces consultations, **par exemple la discussion à laquelle vous venez de participer, pourraient-ils être utilisés pour les examens futurs des progrès accomplis** ?
- **Avez-vous des suggestions à faire pour mieux faire comprendre «votre situation, vos souhaits, votre voix en tant que FEMMES (rurales) et en tant Qu'ORGANISATION DES FEMMES» aux décideurs?**

QUOI ? (au présent et dans le Future)

- Qu'est-ce qui est **important pour une personne quelle qu'elle soit** (femme, homme, garçon ou fille) dans votre pays/**communauté afin qu'elle vive bien ? Pouvez-vous m'expliquer qu'est-ce qui signifie pour vous «VIVRE BIEN»**¹⁰⁰
- Qui sont **les personnes qui ne vivent pas bien** au sein de votre communauté ?
- **De quoi manque une personne qui ne vit pas bien** au sein de votre communauté? Et vous, en tant étant **DEPLACEE/REFUGEE, de quoi vous manqué? Êtes-vous marginalisé?** Si oui, en quoi? Par Qui?
- Qu'est-ce qui a selon vous **récemment amélioré votre vie** ou **l'a rendu pire ?**
- De quoi **vos enfants** auront-elles besoin pour bien vivre dans votre pays/**communauté d'origine? Comment imaginez vous son/votre future dans 4-5 ans ?** Voulez vous rester ici?
- **Quels aspects de votre vie et de la vie de votre communauté est-il à vos yeux important de protéger afin** de garantir que les gens vivent bien, et en spécial les **personnes DEPLACEE/REFUGEE**, comme vous?

POURQUOI ?

- Quelles sont les **principales raisons** pour que les personnes **DEPLACEE/REFUGEES en RCA**, ne vivent pas bien? Vivez Vous pire que les communautés qui vous ont accueilli? Avez-vous des exemples?
- Pensez vous que **le fossé** qui existe entre les personnes **qui vivent bien** et celles qui ne vivent pas bien se creuse-t-il ? Pourquoi ? Ca a changé depuis que vous avez été contraint à fuir votre lieu d'origine?

QUI ?

- Qu'est-ce **qui peut être fait** pour contribuer à améliorer votre vie en tenant compte vos besoins en tant que personnes **DEPLACEE/REFUGEES**? Et pour améliorer celle de votre famille et communauté?
- **Quelles personnes et/ou institutions de votre communauté, de ce pays (voir de votre pays d'origine** doivent faire quelque chose ?
- Quels **intervenants et institutions extérieurs** peuvent aider à changer votre situation ? Et UNICEF?¹⁰¹
- Qu'est-ce que vous pouvez **faire vous-même?** Et votre communauté ? Et la communauté d'accueil? Et celle d'origine

COMMENT ?

- Que **doivent faire ces personnes et/ou institutions ?** Et vous-même? Et votre communauté? Et la communauté d'accueil? Et celle d'origine?
- **De quoi ont-ils besoin de manière à pouvoir agir ?** Et vous-même, de quoi **vous avez besoin pour agir?**

⁹⁹Ces FG, même si prévus, n'ont pas pu avoir lieu suite aux dits événements de la Rébellion Seleka mais nous avons pu utiliser les témoignages recueillies lors de l'Etude Communautaire (UNICEF 2012).

¹⁰⁰Avoir toujours présents les 8 indicateurs ODM.

¹⁰¹En cas de non connaissance des Missions d'UNICEF profiter l'occasion pour expliciter son Rôle.

- Quelle est la **meilleure manière de réaliser ces changements dans votre vie** ? Etes vous organisés, par exemple en tant qu'association?

QUAND ?

- **D'ici quelle date** voulez vous voir votre vie, et celle de votre famille et communauté améliorée? Pensez vous que ceci est possible?
- **Comment pensez vous que nous pouvons garantir** collectivement que nous avons atteint ou pas ce résultat ?
- **Comment les mécanismes** dont nous nous servons dans le cadre de ces consultations, **par exemple la discussion à laquelle vous venez de participer, pourraient-ils être utilisés pour les examens futurs des progrès accomplis ?**
- **Avez-vous des suggestions à faire pour mieux faire comprendre «votre situation, vos souhaits, votre voix en tant que personne **DEPLACÉE/REFUGIÉE**» aux décideurs?**

Guide 7

POPULATIONS AUTOCHTONES¹⁰²

QUOI ? (au présent et dans le Future)

- Qu'est-ce qui est **important pour une personne quelle qu'elle soit** (femme, homme, garçon ou fille) **t afin qu'elle vive bien** dans votre **campement**? **Pouvez-vous m'expliquer qu'est-ce qui signifie pour vous «VIVRE BIEN»**¹⁰³
- Qui sont **les personnes qui ne vivent pas bien** au sein de votre **campement**?
- **De quoi manque une personne qui ne vit pas bien**? Et vous, en tant étant **que FEMMES et HOMMES AKA, de quoi vous manqué? Êtes-vous marginalisé?** Si oui, en quoi? Par qui?
- Qu'est-ce qui a selon vous **récemment amélioré votre vie** ou **l'a rendu pire ?**
- De quoi **vos enfants** auront-ils besoin pour bien vivre dans votre **campement**? Comment imaginez vous son/votre future dans 4-5 ans
- **Quels aspects de votre vie et de la vie de votre campement sont-ils à vos yeux important de protéger afin de garantir que les gens vivent bien, et en spécial les FEMMES, HOMMES et ENFANTS AKA, comme vous?**

POURQUOI ?

- Quelles sont les **principales raisons** pour que les AKA **en RCA, ne vivent pas bien**? Avez-vous des exemples?
- Pensez vous que **le fossé** qui existe entre les personnes **qui vivent bien** et celles qui ne vivent pas bien se creuse-t-il ? Pourquoi ? Il y a-t-il une fosse entre vos conditions de vie et celles de reste de citoyens de la RCA?

QUI ?

- Qu'est-ce **qui peut être fait** pour contribuer à améliorer votre vie en tenant compte vos besoins en tant que **FEMMES et HOMMES AKA?**
- **Quelles personnes et/ou institutions de votre communauté, et de ce pays** doivent faire quelque chose ?
- Quels **intervenants et institutions extérieurs** peuvent aider à changer votre situation ? Et UNICEF?¹⁰⁴
- Qu'est-ce que vous pouvez **faire vous-même en tant que FEMMES et HOMMES AKA?**

COMMENT ?

- Que **doivent faire ces personnes et/ou institutions ?** Et vous-même ? Et votre communauté?
- **De quoi ont-ils besoin de** manière à pouvoir agir ? Et vous-même, de quoi **vous avez besoin pour agir? Et votre campement?**
- Quelle est la **meilleure manière de réaliser ces changements dans votre vie ?** Est-il nécessaire de s'associer? Avec qui?

¹⁰²Ces FG, même si prévus, n'ont pas pu avoir lieu suite aux dits événements de la Rébellion Seleka mais nous avons pu utiliser les témoignages recueillies lors de l'Etude Communautaire (UNICEF 2012).

¹⁰³Avoir toujours présents les 8 indicateurs ODM.

¹⁰⁴En cas de non connaissance des Missions d'UNICEF profiter l'occasion pour expliciter son Rôle.

QUAND ?

- **D'ici quelle date** voulez vous voir votre vie, et celle des **FEMMES et HOMMES AKA** améliorée? Pensez vous que ceci est possible?
- **Comment pensez vous que nous pouvons garantir** collectivement que nous avons atteint ou pas ce résultat ?
- **Comment les mécanismes** dont nous nous servons dans le cadre de ces consultations, **par exemple la discussion à laquelle vous venez de participer, pourraient-ils être utilisés pour les examens futurs des progrès accomplis ?**
- **Avez-vous des suggestions à faire pour mieux faire comprendre «votre situation, vos souhaits, votre voix en tant que «FEMMES et HOMMES AKA» aux décideurs?**

QUOI ? (au présent et dans le Future)

- Qu'est-ce qui est **important pour une personne quelle qu'elle soit** (femme, homme, garçon ou fille) dans votre pays/**communauté afin qu'elle vive bien ? Pouvez-vous m'expliquer qu'est-ce qui signifie pour vous «VIVRE BIEN»**¹⁰⁶
- Qui sont **les personnes qui ne vivent pas bien** au sein de votre communauté ?
- **De quoi manque une personne qui ne vit pas bien** au sein de votre communauté? Et vous, en tant étant **personne VIVANT AVEC LE VIH, de quoi vous manqué? Êtes-vous marginalisé?** Avez-vous par exemple accès aux soins et aux moyens de prévention? Il y a-t-il des différences entre femmes et hommes vivant avec le VIH
- Qu'est-ce qui a selon vous **récemment amélioré votre vie** ou **l'a rendu pire ?**
- De quoi **vos enfants**¹⁰⁷ auront-elles besoin pour bien vivre dans votre pays/votre communauté ? **Comment imaginez vous son/votre future dans 4-5 ans ?**
- **Quels aspects de votre vie et de la vie de votre communauté est-il à vos yeux important de protéger afin** de garantir que les gens vivent bien, et en spécial les **personnes VIVANT AVEC LE VIH**, comme vous ?

POURQUOI ?

- Quelles sont les **principales raisons** pour les personnes **VIVANT AVEC LE VIH en RCA**, ne vivent pas bien? Avez-vous des exemples?
- Pensez vous que **Le fossé** qui existe entre les personnes **qui vivent bien** et celles qui ne vivent pas bien se creuse-t-il ? Pourquoi ? Ca a changé depuis que vous savez que vivez avec le VIH?

QUI ?

- Qu'est-ce **qui peut être fait** pour contribuer à améliorer votre vie en tenant compte vos besoins en tant que personnes **VIVANT AVEC LE VIH**? Et pour améliorer celle de votre famille et communauté?
- **Quelles personnes et/ou institutions de votre communauté, et de votre pays** doivent faire quelque chose ?
- Quels **intervenants et institutions extérieurs** peuvent aider à changer votre situation ? Et UNICEF?¹⁰⁸
- Qu'est-ce que vous pouvez **faire vous-même**? Etes-vu constitue en association? **Lutter en association est-il important?**

COMMENT ?

- Que **doivent faire ces personnes et/ou institutions** ? Et vous-même? Et votre communauté?
- **De quoi ont-ils besoin de manière à pouvoir agir ?** Et vous-même, de quoi **vous avez besoin pour agir?**

¹⁰⁵Ces FG, même si prévus, n'ont pas pu avoir lieu suite aux dits événements de la Rébellion Seleka.

¹⁰⁶Avoir toujours présents les 8 Indicateurs ODM.

¹⁰⁷Question a traité avec délicatesse vu le problème d'orphelins de VIH/SIDA.

¹⁰⁸En cas de non connaissance des Missions d'UNICEF profiter l'occasion pour expliciter son Rôle.

- Quelle est la **meilleure manière de réaliser ces changements dans votre vie** ? Etes-vous constitué en association? **Lutter en association est-il important?**

QUAND ?

- **D'ici quelle date** voulez vous voir votre vie, et celle de votre famille et communauté améliorée? Pensez vous que ceci est possible?
- **Comment pensez vous que nous pouvons garantir** collectivement que nous avons atteint ou pas ce résultat ?
- **Comment les mécanismes** dont nous nous servons dans le cadre de ces consultations, **par exemple la discussion à laquelle vous venez de participer, pourraient-ils être utilisés pour les examens futurs des progrès accomplis ?**
- **Avez-vous des suggestions** à faire pour mieux faire comprendre «votre situation, vos souhaits, votre voix en tant que personne vivant avec le VIH» aux décideurs ?

QUOI ? (au présent et dans le Future)

- Qu'est-ce qui est **important pour une personne quelle qu'elle soit** (femme, homme, garçon ou fille) dans votre pays/**communauté afin qu'elle vive bien ? Pouvez-vous m'expliquer qu'est-ce qui signifie pour vous «VIVRE BIEN»¹¹¹ ?**
- Qui sont **les personnes qui ne vivent pas bien** au sein de votre communauté ?
- **De quoi manque une personne qui ne vit pas bien** au sein de votre communauté? Et vous en tant étant des **personnes Handicapées dans un pays comme la RCA, de quoi vous manqué? Êtes-vous marginalisé dans votre vie courante? Comment?**
- Qu'est-ce qui a selon vous **récemment amélioré votre vie** ou **l'a rendu pire?**
- Avez-vous connaissance, voir avez-vous vu des améliorations dans votre vie courante depuis la promulgation de la Loi pour les Handicapés de 2000?
- De quoi **vos enfants** auront-elles besoin pour bien vivre dans votre pays/votre communauté ? Comment imaginez vous son/votre future dans 4-5 ans?
- **Quels aspects de votre vie et de la vie de votre communauté sont-ils à vos yeux importants de protéger afin** de garantir que les gens vivent bien, et en spécial les personnes vivant avec un handicap comme vous?

POURQUOI ?

- Quelles sont les **principales raisons** pour que les personnes handicapées ne vivent pas bien dans votre pays/**communauté ? Avez-vous des exemples?**
- Pensez vous que **le fossé** qui existe entre les personnes **qui vivent bien** et celles qui ne vivent pas bien se creuse-t-il ? Pourquoi ? Existe-il ce fossé entre vous et le reste des citoyens de la RCA qui ne vivent pas avec un handicap?

QUI ?

- Qu'est-ce **qui peut être fait** pour contribuer à améliorer votre vie en tenant compte de votre situation d'handicap? Et pour améliorer celle de votre famille et communauté?
- **Quelles personnes et/ou institutions de votre communauté, et de votre pays** doivent faire quelque chose ?
- Quels **intervenants et institutions extérieurs** peuvent aider à changer votre situation ? Et UNICEF?¹¹² Connaissez-vous les actions menés pour Handicap Internationale?
- Qu'est-ce que vous pouvez **faire vous-même?**

COMMENT ?

- Que **doivent faire ces personnes et/ou institutions ?** Et vous-même? Et votre communauté?
- **De quoi ont-ils besoin de** manière à pouvoir agir ? Et vous-même, de quoi **vous avez besoin pour agir?**

¹⁰⁹Tenir compte de type d'Handicap (signalé dans la Système d'Inscription), spécialement si lien avec Poliomyélite.

¹¹⁰Ces FG, même si prévus, n'ont pas pu avoir lieu suite aux dits événements de la Rébellion Seleka

¹¹¹Avoir toujours présents les 8 Indicateurs ODM.

¹¹²En cas de non connaissance des Missions d'UNICEF profiter l'occasion pour expliciter son Rôle.

- Quelle est la **meilleure manière de réaliser ces changements dans votre vie** ?
Etes-vous constitué en association? **Lutter en association est-il important?**

QUAND ?

- **D'ici quelle date** voulez vous voir votre vie, et celle de votre famille et communauté améliorée? Pensez vous que ceci est possible ?
- **Comment pensez vous que nous pouvons garantir** collectivement que nous avons atteint ou pas ce résultat ?
- **Comment les mécanismes** dont nous nous servons dans le cadre de ces consultations, **par exemple la discussion à laquelle vous venez de participer, pourraient-ils être utilisés pour les examens futurs des progrès accomplis ?**
- **Avez-vous des suggestions** à faire pour mieux faire comprendre «votre situation, vos souhaits, votre voix en tant que personne ayant un Handicap» aux décideurs?

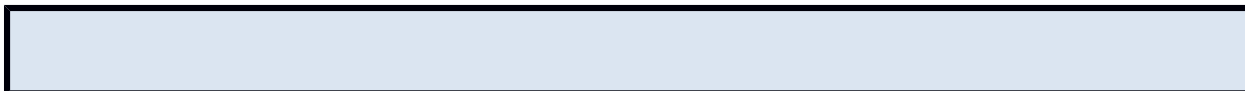
Annexe 1.3
REVUE DOCUMENTAIRE

DOCUMENTATION DE LA CONSULTATION

COMMUNE aux Parties prenantes	Documents
	▪ Activités consultations nationales en RCA. ▪ Agenda de développement post-2015. ▪ CEA-UA-GBAD-PNUD (2012) Rapport OMD 2012 <i>Perspectives émergentes en Afrique relativement à l'agenda de développement post-2015</i> ▪ Consultations Plan CAR UNICEF input as. ▪ Groupes de consultations. ▪ Lettre au PM Post 2015. ▪ MEPE-RCA (2011) DSRPII 2011-2015 Réduire l'extrême pauvreté. ▪ NNUU (2012) Cadre d'accélération des ODM ▪ NNUU-UNDG (2012) L'Agenda pour le développement après 2015: Un guide pour le dialogue dans les pays". New York. ▪ Conclusions de la réunion du PMT du 03 octobre 2012, UNICEF ▪ Post 2015 Consultations Plan Tanzania-revised. ▪ Post-2015 Consultations Plan for CAR. ▪ Post-2015 Consultations Plan for CAR 051012. ▪ Post-MDG 2015 memo. ▪ RCA>NNUU (2010) Rapport de suivi des ODM RCA Mai 2010. ▪ Timeline consultations nationaux. ▪ UNICEF Draft TOR Group. ▪ UNICEF WCAR Newsletter n°2 Oct 2012 final. ▪ UNICEF (2012) Etude Anthropologique de l'organisation sociale et politique des communautés en Centrafrique et des organisations a assise communautaire. Bangui. ▪ UNICEF (2011) Projet de descriptif de programme de pays. République Centrafricaine. . Bangui, UNICEF. ▪ UNITED REPUBLIC OF TANZANIA (2012) Proposal for The Consultations On The Post-2015 Development Agenda.

DOCUMENTATION DE LA CONSULTATION	
SPECIFIQUE aux Parties prenantes	Documents
Filles et garçons de moins de 18 ans Organisations de jeunes	▪ UNICEF-PTA (2009a) <i>Analyse de la situation des enfants et des femmes en République Centrafricaine</i> ▪ UNICEF-PTA (2009b) Puissent nos rêves se réaliser ! Enquêtes participatives et opinions des enfants et des jeunes de la République Centrafricaine sur l'état de leurs droits et leurs rêves».
Travailleurs du secteur informel	▪ BM-IFC (2013) <i>Doing Business. Economy profile: CAR</i>. Washington. ▪ PNUD et AI (2012) <i>Rapport ODM 2012 Afrique.</i> ▪ UNICEF-RCA (2012) <i>POST-2015 Consultations Plan for CAR.</i> Bangui. ▪ http://journaldebangui.com/article.php?aid=3513
Personnes âgées et population vieillissante	▪ Revue de presse de la Journée Nationale de la Santé RCA 2012 Publié par RJDH-RCA le 7 avril 2012 . ▪ http://hdrstats.undp.org/es/paises/perfiles/CAF.html
Organisations de femmes	▪ FAO et al () <i>Les femmes rurales et les objectifs du Millénaire pour le développement.</i> ▪ PROJET FAO-Dimitra (2011) <i>Les clubs d'écoute communautaire. Un tremplin pour l'action en milieu rural.</i> FAO. Bruxelles. ▪ UNICEF-PTA (2009) <i>Analyse de la situation des enfants et des femmes en République Centrafricaine.</i> ▪ UNICEF () <i>Préparer un Avenir d'égalité : Politique de l'UNICEF sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des filles et des femmes.</i> ▪ BAD () <i>Profil genre de la République Centrafricaine.</i>

	▪ RTI (2011) <i>Audit sur le genre bureau de l'UNICEF en RCA.</i> Amsterdam. ▪ http://www.bembatrial.org ▪ http://www.icc-cpi.int
Les déplacés internes et les réfugiés	Voir Fiche Bibliographique Mbororo UNICEF (2012 : 478-482) <i>Etude Anthropologique de l'organisation sociale et politique des communautés en Centrafrique et des organisations a assise communautaire.</i> Bangui.
Populations autochtones ...	▪ NNUU (2009) <i>lignes directrices sur les questions relatives aux peuples autochtones.</i> gnud. ▪ Voir Fiche Bibliographique PYGMEES en UNICEF (2012 : 95-99) <i>Etude Anthropologique de l'organisation sociale et politique des communautés en Centrafrique et des organisations a assise communautaire.</i> Bangui.
Personnes vivant avec le VIH	▪ RCA (2010) <i>Rapport UNGASS 2010.</i> Bangui mars 2012. ▪ UNICEF –MJSAC(2010) <i>Etude de vulnérabilité au VIH auprès des jeunes en RCA.</i> Bangui.
Personnes ayant un hândicap	▪ GOUVERNEMENT DU QUEENSLAND (2011), <i>Engaging People with a Disability.</i> www.qld.gov.au/web/community-engagement. ▪ www.afrik.com 28 octobre 2012



ANNEXE 2

FICHES DE SYNTHÈSE PAR GROUPE

Annexe 2.1 FILLES ET GARÇONS DE MOINS DE 18 ANS

Annexe 2.2 ORGANISATIONS DE JEUNES

**Annexe 2.3 ASSOCIATIONS TRAVAILLEUSES/EURS
SECTEUR INFORMEL**

Annexe 2.4 ASSOCIATIONS DE PERSONNES ÂGÉES

Annexe 2.5 ASSOCIATIONS DE FEMMES

Annexe 2.1 Fiche de synthèse FILLES ET GARÇONS DE MOINS DE 18 ANS

CONTEXTE

POIDS DEMOGRAPHIQUE DE LA POPULATION MOINS DE 18 ANS

Selon UNICEF-PTA (2009a: 30) «*La population centrafricaine est très jeune avec près de la moitié (49,4%) âgée de moins de 18 ans*».

ESPERANCE DE VIE SCOLAIRE

Le nombre d'années de scolarité en RCA est estimé à 3.5 face au 6.6 souhaité.

CADRE LEGISLATIF

Le 23/04/92 la République Centrafricaine (RCA) a ratifié la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE). Cependant, le pays n'a pas encore ratifié les deux protocoles facultatifs à la CDE concernant l'implication des enfants dans les conflits armés¹¹³ et la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants¹¹⁴ (UNICEF-PTA 2009a).

CADRE ASSOCIATIF:

Nous nous sommes entretenus au Lycée Technique de Bossangoa avec:

- **2 groupes de Jeunes Filles**¹¹⁵ (voir Fiches Système Inscription et Fiches Transcription).
- **1 de jeunes garçons** (voir Fiches Système Inscription et Fiches Transcription).

PROCESSUS DE CONSULTATION

PARTIES PRENANTES

ACTIVITES/ TECHNIQUES

FILLES LYCEE MODERNE BOSSANGO

12 jeunes Filles de 3eme dont:

- 7 âgées entre 12 et 17 ans.
- 5 âgées entre 18 et 20 ans.

FILLES LYCEE MODERNE BOSSANGO

13 jeunes Filles dont:

- 4 âgées entre 12 et 17 ans.

• REVUE
DOCUMENTAIRE

• FOCUS GROUP
(3): Vendredi et
Samedi 14 et 15 /
12/12

¹¹³ [Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants \(New York, 25/05/2000\).](#)

¹¹⁴ Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (N.Y., 25/05/2000).

¹¹⁵ Nous avons demandé à Mr le Proviseur du Lycée Moderne de Bossangoa des étudiante/s de moins de 18 ans mais il a conforme les groups en fonction des classes présents car il était l'époque des compositions et les élèves venaient au Lycée que pour composer.

- 6 âgées entre 18 et 20 ans.
- 3 âgées entre 21 et 22 ans.

4 sont en Terminal, 7 en 1ere et 2 en 2de.

GARCONS LYCEE MODERNE BOSSANGO

20 jeunes Hommes dont:

- 16 entre 18 et 20 ans.
- 4 entre 21 et 23 ans.

2 en Terminale, 8 en 1ere et 10 en 2de.

LE QUOI?					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
ODM OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM	Les jeunes, filles et garçons, estiment vivre des grandes difficultés pour survivre, pour se nourrir¹¹⁶, s'habiller, se laver, specialment si on est orphelin/e ou on a été confie a des parents. • <i>«Je mange rien avant de venir a l'école (...) On mange 17h00, 19h00, 20h00. Certains mangent rien dans la journée».</i> • <i>«Je prends mon exemple, je habite chez un parent, il me dit va a l'école mais quand je retourne il garde que pour ses enfants Il n'a plus a manger, je dois me débrouiller».</i> La pauvreté dans laquelle ses parents vivent leur oblige a chercher des sources de revenus complementaires en exerçant un travail en plus de sa collaboration aux taches de la maison(aller aux champs, faire des petits commerces): • <i>«Je fait un petit travail a cote, je peux meme vendre. Je sors a 2 heures , je dois vendre, chercher a manger, preparer, repasser, lire aussi pour mes etudes»</i> • <i>«Nous avons des vrais difficultes financieres. Etant filles on veut avoir certains cremes, parfois on n'a pas d'argent. On n'a pas de savon pour se laver, des chaussures, des habits, (...) Certains parents te donnent, mais la majorite nonil te donnent rien»..</i> • <i>«Nous aussi , malgré venir á l'école, nous sommes obligées d'aller vendre des beignets pour payer nos études. De plus, quand on arrive á la maison nous devons faire la lessive, les taches menageres et après etudier»..</i> Des fois, les filles finissent pour exercer la prostitution¹¹⁷ pour pouvoir ainsi subvenir a ses besoins, meme pousses par ses parents. Des grossesses non desires ainsi que l'arret de la scolarité sont ses consequences: • <i>«...Ce qui va pousser meme certains filles a se prostituer, a faire n'importe pas quoi pour avoir l'argent pour son bien etre. Parfois elles peuvent meme tomber enceinte, le mari va l'abandonner, il ne va pas s'ocupper d'elle.Parfois elles peuvent meme perdre ses etudes (...) .Elles peuvent arreter la sans pourtat avancer. C'est dommage».</i> • <i>«Certains parents qui n'ont pas de moyens encouragent meme leurs filles d'aller a faire n'importe quoi afin d'avoir l'argent et subvenir a leur besoins».</i> Certains garçons sont alles jusqu'au se suicider:				

¹¹⁶Selon UNDP (2012: 57) La 40% de la population de la RCA souffrait de malnutrition en 2011 et les perspectives ne sont pas bonnes: "l'impact le plus sévère de malnutrition aura lieu probablement en RCA, dévastée par la pauvreté et la faim avec une augmentation de la malnutrition infantile du 41% entre 2010 et 2050».

¹¹⁷Une problématique qui touche des autres jeunes dans le pays comme bien signale UNICEF-PTA (2009b37: «La prostitution concerne les enfants à bas âge de 15 ans des deux sexes. Ils se prostituent pour avoir un peu de moyens financiers afin de répondre aux besoins alimentaires, vestimentaires et de survie

	• «Pendant 9 mois on se bat, en faisant le chemin de l'écoles. c'est pénible, Il y a des autres qui sont allés jusqu'au se suicider. J'ai connu un exemple. un camarade a nous.il y a avait un gag qui a fait ca a cause de pas avoir un sou pour pouvoir continuer ses études». Dans tous les cas, filles et garçons se battent pour survivre et ne veulent pas voir ses parents dans cette situation de pauvreté: • «Nos parents ont souffert. Quand nous revenons de l'école en le voyant baisser la tête devant les enfants car ils n'ont pas quelque chose à leur nourrir. En tant que jeune je ne peux pas voir mes parents souffrir. Comme ca».
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	Leur soucis principale sont les etudes. Les difficultés sont multiples, et selon eux plus nombreux que chez ses camarades lyceens de Bangui. Par rapport aux enseignants: • «Nous avons une manque de professeurs». • «La plupart sont des vacataires, des jeunes même qui ne sont pas en mesure d'enseigner au Lycée. Parfois ils interviennent en primaire et ils vont venir ici après. Ca fait que nos enseignements reculent par rapport a ceux qui sont a Bangui. Il y a certains qui disent que ceux d'ici n'ont pas le niveau. Ils ont raison». • «A propos de professeurs. Sur les profs il y a 3 séries dans ce établissement et 1 seul professeur d'anglais. Et ce professeur il n'est pas venu pas pour enseigner au Lycée mais comme on a remarque qui il manque c'est pour cela que on a fait appel a lui. Il travaille au CPA. Même au Lycée il fait des vacations. Il enseigne au Séminaire. Il n'a pas de temps (...) Pas anglais seul. Histoire géo, mathématiques, il a beaucoup de matières». • «Prenons l'exemple de nos collègues qui sont dans la ville, on leur apprenne l'espagnol, l'allemand tout ca(...), mais chez nous nous manquons de professeurs d'espagnol, allemand, La connaissance du bien être nous manquons de ca». Par rapport aux materiels et batiments: • Il nous manquent de livres, de table bancs, de batiments. Nous sommes 170 eleves par classe. En 4, 5 et 6eme nous avons de classes nomades. Il n'y a pas de Bibliotheque ». • «Nos cadets sont assis par terre, un problème de salle». • «...Il y trop de problèmes au Lycée, il n'y pas de laboratoires pour les scientifiques et Je veux être doctoresse». Le manque de classes amènent également a l'affrontement entre élèves: • «Je ne parle pas de l'Europe, dans des autres pays africains pas mal d'établissements ils ont des classes. Un élève il sait que c'est sa salle, il va directement dans sa salle mais parfois, tu es...on t'affecte dans une salle subitement une fois dans la clase il y a des autres qui viennent, ca pose problème, ca nous amène des mésententes, Celui qui ose dénoncer serait puni par le professorat: • «Lundi passe, j'ai un problème sur ca. Je suis en classe 1b, le prof de

la classe 2 a, on est en classe on attend le prof anglais, subitement le prof fesseur de 2a nous a chasse et lorsque j'ai voulu intervenir ca cause des problèmes, j'ai eu même une sanction, on ma sanctionne pour une semaine.

- «L'autre fois nous aussi nous avons un cours a partir de 9 h. Notre professeur n'était pas encore arrive. Nous lui attendons, Nos condisciples qui ont cours à cote ils sont venus prendre les tables bancs. Nous avons refuse et ca a créé une mésentente avec le censeur et moi. J'ai été puni par rapport à ce sujet.

Les jeunes garçons denoncent egalemt la **manque d'ordinateurs et d'accès a internet**¹¹⁸:

- «Nous avons le problème de nous cultiver sur l'internet. nous voulons à ce que nous avons accès. Nous n'avons pas des ordinateurs. Nous voulons faire des recherches»..

Certain/es insistent sur le manque des installations **sportives** de qualité au niveau du Lycee:

- «Je veux dire aussi le terrain. nous n'avons pas de pelouse. c'est pénible, pas de pelouse. on se fait du mal, c'est pénible».

- «Nous avons besoin d'Une piscine comme à Bangui».

Au delà des **problèmes de prise en charge de ses études** déjà évoque, filles et garçons dénoncent les **pratiques de corruption** de certains enseignants. Et ceci a deux niveaux. Soit les enseignants, avant la composition, imposent le paiement de photocopies. Celle ou celui qui ne paie pas perds son droit à l'évaluation. Une pratique de laquelle nous étions témoins lors de nos enquêtes:

- «On revient toujours sur le **problème de moyens**. Il faut d'abord mettre quelque chose. Il faut leur donner quelque chose avant que tu passe. Oui il y a un vrai problème de corruption. **Même à l'école. Tu es obligé de payer. Même tout de suite on nous a demande de donner 100fcfa pour faire la composition. Et nous sommes obligés de donner. On ne sait même pas pourquoi. Parfois on dit que ils ont été obliges de photocopier le sujet c'est pour ca qu'ils font ca. Ils voudraient seulement récupérer leur argent ca... (...) On ne sait pas si le proviseur il est au courant**».

Une pratique qui exclue celles et ceux qui n'ont pas cet argent. Les élèves font recours aux prêts entre eux, et ce sont les **garçons qui plus souvent viennent en aide, gratuitement**, des filles:

- «Non, Ils ont donne leurs raisons disant que mettre les questions au tableau on perd le temps. Mais il y en a qui n'ont pas même les 100fcfa pour payer ca. Mais ils ont dit que c'est obligatoire. Donc si moi je n'ai pas ca, **je suis obligée d'aller voler pour payer ca.** (...) Un autre collègue va te faire un don, et âpres tu lui donne. Nous n'avons pas de tontine pour ca. Entre nous, on s'aide. On donne à celle qui n'a pas. Les garçons aussi ils peuvent te donner. Certains ce sont les parents. Les garçons nous aident plus que nous les filles. Il y a des garçons qui aident sans intérêt. Les garçons font de

118 Comme signale UNICEF-PTA (2009a:66):«Les NTIC ont connu un développement récent en RCA. Elles peuvent à la fois être considérées comme un outil de développement ou comme une industrie. En tant qu'outil, les NTIC facilitent la circulation de l'information entre les populations et contribuent ainsi à transformer la façon dont nos sociétés travaillent, se divertissent, étudient, gouvernent et vivent».

	<i>petits boulots, ils vont aller chercher du bois pour avoir cet argent et pouvoir payer ca, on vend des choses au bord de la route. Parfois ils ont une petite caisse».</i> Il existe aussi le cas de qu'un enseignant convoque l'élève après sa composition et lui propose une note en fonction du prix qu'il est capable de payer: • <i>«Il y a des autres professeurs actuellement qui vendent des notes. QUI SONT DES VENDEURS DES NOTES. Vous travaillez correctement en classe pour avoir suffisamment de note mais il y a toujours ceux qui veulent avoir de l'argent. Nous voulons que ca cesse».</i> • <i>«On te donne une note, après si tu dis, non, ca ne tient pas cette note, vient me voir on va causer et à la fin il s'impose et il nous demande de l'argent».</i> D'autre part, les jeunes voudraient bien continuer les etudes au niveau superieur mais il se pose a nouveau le probleme de prise en charge, en special parce que tous les structures se trouvent a Bangui: • <i>«On n'a pas d'aide personne veut s'ccuper de nous. On a la volonte de continuer et d'etudier mais ... voila un exemple: ici au lycee on peut bien avancer, on n'a pas besoin de beaucoup de choses. Mais arrive aux etudes superieurs, par exemple a l'universite, on a besoin de photocopies mais on a personne pour nous aider. Et les filles on est oblige de faire n'importe quoi».</i> • <i>«Il n'y a pas suffisamment d'établissements scolaires. Même dans les arrières pays, il n'y a pas une Université, seulement a Bangui. Si le jeune décroche le baccalauréat et il veut aller a l'Université, il est oblige d'aller a Bangui avec pas mal de problèmes: de problème alimentaires, financiers, cela fait que les jeunes n'avancent pas dans leurs études Moi, je préfère être un homme de Droit (...) C'est obligatoire d'aller à Bangui».</i> Les jeunes garçons soulignent également le manque de perspectives d'emploi comme une de ses principales preoccupations et raison souvent de non suivi des etudes universitaires¹¹⁹ et de oisivité: • <i>«A la fin de leurs études, les jeunes même si ils ont leurs références n'ont pas de travail, on est oblige de faire, disons de travaux démunis».</i> • <i>«Il y a ce problèmes d'intégration qui se pose actuellement. Et ca répercute sur la vie scolaire. Il y a même qui sont allés jusqu'au chantier, qui sont devenus des cultivateurs, malgré avoir des études universitaires».</i> • <i>«Ceux qui sont passent avant nous. Ils sont allés jusqu'au bout, et après ils ne sont que dans les quartiers en train de vadrouiller sans rien faire».</i>
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES	Les jeunes lyceenees estiment que les garçons peuvent mieux reussir ses etudes car les roles de gendre le liberent des taches menageres et ils peuvent faire plus facilement des activités remuneratrices¹²⁰

¹¹⁹Problématique commune ave le reste de l'Afrique. Selon UNDP (2012:52): «Cependant, le manque d'opportunité d'emploi et de perspectives économiques tend à dissuader les femmes comme les hommes d'entreprendre des études supérieures ».

<u>SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES</u>	• «Les deux on travaille au retour du Lycée. Nous, pour faire la lessive, la nourriture. Les garçons ils vont vendre, ils peuvent s'en sortir mieux». • «Oui, nous avons plus de difficultés. A la maison, les garçons peuvent faire ce qu'ils veulent, nous les filles on doit travailler avant d'étudier, chercher l'eau, laver les assiettes, préparer avant de venir à l'école. Les filles dénoncent également une certaine persécution de la part des garçons: • «Souvent ils nous embêtent en classe s'ils sont amoureux de toi¹²¹ . Il faut signaler que dans une de classe du Lycée Moderne de Bossangoa (Photo FG1.6) c'est bien écrit sur les murs: «<i>Les filles sont des diables. Addition de peines, multiplication de malheurs</i>». A ceci quelqu'un a répondu: «<i>Tu n'aime pas les filles</i>».
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE	La situation des infrastructures sanitaires ainsi que la qualité de soins et de médicaments resterait beaucoup à désirer: • «Au niveau de la santé, vraiment il faut changer beaucoup de choses, il y même pas de vaccinations de préventions pour les élèves. Même pour nous les mamans enceintes. Pas de médicaments de qualité à Bossangoa. Nous ne voulons pas des médicaments de salina, pas de tout vraiment.
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE	
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES	• «Il n'y a Pas assez des médocs, la majorité d'ordonnances il faut envoyer directement à Bangui. S'il y a un cas d'urgence, d'évacuation il n'y a pas des moyens. Il n'y a plus d'ambulances. Même à Bossangoa pour te hospitaliser les chambres sont désagréables. Même, il n'y a pas de chambre froid, s'il agisse d'une intervention chirurgicale s'il n'y a pas électricité il faut toujours évacuer à Bangui et parfois ces ca qui fait qu'il y a la mortalité, les épidémies». Les jeunes dénoncent le manque d'une infirmerie sur place au Lycée ainsi que des moyens de transport et financiers pour l'évacuation sur l'Hôpital et la prise en charge des étudiants malades: • «Parfois il y a nos collègues qui tombent malades mais on n'a pas des moyens pour transporter à l'hôpital ou pour les aider avant de les amener à la maison. Il y a un Problème de déplacement et de prise en charge. Parfois on paie un taxi moto, parfois on n'a pas d'argent. On cotise entre les jeunes pour s'entraider». Les toilettes seraient dans un pénible état: • «Au Lycée, il y même pas des toilettes bien entretenus, si, regarde, on ne peut pas appeler ça toilettes, on y va la bas pour chercher des maladies». Mais les jeunes garçons dénoncent la prise courante de drogues par

¹²⁰ Selon UNDP (2012: 59) la RCA affichent un indice de parité inférieur à 0,7 au niveau de l'espérance de vie scolaire.

¹²¹ Exemple arrive pendant FG.

	certaines de ses collègues et comment ceci altère le bon déroulement des cours¹²² : • «Certains élèves prennent leurs drogues a la maison ils viennent en classe et ils nous perturbent. ils prennent le Tramol, ils prennent les boissons qui ne sont pas à leur capacité car leur degré est fort. Ils prennent à la maison, une fois soule, il perturbe les autres, ca fait énerver le professeur qui ne veut plus continuer les cours. Considérant les cours comme étant vus. Si je viens chaque fois a l'école, l'autre perturbe, le prof arrête le cours, venir a l'école finalement ca ne veut rien dire». Ceci est étonnant vu la pauvreté des jeunes et de ses familles: • «On ne sait pas ou ils travaillent pour avoir l'argent pour payer ca: Bon, ils font des travaux a la cellule coton (...) on prend des jeunes pour travailler avec cet argent ils ne veulent pas faire des trucs pour avancer dans la vie, seulement pour se droguer, souvent ils vont emmerder les gens dans le quartier et dans l'école».
OBJ 7: PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT	Garçons et filles exposent l'handicap et surcharge de travail qui suppose les difficultés dans l'accès à l'eau et à l'électricité: • «Nous n'avons pas d'eau. Il faut aller à 3km pour en chercher. Tous les jours. En special en saison seche». • «On doit chercher a la source. Cest tres loin, parfois 5km , on le fait tous les jours, garçons et fillesOn est obligée d'aller loin pour trouve la source». • «Et l'eau. nous n'avons pas. Nous remercions l'ACF qui nous aide à construire les forages. Sinon au mois de decembre, mars nos mamans vont se réveiller à 3 h00 pour avoir de l'eau vers 10h00-11h00. Parfois on est obligé de venir à école sale. On est obligé de venir à école sale, le corps sale, les habits sales. Vous savez biologiquement le corps sale ne pas bon pour nos études». Les infrastructures d'accès et moyens de transport constituent une preoccupation mais mineur¹²³: • «Elles n'ont pas de moyens, de transport, il faut marcher a pied pour venir ici, aussi il n'y a pas de routes».
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPPEMENT	Non évoque par les enquêtés.

En définitif, les jeunes lycéen/s enquêté/es, **dénoncent une grande souffrance** qui empêche en spécial le bon déroulement de ses études. Selon les enquêté/es, a Bossangoa **uniquement vivent bien les jeunes qui ,ont des parents aisées**:

- «C'est qui fait que les filles d'aujourd' hui , n'avancent pas bien dans leurs etudes. **Les filles dont ses parents sont aisees elles avancent bien**».

122Une problématique qui touche des autres jeunes dans le pays comme bien signale UNICEF-PTA (2009b:33).

123Comme signale UNICEF-PTA (2009a:37): «**Les infrastructures de communication ne sont pas suffisantes** et sont généralement en état de dégradation avancée, ce qui réduit les activités de transport et de déplacement et renchérit la circulation des personnes et des biens ainsi que l'augmentation des dépenses publiques pour les travaux d'entretien. Certaines régions du pays (le nord-est surtout) sont totalement coupées du reste du pays pendant la saison des pluies».

- *«Nous on doit acheter le pétrole pour étudier. Ce n'est pas juste qu'il n'y a pas l'électrice. Certains ont un groupe. Certains ont l'électricité mais il faut avoir les moyens même pour payer le pétrole».*

Les dites pratiques de corruption seront a la base d'un **certain pesimisme vu la difficulté d'avancer dans l'échelle sociale pour celui qui n'est pas d'une famille aisée:**

- *«Un chauffeur ivoirienne, si son fils veut être Dr il peut devenir Dr. Ici si tu papa est président tu peux avoir la chance de devenir ministre mais si ton papa est agriculteur mets toi dans la tête que tu vas finir dans les champs. C'est très difficile en RCA».*

- *«Le Gouvernement, les Dr tous sont des corrompus. La jeunesse ne peut plus faire confiance car ils sont tous de corrompus, on souffre en tout cas. Si tu n'as pas des parents influents. Si tes parents ne travaille pas tu dois te mettre dans la tête que c'est fini pour toi, En tout cas. Parce que tu ne possède aucun moyen pour pouvoir continuer. C'est ca qui nous fait arrêter. Ce sont tous ses facteurs qui nous freinent dans nos rêves»..*

Il faut également souligner comment la **Paix constitue un soucis majeur** pour les lycéens enquêtes, **en special les garçons:**

Tous ses problématiques correspondent bien avec celles de ses camarades interviewés lors des enquêtes **participatives réalisées d'UNICEF** **Puissent nos rêves se réaliser ! (UNICEF-PTA (2009b):** *«Ils parlent des leurs problèmes liés à l'éducation, à la formation professionnelle et aux soins médicaux. Ils présentent leurs peurs face au VIH/SIDA, aux abus, aux violences et multiples formes d'exploitation. Ils nous parlent d'eux-mêmes mais aussi de leurs familles, des conditions de vie qui se détériorent, du chômage, du pouvoir d'achat et du manque de nourriture. Ils expriment leur rage envers la corruption, le détournement de fonds et l'indifférence politique envers les plus vulnérables. Ils parlent d'une justice qui semble 'juste' seulement pour les plus forts, pour ceux qui détiennent le pouvoir ».*



LE POURQUOI?					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND

**OBJ 1:
REDUIRE L'EXTREME
PAUVRETE ET LA
FAIM**

Une **pauvreté et des difficultés d'alimentation** qui auraient un impact spécialement préoccupant sur le **rendement scolaire** de ces jeunes et qui amènerait à certains **à travailler, des autres à quitter l'école pour manque d'appui** et ceci spécialement dans le cas de jeunes filles¹²⁴ :

- «Je prends **l'exemple de l'électricité**, mon exemple, parfois il n'y a pas assez de d'argent pour payer le pétrole pour la lampe, on parvient pas à bien étudier».

- «Nous voulons nous concentrer à étudier mais nous devons au même temps chercher de l'argent pour étudier. **Comment nous pouvons nous concentrer?** ».

- «Vraiment, les jeunes centrafricaines **n'ont plus d'énergie pour étudier. vous savez quand on étudie il faut avoir beaucoup d'énergie pour bien maîtriser les leçons. mais si tu as faim tu risques d'abandonner les cahiers**».

Dans tous les cas, filles et garçons trouvent tout à fait normal, voire désirable, **travailler aux champs en complément de ses études**:

- «Et pourquoi pas? C'est obligatoire. Pendant l'école on dépose nos effets scolaires pour aller aux champs et les samedis et dimanches on va vers le travail champêtre. c'est un atout pour nous les élèves».

Le **changement climatique** serait à la base d'une pénurie alimentaire et de la **flambée de prix actuelle**:

- «Aussi les prix ont flambé. Cela est dû au changement climatique. Dans ces derniers temps nos agriculteurs ne s'intéressent plus aux cultures vivrières. Sinon aux cultures de rente. Cela freine et Quand on cultive on a rien On est découragé».

Les **exigences du marché économique mondial** aurait amené un abandon de la culture vivrière par des cultures de rente:

- «On a des **problèmes alimentaires qui s'imposent**. Aujourd'hui à Bossangoa beaucoup des gens préfèrent faire la culture du coton, pour avoir de l'argent, on a un problème, les **gens ne cultivent plus les denrées vivrières**. Auparavant au temps de nos grands-parents c'était Bossangoa qui ravitaillait Bangui en denrées alimentaires mais aujourd'hui, nous vendons le manioc au moins à 400 FCFA, le panda on le vend à 150, 125, mais de nos jours à 750fcfa. Si vraiment tu n'as rien tu n'as qu'à endurer la journée. Si nous pères donnent 1500 à nos mamans pour chercher quelque chose pour la journée nos mamans se plaignent. Nos mamans se plaignent, et tout cela pour manger qu'une seule fois par jour. aux environs de 17h00. 18h00 pour regagner le lit avec».

Egalement le phénomène de **l'exode rural**¹²⁵ qui fait diminuer le **nombre de bras pour l'agriculture**:

- «Il y a aussi l'exode rural. Pas mal de jeunes ont préféré quitter et aller à Bangui pour travailler dans un bureau. Donc l'arrière pays...nous, rien nous reviens».

¹²⁴Selon UNDP (2012:35) la RCA est un des pays africains où «les taux d'achèvement des garçons dépassent ceux des filles (...) et l'écart est de l'ordre de 10%».

	Une partie des jeunes qui quitte l'agriculture serait pour prendre un métier à ses yeux plus rentable: les armes: • «C'est la solution facile, d'être soldat il y a dans l'Ouham des jeunes qui font de la culture mais qui préfèrent être des militaires. les jeunes préfèrent être soldat et non agriculteurs. c'est une fonction facile. certains peuvent même abandonner les études pour être militaire» D'un autre coté, ce sont des filles qui ont dénoncé comme cause dernière de sa situation de pauvreté le système d'exploitation colonial: • «On doit faire quelque chose pour notre pays. Les blancs vous êtes venus pour voler. Ils ont pris toute, même la sagesse. Les blancs et la Chine. Par exemple ils sont venus prendre notre coton et ils disent qu'il n'y a pas de machines. Aidez-nous pour fabriquer des machines. Il y a la pauvreté parce que les blancs aussi sont venus nous voler¹²⁶.
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	La pauvreté également a la base du desinterressement des certaines filles pour etudier. Pour des autres ce sont ses propres parents qui ne leur encourage pas, qui sont des irresponsables ou bien sa situation de vulnérabilité en tant qu'orphelins: • «Aussi beaucoup de filles ne veulent pas venir á l'école. Il y a l'évolution du monde, elles doivent comprendre qu'il faut venir á l'école. Mais c'est la pauvreté.» • «Si je prends mon exemple. Parfois on peut me gronder, on peut s'ennerver, se facher sans que pourtant ils s'occupent de moi(...) mais il y a des parents qui ne ncouragent pas a continuer ». • «C'est la responsabilité des parents. Parfois ce sont des parents irresponsables, ils preferent depenser son argent dans une autre chose Peut etre ils ne travaillent pas. Certains restent comme ca. () Certains ils n'ont pas la volonte de travailler. C'est la volonté qui est á la base de tout¹²⁷». • «Des autres sont des orphelins ils ont perdu le papa, la maman, ils sont sur la tutelle des autres parents il y a aussi des autres souffrances. C'est pénible. Ils n'ont pas le courage de continuer l'école car chez eux ils sont pas prise en charge».Par rapport a la dite situation déplorable du système éducatif centrafricain, les lycéens évoquent la manque de moyens de l'Etat centrafricaine comme raison principal. Des autres estiment que le probleme n'est pas une manque de moyens mais

¹²⁵Comme signale UNICEF-PTA (2009a: 46): «La RCA a un système productif peu développé et inégalement réparti sur l'ensemble du territoire national. La plupart des unités de production de biens et services et les administrations publiques, sont concentrées à Bangui et dans quelques villes et communes. Cette situation ne peut que favoriser l'exode rural de la campagne vers les villes en l'absence d'une politique agricole et d'aménagement du territoire visant à maintenir la population dans son milieu rural en lui facilitant une occupation qui lui assure la couverture de ses besoins et la jouissance de ses droits. (...) Le vide créé par ces migrations au niveau des campagnes entraîne la baisse de la productivité du travail et de la production en milieu rural en l'absence d'autres facteurs de productivité.

¹²⁶Ceci a provoqué l'éclat général il a fallu expliquer au reste des filles participant cet argument.

¹²⁷Lors de l'Etude communautaire (UNICEF 2012: 37) les jeunes un peu partout dans le pays dénoncent que «Le dit **manque de moyens de parents** (dans la plupart des groupes ethniques enquêtés c'est au père d'assumer ce type de dépense mais ils ne le font pas), qui est avancé également comme la cause du non paiement des actes de naissance ou de frais liés à la santé, **est remise en question par les jeunes. Ceux-ci** dénoncent comment **«nos parents ne peuvent pas payer à la fin du mois le 100 FCFA pour les maitres-parents mais ils dépensent cette quantité chaque nuit en alcool»**. Ce constat serait également selon les jeunes à la base du phénomène généralisé de **désobéissance envers ses parents**.

	d'intérêt de l'Etat centrafricaine pour sa jeunesse: • <i>«L'état ne prend pas en charge les jeunes donc ça fait que la jeunesse recule trop en arrière des autres préfèrent arrêter d'étudier».</i> • <i>Le Ministère de L'Education ne veut pas venir car si le Ministre de L'éducation, ceux qui travaillent dans le Ministère de l'éducation, venaient dans l'arrière pays, pour savoir le problème, pour connaître le problème des élèves,...; Pour eux ils connaissent que la ville, ils pensent que seulement ceux de la ville sont des bons citoyens qui pourront leur remplacer demain. Ils ne pensent pas à ceux qui sont dans l'arrière pays.</i>
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	A la base de la répartition inégale des tâches entre filles et garçons, les lycéens estiment que c'est dû à l'éducation que leurs parents leur donnent. • «On devrait les apprendre à faire ça Si nous sommes ensemble avec notre mari. Ils doivent savoir faire ça (...) Les garçons sont capables, Pourquoi pas? Des fois même mieux et plus que les filles. Ce la faute de parents qui ne leur ordonnent pas».
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE	Non évoqué par les enquêtés.
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE	Non évoqué par les enquêtés.
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES	Certaines filles évoquent la pauvreté comme la principale cause du vagabondage de certains collègues qui leur mettent en situation de risque par rapport aux MST: • <i>«Pour permettre de bien préparer la rentrée, c'est pour cela qu'il y a beaucoup de filles qui font le vagabondage sexuel et après elles peuvent tomber enceinte, les maladies transmissibles, prenons l'exemple VIH SIDA,</i>
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	Les enquêtés/es dénoncent à la base de la pénurie en eau et électricité des pratiques de monopole de la part de certaines sociétés : • <i>«Ce que j'ai appris dans la bouche des parents c'est comme si l'ENERCA a pris le monopole de l'énergie cela fait que des autres sociétés ne peuvent pas venir en Centrafrique Le peuple en souffre».</i> • <i>«L'hydraulique est sous domination de la SODECA, j'ai écouté quelque chose en venant que c'est la SODECA empêche la ACF de construire les forages. Dans la ville. Par ce que la SODECA veut que ça reste dans sa main il veut gagner de l'argent dans les mains des partenaires. Et si ACF construit des forages partout il y aura personne pour payer la SODECA. Tous ces problèmes, ça nous perturbe, nous les pauvres. Par contre ceux qui ont de l'argent peuvent aller acheter le TANGUI, l'eau d'Evian ils sont à l'aise. Mais nous les pauvres, on souffre».</i>
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPPEMENT	

Les lycéens enquêtés n'évoquent pas en soi, **les événements vécus entre 2002 et 2003 comme cause de sa situation de précarité**. Ceci qui n'est pas étonnant vu que la plus grande partie était trop petite. Mais elles/ils sont bien conscients de l'effet dévastateur de la violence sur la situation de pauvreté et le rendement scolaire. Et comment la violence prendrait ses racines dans la situation de pauvreté du pays, en spécial des jeunes:

- *«Quant à moi, si une **telle chose s'annonce à haut niveau** ça veut dire qu'une telle chose nous dépasse déjà, il n'y a plus rien à faire. C'est pour cela que c'est allé trop loin. **Vous savez il y a la pauvreté en Centrafrique**, si un Mr. s'annonce, si le jeune n'est pas vraiment instruit, il te dit je te donne 50.000fcfa, prends l'arme et tu me suis **le jeune ne pourra rien faire il n'a que à accepter pour faire mieux vivre sa famille.***

Ainsi que dans le manque de respect de l'Etat de ses engagements vis-à-vis des rebelles:

- *«**Nous, nos hommes politiques ne pensent qu'à eux-mêmes.** La jeunesse est obligée de passer par ici par là, pour avoir à se faire vivre. Il est obligé de faire ça. Je donne un exemple. Le DDR a donné quelque chose pour le désarmement et la démobilisation. Récemment ceux de Ndele qui ont boude c'est dû à ça. **Nos hommes politiques ont détourné cet argent pour eux mêmes et sa famille.** Comme les jeunes ont beaucoup patienté, c'est pour ça qu'ils se sont soulevés. Aujourd'hui certains de nos condisciples vers Ndele ont perdu leurs parents qui devraient leur soutenir dans leurs études donc vraiment....si je parle beaucoup j'ai de maux de tête».*

Il faudrait se demander sur l'impact de ces derniers événements (rébellion de la coalition Seleka du 10 décembre 2012) qui ont commencé juste lors de notre passage à Bossangoa.



LE QUI					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM	Les lycéens coïncident dans la responsabilité de l'Etat centrafricaine pour lutter contre la pauvreté et la faim. Le Ministère des Affaires Sociales aurait un rôle clé à jouer malgré que jusqu'au présent ses agents n'auraient pas contacté ces jeunes pour écouter ses difficultés. Dans tous les cas cette prise en charge doit avoir lieu avant même l'intervention des partenaires extérieurs. C'est à l'Etat centrafricaine d'avoir le leadership: • <i>«C'est la responsabilité de l'Administration, des Affaires Sociales.</i> • <i>«L'ETAT a une responsabilité, bien sur, On a dit aide toi et le ciel t'aidera. Avant que l'Unesco vienne au secours, il faut que L'Etat prenne l'initiative d'au moins apporter la 1ere pierre avant que L'UNESCO et les NNUU viennent au secours. Nous voulons que le Gouvernement fasse d'abord avant que l'Unesco et les NNUU viennent.».</i> • <i>«C'est la réponse de l'Etat. il faut qu'il fasse ses efforts pour alimenter, pour nourrir le pays.</i> On fait appel au système de NNUU, en spécial le PAM; l'UNESCO et UNICEF, chacun dans son domaine. Egaleme nt à l'UE: • <i>«On aimerait bien manger 3 fois par jour. (...) nous voulions que le PAM, le PAD nous aide (...) Pour aider le Ministre centrafricaine pour qu'il y a une bonne alimentation en RCA.</i> • <i>«J'aimerais associer l'UNESCO l'UE, si vous pouvez nous aider à construire des bâtiments, nous envoyer des documents, même l'informatique. nous voulons nous cultiver mais il n'y a pas assez de bâtiments, des formations. C'est pour ça que nous comptons sur les blancs. si vous voulez ici, il n'y a pas, même pas de professeurs, des cadres qui peuvent nous transmettre des connaissances, toujours de vacataires.</i> Pour certaines c'est une dette historique que les Occidentaux et les chinois viennent en aide: • <i>«On doit faire quelque chose pour notre pays. Les blancs vous êtes venus pour voler. Aidez-nous maintenant».</i> Mais toutes et tous veulent prendre ses propres responsabilités afin de construire et laisser un monde meilleur à ses cadets: • <i>«Nous aussi on doit participer à la cause commun, on doit reconstruire le pays pour nos cadets».</i>				
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	Les jeunes étudiant/es estiment que la responsabilité d'assurer une éducation de qualité concerne à l'Etat centrafricaine même si des partenaires extérieurs doivent venir en aide: • <i>«Nous jeunes, NOUS VOULONS ETRE demain LES CADRES DE CE PAYS des hommes de référence POUR BIEN DEFENDRE NOTRE pays. Il faut que l'Etat réfléchisse un peu sur nos études, nous on a souhaitait de tenir</i>				

	<i>jusqu'au bout</i>¹²⁸. «Nous avons de problèmes scolaires. En spécial nous les orphelins: pas de tenu, d'habits. Il faut qu'UNICEF fasse quelque chose. L'Eglise, UNICEF, ACF font déjà quelque chose pour les orphelins mais l'Administration non, ce n'est pas normal. «En ce qui concerne nos études, on doit penser à nous, on veut absolument réussir.que vous nous veniez en aide».
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	Les jeunes filles déclarent vouloir éduquer ses propres enfants dans l'égalité de sexes: «Les garçons sont capables, Pourquoi pas? Des fois même mieux et plus que les filles. Ce la faute de parents qui ne leur ordonnent pas. Nous, nous allons apprendre à nos enfants». Elles se voient capables de refuser une proposition de mariage par ses parents si ceci suppose un frein dans son scolarité: «La, ça marche pas. D'abord mes études. Je dis NON, je continue, mes études. Apres mes études je veux choisir».
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE	Non évoque par les enquêtes.
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE	Non évoque par les enquêtes.
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIE	Non évoque par les enquêtes.
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	C'est sans doute la responsabilité de l'Etat centrafricaine: «On voudrait l'électricité, Surtout l'eau, L'eau. C'est la responsabilité de l'Etat (...) L'Etat dit que lui-même n'a pas de moyens pour arranger: Je prends un exemple il faut que le président soit la pour avoir l'électricité».
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPMENT	

Il faut signaler comment malgré son expérience et sa disponibilité, la Mairie voir des autres institutions, ne font appel aux jeunes lycéens que rarement comme appui pour le développement local. **Sa voix compte rarement.**

¹²⁸ Un rêve similaire à celle des enfants orphelins qui ont participé a UNICEF-PTA (2009b:39): «En conclusion, les enfants orphelins rêvent de devenir des cadres et des hommes responsables afin de participer d'une manière active et consciente dans la réalisation d'une Centrafrique meilleure ; ils ont des projets d'avenir et comptent sur des organismes nationaux et internationaux ainsi que sur l'Etat pour les réaliser».

LE COMMENT et pour QUAND					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM	Tant filles comme garçons voudraient finir avec l'état de pauvreté de ses parents, voir du reste de centrafricains, en special les orphelins en creant des estrutures adaptés: • «Moi je veux que JE REUSSIS DANS MES ETUDES, aller au dela de la souffrance,...(...) Je ne sais pas , je voudrais devenir biologiste () J'aime ca, (...) si non medecin pour aider mes parents». • «On va changer ses conditions de vie. On étudie pour ca. Je peux même aider bien. Je veux aider l'Etat pour qu'il se développe bien • «Je veux aider aussi, construire un orphelinat. Aider les enfants. Ca me tient au cœur. C'est une bonne idée. Il y a tellement de parents orphelins, Des fois les parents sont morts, ils sont abandonnes». Certains veulent qu'on des microcrédits aux cultivateurs pour le développement des cultures vivrières permettant un meilleur accès a l'alimentation: • «Il faut doter les cultivateurs, donner les crédits aux cultivateurs pour leur permettre de bien travailler pour de cultures vivrières, pas de cultures de rente, vraiment changer la alimentation de la population. Des autres veulent améliorer ces conditions de vie à travers la création des entreprises pour lutter contre le chômage: • «Il faut créer des entreprises». Voir le recyclage des jeunes qui ont abandonne l'école: • «Et prendre nos grands frères qui venaient de passer et qui ne veulent pas continuer a l'Université, même ceux qui ont finit l'Université, leur apprendre un emploi. ca pourra nous encourager nous qui sommes en arriere ca pourra nous encourager pour faire plus d'effort pour valoriser notre pays. Un autre instrument serait le changement des attitudes, la lutte contre la corruption: • «j'aimerais devenir économiste pour gérer l'état de mon pays. je changerai les idées, les attitudes qui sont mauvais dans le pays, par exemple le détournement des aides qui sont venus par l'extérieur, les gens qui sont en haut ils ont garde ca, et c'est un problème. il faut l'honnête».				
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	Il faudrait augmenter le nombre de bâtiments existants, de classes, créer des bibliothèques, des laboratoires, sécuriser le Lycée. Egalement fournir des enseignants suffisants et dans des bonnes conditions de prise en charge. Ceci permettra d'avancer dans les études et d'éviter les dits affrontements entre élèves: • «J'aimerais associer L'UNESCO; UE, si vous pouvez nous aider à construire des bâtiments, nous envoyer des documents, même l'informatique. nous voulons étudier mais il n'y a pas assez de bâtiments,				

	des formations. Nous comptons sur les blancs». • <i>. Il faut que l'établissement possède de photocopieuses comme ca on nous demandera plus de payer»</i> • <i>«Il manque une clôture pour le Lycée, entoure comme ca.</i> • <i>«C'est d'abord la responsabilité de l'Etat centrafricaine. En nous aidant par rapport les exemples que nous avons proposé. Par ex, si le Ministre de l'Education nous envoie des professeurs intégrés, certifiés, en nous fournissant des Bibliothèques, nous permettre l'accès a L'Internet, ca va nous aider.</i> Un autre moyen clé serait la décentralisation des structures universitaires: • <i>«Vraiment nous voulons à que l'UNESCO s'il y a quelques moyens, nous construire des Universités de plus que celle de Bangui. Nous voulons a que les NNUU viennent a notre secours de ce cote.</i> • <i>«Ca, des universités dans chaque capital régional Ca ? C'est presque un paradis. Vraiment c'est comme ca en Espagne. Et un bus qui t'amène de Markounda a l'Université, au Lycée ou á L'université. C'est une chance, une grande chance</i> Le développement des infrastructures sportive est également souhaite. Le sport est considéré un moyen de prévention contre la violence: • <i>«Au niveau de loisirs nous avons besoin de terrain de foot, volleyball, des sports, le foot surtout –</i> • <i>«Et après je veux construire quelque bâtiments de plus pour le Lycée de Bossangoa. Apres 3, 4 terrain de foot, 2 de basketball, handball, volleyball, tennis et de karaté pour le sport au niveau de Bossangoa. Et des cars pour aller aux sports. On dit le sport uni le peuple. S'il y a le sport le peuple va être uni ca va changer, ca c'est ca que on veut changer».</i>
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	Elles se voient capables de refuser une proposition de mariage par ses parents en argumentant de l'intérêt et pérennité des bienfaits des études: • <i>«Il y a en as des parents que tu peux convaincre et sinon on va convaincre avec des arguments Faire savoir que tu n'as pas besoin. Même si il va donner une grande dot c'est à toi de convaincre.</i> • <i>«Tu peux marier celui qui a une dot comme ca mais sa dote va finir dans un mois, Et par contre moi je continue mes études et ca ne va pas partir jamais Mes enfants qui vont venir, ils ne vont pas bénéficier. Donc ca sers a rien de courir pour se marier, QUI VA DOUCEMENT VA SUREMENT».</i>
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE	Pour toute maladie confondue il faudrait que l'Etat assure l'accessibilité géographique et financière aux infrastructures, médicaments et personnel de santé de qualité:
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE	• <i>«Nous avons besoin de un changement à L'Hôpital et des</i>

	cadres. • «il faut interdire les médicaments de Salina». Y inclus au sein des établissements scolaires: • «Il faut une infirmerie et des toilettes de qualité : Il faudrait également lutter contre les dites pratiques de corruption du personnel sanitaire: • «Il faut Initier les docteurs sur le problème de la CORRUPTION. Si tu es malade on t'amène sans argent, dit toi que tu es allé dormir sur la palisse de morts mais pas pour être soigné. • «Pour avoir une ponction c'est très difficile. Il faut donner quelque chose en plus».
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES	L'école aurait également un rôle à jouer dans l'éducation sexuelle pour la prévention des MST et des grossesses non désirées, malgré que le discours des garçons manque de perspective de genre: • «Les filles ont ce qu'on appelle ECONOMIE FAMILIALE. On n'a pas une madame qui nous enseigne l'économie familiale. Ils n'ont pas qui leur apprenne ce qui est important pour elles. Si elles ont ça en seconde, c'est le cas pour comprendre, les expliquer l'éducation sexuelle, ça leur permet de maitriser leur organisme et prévenir des situations». Par rapport aux drogues, les jeunes estiment être sa responsabilité la sensibilisation de ses camarades: • «Aussi changer la mentalité des jeunes. Vraiment une campagne de sensibilisation sur les armes, les études et les drogues. parler sur les drogues. (...) C'est NOUS LES JEUNES QUI NOUS DEVONS PRENDRE le devant pour faire la sensibilisation. Nous devons nous sensibilise entre nous afin que l'état puisse nous aider âpres et des autres organisations. Il faut nous aider pour nous aussi aller vers nos frères ».
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONEMENT	Un instrument majeur dans la construction d'un monde meilleur semble être l'amélioration de l'habitat des parents: • «Que la vie de nos parents change. Je voudrais pouvoir avoir de l'argent pour leur donner, construire une maison. Ils ont beaucoup souffert pour nous». Par rapport a la dite situation de quasi-monopole des services de base comme l'eau et l'électricité, les jeunes proposent l'ouverture des marchés: • «Moi j'ai un propos, l'ETAT il faut qu'il donne l'accès aux sociétés d'énergie (...) si vraiment l'Etat peut donner a toute l onde l'accès atout le monde de venir exploiter les richesses du pays. Il y a certains sociétés qui peuvent venir exploiter ça nous permettra».
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPMENT	

Tous ses rêves correspondent bien avec ceux de ses camarades interviewés lors des enquêtes **participatives réalisées d'UNICEF** **Puissent nos rêves se réaliser !** (UNICEF-PTA (2009b) qui disent rêver *«d'une nouvelle société à laquelle ils veulent contribuer ; une société plus juste et équitable, fondée sur la paix et le respect de l'autre, en incluant les minorités Ils demandent des réponses à leurs questions, mais ils donnent aussi des idées et suggèrent des solutions. Ils se disent prêts à tendre encore une fois la main et faire confiance aux détenteurs du pouvoir»*.

Dans tous le cas **l'école apparaît comme le meilleur instrument pour la construction d'un monde meilleur, rêvé pour toutes et tous:**

- *«CE REVE NOUS POUSSE A ETUDIER, beaucoup. On dit ça, pour moi VOULOIR C'EST POUVOIR(...) L'école nous permet d'avancer dans cette voie mais il n'y a pas d'aide. On A la volonté»*.

Comme bien disait une des jeunes participants a la dite enquête participative *«L'ignorance est source de pire forme de violence pour l'avenir !* (UNICEF-PTA (2009b:52) .

Un rêve possible dans un délai pas trop long si on ne confiait pas la tache au gouvernement centrafricain sauf si d'abord on finit avec le dit phénomène de corruption généralisée:

- *«Pour moi qu'on fasse vite (...) si ce n'est pas l'état vous (...) si on va compter sur l'état c'est pour 2075, ça c'est pour 100 ans ou plus. Mais nous voulons que notre génération qui va partir faire le bac soit une génération meilleur pour se différencier que ceux que nous hait et habitent a Bangui, qu'on on ne dît plus que ici on acheté le baccalauréat.*

Cette situation de corruption est confirme par Mr le DRP: *«Je soutiens ça, l'aide n'arrive jamais chez les gens»*. Egalement elle aurait été dénoncé par des autres citoyens de Bossangoa (voir du reste du pays) lors de notre *«l'Etude anthropologique de l'organisation sociale et politique des communautés en Centrafrique et des organisations a assise communautaire* (UNICEF 2012: 36).

Mais comment résoudre ce problème de corruption? La solution donne par les enquêtes est a nouveau la remise des aides en mains propres sautant les autorités. Dans le cas spécifique de la **corruption des enseignants**, les élèves se disent incapables car dénoncer suppose une sanction pas de l'enseignant corromptes si non de l'élève qui dénonce. Par le moment il n'existe non plus une association des élèves pour défendre ses intérêts de façon commune:

- *«Non il n'y a pas une association pour ça (...) Si tu te porte garant pour dénoncer ça, tu seras puni, on va souffrir. Vraiment il faut nous aider»*.

L'autre condition sine qua non pour un monde meilleur **est la paix**. Par rapport à sa **construction de la paix** les lycéens estiment qu'il faut donner des cours

d'éducation à la paix dans les écoles comme mesure préventive. **L'instruction apparait elle-même comme la meilleure arme contre la violence:**

- **«LES ETUDES SONT UNE FORCE, POUR DIRE NON A LA GUERRE.** Quand on est instruit on nous enseigne les inconvénients de la guerre, la mauvaise cote de l'arme. Mais s'il y a personne pour t'apprendre tu peux penser que si on prene les armes on peut braquer quelqu'un et pour profiter de ses biens».

Entretemps on invite les NNUU à intervenir pour établir la paix, même en sautant s'il faut l'Etat centrafricaine. Ceci ne fait pas l'unanimité:

- **«Si NNUU peuvent donner des mesures sur ces phénomènes de rébellion ou de quoi la, ca pourra vraiment bien nous aider, nous les élèves, a bien continuer nos études. En RCA les élèves étudient dans des conditions difficiles comme on ne pourra jamais imaginer. Ce n'est pas bon pour un élève d'écouter tous les jours le coup des canyons. Si les NNUU dans leur organisation pour la sécurité peuvent faire quelque chose pour la RCA sans tenir compte de Gouvernement, ca pourra être une bonne chose. La paix nous inquiète».**

- **«Nous aussi nous devons prendre le devant avant que des autres pays peuvent nous aider. L'opportunité est à nous».**

Mais les jeunes estiment déjà qu'une démarche comme la présente consultation Post ODM 2015 est très importante pour faire entendre sa souffrance et sa façon de concevoir son avenir. Et ils se disent prêts, même au martyr, pour construire ce monde meilleur: **«NOUS JEUNES NOUS DEVONS PRENDRE NOS RESPONSABILITES JE N'AI PAS PEUR NOUS DEVONS FAIRE COMME BOGANDA»**

DOCUMENTATION DE LA CONSULTATION	
ESPECIFIQUE aux Parties prenantes	Documents
LYCEE MODERNE DE BOSSANGO	▪ Système d'inscription. ▪ Enregistrement Focus Group. ▪ Dossier Photos FG. ▪ UNICEF-PTA (2009a) Analyse de la situation des enfants et des femmes en République Centrafricaine ▪ UNICEF-PTA (2009b) Puissent nos rêves se réaliser ! Enquêtes participatives et opinions des enfants et des jeunes de la République Centrafricaine sur l'état de leurs droits et leurs rêves».

Annexe 2.2 Fiche de synthèse ORGANISATIONS DE JEUNES

CONTEXTE

POIDS DEMOGRAPHIQUE DE LA POPULATION MOINS DE 18 ANS

Selon UNICEF-PTA (2009a: 30) «*La population centrafricaine est très jeune avec près de la moitié (49,4%) âgée de moins de 18 ans*».

ESPERANCE DE VIE SCOLAIRE

Le nombre d'années de scolarité en RCA est estimé à 3.5 face au 6.6 souhaité.

CADRE LEGISLATIF

Le 23/04/92 la République Centrafricaine (RCA) a ratifié la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE). Cependant, le pays n'a pas encore ratifié les deux protocoles facultatifs à la CDE concernant l'implication des enfants dans les conflits armés¹²⁹ et la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants¹³⁰ (UNICEF-PTA 2009a).

CADRE ASSOCIATIF:

Il existe en RCA multiples Associations de Jeunes tant de caractère formelle comme informelle. On note des initiatives **innovatrices des certains jeunes** comme : « *ceux de Bobua (Lobaye) qui se sont organisés pour **aider les personnes âgées sans descendance, dans leur vie de chaque jour** ou ceux de Kpakoulou qui cotisent pour la **prise en charge des jeunes qui veulent continuer à étudier** en ville (Bangassou), ou de cas d'accouchement des jeunes du village* (UNICEF 2012: 41).

Dans notre cas nous nous sommes entretenus a Bossangoa avec:

- **3 Associations de Jeunes de caractère religieux:** AITAKWE, SERVANTS, JEA (voir Fiches Système Inscription et Fiches Transcription)
- **4 Associations de Jeunes de caractère sportif:** RFC, ASCOM, PETROCAF, AVENIR (voir Fiches Système Inscription et Fiches Transcription)
- **2 Association de Jeunes de caractère sociale:** MAPOKO NA MAPOKO, LES ENFANTS D'ABORD (voir Fiches Système Inscription et Fiches Transcription)
- **1 Association de Jeunes de caractère socioculturel :** ECODIM (**enfants moins de 12 ans**) (voir Fiches Système Inscription et Fiches Transcription)

129 [Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants \(New York, 25/05/2000\).](#)

130 Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (N.Y., 25/05/2000).

PROCESSUS DE CONSULTATION	
PARTIES PRENANTES	ACTIVITES/ TECHNIQUES
FG 6.A ASSOCIATION DE JEUNES DE CHARACTER RELIGIEUSE (1) ASSOC. AITAKWE 1 seule jeune Fille de 17 ans présente, scolarisée en 2 ^{eme} . (2) ASSOC. SERVANTS 9 jeunes garçons membres présents: -5 entre 12 et 17 ans -4 entre 18 et 20 ans Les 7 scolarisés entre 6 ^{eme} et 1 ^{ere} . (3)ASSOC. JEUNESSE EVANGELIQUE AFRICANE 12 membres présents.	• REVUE DOCUMENTAIRE • FOCUS GROUP (2): Samedi et Dimanche 17/12/12
FG 6.B ASSOCIATION DE JEUNES DE CHARACTER SPORTIF (1) RENAISSANCE FOOTBALL CLUB-RFC. 2 G membres présents dont 1 de 17 (en 6 ^{eme}) et 1 de 25 ans (en terminale). (2) ASSOC. SPORTIVE DES COMMERCANTS-ASCOM. (3)ASSOC. PETROCAF. 1 membre présent âgé de 19 ans (en 3 ^{eme}) (4)ASSOC. AVENIR. 4 G membres présents, tous âgés d'entre 12 et 17 ans et scolarisés entre CM2 et 6 ^{eme} .	
FG 6.C ASSOCIATION DE JEUNES DE CHARACTER SOCIALE (1) ASSOC. MABOKO NA MABOKO. 4 G membres présents dont • 2 entre 18 et 29 ans • 2 de plus de 30 ans Tous ont été scolarisés entre Cp2 et la 2 ^{eme} , certains continue l'école malgré son âge (23 et 24 ans). (2) ASSOC. LES ENFANTS D'ABORD 7G membres présents dont: • 4 entre 12 et 17 ans • 3 entre 18 et 29 ans Les 7 sont scolarisées entre 4 ^{eme} et 1 ^{ere} .	

FG 7 ASSOCIATION DE JEUNES DE CHARACTER SOCIO-CULTUREL

ENFANTS MOINS DE 12 ANS

(1) ASSOCIATION ECODIM

79 membres présents: (35F + 44 G) dont:

- 53 (19F+ 34H) de moins de 12 ans
- 14 (9F +5G) de 12 ans
- 12 (7F+ 5 H) entre 13 et 16 ans

1 SEUL enfant non ecolarise car malade d'epilepsie.+ 1 fille de 5 ans et 1 de 3 ans.

LE QUOI?					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
ODM OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM	Toutes les organisations des jeunes rencontrées dénoncent une situation de extreme pauvreté de la majorité de ses membres, étant rares celles/ceux qui mangent correctement, situation qui a un impact sur son rendement scolaire et sportif: • « Il n'y pas assez de nourriture, on ne mange pas à notre faim. • «Nous n'avons pas une alimentation adéquate à la maison au retour des réunions (de l'Eglise). Et souvent nous allons à l'école sans bien manger». • «Quand nous finissons les entraînements (de football) nous n'avons pas les moyens pour compenser l'énergie que nous avons dépensée. Il nous faut une bouillie pour reprendre un peu de calories». Spécialement dramatique est la situation des enfants orphelins (la plus grande partie suite aux événements de 2002-2003 et/ou le VIH/SIDA ont perdu ses parents), et cela malgré la prise en charge des certains par des familles d'accueil, elles-mêmes en situation de précarité¹³¹ et/ou associative¹³²: • « Ils sont accueillis par des familles qui ont leurs propres difficultés et qui n'arrivent pas à répondre à leurs besoins».				
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	Mais le problème le plus dénoncé est celui de l'alphabétisation, en particulier de la part des organisations de caractère sociale et culturelle. Les manques et dysfonctionnements sont multiples¹³³ tant au niveau des familles¹³⁴ que des établissements scolaires et des loisirs: • «Il y a vraiment un problème d'encadrement d'enfants, il y a des enfants abandonnés sur la route et des enfants maltraités. Certains parents ne font pas scolariser leurs enfants et ce n'est pas normal». • «Certains ne donnent pas de kits scolaires et les enfants restent dans la rue. Il faut qu'UNICEF nous donne, les parents n'ont pas de				

¹³¹Comme avait bien signalé dans son Etude communautaire UNICEF (2012: 35): Les conditions d'insécurité, ainsi que la pauvreté croissante des foyers ont également affaibli les **structures traditionnelles de prise en charge des enfants orphelins, veuves et personnes âgées**

¹³²C'est le cas spécifique de l'Association Les Enfants d'Abord qui s'occupe des Orphelins abandonnés, des enfants conducteurs des aveugles et des enfants bouviers.

¹³³Ceci avait été également dénoncé à UNICEF (2012: 37) tout au long du pays par les populations, enfants, jeunes et adultes, lors de son Etude Communautaire: «**Le système de maître-parents est dénoncé partout, tant par les propres parents (à cause de leurs compétences) que par les enfants (à cause des pratiques de violence envers les enfants qui n'amènent pas l'argent pour les payer) (...) Les jeunes enquêtés rêvent de pouvoir continuer leur scolarité, dans la plupart des cas interrompue soit pour éloignement des structures, en particulier celles du deuxième cycle, ou soit pour manque de moyens, soit à cause des grossesses survenues ou des mariages précoces en quête d'une dote**».

¹³⁴Ceci a été fortement souligné dans le dit Etude Communautaire d'UNICEF (2012: 39): *Les jeunes sont victimes de la situation de pauvreté, voire de négligence dans certains cas, de leurs parents. Les parents sont démissionnaires, et la communauté n'offre plus le cadre identitaire, éducatif et coercitif des mécanismes traditionnels d'éducation comme les rituels d'initiation. Sans pouvoir continuer l'école, ils manquent également de loisirs et partout dans le pays réclament des équipements sportifs et sont prêts à aider à la construction des maisons de jeunes*».

moyens».

- «A l'école, au lycée il n'y a **pas de tables-bancs**. En classe on se bats pour avoir une place. **Ca fait toujours des palabres**».
- «Les **bancs sont cassés**, et nous sommes trop d'élèves pour **peu de bancs**».
- «**Pas d'ordinateur** dans nos écoles. Chez les blancs les enfants font l'ordinateur, n'est-ce pas?».
- «Nous n'avons pas non plus une **bibliothèque special pour les enfants**. Celle qu'il y a est très petit et les livres ne sont pas pour notre âge».
- «Ici, il n'y a **pas d'espaces appropriés pour les enfants** comme une maison de jeunes, avec des **balancoires, des baby foot**. Parfois nous ne savons pas où aller pour jouer. Nous avons besoin d'un site especial dans le quartier pour les enfants, pour nous occuper.

La manque de moyens financiers, tant au niveau familiale comme en tant qu'organisation, empêchent également le bon déroulement des activités éducatifs, religieuses, sportives, sociales et/ou culturelles.

Tant que les membres de l'organisation de jeunes de moins de 12 ans, ECODIM ont été capables de développer un discours plus globale, ceux des Associations de caractère religieux, sportif et social ont centré son discours spontanément sur les difficultés en tant qu'organisation et en relation avec son domaine d'action. C'est ainsi que les Organisations à but religieux (AITAKWE; SERVANTS et JEA) dénoncent comme première préoccupation la manque de manuels appropriés pour se former religieusement. Des organisations qui s'occupent également de la formation professionnelle des jeunes:

- «Dans notre association il manque **des livres pour évangélisation et la vie communautaire**, pour permettre la formation dans la vie associative, comme bon citoyen, des livres d'instruction civique. il manque aussi des foulards des aubes d'église».
- «On nous apprend à faire beaucoup de choses la vannerie, la couture, beaucoup de choses pour s'en sortir mais ici il n'y a **pas les matières premières ni de formateur**. Les jeunes se découragent «.

Un engagement religieux qui tient les jeunes à couer et que des fois a du mal à se compagner avec les études:

- « Nous avons appris que Les fetiches ne sont pas bonnes et il y a partout»
 - «Je suis scolarisé, le temps des études je n'ai pas suffisamment de temps pour L'Association (évangélique), mais je voudrais bien».

Les Organisation sportives dénoncent ses difficultés pour se former comme de bons footballeurs:

- «Il nous manque des équipement sportif, des ballons, des paires de boots, pas assez de ballons, ca fait que la qualité de jeu souffre, des maillots. Pas d'entraîneur, nous sommes amateurs et nous avons besoin

	d'appui». Une precarité que mets en risque egalement les activités éducatifs des organisations a caractere sociale: • «De plus, nous avons de problèmes de moyens, de manque de financement pour les programmes pour les orphelins que nous avons mis en place. On fait la sensibilisation des enfants a travers les radios locales mais il faut payer et on n'a pas les moyens donc on a suspendu les émissions, on nous a retire les plages horaires».
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	Non évoque par les enquêtes.
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE	Non évoque par les enquêtes.
OBJ 5 AMELIORER LA SANTE MATERNELLE	Non évoque par les enquêtes.
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES	Sans trop insister, les organisations de jeunes ont évoqué le probleme d'accès aux services de santé, toute maladie confondue: • «Si nous tombons malades nos parents ont du mal a payer». Seulement les organisations sportives ont dénoncé le manque d'une infirmerie en cas d'accident sur le terrain de jeu: • «Nous avons un probleme de pharmacie si quelqu'un tombe».
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	Les enfants, tous confondus, dénoncent les difficultés d'accès a l'eau¹³⁵ et l'électricité ainsi que la degradation des voies de communication: • «Pas d'électricité (...) Les routes ne sont pas bonnes (...) Il n'y a pas assez d'eau» . Ceux des organisations religieuses insistent sur le besoin d'une source d'énergie pour ses activités: • «Pendant les veilles il nous manque les lampes tempêtes»
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPPEMENT	

Seulement quelques petits de l'Association ECODIM (8/79), manifestent vivre bien en donnant a ce concept le contenu suivant:

¹³⁵Dans un pays ou le 67 % de la population avait accès a une source d'eau potable entre 2008-2010 (UNDP 2012 : 179)

- *«Vit bien celui qui ses parents s'occupent de lui».*
- *«Je vit bien: Je vais a l'ecole, je reviens, je me lave tres bien, je mange et je dors.*
- *«Moi aussi Je vais a l'ecole, je reviens, j'ai de quoi a manger, j'etudie bien et je dors bien. Je n'ai pas de problem».*

Mais la plus grande partie des enfants des organisations de jeunes enquêtées, tant filles comme garçons, **dénoncent une grande souffrance**, si bien elles/ils sont capables d'énoncer certains éléments qui sont venus ce dernier temps améliorer sa qualité de vie:

- *«Filles et garçons vont a l'ecole».*
- *«La SODECA a fait un effort pour qu'il y a de l'eau dans tous les quartiers» .*
- *«Il y a une Banque».*
- *«Il y a l'ENERCA, elle fonctionne».*
- *«Il y a la estation TOTAL , des camions, des lampes de petrol».*
- *«Il y a une usine de cotton».*
- *«Grace a UNICEF il y a des centres Nutritionnelles».*
- *«UNICEF, ACF, il a beaucoup de projets , ACTED, qui s'occupent de la population».*

LE POURQUOI?					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM	Les difficultés d'accès à l'alimentation sont justifiées par les enfants des organisations des jeunes tant par la pauvreté de ses parents comme pour des facteurs structurels comme le manque de mécanisation et le changement climatique. • «Nos parents n'ont pas d'argent». • «Il y a aussi le probleme de production agricole insuffisant. Maintenant il peluet moins» • «L'agriculture n'est pas mecanise et la production est tres faible». Ils dénoncent également une flambée de prix¹³⁶ lie a la présence des fonctionnaires détachés, voir des expatriés ou de touristes avec un plus grande pouvoir d'achat: • «Le prix n'est pas fixe sur le marche. si il y a des touristes ou des passants comme ceux des ong les prix augmentent. Aussi s'il y ades fonctionnaires qui viennnet de lacapitale. s'il y a de la demande les prix augmentent»				
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	Les manques et insuffisances du système éducatif seraient dus selon les organisations des jeunes à un manque de moyens financiers de l'Etat centrafricaine et de ses représentants: • «Le Gouvernement n'a pas d'argent pour pouvoir s'occuper des ecoles». • «Le Dr de l'ecole n'a pas d'argent non plus».				
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	Non évoque par les enquêtes.				
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE	Non évoque par les enquêtes.				
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE	Non évoque par les enquêtes.				
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES	Non évoque par les enquêtes.				
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	Le pourquoi des problèmes d'accès a l'eau sont justifies par une pénurie d'eau en soi ainsi que d'argent au niveau de la SODECA pour acheter le carburant nécessaire pour pomper celui-ci a la superficie et assurer sa distribution: • «La SODECA ne peut rien faire car il y a l'insuffisance d'eau				

¹³⁶Dans un pays ou el coefficient de variation de la volatilité de prix étais de 3% entre 2008-2010 (UNDP 2012: 177)

	<i>mais apres ils sont dures si tu ne paie pas».</i> • <i>«Il y a aussi un Probleme d'argent pour que SODECA achete le carburant pour distribuer l'eau».</i> • <i>«Il y a Beaucoup de population et peu de pompes».</i> Par rapport aux difficultés d'accès a l'electricité certains estiment qu'il y a une vrai manque de infrastructures, des autres denoncent pouvoir beneficier que si une Haute Personnalité passe dans la ville: • <i>«Il n'y a pas assez d'extension, d'alimentation»</i> • <i>«Non, ce n'est pas vrai, ENERCA a la possibilite mais on attend quil y a le Ministre ou le President pour donnerjjj».</i>
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPMENT	

Les enfants des organisations enquêtés n'évoquent pas en soi, **les événements vécus entre 2002 et 2003 comme cause de sa précarité**. Ceci qui n'est pas étonnant vu que la plus grand partie soit n'étais pas né á l'époque soit il était trop petits. Par contre, certains des améliorations évoqués ci-haut ont un lien avec les dits événements car elles font partie des travaux de reconstruction post-conflit:

- *«Je remercie aux europeens pour avoir construit et rehabilite les batiments officiels qui sont a Bossangoa»*
- *«Le Gouvernement a mis la securite pour proteger la ville».*
- *«Il y a la paix».*

Il faut souligner comme lors de l'Etude communautaire (UNICEF 2012: 258-259) les jeunes hommes enquêtés nous ont fait savoir comment avant les événements: *«ils cotisaient dans une tontine. A GBAYA I ils avaient paye de petit élevage, mais ils ont tout perdu pendant les événements. A GBAYA II aussi et dans l'actualité les jeunes veulent formation professionnelle pour apprendre un métier».*

Même si les enquêtés n'ont pas évoqué ce sujet en soi, **il faudrait se demander sut l'impact des derniers événements** (rébellion de la coalition Seleka du 10 décembre 2012) **qui ont commence juste lors de notre passage a Bossangoa (du 12-20 décembre 2012).**

A ce sujet souligner comme l'Association interviewé de jeunes de 12 ans et moins, ECODIM, est justement née pour éduquer á la paix les enfants des différentes communautés de Bossangoa, selon son fondateur l'Inspecteur de la Jeunesse de Bossangoa:

- *«Il y 1 an quand j'ai été nomme a Bossangoa il n'y avait pas un groupe d'enfant de moins de 12 ans melange de tous les commuantes pour construire la paix, pour l'entente entre communautes et entre confessions. Suite aux evenements vecus , il y a eu des affrontements entre les commuantes Sara et Gbaya , des autres aussi, donc il faut que les petits se melangent et ils vivent ensemble».*

LE QUI					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM	Les enfants enquêtés sont unanimes en attribuer la responsabilité de sa situation ainsi que de la construction d'un avenir meilleur à l'Etat centrafricain, voir ses acteurs selon domaine d'intervention. Ceci dit, on peut toujours demander un partenariat internationale: • «<i>c'est l'Etat, C'est sa responsabilité. Il faut qu'il demande aux français de rehabiliter tout . Le Gouvernement doit appuyer la rehabilitation des Hopitaux, des routes</i>» • «<i>Par exemple pour l'eau c'est la SODECA: c'est elle qui doit amener l'eau</i>». • «<i>La Federation Centrafricaine de Football a une resposabilite pour nous aider. Le Gouvernement aussi</i>». Une grand partie des jeunes fait appel à l'intervention d'UNICEF: • «<i>C'est la responsabilité d'UNICEF et de l'ETAT qui peuvent leur aider</i>». Certains font appel à des ONGs comme ACF (déjà présent dans la ville) ou à l'Union Européenne: • «<i>Les europeens: il faut qu'ils amènent l'eau et l'electricite</i>». Dans le cas des enfants appartenant à des organisations religieuses elles/ils estiment que la population, voir eux memes malgré être des enfants, ont une responsabilité et un rôle à jouer en especial par rapport aux difficultés de leur association. Et ceci en complement de l'Etat mais aussi des autorités religieuses de chaque confession: • «<i>En principe c'est la cotisation des membres qui devrait suffir mais nous, nous sommes sont des enfants, nous n'avons pas les moyens pour payer, donc la plupart c'est le PASTEUR qui finance</i>». • «<i>D'abord les enfants nous-mêmes à travers les cotisations et apres des bonnes volontes peuvent venir en aide, Les autorités aussi, nous attendons beaucoup des autorités. Mais ils ne font pas, c'est bien dommage qu'ils ne le font pas</i>». • «<i>Les responsables d'Eglise. C'est la Responsabilité de Monseigneur et de Mr l'Abbe: Les parents aussi ils ont un role tres important afaire. Ils doivent faire des actes de charité. Mais eux si lesparents ne donnet pas ils ne peuvent rien faire. Nous cotisons 750fcfa/mois. Et nous sommes 80</i>».				
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS					
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES					
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE					
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE					
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES					
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT					
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPPEMENT					

Il faut signaler comment malgré son intérêt et disponibilité, la Mairie ne fait pas appel aux organisations des jeunes comme appui pour le développement local. Par contre la Direction de la Jeunesse, le personnel de la Maison de Jeunes et des Affaires Sociales travaille étroitement avec eux et fomentent sa participation au développement communautaire, et ceci malgré ses maigres ressources.

LE COMMENT et pour QUAND?					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM	Les enfants enquêté/es, en special les jeunes filles, considerent l'octroi de credits¹³⁷ aux populations pour la mise en place, voir l'appui, a des emplois dignes ainsi qu'au developement de cultures vivrieres comment un moyen clé dans la lutte contre la pauvreté et la faim. «Avec ces credits on peut developper l'agriculture et arriver a l'autosuffisance alimentaire. Ceci devrait etre acompagné de la mobilisation communautaire: «Il accorder des credits et organiser les populations. Lutter contre le chômage. Il faut du travail pour tous. Les jeunes qui appartient a des associations qui s'occupent de la formation profesionelles, insistent sur l'octroi également des outils de travail necessaires pour le bon developement de ses activités: «Il nous manque de materiels por creer des AGR et pouvoir ainsi subvenir a nos besoins. Il faut Resoudre le probleme de materiel , creer des ateliers, donner de l'argent pour des AGR». «Nous voulons avoir quelque chose pour transporter, car transporter ca sur la tête (les tiges pour la vannerie) c'est très dur. Seulement pour gagner 500fcfa». La population qui aurais plus besoin d'appui seront les enfants orphelins et les veuves. Mais le developement de ces moyens ont besoin de ressources, et au dela des aides a demander au partenaires internationaux, elles/ils estiment necessaire l'exploitation du sous-sol centrafricain. Ce sont les jeunes garçons qui insistent specialmenet sur le besoin d'un appui international: «Il faut aussi exploiter nos ressources, l'or, les diamants. voir avec la France, EEUU, le Cameroun. Mais la condition sine qua non serait selon les enfants la paix et la securité: - La paix c'est toujours la paix, il faut ca d'abord. La paix et la securite . IL faut mettre fin a la rebellion et a l'insecurite. Chercher a faire rentre l'argent dans le pays.				
OBJ 2: <u>ASSURER</u>	Au niveau educatif, Les enfants estiment necessaire en premier lieu				

¹³⁷Ils existent partout dans le pays, en spécial jeunes et femmes ont une tradition de mise en place de tontine et réclament des microcrédits Par exemple, dans le cas de Bossangoa: «**Les jeunes filles de GBAYA I**, font du karité en groupe; elles organisent des tontines pour revendre aussi des épis de maïs, du maïs con cassé ou pour des activités saisonnières comme la vente du sésame. On utilise l'argent pour les habits, l'école, en cas de maladie, pour aider les parents. A GBAYA II, les filles viennent **de commencer une tontine** pour acheter des habits, des ustensiles de cuisine qu'elles emporteront chez leur mari. Chez le mari, si l'épouse a quelque chose qui plaît à une belle sœur, celle-ci peut le prendre et l'emporter (...) **Chez les jeunes refuges Mbororo**: «A **SEMBE V**: Pour les garçons ils existent des petites entités appelés NARRAL. Et des KAUTAL: un groupement plus grand: ils cherchent du bois de chauffage pour vendre. On peut leur contacter pour des services comme bergers. Il y a des **tontines d'entraide**. Les jeunes Femmes avaient avant **un groupement des bœufs**, une tontine pour faire du lait caillé mais maintenant il n'y a plus. (UNICEF 2012: 258-259, 470).

<u>L'EDUCATION</u> <u>PRIMAIRE POUR</u> <u>TOUS</u>	que l'Etat assure l'accès gratuit a une education de qualité pour tous ainsi que le paiement d'un salaire digne aux enseignants¹³⁸. C'est également nécessaire la mise en place des Bibliothèques et des espaces de recherche. Ceci pourrait avoir un rôle très important dans le développement des enfants en particulier les orphelins: • <i>«Nous avons besoin des Bibliothèques, si on peut mettre en place un espace pour que quand ses enfants vulnérables arrivent ils ont un espace avec des livres, ils vont se sentir à l'aise».</i> La mise en place de moyens pour assurer une éducation morale aux enfants, voir religieuse est estimé comme un moyen clé par les enfants appartenants à des Organisations de croyants: • <i>Si je suis un jour présidente (il veut être médecin) je veux développer la bonne moralité aux enfants , construire une maison pour tous les enfants et leur éduquer</i> • <i>«Il faut faire l'évangélisation.</i> • <i>Il faut organiser la population pour devenir des bonnes citoyennes, qu'ils deviennent participatives.</i> Les enfants appartenants à des organisations sportifs soulignent de son côté le besoin de la mise en place des équipements sportifs ainsi que des espaces de loisirs pour les enfants et les jeunes.
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	Non évoque par les enquêtes.
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE	Non évoque par les enquêtes.
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE	Non évoque par les enquêtes.
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES	Les jeunes filles en spécial ont insisté sur le besoin de développer une couverture sanitaire qui permette l'accès universel aux soins de santé. Egalement il faudrait développer des structures sanitaires et veiller contre l'insalubrité: • <i>«Il faut que tout le monde puisse aller au médecin. Il faut construire des Hôpitaux, Lutter contre insalubrité, Veiller à la santé de la population, en spécial sur Les enfants vulnérables,</i> Les garçons ont insisté sur l'équipement en infirmeries des terrains de sport.

¹³⁸Dans la ligne des propositions faites en UNICEF (2012: 38):» Dans tous le cas, Il faudrait investir dans la construction d'écoles de qualité ainsi que dans la formation de maîtres. Il est nécessaire d'organiser un **système de garderies** par exemple en s'appuyant dans les Associations des jeunes. Egalement, il faudrait former les parents en Economie Sociale et Familial et re-ritualiser l'éducation afin de encadrer correctement jeunes et enfants.

OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	Les enfants ont insisté sur la réalisation de travaux publics ainsi que sur l'accès à l'eau et l'électricité faisant appel au partenariat pour l'accès aux carburants nécessaires: • <i>«Faire tout ce qui manque, réparer, tout ce qui ne marche pas je veux réparer.»</i> ▪ <i>«On doit évoluer, on doit avoir l'électricité et l'eau. Négocier pour que n'aie pas de rupture de pétrole, de carburant, avec les efforts des pays plus avancés. construire les routes».</i>
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPPEMENT	Ce sont en spécial les jeunes garçons qui ont insisté sur le besoin d'un partenariat mondial comme un moyen clé pour sortir de la pauvreté: ▪ <i>«Il faut Multiplier les contacts des pays amis pour nous aider tel que la Chine, la France, les EEUU.»</i> ▪ <i>«Il faut Aller en Chine pour négocier et aussi rencontrer le président des EEUU, France, Espagne.»</i>

Il faut souligner comment les enfants et jeunes enquêtés **ont du mal à se projeter dans le futur et établir une date pour «ce meilleur avenir»**. La plus grande partie estime que entre 2013 et 2014 tous ces avancées seront possibles. 2015 leur paraît: «trop loin».

Par contre, et face à tous les autres groupes enquêtés, tant de jeunes comme d'adultes, ces enfants appartenant à des organisations de jeunes, **aucun dénonce les pratiques de corruption** existantes dans le pays, sauf celui qui, rappelons nous s'interroge sur l'ENERCA et son non capacité à assurer le suministro en électricité mais qui allume toute la ville si une Haute personnalité vient en visite.

Dans tous les cas, **toutes et tous les enfants estiment que continuer ses études et sa meilleure façon de contribuer à un avenir meilleur:**

- *«Nous devons continuer à étudier pour avoir des connaissances, pour étudier, pour être capable de résoudre les problèmes de Bossangoa, L'Université, l'agriculture, l'électricité, tout il faut étudier tout pour pouvoir aider».*

Une démarche comme la présente consultation Post ODM 2015 constituerait également et selon les jeunes un pas très important pour faire entendre sa souffrance et sa façon de concevoir son avenir: Un avenir meilleur qu'elles/ils souhaitent protagoniser.

DOCUMENTATION DE LA CONSULTATION	
ESPECIFIQUE aux Parties prenantes	Documents
• ASSOC. AITAKWE. • ASSOC. SERVANTS • ASSOC. JEUNESSE EVANGELIQUE AFRICANE • RENAISSANCE FOOTBALL CLUB-RFC. • ASSOC. SPORTIVE DES COMMERÇANTS-ASCOM. • ASSOC. PETROCAF. • ASSOC. AVENIR. • ASSOC. MABOKO NA MABOKO. • ASSOC. LES ENFANTS D'ABORD • ASSOCIATION ECODIM	▪ Système d'inscription. ▪ Enregistrement Focus Group. ▪ Dossier Photos FG. ▪ UNICEF-PTA (2009) <i>Puissent nos rêves se réaliser ! Enquêtes participatives et opinions des enfants et des jeunes de la République Centrafricaine sur l'état de leurs droits et leurs rêves</i>

Annexe 2. 3 Fiches de Synthèse

ASSOCIATIONS DES TRAVAILLEUSES/EURS DU SECTEUR INFORMEL

CONTEXTE

POIDS DEMOGRAPHIQUE DE LA POPULATION EN AGE DE TRAVAILLER

% de la population de la RCA

CLIMAT D’AFFAIRES

Le climat d'affaires est particulièrement difficile dans un pays où le PIB était en 2012 de 470\$ et où selon l'Index du BM *Doing Business* **2013**¹³⁹, la RCA est les 185/185 économies au niveau de la facilité de faire des affaires (183/185 en 2012). **C'est-à-dire la pire de la planète.**

Le 82% de la population s'emploie dans le secteur primaire, dans la quasi totalité de façon informel, et contribuant en 2009 au 42,5% du PIB (28.3% dans le cas de l'agriculture de subsistance et 12,7% de l'élevage). Le secteur tertiaire emploie le 31.7% et le secondaire le 12,3% (UNICEF 2012: 1).

Par rapport aux femmes et selon PNUD et AI (2012:54,56): ***«Le secteur informel constitue la première source d'emploi pour les africaines(...) la probabilité que les femmes travaillent dans le secteur informel est presque deux fois plus élevée que celle s'appliquant aux hommes, alors qu'elle est inférieure de moitié pour ce qui concerne les emplois salariés dans le secteur public ou le secteur privé formel. Les activités commerciales fournissent quelque 60% des emplois indépendants non agricoles occupés par les femmes (ONU Femmes, 2010), le 45% dans le cas de la RCA (...) La RCA affiche le 2ème ratio le plus élevé de l'Afrique sur la proportion des femmes salariées dans le secteur non agricole depuis 2000(après l'Ethiopie).***

CADRE LEGISLATIF

Et cela malgré l'existence d'un cadre législatif:

- Loi N°08.025 du 29.12.08 portant **Code du Travail.**
- Loi N° 08.011 du 13.02.08 portant **Organisation du Cadre Institutionnel et Juridique applicable aux Entreprises et Offices Publics.**
- Loi N° N°07.012. du 21.05.07 portant **Ratification de la Convention Multinationale de Sécurité Sociale.**
- Loi N° 07.009 du 11.05.07 autorisant la Ratification de la **convention Régionale sur l'Enseignement Technique et Professionnel.**
- Loi N° 06.035 du 28.12.06 portant **Code de Sécurité Sociale.**
- Loi N°06.034. du 28.12.06 portant **Création de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale.**
- **Loi N°05.012 du 07.12.05 autorisant la Ratification de la Convention N°160 sur les Statistiques du Travail**

¹³⁹<http://francais.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/central-african-republic>

- Loi N°05.011 du 07.12.05 autorisant la Ratification de la Convention sur le Licenciement.
- Loi N°05.010 du 07.12.05 autorisant la Ratification de la Convention n°122 sur la Politique de l'emploi.
- Loi N°05.009 du 07.12.05 autorisant la Ratification de la Convention n°155 sur la Sécurité et la Santé des Travailleurs.
- Loi N°05.008 du 07.12.05 autorisant la Ratification de la Convention n°150 sur l'Administration du Travail.
- Loi N°05.005 du 07.12.05 autorisant la ratification de la convention n°132 sur les congés payés.
- Loi N°05.004 du 07.12.05 autorisant la Ratification de la convention n° 131 sur la fixation des salaires Minima.
- Loi N°05.003 du 07.12.05 Autorisant la Ratification de la Convention n°120 sur l'Hygiène (Commerce et Bureau).

En total la RCA aurait ratifié¹⁴⁰ selon l'OIT (2013) 8/8 des Conventions Fondamentales, ¾ des Conventions Prioritaires, 35/117 des Conventions Techniques.

CADRE ASSOCIATIF:

Il existe des nombreuses Associations dans le secteur informel de l'économie de la RCA. Nous nous sommes entretenus concrètement avec:

- **L'Association de BOUGAMBELE (*décharge de camions*) DE BOSSANGO**A (voir Fiche Système Inscription et Fiche Transcription)
- **L'Association de FEMMES VENDEUSES DE LEGUMES DE BOSSANGO-SEMBASE** (voir Fiche Système Inscription et Fiche Transcription)

Nous allons tenir compte de façon complémentaire du discours de:

- **L'Association MABOKO NA MABOKO-Quartier GUEMBE (Vannerie)**¹⁴¹ (voir Fiche Système Inscription et Fiche Transcription).
- **l'Association de Femmes Libres de Bossango-AFLB (Prostitution)**¹⁴² (voir Fiche Système Inscription et Fiche Transcription).

¹⁴⁰<http://www.ilo.org/global/lang--en/index.htm>

¹⁴¹Ils sont venus au **Focus Group-Organisation de Jeunes** suite à la convocation du Mr. Le Directeur de la Maison de Jeunes, vu qu'ils utilisent la maison de jeunes pour se réunir. Le contenu de son discours peut faire parti tant de FG Organisation de Jeunes comme FG Association de Travailleurs du Secteur Informel.

¹⁴²Si bien Elles sont objet d'une analyse spécifique en tant **qu'Association de femmes**, il est vrai que son discours peut également compléter celui des Associations de travail du secteur informel.

PROCESSUS DE CONSULTATION	
PARTIES PRENANTES	ACTIVITES/ TECHNIQUES
ASSOCIATION DE BOUGAMBELE (déchargeurs de camions) DE BOSSANGO 20¹⁴³ membres présents (sur 22 membres qui font partie de l'Association) âgés entre 20 et 37 ans: • 0 de moins de 18 ans • 8 entre 18 et 29 ans • 5 de plus de 30 ans Tous ont été scolarisés entre CE1 et la 2eme.	• REVUE DOCUMENTAIRE • FOCUS GROUP (2+2)
ASSOCIATION DE FEMMES VENDEUSES DE LEGUMES DE BOSSANGO-SEMBASE 14 membres présents (sur qui font partie de l'Association) âgés entre et ans: • 5 entre 18 et 29 ans • 6 entre 30 et 44 ans • 3 de Plus de 45 ans 5 femmes sont analphabètes.	
ASSOCIATION MABOKO NA MABOKO-Quartier GUEMBE (Vannerie 4 membres présents¹⁴⁴ (sur un total de 30 membres du quartier GUEMBE mais il y a dans tous les quartiers de Bossangoa une ASSOCIATION MABOKO NA MABOKO) âgés entre 23 et 35 ans: • 2 entre 18 et 29 ans • 2 de plus de 30 ans. Tous ont été scolarisés entre Cp2 et la 2eme, certains continue l'école malgré son âge (23 et 24 ans).	

143Il y avait pendant la réunion 7 autres membres qu'on n'a pas pu identifier a la fin de la réunion car ils sont partis décharger un camion de ferraille qui est arrivé pendant notre entretien.

144Ils sont venus au **Focus Group-Organisation de Jeunes** suite a la convocation du Mr. Le Directeur de la Maison de Jeunes, vu qu'ils utilisent la maison de jeunes pour se réunir. Le contenu de son discours peut faire parti tant de FG Organisation de Jeunes comme FG Association de Travailleurs du Secteur Informel.

ASSOCIATION DES FEMMES LIBRES DE BOSSANGO

16 membres présents âgés entre 15 et 42 ans:

- 7 de moins de 18 ans
- 4 entre 18 et 29 ans
- 5 de plus de 30 ans

2 (21 et 17 ans) sont analphabètes et 1 (38 ans) est allée qu'a la madrasa.

LE QUOI?					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
ODM OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA <u>FAIM</u>	Hommes et femmes, regrettent l'extrême pauvreté dans laquelle elles/ils sont obligé/es de vivre. Elles/Ils font face à des vraies situations d'insécurité alimentaire, voir la faim y inclus ses enfants, en spécial les orphelins: • <i>«Jamais on n'est bien ici. Trop difficile. Pas de travail, pas d'activités. Les enfants attendent à la maison et tu n'a rien à proposer à manger».</i> • <i>«On ne mange pas à notre faim, On ne mange qu'une fois par jour. Les enfants arrivent à la maison et nous n'avons pas quoi donner à manger».</i> • <i>«Nos enfants sont très maigres car ils ne mangent pas bien ».</i> C'est justement cette situation, le manque des autres opportunités et de formation, voir le souci de ne pas voler pour subsister, qui les aurait amené à faire ce type de travail dans le secteur informel (décharge, vente de légumes, vannerie ou prostitution): ▪ <i>«On fait ça pour éviter le chômage, la délinquance et survivre car il n'y a pas des autres activités pour nous faciliter le pain quotidien (...) C'est de la souffrance car nous transportons un sac de manioc qui dépasse le poids de notre corps pour avoir 100 FCFA».</i> ▪ <i>«Nous faisons ce travail pour éviter le cas de vol, la délinquance. Il n'y a pas une autre activité dans la ville. Seulement pour éviter le vol. On nous accuse qu'on fait rien, que nous les jeunes, nous sommes des voleurs donc ... Nous travaillons de 4h jusqu' 17h00. La nuit ce n'est pas possible car on risque la perte de marchandises et nous avons peur d'être agressés. Après 17h00 nous évitons de travailler pour qu'on ne nous accuse de voler. Il y a des autres qui quittent leur localité et qui viennent la nuit et ils volent, pas nous».</i> • <i>«Nous n'avons pas été à l'école, ou bien très peu. Certaines le mari ne les aide pas ou bien elles sont seules. Il y a aussi des Jeunes filles trompées par de garçons et abandonnées par les hommes Et elles ne savent pas quoi faire, on finit pour faire ce travail».</i> Et cela malgré des conditions de travail très difficiles, ou ses droits ne sont pas respectés. Ceci est vrai pour un travail d'endurance physique comme la décharge et ou il y a souvent des abus de la part des clients et des forces de l'ordre: • <i>«C'est un TRAVAIL TRES DIFFICILE. Les CONDITIONS DE TRAVAIL sont très dures: dans 1 semaine il ne peut pas avoir de véhicule. Des fois nous allons charger les sacs et le sac tombe. Le propriétaire dit de payer la valeur du sac qui coûte 10.000FCFA mais nous travaillons que pour 100FCFA. Des fois, l'animal qu'on décharge tombe et il meurt et tu dois payer la valeur de l'animal vivant. Des fois les gens te paient moins de ce qui a été convenu et ça devient une difficulté (...) Nous avons aussi de mésententes avec les autorités. On ne s'entend pas avec les</i>				

	clients. Le client le réclame, il va aux autorités et on nous met en tôle. Aussi si un véhicule arrive sans bagage, nous appelons des clients. On s'entend nous avons un 10% sur la valeur des places vendu, et après charge, le chauffeur refuse de payer, ca devient un vrai problème. Le chauffeur, le propriétaire, a des connaissances avec les autorités, il appelle les autorités, il donne de l'argent et ca devient tout un problème. Et Nous on va en tôle». Un travail en plein air et sans de conditions de conservation comme la vente de légumes: • «On achète mais s'il n'y a pas de clientèle, ca pourri. Il y a un vrai problème de conservation de produits (...) Aussi les tomates posés sur ciment, ca chauffe et ca pourrie et Nous sommes obligées de payer même si on ne vend pas (...) Il y a également une pénurie de produits pendant la saison sèche, donc on se reconvertie en ramassage de bois de chauffe». Une activité avec des difficultés de transport, voir de pénuries de matière première comme la vannerie: • «Manque la matière première sur place, nous travaillons avec une qualité d'herbe qu'il faut aller à 15-20km. On coupe et pour transporter de la bas sur la tête c'est très dur. On veut bien avoir quelque chose pour transporter, car transporter ca sur la tête c'est très dur. Seulement pour gagner 500fcfa. C'est très dur. Il nous manque de pousse-pousse ou un autre transport (...) Il y a certains qui coupent la paille, et ils vendent quand ca finit ils ont des difficultés, ils vont aux champs, ils font les aller/retour,... (...) Il y a des périodes ou les pailles, il n'y a plus donc ils sont obligés de se reconvertir et faire des autres boulots comme les travaux champêtres». Ou dans le cas de la prostitution, exerçait contre sa volonté: • «Nous voulons travailler, faire un autre travail que celui-ci, mais nous n'avons pas de moyens pour faire du commerce, pas de moyens de transport. Nous faisons ce travail que pour subsister».
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	Les travailleurs enquêté/es ont un vrai souci pour l'éducation de ses enfants et les pénibles conditions d'études actuelles: • «Il manque des enseignants. Il y a 1 enseignant/2 classe. Il y a aussi le problème de vacataires. Au Lycée il y a que de vacataires. Il manque de table bancs».
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	Les femmes dénoncent des cas de violence, soit liés à son type de travail (c'est le cas de la prostitution) soit au sein de foyer¹⁴⁵ : ▪ «Les hommes nous brutalisent. Ils peuvent refuser de payer. Ils partent comme ca et ils nous agressent verbalement, ils ont des propos violents envers nous (Ca chauffe) (...) Nous souffrons également de la marginalisation. On nous doigte, les gens, nos connaissances, mais aussi la rivale vient nous attaquer. On te tape, on se bagarre, on se déchire la figure, avec des lames de rasoir, on coupe les tresses».

145Loi N°06.032 du 28.12.06 portant Protection de la Femme contre les Violences. Cette loi protège la femme Centrafricaine contre tous actes de violence causant ou pouvant causer un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée.

OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE	Les femmes dénoncent des conditions sanitaires déplorables en cas de grossesse ainsi qu'un vrai problème de manque de moyens financiers pour sa prise en charge sanitaire qui peut amener à la mort :
OBJ 5: AMÉLIORER LA SANTE MATERNELLE	• «On meurt dans des césariens par manque de médicaments, d'argent».
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES	Les travailleurs enquêtés n'ont pas non plus accès aux moustiquaires par manque de moyens: • «<i>Nous n'avons pas de moustiquaire. on donne seulement pour les enfants et femmes enceinte mais nous aussi nous avons des problèmes</i>». On dénonce en spécial des maladies liées au type de travail réalisé et pour lesquels n'ont aucun type de prise en charge, voir aucune possibilité pour mettre en place des mesures de prévention: • «<i>Nous avons de problèmes de santé provoqués par le type de travail qu'on fait. Chaque nuit on dort très mal, nous avons des douleurs au corps et avec nos femmes tu peux imaginer, ça finissent mal. Tu es trop fatigué pour faire quelque chose. Mais en Europe vous avez même des machines pour charger et décharger, pas ici</i>». • «<i>Nous sommes exposées au soleil de 7h00 à 15h00. On rentre à la maison malade et nous n'avons pas l'argent pour payer les médicaments (...) Les 1^{er}s soins on ne fait pas ou bien on fait mais, on ne peut pas donner de suite</i>». C'est justement cette manque de protection, d'une prise en charge par un système de protection socio sanitaire public qui a amené les travailleuses/eurs à créer leurs Associations pour y cotiser afin de, entre autres, aider ses membres en cas de maladie: • «<i>Les 3500 FCFA que nous gardons, c'est la caisse noire qui sert pour s'entraider pour les problèmes sociaux. Si tu prends, tu rembourse petit à petit, à faible ou à 0 intérêt mais tu es obligé de rembourser. Tu peux t'endetter pour acheter un terrain, en cas de perte de marchandises, d'un animal mort, pour les frais de scolarité, décès, maladie</i>»
OBJ 7: PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT	Les maigres revenus qu'elles/ils gagnent ne leur permettent non plus d'avoir un habitat digne, ni accès à l'eau ni à l'électricité: • «<i>Nous dormons dans des MAISONS DE PAILLE (...) Nous n'avons pas de moyens pour payer l'eau ni payer l'électricité en cas où on nous raccordera</i>». La pénurie d'eau est spécialement dénoncée: ▪ «<i>Pour arroser, pour la maison. Il n'y a pas d'alimentation régulière dans le point d'eau du marché non plus.</i> Les enquêtées/es trouvent malgré tout des sources d'énergie plus accessibles: • «<i>Ce n'est pas problème si pas de raccordement car nous n'avons pas d'argent pour payer les factures. Nous utilisons des ampoules de chinois, on se débrouille avec ça. ça suffit on se débrouille</i>».

OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPMENT	Non évoque par les enquêtés.
---	------------------------------

En définitif, les personnes enquêtées, tant hommes comme femmes, **dénoncent une grande souffrance**. Selon les enquêté/es, à Bossangoa **uniquement vivent bien ceux qui, contrairement à elles/eux, ont un travail dans le secteur formel de l'économie**:

- *«C'est seulement ceux qui travaillent dans les organismes qui vivent bien. Nous n'avons pas de moyens notre activité ne leur permet pas de payer eau et électricité. Il faut travailler, comment il peut accéder».*

LE POURQUOI?					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
OBJ 1: REDUIRE L'EXTRÊME PAUVRETE ET LA <u>FAIM</u>		Premièrement, le bas et incertain salaire qu'elles/ils obtiennent avec ne leur permet pas de subsister dignement. Ils gagnent par jour¹⁴⁶: ▪ Les déchargeurs entre 300 et 800 fcfa, ▪ Les vendeuses de légumes entre 350 et 700 fcfa, ▪ les vanneurs environ 500fcfa, ▪ et les femmes libres entre 300 et 700 fcfa. Les enquête/es trouvent également la raison de leur extrême pauvreté dans une manque d'entreprises qui pourraient les embaucher avec des conditions de travail plus dignes. Ils souffrent également d'une robotisation croissante: • «Il n'y a pas de travail digne à Bossangoa. Pas d'usine, pas d'industrie (...) D'un autre cote SODECA, fais maintenant la maintenance avec des robots». Ils évoquent en définitif une vrai manque des opportunités pour avoir accès à un travail digne, formel, avec des droits. Egalement elles/ils seraient victimes du climat de corruption qui ferme les portes à des poste de travail dignes à ceux/celles qui n'ont pas de moyens, voir de parents bien placés: • «Nous voulons travailler dans la sucrerie, comme menuiser, dans l'usine de Cotton. Mais on préfère prendre les gens ailleurs alors qu'ils sont la. LES DEPUTES cherchent des projets mais on donne aux autres. Par ex, un chauffeur ici, les FOX on préfère prendre ailleurs. Toujours c'est des gens qui viennent d'ailleurs. On leur demande d'adresser des demandes mais les parents vont prendre les postes (...) Entre nous on peut avoir des aide-mécanicien, des mécanicien, aide-chauffeurs mais à la fin on recrute ceux de Bangui ou bien des parents. IL faut donner un pourboire pour qu'on t'emboûche. Et nous nous n'avons pas cette capacité. Tu dois sacrifier 2 mois de salaire pour qu'on te donne de travail. Et nous, n'avons pas cette capacité.			
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE <u>POUTOUS</u>		Non évoque par les enquêtés.			
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES <u>FEMMES</u>		Non évoque par les enquêtés.			
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE		Leur bas et incertain salaire serait la cause immédiate de leurs difficultés d'accès aux services de santé ainsi que à l'eau et à l'électricité. Elles/ils estiment que le manque de responsabilité de la part de l'Etat centrafricain pour favoriser son accès aux plus démunis est aussi à la base:			
OBJ 5: AMÉLIORER LA SANTE MATERNELLE					
OBJ 6: COMBATTRE					

¹⁴⁶Dans le secteur public le Salaire minimum est fixe par décret et varie selon le secteur et par type de travail - par exemple, le salaire minimum est d'environ 285 fcfa/ jour pour les travailleurs agricoles ; et d'environ 870 fcfa/jour pour les employés de bureau.

LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES	• <i>«Avec ce qu'on gagne comment on peut payer le médecin ou l'eau? Eh? Mais le Gouvernement devrait aussi venir en aide, c'est sa responsabilité»</i>
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPPEMENT	Non évoque par les enquêtes.

Tous accordent également en affirmer comment **les événements vécus entre 2002 et 2003 ont, empiré sa situation et freiné toute possibilité de développement:**

- *«Depuis ses événements nous souffrons. **LA GUERRE A DETRUIT NOS VIES**».*

LE QUI					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM	Les enquêté/es coïncident en affirmer que ca devrait être a l'Etat centrafricaine de venir d'abord en aide pour améliorer ses conditions de vie et de travail. Un Etat qu'elles/ils estiment insouciant et sans moyens: • <i>«L'ETAT n'a pas les soucis de nous aider, ni la possibilité pour ceux qui nous n'avons pas de moyens». C'est le Président mais il ne fait pas comme il se devait».</i> Les députés devraient également venir en aide: • <i>«Les Députés devaient faire tout pour avoir de travail ici»</i> Dans le cas de déchargeurs de camions, la Mairie, après cotisation, vient déjà en aide en cas d'abus d'un camion étranger. On leur appel également pour collaborer bénévolement dans l'assainissement de la ville, mais pas pour écouter sa voix: • <i>«Nous nous appuyons sur la mairie pour notre défense en cas de camions étrangers. Nous cotisons pour ca. On paie 10% sur le gain de marchandises pour nous défendre. Un 10% sur les marchandises qui viennent de Cameroun. Maintenant ca a augmenté les taxe, avant 1 sac de farine, de 50kg, 50 FCFA, maintenant 60FCFA.</i> ▪ <i>«On nous appel pour dégager les canaux au bord de la route, pour contribuer à travailler ou pour payer. Pour des formations c'est uniquement le Inspecteur de la Jeunesse qui nous appel, par exemple sur le VIH. Pour des sensibilisations».</i> Dans le cas de femmes vendeuses de légumes, la Mairie leur a contacté récemment, mais suite a une demande extérieure, sans suite par le moment: • <i>«Nous avons vu Mr le Maire pour nous aider. Le MAIRE a promis de nous aider. Il y a eu des blancs qui sont venus avec lui, ils ont pris des photos mais nous n'avons plus de nouvelles.Ca ne fait pas longtemps mais on ne connaît pas c'est qui».</i> Elles/Ils estiment que les syndicats¹⁴⁷ devraient avoir une vraie responsabilité pour l'amélioration de leurs conditions de travail: • <i>«Jamais, ils ne sont venus, jamais. Mais il faut;jjj»</i> Entretemps, elles/ils font appel aux ONGs et Organismes Internationaux, en spécial l'UNICEF: • <i>«UNICEF, ACF, des Organismes Internationaux peuvent nous soutenir».</i> Pour certaines la présence d'UNICEF, la réalisation de l'entretien, est déjà la solution a leurs prières pour sortir de sa				
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS					
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES					
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE					
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE					
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES					
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT					
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPMENT					

¹⁴⁷Il existe effectivement des Fédérations syndicales mais elles ne s'occupent pas du secteur de l'économie informel.

	pauvreté: • <i>«Nous ne savions pas quoi faire. Nous avons prié et votre présence est la réponse à notre prière. Il faut nous orienter. Votre présence est la réponse, il faut nous orienter».</i> Mais ils réclament également la participation de la Jeunessecentrafricaine et ceci de façon organisé: ▪ <i>Il faut Organiser les jeunes en association, des groupements, des ONG pour développement de la ville de Bossangoa. Organiser la jeunesse pour défendre ses droits, il faut leur former, avoir un travail.</i>
--	--

--

LE COMMENT et pour QUAND?					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA <u>FAIM</u>	Pour changer cette situation d'extrême précarité il suffirait selon une partie des enquêté/es d'améliorer ses conditions de travail¹⁴⁸ : «Il faut penser au future. Mais pour ceux qui vont faire ce travail, il faut améliorer ses conditions. Mais c'est difficile: Il faut avoir un manitou pour soulever les charges comme dans des autres pays. Tant qu'il n'y aura pas de manitou nous serons obliges toujours de faire nous même». «Nous voulons avoir quelque chose pour transporter, car transporter ca sur la tête c'est très dur. Seulement pour gagner 500fcfa. C'est très dur». «Je suis habitue, c'est mon travail Il ;suffit d'améliorer les conditions seulement. Nous voulons un toit et une chaine de froid». En spécial formaliser son travail et garantir l'accès aux droits¹⁴⁹ : «Il faut régulariser notre métier, avec des contrats et des droits mais nous manquons des informations». «C'est très importante une CAISSE de SECURITE SOCIALE pour accidents, vieillesse. Mais avec l'Etat ca sera très très difficile. Il faut attendre 100 ans, je je Si accident, c'est nous-mêmes qui prenons en charge. Nous avons besoin des bonnes volontés pour nous aider pour cette caisse». Par contre une autre partie des enquêté/es ne veut plus faire son actuel travail, étant nécessaire dans ce cas l'appui pour son recyclage, des formations professionnelles voir l'octroi de microcrédits: «Nous voulons bien faire une formation, changer de métier, mais on nous contacte jamais. Il faut qu'on change d'activité, faire de l'élevage, l'agriculture. On avance en âge, on est fatigue, nous voulons créer des entreprises, apprendre un métier». «Non, je veux changer, me former. Nous souffrons, on veut changer de métier, c'est la seule solution». «Il faut nous donner des crédits, pour acheter des POUSSE. Appuyer le monde de l'agriculture. Il faut arriver à l'Autosuffisance alimentaire. Des outils pour développer l'agriculture. Il faut nous				

¹⁴⁸Au niveau du secteur formel de l'économie il existe bien au sein de la CNSS un service des accidents de travail et des maladies professionnelles. Souligner comment en septembre 2012, la RCA aurait participé à la 7ème édition du Symposium sur l'audiovisuel et la prévention des risques professionnels de Ouagadougou (SYAPRO), gagnant 3 prix. Cette année il était dédié au thème: «Communicateurs traditionnels et vulgarisation des concepts de prévention des risques professionnels». «En effet, SYAPRO est une rencontre continentale qui se tient au Burkina Faso tous les trois ans sous l'égide de l'OIT, de l'OMS et de l'AISS. C'est un cadre d'échanges sur le rôle et la place de l'audiovisuel dans la prévention des risques professionnels, dans un contexte africain dominé par la faible alphabétisation. Au cours de cette rencontre qui a regroupé plus de 300 participants venus de 15 pays d'Afrique, il a été question des échanges d'expériences nationales sur la mise en œuvre du thème central, afin de dégager des stratégies pertinentes de promotion de santé et sécurité au travail sur le continent » (<http://journaldebangui.com/article.php?aid=3513>).

¹⁴⁹Ceci ne veut pas dire que ceux qui ont une couverture sociale n'ont pas de problèmes, pas seulement par le faible montant des retraites mais en spécial les retards de paiement comme nous avons pu voir au niveau de la Fiche Personnes Agées.

	appuyer pour faire de l'élevage, pour avoir un jardin, un arrosoir. Nous voulons Devenir autonomes, avoir des semences NOUS AVONS déjà LA TERRE». Elles/ils réclament également une mobilisation internationale pour le développement industriel de la RCA: • Il faut chercher des partenaires pour leur aider à CREER DES EMPLOIS. Chercher à l'étranger des partenaires».
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	L'accès a l'éducation est réclamé par les enquêtées/es comme une de meilleurs outils contre la pauvreté, en permettant l'accès a des conditions de travail meilleures, a une mobilité sociale ascendante: • «C'est notre première préoccupation, que nos enfants puissent manger à sa faim et qu'ils aillent à l'école. C'est la seule façon de qu'ils ne soient pas condamnés a faire ce travail et à vivre dans ces conditions». ▪ «Nous avons abandonne mais nous préférons que plus personne fasse ce travail. Tous nos enfants vont à l'école. Nous avons abandonne par manque de soutien il faut plus que ca se répète». «L'Ecole est BON. C'est dommage que nous n'ayons pas pu étudier. Nous voulons continuer et apprendre le français». Mais il faut l'accès pour tous et à une éducation de qualité. En premier lieu, il faudrait construire des équipements scolaires avec des personnels de qualité. Et ceci a tous les niveaux du système éducatif y inclus l'Université: ▪ «Il faut construire des Ecoles pour les enfants», • «Redynamiser le système éducatif, avoir des bons cahiers» ▪ «Il faut Améliorer LES CONDITIONS des ETUDES pour avoir des bonnes cadres. ▪ Il faut aussi AMÉLIORER les Formations de la sante Elles réclament également la prise en charge de la totalité de frais liés a la scolarité des enfants, en spécial, des orphelins. Et la construction des écoles et orphelinats: • «Il y a beaucoup d'orphelins, il faut construire des orphelinats. Nous voulons un avenir pour les enfants, construire des écoles»
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	Non évoque par les enquêtés.
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE	Pour les enquêté/es il faut que le Gouvernement garantisse l'accès financière et géographique a la sante, dans tous ses domaines: ▪ «Il faut améliorer l'accès a LA SANTE, Construire des hôpitaux «. Il s'agit d'un moyen clé pour l'amélioration de conditions de vie de ces travailleuses/eurs: • «Il faut aider les malades, assister les personnes âgées.
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE	
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE	

PALUDISME ET AUTRES MALADIES	<i>Construire des dispensaires, dans chaque quartier</i> • <i>«Il faut nous aider en médicaments, en argent pour pouvoir à aller à l'hôpital».</i> Les femmes de L'AFAB (Femmes Libres) veulent également continuer ses activités de prévention dans le domaine de la SSR et allaitement: ▪ <i>«Il faut continuer à sensibiliser pour éviter des maladies. Nous voulons aller à l'arrière pays».</i>
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	Construire des logements dignes¹⁵⁰ pour tous, ainsi qu'assurer l'accès géographique et financier à l'eau et à l'électricité reste nécessaire: ▪ <i>«Il faut construire des maisons, nous vivons dans des maisons de paille».</i> • <i>«Faire le nécessaire pour eau et électricité. Nous voulons des fontaines, un avenir pour les enfants».</i>
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPPEMENT	

Mais les enquêtes/es voient très difficile que tout ses améliorations soient possibles dans un court délai car il existerait le dit problème majeur de CORRUPTION¹⁵¹ déjà évoquée.

- *«Nous voulons travailler (...) Les Députés cherchent des projets mais on donne aux autres. On nous demande d'adresser des demandes mais les parents vont prendre les postes (...) Entre nous on peut avoir des aide-mécanicien, des mécanicien, aide-chauffeurs mais à la fin on recrute ceux de Bangui ou bien des parents. IL faut donner un pourboire pour qu'on t'embouche. Et nous nous n'avons pas cette capacité. Tu dois sacrifier 2 mois de salaire pour qu'on te donne de travail. Et nous, n'avons pas cette capacité».*

Cette situation de corruption est confirme par Mr le DRP: *«Je soutiens ça, l'aide n'arrive jamais chez les gens»*. Egalement elle aurait été dénoncé par des autres citoyens de Bossangoa (voir du reste du pays) lors de notre *«l'Etude anthropologique de l'organisation sociale et politique des communautés en Centrafrique et des organisations a assise communautaire (UNICEF Ibidem: 36)*. Mais comment résoudre ce problème de corruption? La solution donne par les enquêtés est la remise des aides en mains propres sautant les autorités.

Dans tous le cas, les enquêté/es estiment que une démarche comme la présente consultation Post ODM 2015 est très importante pour faire entendre sa souffrance et sa façon de concevoir son avenir.

¹⁵⁰Il existe également une Loi N°09.002 du 02.01.09 portant création d'une Banque de l'Habitat de Centrafrique.

¹⁵¹Malgré que la RCA a signée la Loi N°06.011 du 03.07.06 autorisant la Ratification de la Convention des Nations Unies contre la Corruption ainsi que la Loi N°06.010 du 03.07.06 autorisant la Ratification de la convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte contre la Corruption.

Même si les enquêtés n'ont pas évoqué, il faudrait se demander sur l'impact des derniers événements (rébellion de la coalition Seleka du 10 décembre 2012) qui ont commencé juste lors de notre passage à Bossangoa (du 12-20 décembre 2012)

DOCUMENTATION DE LA CONSULTATION	
ESPECIFIQUE aux Parties prenantes Documents	
• Association de BOUGAMBELE DE BOSSANGOA • Association de FEMMES VENDEUSES DE LEGUMES DE BOSSANGOA-SEMBASE • Association MABOKO NA MABOKO-Quartier GUEMBE • Association de Femmes Libres de Bossangoa-AFLB	▪ Système d'inscription. ▪ Enregistrement Focus Group. ▪ Dossier Photos FG. ▪ Statuts et RI AFLB ▪ BM-IFC (2013) <i>Doing Business. Economy profile: CAR</i>". Washington. ▪ PNUD et AI (2012) <i>Rapport ODM 2012 Afrique</i>. ▪ UNICEF-RCA (2012) <i>POST-2015 Consultations Plan for CAR. Bangui</i>. http://journaldebangui.com/article.php?aid=3513

Annexe 2.4 Fiche de synthèse

ASSOCIATIONS DES PERSONNES AGEES

CONTEXTE

POIDS DEMOGRAPHIQUE DE LA POPULATION PLUS DE 60 ANS

8% de la population de la RCA.

ESPERANCE DE VIE

48.4 ans en 2011¹⁵²

CADRE LEGISLATIF

Loi N° 09.012 portant Statut, Protection et Promotion de la personne âgée. Date d'adoption: 25.06.09. Date de promulgation: 10.08.09 .Elle fait **suite à la résolution 37/71 des Nations Unies** demandant à tous les Etats membres de mettre en place des **plans de programme en faveur des personnes âgées**.

En 2012 (08/04), a la demande de l'OMS, la RCA a participé a la **Journée Mondiale de la Santé**, pour laquelle les NNUU avaient retenu comme thème: *«Le vieillissement et la santé» et le slogan «Une bonne santé pour mieux vieillir».*

CADRE ASSOCIATIF:

Il existe en RCA une **FEDERATION DES ASSOCIATION DES PERSONNES AGEES**, avec siège à Bangui, présidée par Mr. Philippe Wagramalé.

Il existe également un Collectif des Retraités et Gendarmes ainsi que multiples Associations des Personnes Agées dans divers villes du pays. Nous nous sommes entretenus avec :

- **l'Association de Personnes Agées de Bossangoa** (voir Fiche Système Inscription et Fiche Transcription)

PROCESSUS DE CONSULTATION

PARTIES PRENANTES	ACTIVITES/TECHNIQUES
ASSOCIATION DES PERSONNES AGEES DE BOSSANGO 26 membres présents ¹⁵³ (8F + 18H) âgés entre 51 et 78 ans: • 6 moins de 60 ans • 11 entre 60 et 69 ans • 9 entre 70 et 79 ans 13 analphabètes (6F et 7H).	• REVUE DOCUMENTAIRE • FOCUS GROUP (1) : Lundi 17/12/12

¹⁵²<http://hdrstats.undp.org/es/paises/perfiles/CAF.html>

¹⁵³Voir Fiche **Système d'Enregistrement**.

LE QUOI?					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QU I	COMMENT	QUAND
ODM OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA <u>FAIM</u>	Les personnes âgées enquêtées estiment vivre dans des conditions d'extrême pauvreté. D'abord ils soulignent comment Ils ne mangent pas à sa faim: - Mme: <i>«Je suis fatiguée par l'âge, nous n'avons rien à faire(...) Je ne mange pas bien, c'est difficile, très difficile».</i> Ceux qui étaient fonctionnaires (4/26, dont aucune femme), ont pour subvenir à ses besoins une petite retraite (entre 35.000 et 112.000 FCFA par trimestre soit 388fcfa/jour et 1244fcfa/jour)¹⁵⁴, mais l'Etat ne paie pas régulièrement¹⁵⁵: - Mr: <i>«En plus il y a un problème de retraite, on dit qu'on va payer, mais on paye dans 1 an, ou bien 1 ou 2 trimestres par an. Le Gouvernement est responsable de notre pauvreté».</i> Ils se voient dans l'obligation de continuer à travailler, soit dans le privé (enseignement) soit ils cultivent et/ou font l'élevage. Les non fonctionnaires n'ont aucun revenu fixe sauf les produits de son propre travail (champs ou élevage). Et cela malgré son âge, son état de sante, les dures conditions de travail et les vols récurrents de bétails à Bossangoa. Ils accusent la jeunesse: - Mr.: <i>«Je vais aux champs malgré mon âge, je reviens et il y a personne, il n'y a pas à manger (...) Je manque des outils pour travailler la terre, des haches, ...».</i> - Mr.: <i>«Je fais des efforts, de l'élevage mais les voleurs ne me laissent pas. Je vais aux champs, mais la ou je cultive il n'y a pas d'eau. Il faut aller très loin. Pas de matériel non plus. Aller aux champs c'est très loin, alors qu'on pourrait cultiver à cote ou nous dormons, mais les voleurs ne nous permettent pas. Les voleurs sont des JEUNES, oui des jeunes ».</i>				
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR <u>TOUS</u>	Non évoque par les enquêtés.				
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION	Non évoque par les enquêtés.				

¹⁵⁴Voir Fiche **Système d'Enregistrement**.

¹⁵⁵Il s'agit d'un problème récurrent: En 2011, le représentant de l'UE en Centrafrique et le Médiateur de la République Centrafricaine avaient été séquestrés pendant 30 heures par le Collectif des Retraités et Gendarmes comme moyen de pression suite au non paiement des leurs arriérés de salaires dont ils estimaient le montant à environ 19, 5 millions FCFA par personne. Egalement les retraités de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale avaient fait la grève en novembre 2012 afin de réclamer le paiement de leurs arriérés de pension.

DES FEMMES	
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE	Non évoque par les enquêtés.
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE	Non évoque par les enquêtés.
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES	Le paludisme est un problème majeur pour les personnes âgées enquêtées: - Mr: <i>«En plus on manque de moustiquaires, des couvertures. Tout ça nous amène rapidement à mourir».</i> Par contre le VIH/SIDA ou la tuberculose n'est en aucun moment évoqué comme un souci. Le plus préoccupant pour les enquêté/es est la manque de moyens pour payer tant les consultations comme les médicaments, toutes maladies confondues. En plus, ils sont discriminés aux services de santé à cause de sa pauvreté: - Mr.: <i>«J'ai une plaie depuis.... Je n'ai même pas pour me faire soigner (il nous montre la plaie) et je continue à aller aux champs malgré la douleur...».</i> - Mme.: <i>«A notre âge nous n'avons pas les moyens de nous soigner (...) pas de tout de moyens, on ne reçoit pas d'aide, ni de médicaments. on doit tout payer. Et comme on n'a pas d'argent on nous reçoit mal ».</i> Un autre problème majeur est la prise en charge en cas de décès, problématique spécialement important dans un contexte culturel ou les funérailles ont un rôle clé dans la vie sociale¹⁵⁶: - Mr: <i>«Si décès, pas d'assistance non plus, ...ce n'est pas concevable».</i>
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	Les enquêtées estiment vivre dans des habitats insalubres, sans un minimum de commodités et en dégradation continue, étant incapables d'assumer sa réparation: Mme: <i>«Les vieux nous sommes abandonnés dans les maisons. Dans des très vieilles maisons. Il faut voir après la saison de pluies sont état. Qui va la reconstruire? Nous, nous avons plus la force pour le faire».</i> Elles/Ils dénoncent également la manque d'eau, tant pour ses besoins personnels comme aux champs. Elles/ils, malgré son âge, sont obligées d'aller chercher l'eau à des grandes distances: Mr: <i>«En saison sèche c'est très dure pour l'eau..»</i> Le manque d'accès au raccordement électrique, soit le manque de ressources pour payer l'électricité constitue une difficulté majeure. Mais elles/ils manquent également d'argent pour pouvoir payer, en

¹⁵⁶Souvent les familles dépensent beaucoup plus dans les funérailles que pour payer les soins lors de son vivant.

	substitution, des bougies ou des lampes tempête.
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPMENT	Non évoque par les enquêtés.
LA SOLITUDE	De plus, ils estiment souffrir de la solitude car ils sont souvent abandonnés par leurs propres enfants malgré que la moitié des enquêté/es a encore entre 9 et 15 enfants vivants¹⁵⁷: - Mme: <i>«Je suis fatiguée, je suis âgée, sans aide, fatiguée par l'âge, Je suis affaiblie et je n'ai rien à faire. Je suis sans assistance, même pas mes enfants».</i> Ceci est spécialement dur quand la personne a un handicap: - Mme: <i>«Je suis aveugle et mes enfants ne s'occupent pas de moi. Comment faire?»</i>

En définitif, les personnes âgées enquêtées, tant hommes comme femmes, **dénoncent une grande souffrance**: *«Nous souffrons beaucoup. Beaucoup».*

Selon les enquêté/es, a Bossangoa **uniquement vivent bien les personnes âgées qui**:

- Soit ont un **soutien de la part de ses enfants**: *«Il y a certains qui vivent mieux car leurs enfants leur aident».*
- Soit ils ont **des moyens de production, champs et troupeaux**. Ceci constitue un vrai capital retraite, voir assurance en soi: *«Vivent mieux ceux qui ont toujours eu des champs, des bœufs, des cochons des cabris. Mais nous, nous ne sommes pas habitués à faire ce travail et en plus les jeunes nous volent nos bêtes».*

Dans tous les cas les enquêtés estiment que **dans le passé** (sous des autres régimes politiques) **les conditions de vie étaient meilleures**:

- Mr. *«Une meilleure époque c'était pendant le Gouvernement de Dacko¹⁵⁸, et de Bokassa¹⁵⁹. La terre donnée bien, les prix étaient abordables, Il y avait des denrées...».*



¹⁵⁷Voir Fiche **Système d'Enregistrement**.

¹⁵⁸1960-1966.

¹⁵⁹1966-1979.

LE POURQUOI?					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA <u>FAIM</u>	Les personnes âgées enquêtes/es accusent l'Etat d'être à la base de sa situation de précarité en ne prenant pas ses responsabilités envers les personnes âgées et cela malgré être sa génération qui a construit le pays après l'indépendance:				
	Mr.: <i>«Nous avons aucune assistance, l'Etat n'intervient pas pour nous soutenir malgré notre situation et tout ce que nous avons travaillé pour le pays. Il ne se souci pas de nous dans ses plans».</i>				
	Egalement elles/ils estiment que le dit abandon de la part de ses enfants et petits enfants est aussi cause de sa situation d'extrême précarité et cela malgré qu'eux-mêmes ils se sont occupés dans le passé, pas seulement de sa progéniture, sinon aussi de ses propres parents et grands-parents.				
	Mr.: <i>«J'ai plusieurs enfants. Mais je suis abandonne a la maison. Quelque fois ils reviennent le soir voir si tout va bien, quelque fois non. S'ils ne sont pas la, il y a personne pour m'amener a l'hôpital. Pareil pour manger (...). Comment je peux manger, qui va préparer? Il faut que mes enfants, mes petits enfants soit la».</i>				
	Ce phénomène d'abandon par ses propres enfants serait lie tant à l' exode rural des jeunes (vu la manque d'opportunités en province) comme a une évolution des mentalités :				
	Mr.: <i>«Dans la famille les enfants sont tous à Bangui. C'est moi seul qui suis à Bossangoa. Je ne sais pas ce qui se passe. Il faut demander le monde. C'est le monde qui a changé (...) Dieu seul qui peut changer».</i>				
	Mme: <i>«Nos enfants sortent le matin, Ils vont avec ses copains, avec ses copines mais ils ne s'occupent pas de nous. Qui va puiser l'eau pour moi? Tantôt je vais va chercher de l'eau, tantôt je vais va chercher du bois».</i>				
	Ceci confirme le discours de Mr Z. Maïga, représentant de l'OMS en RCA ¹⁶⁰ : <i>«On assiste à un changement de la structure familiale désormais marqué par l'exode des jeunes dans les villes à la recherche du bien être. Ils abandonnent ainsi les personnes âgées à leur triste sort.</i>				
	Egalement ce phénomène croissant d'abandon des personnes âgées en RCA serais en lien avec les accusations de sorcellerie dont ils sont une des principales victimes, en spécial les femmes:				
	Mr: <i>«Souvent. Ca arrive souvent. Des que quelqu'un tombe malade si il y a un vieux en proximité, on nous accuse d'avoir provoque la maladie, voir la mort».</i>				
	Une problématique qui nous avait été déjà évoqué lors de notre passage a Bossangoa dans le cadre de <i>l'Etude anthropologique de</i>				

160Lors de la Journée Mondiale de la Santé (08/04/2012).

	<i>l'organisation sociale et politique des communautés en Centrafrique et des organisations à assise communautaire . Selon les enquêtés du quartier GBAYA I: «La plupart du temps c'est mystique et on ne peut pas trancher donc on amène en justice car on ne peut pas savoir si la personne est sorcière ou non. Souvent ce sont des vieux ou des vieilles. Par ex : si un vieux passe devant ta porte et te demande à manger, tu lui donnes, et si après il y a des enfants qui tombent malades, on va accuser le vieux. On va dire qu'il est sorcier. On peut sinon l'amener chez un féticheur» (UNICEF 2012: 233).</i> Ceci confirme les déclarations de Mr J. M. Mandaba, Ministre de la Santé¹⁶¹ : <i>«Ces personnes ont toujours été victimes de traitements cruels inhumains ou dégradants: accusées de sorcellerie ou lynchées, abandonnées pour la plupart dans les villages ou foyers (...) Ils sont souvent accusés de sorcellerie et font l'objet de la justice populaire c'est pourquoi nous devons agir notamment dans le domaine de la prévention»</i>
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	Non évoque par les enquêtés.
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	Non évoque par les enquêtés.
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE	Non évoque par les enquêtés.
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE	Non évoque par les enquêtés.
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES	Les enquêtées estiment être souvent victimes de paludisme par manque de moyens pour payer des moyens de prévention: - Mr: <i>«En plus on manque de moustiquaires, des couvertures. Tout ça nous amène à mourir. On distribue seulement aux femmes enceintes et aux enfants. Et nous? ».</i> Ces difficultés, voir le non accès aux structures sanitaires et médicaments, serait liée selon les enquêtés tant à son faible pouvoir d'achat comme à la manque d'une politique de prise en charge socio-sanitaire de la part des autorités, tant au niveau de retraite comme d'assurance maladie, voir invalidité et décès: - Mr: <i>«Nous n'avons pas d'argent pour payer. L'Association n'a pas de moyens pour nous aider. Mais la faute c'est de l'Etat. C'est sa</i>

¹⁶¹Lors de la dite Journée Mondiale de la Santé (08/04/2012). Publié par RJDH-RCA

	responsabilité, comme en Europe? Et cela malgré que comme bien signale, Mr J. M. Mandaba, Ministre de la Santé centrafricain¹⁶²: «L'allongement de l'espérance de vie augmente le risque des maladies chroniques et d'incapacité (...) La malnutrition avant la naissance accroît le risque des maladies circulatoires ou le diabète à l'âge adulte. Les facteurs dominant pour le risque de ces maladies sont entre autres, le tabagisme, l'alcool et les mauvaises habitudes alimentaires (...) Les autres maladies non transmissibles telles que la drépanocytose, les maladies mentales ainsi que les phénomènes sociaux émergents parmi lesquels les violences et traumatismes ne pas à négliger».
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	Les raisons de non accès aux services minimum d'eau et électricité seraient a nouveau du a le manque de moyens tant de l'Etat comme personnels.
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPPEMENT	Non évoque par les enquêtés.
SOLITUDE	Par rapport a l'abandon par leurs enfants ils estiment que la cause il faut la trouver au niveau des changements sociétales de la modernité dont la RCA est également protagoniste: • Mr«Nous, nous sommes occupés de nos parents et grand parents mais maintenant nos enfants et petits enfants ne s'occupent pas de nous. Les donnees ont change. C'est le monde qui a change. Mais ca serai difficile que la situation puisse changer. Dieu seul peut changer ca «

Mais il ne faut pas oublier, comme bien souligne Mr Z. Maïga, représentant de l'OMS en RCA¹⁶³, que la dite situation de **pénurie et cherté des aliments** seraient également en relation avec **le changement climatique**: «**Les conditions météorologiques et imprévisibles** contribuent à la diminution des productions alimentaires et à la mauvaise alimentation des franges vulnérables. Notre région est en proie à des **catastrophes naturelles ou provoquées par l'Homme** qui ont un effet direct sur la société».

Tous accordent également en affirmer comment **les événements vécus entre 2002 et 2003** ont, **empiré sa situation et freiné toute possibilité de développement**:

- Mr.: «**Avant les événements il ya avait une petite amélioration.** Mais après les événements malheureusement, en raison des rebelles tout a été détruit, et la situation pour nous les vieux a aussi empiré»
- Mr.: «**C'est l'arrivée des Banyamulenge qui a fait que nous avons tout perdu.** Et ca **persiste encore.** Nous n'avons comment vivre, nous ne savons plus comment faire pour manger».

¹⁶²Lors de la dite Journée Mondiale de la Santé (08/04/2012). Publié par RJDH-RCA

¹⁶³Lors de la dite Journée Mondiale de la Santé (08/04/2012). Publié par RJDH-RCA

Même la délicate situation financière actuelle de l'Association est en lien avec ces événements:

- Mr le secrétaire: «Notre objectif est l'entraide grâce surtout au développement agropastorale. Ce pour ça que nous avions prévu d'élever des porcs de race. Mais depuis les événements ils n'y a presque plus de cotisations. Les membres n'ont plus d'argent. (...) En plus, on avait un compte à Sofia Crédit¹⁶⁴ avec 29.000FCFA¹⁶⁵, mais nous avons tout perdu. Maintenant il faut aller à Bangui pour récupérer cet argent et nous n'avons pas les moyens pour nous déplacer».



¹⁶⁴SOFIA Crédit a démarré ses activités en 2009. Elle a des agences à Bangui, Bossangoa, Sibut et Bambari.

¹⁶⁵Equivalente de 44,2 euros.

LE QUI					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM	Les enquêtées/es estiment que la responsabilité de changer ses pénibles conditions de vie corresponde d'abord à l'Etat centrafricain. Ils nous rappellent comment ceci s'est déjà traduit au niveau législatif même si dans la pratique ce n'est pas appliqué: - Mr.: <i>«L'Etat a une responsabilité raison pour laquelle l'Etat a voulu qu'il y a un décret pour les personnes âgées, même si ceci n'est pas appliqué».</i> Ses enfants et petits enfants devraient également venir en aide, même si ceux-ci leur paraît difficile: - Mr.: <i>«Les femmes ont changé. Les enfants c'est un peu difficile de venir en aide car ils ont sa femme ses enfants, leur famille,...leurs difficultés».</i> Entretemps, c'eux mêmes avec son propre travail, malgré son âge, qui essaient de s'en sortir. Egalement, ils ont constitué l'Association comme un moyen pour se prendre en charge et réduire sa situation d'extrême pauvreté: - Mme: <i>«Je suis dans l'Association comme un moyen pour améliorer ma situation. J'espère qu'on aura des aides, pour que mes conditions de vie soient améliorées. C'est notre espoir. Il faut être dans les associations, pour améliorer nos conditions de vie, il faut avancer ensemble».</i> En effet, l'Association aimerait bien pouvoir venir plus en aide mais les cotisations ne rentrent pas, spécialement depuis les événements de 2002-2003. Les enquêtés/es font appel également à la facilitatrice, voir UNICEF, pour venir en aide: - Mr.: <i>«Il faut un projet, il faut avoir un projet pour la 3ème, pour notre association, une ONG, faire quelque chose pour nous Mme»</i> Dans le passé des autres ONG et Organisations de NNU AGDA, PAM seraient déjà venus en aide et ils voudraient bien qu'ils reviennent: - Mr.: <i>«AGDA nous a donné des semences de maïs, on avait même 1 hectare pour cultiver».</i>				
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS					
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES					
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE					
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE					
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES					
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT					
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPPEMENT					
LA SOLITUDE					

Il faut signaler comme en RCA rares sont les organisations, nationales et internationales qui s'occupent des personnes âgées. Il existe des exceptions comme CARITAS, AGDA et/ou PAM.

Malheureusement, et selon la connaissance des enquêtés, il n'y aurait pas à Bossangoa, comme dans des autres parties du pays, **des Associations de Jeunes qui viendraient en aide des personnes âgées**. Il y a seulement des aides ponctuels dans le cadre de l'entraide religieuse:

- *Mr: Non, c'est une très bonne idée mais il n'y a pas à Bossangoa (...) En milieu religieux, dans les églises chrétiennes il y a certain entraide. Des activités individuels et ponctuels (...) C'est une bonne idée mais très difficiles (...), Les jeunes préfèrent se réunir en pairs que venir avec nous (...) Déjà les jeunes ont des difficultés pour se réunir entre eux».*

Par contre, lors de notre séjour à Bossangoa dans le cadre de l'*Etude anthropologique de l'organisation sociale et politique des communautés en Centrafrique* et des organisations a assise communautaire (UNICEF 2012: 254), les **jeunes femmes** du Quartier GBAYA I nous ont fait savoir comment elles mêmes organisent **des tontines** pour revendre aussi des épis de maïs, du maïs con cassé ou pour des activités saisonnières comme la vente du sésame. Elles emploient l'argent pour les habits, l'école, en cas de maladie **et pour aider les parents âgés**.

Egalement nous avons trouvé dans **la Lobaye**, des villages comme Baboua, ou existe un Club de Jeunesse dont son objectif est *«d'aider les vieux qui n'ont pas de parents à nettoyer la maison, apporter l'eau, en cas de malheur,...* (UNICEF 2012: 133).

Il faut signaler comment malgré son expérience et sa disponibilité, **la Mairie voir des autres institutions, ne font appel que rarement** à l'Association des personnes Agées de Bossangoa comme appui pour le développement local, y inclus les intérêts des personnes âgées:

- *Mr: «Des fois on fait appel à nous, pour des réunions dans la mairie. Mais Jamais le 1^{er} décembre, la fête nationale, jamais on invite le 3^{eme} âge On nous a oublié. C'est très grave. Nous avons construit le pays2.*

LE COMMENT et pour QUAND?					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM	Les hommes enquêtés, et malgré son âge avancé, insistent sur la nécessité d'un appui sur les conditions et outils de travail pour pouvoir ainsi s'en sortir eux-mêmes par leurs propres moyens: • «Il faut nous aider à construire des enclos pour protéger les animaux». • «Je suis menuisier. Je voudrais bien travailler mécaniquement». • «Il faut s'occuper de la promotion du bois, de la menuiserie (...) Nous acheter des bêtes, nous aider à travailler la terre». • «Nous appuyer pour faire du commerce, faire l'élevage de porcs». De son cote, les femmes ont plus du mal à répondre mais insistent sur l'octroi des microcrédits sans oublier d'appuyer leur Association: • «Il faut donner des crédits aux gens pour reprendre des activités. Mais toujours il doit avoir quelque chose dans la caisse de l'Association».				
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	Peu des enquêtés font référence à comment améliorer les conditions d'éducation et formation professionnelle d'enfants et jeunes centrafricaines: • Mr: «Il faut mettre à l'aise les élèves». • Mr: «Je suis menuisier donc je veux m'occuper de bien former les jeunes». • Mme: «Il faut s'occuper des jeunes. ils sont l'avenir». On insiste sur l'éducation morale des jeunes, en spécial pour éviter les vols ainsi que leur sensibiliser à ne pas oublier ses aînés: • Mme: «Et sensibiliser les jeunes pour qu'ils s'occupent de 3eme âge. Il faut insister pour ne pas voler. Si je deviens présidente nous allons nous occuper d'eux car ils sont nos enfants malgré qu'ils ne s'occupent pas de nous. Je ne peux pas les abandonner». • Mr: «il faut prodiguer des conseils aux jeunes, faire des réunions».				
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	Non évoque par les enquêtés.				
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE	Non évoque par les enquêtés.				
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE	Non évoque par les enquêtés.				
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE	Non évoque par les enquêtés.				

PALUDISME ET AUTRES MALADIES	
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	On insiste sur le besoin de donner réponse aux difficultés d'accès aux services sociaux de base (santé, eau, électricité) mais on ne donne pas des idées concrètes sauf la possibilité de que grâce à cette consultation on fasse savoir aux partenaires pour qu'eux agissent: • <i>«Il faut faire connaître notre situation. Des partenaires seront sensibles. Eux ils vont voir comment résoudre ces problèmes d'eau et électricité».</i>
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPMENT	Non évoque par les enquêtés.
SOLITUDE	Par rapport à la dite solitude et manque d'assistance, ils n'estiment pas avoir une solution sauf confier ce problème à Dieu : • Mr: <i>«Dieu seul qui peut changer. J'aimerais bien mais Dieu seule qui peut changer»</i> Il faut signaler comme au niveau national, P. Wagramalé, président de la Fédération des Personnes Agées, demande au gouvernement et les partenaires internationaux une amélioration de leurs conditions de vie «en ouvrant un centre de prise en charge gratuite en matière de santé et leur en créant une maison de retraite».

Mais les enquêtes/es voient très difficile que tout ses améliorations soient possibles dans un court délai car il existerait un problème majeur: **LA CORRUPTION**:

- Mr: *«Je déplore les efforts, il y de l'aide qui est arrive mais quand ca arrive ici ca nous ne parvienne pas, nous écoutons seulement mais les disparaissent. Ca devient pénible. Parce que les choses n'arrivent pas, ca ne fait qu'augmenter nos peines».*

Une corruption qui serait présente a tous les niveaux: national, régional et local. **Il y a même qui accuse le Président de l'Association**:

- Mr: *«Pour le matériel qui n'arrive pas a notre niveau. C'est la faute de notre responsable.*

Mais ceci est rapidement contredit

- Mr le secrétaire: *«Non, non ca je refuse, soyez claires. Vous accusez notre Président?»*
- Mme: *«Non, il ne faut pas dire ca. Notre Président, les responsables de l'Association font un effort pour nous communiquer ce qui se passe. Par exemple, c'est grâce au président que nous avons été informés de cette réunion par exemple. Mais ce sont le Gouvernement et surtout les autorités locales qui sont corrompues (...). Non, il ne faut pas qu'on leur dit que la remise de tel ou tel aide il faut attendre la cérémonie, après la cérémonie n'aura jamais lieux et ils ne vont jamais recevoir l'aide».*

Cette situation de corruption est confirmée par Mr le DRP: «*Je soutiens ça, l'aide n'arrive jamais chez les gens*». Egalement elle aurait été dénoncée par des autres citoyens de Bossangoa (voir du reste du pays) lors de notre «*Etude anthropologique de l'organisation sociale et politique des communautés en Centrafrique* et des organisations à assise communautaire (UNICEF Ibidem: 36).

Mais comment résoudre ce problème de corruption? La solution donnée par les enquêtés est la remise des aides en mains propres sautant les autorités:

- Mr: «*Si une aide arrive, une aide que nous est désignée, un matériel arrive, il faut qu'on nous informe, que nous soyons les premiers pour vérifier (...) Si un colis arrive comme ça, qu'on mentionne le nom du président, et qu'il soit suivi*».

- Mme: «*Par rapport aux aides, si ça arrive un colis que ça soit suivi, qu'on l'accompagne jusqu'à ce qu'il arrive à destination*».

Dans tous les cas, les enquêtés estiment que une démarche comme la présente consultation Post ODM 2015 est très importante pour faire entendre sa souffrance et sa façon de concevoir son avenir:

- Mr: «*C'est très, très important. Il faut faire écouter notre souffrance. Il faut que les autorités, et tout le monde écoute nos souffrances et notre façon de voir notre avenir*».

Même si les enquêtés n'ont pas évoqué, il faudrait se demander sur l'impact des derniers événements (rébellion de la coalition Seleka du 10 décembre 2012) qui ont commencé juste lors de notre passage à Bossangoa (du 12-20 décembre 2012)

DOCUMENTATION DE LA CONSULTATION	
ESPECIFIQUE aux Parties prenantes	Documents
ASSOCIATION DES PERSONNES AGEES DE BOSSANGOA (APAB)	▪ Système d'inscription. ▪ Enregistrement Focus Group. ▪ Dossier Photos FG. ▪ Statuts et RI de l'APAB. ▪ Revue de presse de la Journée Nationale de la Santé RCA 2012 Publié par ?<u>RJDH-RCA</u> le 7 avril 2012 . ▪ http://hdrstats.undp.org/es/paises/perfiles/CAF.html



Annexe 2.5 Fiche de Synthèse ASSOCIATIONS DES FEMMES

CONTEXTE

POIDS DEMOGRAPHIQUE DE LA POPULATION FEMININE

% de la population de la RCA.

ESPERANCE DE VIE

ans en 2011¹⁶⁶

CADRE LEGISLATIF

Ratification en 1991 de la Convention pour l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme (CEDEF).

Code de la Famille du 13 novembre 1997 révisé en 2010.

La Constitution du 27 décembre 2004.

Loi N°06.032 du 28.12.06 portant Protection de la Femme contre les Violences

Prise en compte de la dimension genre dans le DRSP II 2011-2015.

Ceci dit et selon UNICEF-PTA (2009:27-28): «*le Comité des Droits Humains (2006) note avec préoccupation la **persistance de la discrimination à l'égard des femmes**, aussi bien dans l'exercice des droits politiques que dans le domaine de l'éducation. Il souligne aussi la discrimination qui s'exerce à l'égard des femmes dans le cadre du mariage, notamment en ce qui concerne l'exercice l'autorité parentale et le choix de la résidence*».

CADRE ASSOCIATIF:

Il existe en RCA multiples Associations de Femmes, tant de caractère social, économique, politique ou religieux¹⁶⁷.

A Bossangoa, on trouve plusieurs Associations soit de caractère religieux comme l'Association de Femmes Evangéliques de Bossangoa, économiques comme l'Association de vendeuses de légumes (voir Fiche Association de Travailleurs du secteur informel) ou de caractère socio-économique comme celles avec lesquels nous nous sommes entretenus:

- **l'Association de Femmes Libres de Bossangoa-AFLB** (voir Fiche Système Inscription et Fiche Transcription)

- **l'Association de Femmes Violentées de Bossangoa-MONA** (voir Fiche Système Inscription et Fiche Transcription).

¹⁶⁶<http://hdrstats.undp.org/es/paises/perfiles/CAF.html>

¹⁶⁷Un associationnisme croissante que selon (UNICEF 2009: 237) et prenant comme exemple «*les sites périurbains de Boeing et Boy-Rabe révélé un taux de prévalence associative de l'ordre de 65% (MOUKADAS-NOURE A. et al, 2005). L'analyse des dates de création de ces associations et groupements révèle en outre qu'elles sont postérieures aux années 1998 (NGAFOGARA P., 2006). Ceci corrobore l'hypothèse du déterminisme économique comme une des variables, sinon la principale, pour expliquer la prolifération du phénomène associatif constaté ces dernières années*».

PROCESSUS DE CONSULTATION	
PARTIES PRENANTES	ACTIVITES/ TECHNIQUES
ASSOCIATION DES FEMMES LIBRES DE BOSSANGO-AFLB 16 membres présents¹⁶⁸ âgés entre 15 et 42 ans: ▪ 7 de moins de 18 ans ▪ 4 entre 18 et 29 ans ▪ 5 de plus de 30 ans 2 femmes (21 et 17 ans) sont analphabètes et 1 (38 ans) est allée qu'a la madrasa. ASSOCIATION DES FEMMES VIOLENTEES DE BOSSANGO-MONA 13 membres (12 F et 1 H) présents¹⁶⁹ âgés 29 entre 48 ans: ▪ 0 de moins de 18 ans ▪ 1 entre 18 et 29 ans ▪ 9 entre 30 et 44 ans ▪ 3 Entre 45 et 60 ans 1 femme est analphabète (37 ans) et 1 (46) est allée a la Madrasa.	• REVUE DOCUMENTAIRE • FOCUS GROUP (2): Lundi 17/12/12

¹⁶⁸Voir Fiche **Système d'Enregistrement**.

¹⁶⁹Voir Fiche **Système d'Enregistrement**.

LE QUOI?					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
ODM OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA <u>FAIM</u>	Les femmes enquêtées se trouvent dans des situations d'extrême pauvreté et vulnérabilité, en spécial suite aux événements de 2002-2003. Elles ont été toutes violées par les Banyamulenge et la plupart de ses maris (voir ses enfants) tués: • <i>«Nous n'avons plus de mari pour nous aider, ils ont été tués pendant les événements, les Banyamulenge leurs ont tué, et nous on nous a violé».</i> • <i>«Nous souffrons Beaucoup, beaucoup, beaucoup (...) Apres avoir été violées pendant les événements quand nous sommes sortis, il n'y avait pas quoi a manger. Nos maisons étaient pilles, brulées. Nous avons reconstruit, mais il n'y avait pas quoi a manger. La pauvreté reine dans nos foyers, nous sommes les plus pauvres de pauvres»</i> • <i>Il faut avoir pitié de nous car nous n'avons rien pour subsister».</i> Seules et avec des enfants a charge (entre 1 et 8 enfants)¹⁷⁰, elles ont du mal pour subsister, y inclus pour se nourrir : • <i>«Nos enfants sont très maigres car ils ne mangent pas bien»</i> Ses familles ne viennent pas en aide, pire encore, comme dans le reste du pays, ces veuves sont souvent victimes de sa belle famille qui aurait enlève tous les biens du défunt. Et cela malgré que le Code de la Famille¹⁷¹ soit venu interdire ses pratiques: • <i>«Maintenant la famille africaine ne peut pas s'occuper des enfants orphelins. c'est à toi de t'occuper de tes enfants. On t'arrache tes biens à cause de Veuvage. Et cela malgré que la Code de la Famille défens les veuves comme nous».</i> Cherchant générer des revenus, toutes réalisent des activités (jardinage, commerce, élevage...) pour subsister et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de son foyer. Mais les difficultés sont multiples: épuisement de la terre, manque de semences, des outils et de financements, des animaux en divagation, des vols (on accuse à nouveau les jeunes¹⁷²): • <i>«Ceux qu'elles ont cultivé ne donne pas. Elles mènent une vie</i>				

¹⁷⁰Voir Fiche **Système d'Enregistrement**.

¹⁷¹Le Code de la Famille dédie le Titre III a la protection spéciale de la veuve (Titre III) *«La veuve ne peut pas être considérée comme faisant partie du patrimoine du conjoint(...) Le droit au maintien dans l'habitation principale pendant deux ans au moins et à égalité s'il y a plusieurs veuves ou Le principe selon lequel à la mort d'un conjoint, le (s) conjoint (s) n'est (ne sont) pas obligé(s) d'épouser l'un des membres de la famille du conjoint».*

¹⁷²Voir Fiche Personnes Agées.

	<i>difficile après les événements. Nous voulions bien cultiver mais il n'y a pas l'argent pour prendre les charrues. S'il y avait l'argent elles pouvaient bien cultiver des hectares sur des hectares, acheter les charrues et cultiver des hectares et des hectares. Pour alimenter nos enfants. Nous pouvons bien travailler».</i> • <i>«Il y a aussi un problème de vol, si elles font un jardin, un petit élevage, ils viennent voler, je ne dit pas que ce sont les jeunes mais après ils y a les animaux qui sont en divagation, (des vaches passent dans ce moment la) elles vont tout détruire, toutes les semences».</i> Certaines, et ceci contre sa volonté, exercent de façon complémentaire la prostitution: • <i>Nous voulons travailler, faire un autre travail que celui-ci, mais nous n'avons pas de moyens pour faire du commerce, pas de moyens de transport. Nous faisons «ce travail « pour subsister (...) En complément, certaines cultivent, des autres font le commerce, la restauration, la couture...mais nous voulons faire des vrai activités économiques pour éviter toute débauche».</i>
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	Malgré être conscientes de l'importance de scolariser ses enfants, et étant elles mêmes la plus grand partie alphabétisés¹⁷³, ceci n'avait pas été possible depuis les événements par manque de moyens. Ce n'est que depuis deux ans pour certaines, cette année pour des autres, que leurs enfants ont repris l'école. Elles continuent à avoir des difficultés pour payer l'écolage et le matériel scolaire. Des difficultés qui s'aggravent dans le cas des enfants orphelins qu'elles prennent elles-mêmes en charge : • <i>«Depuis les événements nous n'avons pas scolarisés nos enfants car nous n'avions pas de moyens pour payer l'école, (...) Mais cette année nos enfants vont maintenant à l'école mais nous n'avons pas de moyens pour payer les cahiers»</i> • <i>«Avant mes enfants allaient a l'école, il y avait mon mari, il prenait en charge».</i> • <i>«Les enfants n'ont pas été scolarisés. Ce n'est que depuis 2 ans que nous avons pu inscrire les enfants à l'école. Depuis 2 ans.</i> • <i>«Nous nous occupons aussi des OEV, mais je ne sais pas quoi faire pour m'occuper de leur scolarité, surtout la scolarité, même l'habillement, voir aussi la sante».</i>
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES	Les femmes évoquent uniquement des questions de genre en parlant des difficultés à l'eau: • <i>Les hommes? ICI EN RCA LES HOMMES N'AIDENT PAS. Ca pèse les assiettes, les marmites et ils ne vont pas faire ça, jà, jà, ils n'ont pas la force pour aller puiser l'eau si loin(ironiquement)».</i> Ceci dit il ne faut pas oublier qu'elles ont été toutes victimes des violation de la part de Banyamulenge.

¹⁷³Voir Fiche Système d'Enregistrement.

OBJ 4 : REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE	La malnutrition chez ses enfants qui amènent souvent à sa mort en bas âge ainsi que le manque d'accès financière aux services de santé constituent une vraie préoccupation pour les femmes enquêtées vu sa pauvreté et le cout des services: • <i>«Aussi un autre problème est que si notre enfant tombe malade, nous n'avons pas d'argent pour aller à l'hôpital. Souvent on reste comme ça, sauf si c'est très très grave».</i>
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE	• <i>«Si je suis malade il y a pas d'argent pour me faire soigner, ni mes enfants».</i>
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES	Mais selon son discours sa préoccupation majeur reste sa SSR car suite aux violations, la plus grand partie des femmes ont été contagées de MST, voir le VIH/SIDA. La OMS avait facilité un 1^{er} Bilan de santé gratuit mais depuis se pose à nouveau le dit problème d'accès financière, y inclus aux moyens de prévention et aux médicaments, voir les ARV. • <i>«La 1^{er} fois le bilan de sante était gratuit pour nous dépister, mais après le 9/10/2006 (elle nous montre le carnet) on nous demande de payer toute consultation médicale. Et nous n'avons pas l'argent nécessaire».</i> • <i>«Bon, auparavant on nous donné des produits gratuitement, on nous donne plus depuis 2 ans, Il y a beaucoup de femmes même des enfants qui meurent. Avant on donnait les ARV».</i> Conséquence, une haute mortalité maternelle et infantile, donc un nombre d'orphelins croissant à prendre en charge au niveau de l'Association: • <i>«Nous avons été a l'Hôpital pour nous faire dépister et après nous avons crée l'Association. Beaucoup d'entre nous avait des MST, même le SIDA. Sur le 85 femmes membres de l'Association, il reste que vivantes 54 car les autres sont décédées, cette dernière année même 10».</i> • <i>«Il y a beaucoup qui sont séropositifs, il y a beaucoup de mortalité entre les femmes, les enfants aussi. Un exemple, une de collègue avait de problèmes, elle n'avait pas de moyens pour savoir ce qu'elle avait. Elle n'avait pas d'argent pour faire une échographié. Elle avait des problèmes a le estomac mais finalement on n'a pas pu déterminer la cause et elle est décède. Maintenant c'est l'Association qui essayi de prendre en charge ses enfants».</i> On dénonce également de pratiques médicales non éthiques comme la mise a disposition de préservatifs périmés ou le manque de respect : • <i>«On nous donnée de préservatifs mais maintenant on donne plus. Nous avons un kiosk pour vendre. Les médecins ne veulent plus nous donner et la dernière fois les préservatifs étaient déjà périmés. Le CDV nous à donne des préservatifs Lover déjà périmés. Il y a 10 jours seulement (elle nous montre). Le chef du centre de dépistage, une</i>

	dame». «On nous rejette en disant qu'il y a « carence de médicaments. On nous met dehors. On nous parle mal car nous n'avons pas d'argent».
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	Les Banyamulenge auraient également détruit leurs maisons, vivant dans des maisons en conditions très précaires: «Les Banyamulenge (...) ont brûlé nos maisons, ils ont tout détruit» «Nos maisons étaient pillées, brûlées. Nous avons reconstruit, mais». Elles souffrent également de la pénurie en eau de la ville de Bossangoa, de la manque de fontaines publiques ce qui alourdi énormément ses tâches quotidiennes, non sans risque pour sa santé et qu'en occasions empêche même la scolarité des enfants chargés de cette tâche: «Nous avons des problèmes d'EAU. Nous avons beaucoup de difficultés. Il y a 1 fontaine mais elle est très loin, jusqu'à Lycée (environ 3 km)». «Nous avons un vrai problème D'EAU, avant il y avait un point d'eau. Dans un centre pour les handicapés, à Irao. Mais en saison sèche, vers janvier, février tout le monde va la bas et ça fait des palabres. Tu vas à 3h et tu retournes à 14h00 si tu es fort, tu passes la nuit la bas. Les enfants font la palabre. les enfants qui vont le bas ne vont pas à l'école». Elles sont également victimes de la manque d'accès à l'électricité ainsi que de moyens pour payer des sources alternatifs, voir de sa pénurie: «Aussi d'ELECTRICITE. Nous utilisons une lampe, mais nous n'avons pas d'argent pour payer le pétrole. Et c'est difficile pour trouver du pétrole. En plus il faut payer et nous nous n'avons pas les moyens».
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPPEMENT	
MARGINALISATION	Victimes de violation dans le passé (2002-2003), 10 ans après, elles sont encore marginalisées par ses concitoyens, voir par sa famille: «Nous souffrons également de la MARGINALISATION. On nous doigte, Les gens, nos connaissances». «NOUS SOMMES PAS RESPECTÉES. Les gens nous insultent, les gens disent que nous sommes des femmes violées. Ce n'est pas digne de leur personnalité». Certains des enfants sont également victimes: «Les gens qui leur ont violées ne sont plus là. MAIS LES ENFANTS SONT aussi INSULTES. Quand les enfants passent il y a des gens qui les doignent en disant voila les enfants que leurs mères ont été violées par le Banyamulenge. Tout ça frustre l'honneur des enfants. On leur frappe. Certains enfants ne peuvent même pas aller à l'école car on leur doigte. Ils ne sont pas en paix».

	L'exercice de la prostitution est également source de marginalisation et d'abus multiples, en spécial de la part de ses clients et des épouses légitimes de ces deniers: • <i>«Dans notre travail, les hommes, les clients, nous négligent, nous sommes maltraitées, insultées, des fois ils clients partent sans payer (...) Nous souffrons beaucoup».</i> • <i>«Les hommes nous brutalisent. Ils peuvent refuser de payer. Ils partent comme ça et ils nous agressent verbalement, ils ont des propos violents envers nous (Ca chauffe). Parfois il ya des hommes qui disent être prêt a vous aider et après 2, 3 jours ils t'abandonnent. Et avec des propos violents envers nous, très violents.</i> • <i>«Mais aussi la rivale vient nous attaquer, On te tape, on se bagarre, on se déchire la figure, avec des lames de rasoir, on coupe les tresses».</i>
--	--

En définitif, les femmes enquêtées, **dénoncent une grande souffrance**: *«**Nous sommes abandonnées a nous mêmes. Nous souffrons beaucoup**»*. Souligner comme plusieurs femmes n'ont pas pu s'exprimer à cause de cette souffrance, selon Mme la Présidente:

- *«**C'est trop de douleur pour elles**. Elles ont quoi à dire mais elles se réservent. Elles ne sont pas à l'aise pour parler de ce malheur. Elles ne sont pas à l'aise pour parler de sa douleur. Elles vont pleurer si elles parlent de ça».*

Selon les enquêtées, a Bossangoa **uniquement vivent bien**:

- *«**Les biens places, les fonctionnaires les hommes d'affaires (...)** Mais nous, nous souffrons beaucoup. En plus certaines associations ont des aides mais nous non».*
- *«Il a certains qui ont des moyens. Une personne peut avoir 3 motos. Et une moto avec qui coute 600.000, même 3 (...) Comment? C'est sont des commerçants avec le Tchad, le Cameroun. Il y a les commerçants que par leur activités commercial ont l'argent. Mais **Les administrateurs, les haut cadres, les ressortissants, les hauts cadres, les gens affectes, c'est eux qui profitent des moyens**. Ils vivent bien mais ils ne sont jamais venus leur interpellier sur sa souffrance».*

LE POURQUOI?					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM	Dans tous les cas, les femmes enquêtées estiment qu'avant le passage de Banyamulenge¹⁷⁴ les conditions de vie étaient mauvaises mais meilleures que maintenant. Toutes accordent en affirmer comment les événements vécus entre 2002 et 2003 ont effectivement détruit leurs vies et freiné toute possibilité de développement: «Les guerres, les Banyamulenge. Nos maris ont été tués. Nos biens pillés, nos maisons brûlées». «Depuis ses événements nous souffrons. LA GUERRE A DETRUIT NOS VIES». Les exemples donnés sont multiples¹⁷⁵: «Je suis veuve, j'ai été violée. Après la mort de mon mari il y a personne pour s'occuper de moi et mes 8 enfants. Mes enfants sont scolarisés, c'est moi seule qui s'occupe. Je vis très mal, vraiment ». «J'étais grosse quand ils m'ont violée, après j'ai perdu la grossesse et j'ai perdu mon mari. Il a été assassiné. Ma grande sœur vient de mourir et je m'occupe des 4 enfants de ma grande sœur et de mes 2 enfants». «J'ai été violée, tabassée et après j'ai suivi une opération chirurgicale suite aux violences. Mon mari m'a abandonnée avec les enfants. Il est parti. C'est moi seule qui s'occupe de tout malgré que je suivis un traitement chirurgical suite aux tortures des Banyamulenge» L'impact des événements vécus est telle que les enquêtées estiment ceux-ci la cause principale de tous les problématiques évoquées. Leur discours revient sans cesse sur ceci.				
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS					
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES					
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE					
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE					
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES					
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT					
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPPEMENT					
MARGINALISATION					

174 Ses crimes ont été commis pas seulement à Bossangoa sinon aussi à Bangui, Damara, Sibut, Bossembele, Bossemtélé, Bozoum et Moundoumba.

175 Il s'agit des témoignages très similaires à ceux des autres victimes qu'ont récemment témoignées à la CPI contre J.P. BEMBA. <http://www.bembatrial.org/2012/05/victim-tells-bemba-trial-she-was-gang-raped-by-congolese-soldiers/>

LE QUI					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM	Les femmes enquêtées estiment, en fonction des expériences vécues dans le passé, que ce sont principalement les organismes de NNUU qui peuvent et doivent venir en aide pour améliorer ses conditions de vie. UNICEF dans le cas de l'AFLB, OMS et PAM dans le cas de MONA: «Nous avons ont fait des formations: lutte contre la pauvreté, VIH, palu, allaitement, Nous avons fait ça avec Thomas d'UNICEF. C'est seulement UNICEF qui NOUS aide, QUI PEUT NOUS AIDER». «Bien avant il y avait le PAM qui venait en aide. Ca nous permettait de venir en aide des enfants orphelins mais maintenant les enfants ont des difficultés pour son alimentation (...) OMS aussi». Elles mêmes essaient de s'en sortir à travers leur travail mais ils leur manquent des moyens, soit pour changer de travail soit pour améliorer ses conditions. L'Association est un moyen en soi même d'entraide, une réponse à la pauvreté, un moyen de construire un monde meilleur: «L'Association peut aussi faire quelque chose. Financer des autres membres pour faire des gâteaux, acheter des produits de 1^{ère} nécessité, aider à cultiver des légumes. Par contre, si bien elles estiment que ca devrait être en premier lieu la responsabilité de l'Etat centrafricaine, celui-ci ne peut faire grande chose vu sa manque de moyens et les pratiques de corruption: «L'Etat ne peut pas nous aider. Quand il y a des appuis les hautes personnes bouffent. Les Hauts personnalités vivent bien grâce aux aides, Ce seulement vers UNICEF qui peut nous aider». «L'Etat a suffisamment des problèmes donc si nous attendons l'Etat jamais nous auront une solution. Nous auront rien, l'Etat ne peut pas payer leurs fonctionnaires, les professeurs sont en grève donc (...) ils ne paient pas car ils dépensent mal» Egalement elles n'attendent rien de la part des autorités religieuses: «L'Eglise a aussi des problèmes, l'Islam aussi. Nous sommes tous dans le même bateau, on ne sait pas qui peut intervenir ».				
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS					
OBJ 3: PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES					
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE					
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE					
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES					
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT					
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPPEMENT					
MARGINALISATION					

Il faut signaler comment malgré sa volonté, son expérience et sa disponibilité, **la Mairie voir des autres institutions**, ne font appel comme appui pour le développement local aux Associations de Femmes comme celles-ci «qui portent le stigma de la violation»:

- «Jamais nous sommes convoqués par la Mairie. Jamais».
- «(Tout le monde éclate a rire). **La Mairie? Elle a jamais subventionne**. Jamais. Déjà elle ne paie pas son personnel, donc...Le personnel nets pas paye comment ils vont nous aider?»

LE COMMENT et pour QUAND?					
CONTENU DE LA CONSULTATION	QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
OBJ 1: REDUIRE L'EXTREME PAUVRETE ET LA <u>FAIM</u>	L'octroi des microcrédits, de systèmes financiers adaptés, est le moyen le plus évoqué: • <i>«Est- ce que UNICEF peut nous appuyer pour avoir quelque chose pour commencer un petit commerce. NOUS VOULONS TRAVAILLER».</i> • <i>«Si on nous donne un petit financement on peut distribuer à 2/3des membres une aide, pour aller au marché, vendre des beignets, et remettre le capital dans la caisse de l'Association pour aider des autres a son tour».</i> Ce type de moyen a déjà donne ses bons fruits dans le passe récent: • <i>«DEPUIS CETTE ANNEE CA COMMENCE A ALLER MIEUX. Avec le peu que nous avons eu comme aide de l'OMS, avec le peu qui est resté après le vol de CARITAS, avec ca on a fait de commerce, on a cultivé les champs, et ca va un peu mieux. On a fait des tontines. Pour 5 femmes nous avons pris ce qu'elles ont reçu. Chaque femme retient le bénéfice et elle remet le reste aux autres pour continuer à exercer».</i> Egalement il faut donner accès aux outils de production, aux biens et services productifs: charrettes, engrais, bétail, semences: • <i>«Nous voulions bien cultiver mais il n'y a pas l'argent pour prendre les charrues. S'il y avait l'argent elles pouvaient bien cultiver des hectares sur des hectares, acheter les charrues et cultiver des hectares et des hectares. Pour alimenter nos enfants. Nous pouvons bien travailler».</i> • <i>«Il faut nous donner des appuis financier pour nous permettre de vendre, de créer des AGR. Nous avons besoin d'un appui pour faire la Culture mécanisé comme ca on fera des grandes superficies, notre rendement va augmenter. Nous serons autosuffisantes».</i> Le travail, et un travail digne, apparait pour ces femmes, comme le principal moyen de lutte contre la pauvreté et la marginalisation • <i>«Il faut un appui, un financement, du travail, pour sortir de cette débauche, pour cesser cette appellation de femmes libres».</i>				
OBJ 2: ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS	Elles réclament également la prise en charge de la totalité de frais liés a la scolarité des enfants, en spécial, des orphelins. Et la construction des écoles et orphelinats: • <i>«Il y a beaucoup d'orphelins, il faut construire des orphelinats. Nous voulons un avenir pour les enfants, construire des écoles».</i> • <i>«Il faut qu'UNICEF donne des habits pour les enfants, des kits scolaires, actes de naissance, surtout venir en aide pour bienêtre des enfants».</i>				
OBJ 3:	Non évoque par les enquêtes.				

<u>PROMOUVOIR L'EGALITE DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES</u>	
OBJ 4: REDUIRE LA MORTALITE INFANTILE	L'accès géographique et financier aux services de sante ainsi qu'aux médicaments reste un moyen clé pour l'amélioration de conditions de vie de ces femmes: • <i>«Il faut aider les malades, assister les personnes âgées. Construire des dispensaires, dans chaque quartier»</i> • <i>«Il faut nous aider en médicaments, en argent pour pouvoir à aller a hôpital».</i> Les femmes de L'AFAB veulent également continuer ses activités de prévention dans le domaine de la SSR et allaitement: • <i>«Il faut continuer à sensibiliser pour éviter des maladies. Nous voulons aller à l'arrière pays».</i>
OBJ 5: AMELIORER LA SANTE MATERNELLE	
OBJ 6: COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET AUTRES MALADIES	
OBJ 7: PRESERVER L'ENVIRONNEMENT	
OBJ 8: METTRE EN PLACE PARTENARIAT MONDIAL POUR DEVELOPMENT	
MARGINALISATION	Si bien elles ne savent pas comment finir avec son problème de marginalisation, elles estiment nécessaire que justice soit faite aux Banyamulenge: • <i>«Tout homme qui a commis des dégâts doit être condamné, amène devant la Justice comme ca les autres vont voir. Quant áBemba¹⁷⁶ ont sait qu'il ne peut pas réparer ce qui il a produit, je préfère qu'on lui juge et on lui condamne a peine de mort. Il faut lui condamner avec sa famille et tout les gens qui ont fait ca».</i> Elles veulent plus qu'une telle situation se répète : • <i>«Je souhaite que ca se ne répète plus. Je n'ai plus de force pour marcher. A l'époque des événements j'ai quitte ma maison j'ai parcouru 150 a 200 km a pied, vraiment que cela ne se répète plus. MAINTENANT JE N'AI PLUS LA FORCE».</i>

Les enquêtées **veulent des solutions le plus vite possible** et elles sont disponibles des qu'on aura besoin d'elles:

- *«Demain, on attend qu'on nous appelle».*

176Le procès a la CPI contre J:P: Bemba s'est ouvert le 22 novembre 2010 et un total de 5229 victimes ont été autorisées à participer aux procédures au travers de leurs avocats, Maître Marie-Edith Douzima et Maître Assingambi Zarambaud.

Mais elles voient très difficile que tout ses améliorations soient possibles dans un court délai car il existerait un problème majeur déjà évoqué: LA CORRUPTION des autorités:

- *«Ils y a des ONG qui viennent mais après pas de suite, les autorités restent avec les aides».*

Les exemples sont multiples:

- *«Autrefois La FAO devait distribuer des semences. Le recensement a été fait mais elles n'ont pas reçu les semences. Il a quelqu'un de la FAO qui est venu, un blanc a cite tous les groupements, il y avait notre groupement mais ils ont réclamé que la réunion, la distribution se fasse a Katanga. Ils devaient attendre qu'on leur appelle. Le munjou est parti et le Gouvernement n'a rien fait».*

- *«Une autre situation: ils sont venus avec les semences, dans les distributions il y avait des quantités pour chaque mouvement mais arrivent ici ils ont partagé la quantité réserve a un groupement entre 5 ou 6. On ne maîtrise pas qui a volée, l (on ne veut pas dénoncer on rigole a propos de vol, Les hippopotames ont vole».*

Le cas le plus frappant est le vol des aides internationales protagonisé par le responsable de CARITAS Bossangoa:

- *«Nous étions soutenues par OMS, pour nous dépister, pour nous donner des médicaments. OMS a donne de l'argent mais CARITAS a détourné. Nous avons notre siège après l'UNICEF, c'était une construction inachevé mais CARITAS, c'étais inachevée, cette argent était détournée par CARITAS. Pas dénoncé au Tribunal mais la réclamation était faite au niveau de Eglise catholique. Le coordinateur était un Abbe et depuis lors il n'a pas rembourse ca. Je ne sais pas ce qu'il a fait avec l'argent (...) Nous ne sommes pas montes jusqu'au la justice car c'est une affaire de la Mission Catholique. L'Abbe a du démissionner comme Coordinateur de Caritas. Mais il n'a pas retourné l'argent (Elle nous montre les Statuts).*

Mais comment résoudre ce problème de corruption? La solution donne par les enquêtes est la remise des aides en mains propres:

- *«Le problème est qui s'il y a une aide on leur remet pas en main, on remet aux autorités ou a une tierce personne et avant qu'on leur remet les gens qui ont puissance restent avec et elles ne reçoivent rien. Il faut nous donner directement»*
- *«Je demande que si prochainement il y a quelque chose pour notre association on demande de remettre directement que de passer par des autres personnes».*

Malgré toutes ses difficultés, les femmes sont unanimes en croire qu'un MEILLEURE FUTURE EST POSSIBLE:

- *«OUI. Si Dieu nous Protège Il Pourra Avoir Un Changement»*
- *«C'est sure que nous enfants pourront avoir un meilleure avenir».*

Dans tous le cas et même si les enquêtées n'ont pas évoqué ce sujet, il faudrait se demander sut l'impact des derniers événements (rébellion de la coalition Seleka du 10 décembre 2012) qui ont commence juste lors de notre passage a Bossangoa (du 12-20 décembre 2012).

Entretemps, les enquêtées estiment que une démarche comme la présente consultation Post ODM 2015 est déjà un pas envers une meilleure monde car c'est très importante de faire entendre sa souffrance et sa façon de concevoir l'avenir :

- «*Oui, oui ! C'est notre souhait. C'est très bien cette démarche C'est notre souhait.* (Discussion vive) Vraiment!!!
- «*BRAVO POUR VOTRE QUESTIONNAIRE. Nous vous remercions*».

DOCUMENTATION DE LA CONSULTATION	
ESPECIFIQUE aux Parties prenantes	Documents
ASSOCIATION DES FEMMES LIBRES DE BOSSANGO-AFLB ASSOCIATION DES FEMMES VIOLENTEES DE BOSSANGO-MONA	▪ Système d'inscription. ▪ Enregistrement Focus Group 9 et 10. ▪ Dossier Photos FG 9 et FG 10. ▪ Statuts et RI de l'AFLB et MONA. ▪ http://www.bembatrial.org ▪ http://www.icc-cpi.int ▪ FAO et al () <i>Les femmes rurales et les objectifs du Millénaire pour le développement.</i> ▪ PROJET FAO-Dimitra (2011) <i>Les clubs d'écoute communautaire. Un tremplin pour l'action en milieu rural.</i> FAO. Bruxelles. ▪ UNICEF-PTA (2009) <i>Analyse de la situation des enfants et des femmes en République Centrafricaine.</i> ▪ UNICEF () <i>Préparer un Avenir d'égalité : Politique de l'UNICEF sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des filles et des femmes.</i> ▪ BAD () <i>Profil genre de la République Centrafricaine.</i> ▪ RTI (2011) <i>Audit sur le genre bureau de l'UNICEF en RCA.</i> Amsterdam.

ANNEXE 3

SYSTEME D'INSCRIPTION PAR GROUPE

**Annexe 3.1 FILLES ET GARCONS DE MOINS DE 18
ANS**

Annexe 3.2 ORGANISATIONS DE JEUNES

**Annexe 3.3 ASSOCIATIONS TRAVAILLEUSES/EURS
SECTEUR INFORMEL**

Annexe 3.4 ASSOCIATIONS DE PERSONNES AGEES

Annexe 3.5 ASSOCIATIONS DE FEMMES

Annexe 3.1 SYSTEME D'INSCRIPTION
FILLES ET GARCONS DE MOINS DE 18 ANS-JEUNES SCOLARISES
 FOCUS GROUP I, II et III

NB: Nous avons demandé à Mr le Proviseur du Lycée Moderne de Bossangoa des étudiante/s de moins de 18 ans mais il a confirmé les groupes en fonction des classes présents car il était **l'époque des compositions** et les élèves venaient au Lycée que pour composer.

FOCUS GROUP I
 FILLES LYCEE MODERNE BOSSANGOA

LIEU: LYCEE MODERNE BOSSANGOA SALLE DE CLASSE (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR ACADEMIQUE (VIA FABRICE UNICEF)

DATE: 14/12/12 **HEURE:** 9H00-10H15

NOMBRE PARTICIPANTS: 12 F dont:

- 7 âgées entre 12 et 17 ans
- 5 Agées entre 18 et 20 ans

NOM PRENOM	SEXE	AGE	CLASSE	QUARTIER DE RESIDENCE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA
	F	18	3EME II	BORRO	INSTITUTEUR	MENAGERE
	F	20	3EME III	BORRO	INFIRMIER	MENAGERE
	F	16	3EME III	CAMP CHIC	VICE DOUA NIER	DOUANIERE
	F	15	3EME II	PANGA	CHEF DE SECTEUR	MENAGERE
	F	18	3EME I	CIMETIER	CENSEUR	COMMER CANTE
	F	15	3EME I	PANGA	CULTIVA TEUR	COMMER CANTE
	F	16	3EME I	MANDJA	CHAUFFEUR	MENAGERE
	F	19	3EME I	MOINDO	DOCTEUR	COMMER CANTE
	F	19	3EME I	BANDA	GENDARME	MENAGERE
	F	17	3EME II	BANDA	DR SPORTS	ANIMA TRICE SPORTS
	F	15	3EME I	SELEM	DIRECTEUR	COMMERCANTE
	F	15	3EME I	CAMP CHIC	PROF. VACA TAIRE	MENAGERE

FOCUS GROUP II FILLES LYCEE MODERNE BOSSANGO

LIEU: LYCEE MODERNE BOSSANGO BUREAU MR LE PROVISEUR (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR ACADEMIQUE (VIA FABRICE UNICEF)

DATE: 14/12/12 **HEURE:** 13H00-14H30

NOMBRE PARTICIPANTS: 13F dont:

- 4 âgées entre 12 et 17 ans
- 6 Agées entre 18 et 20 ans
- 3 âgées entre 21 et 22 ans.

NOM PRENOM	SEXE	AGE	CLASSE	QUARTIER RESIDENC E	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA
	F	17	1ERE D	SEMBE GAN	CHEF SECTEUR ACT SOC	COMMERCANTE
	F	17	1ERE B	SEMBE GAN	CHEF ASCEM BANGUI	MENAGERE
	F	19	Ter B	CIMETIERE	CENSEUR	MENAGERE
	F	19	1ERE B	CENTRE	INSPECTEUR EPS	MENAGERE
	F	19	1ERE D	SEMBE GAN	CHEF DU PEV	MENAGERE
	F	17	1ERE D	PANGA	CHEF SECTEUR	MENAGERE
	F	21	1ERE A	BODILI	COMMERCEANT	MENAGERE
	F	22	TER D	CAMP CHIC	INGENIEUR	MENAGERE
	F	18	TER A	DAM	PASTEUR	MENAGERE
	F	21	TER A	/	INSTITUTEUR	INSTITUTRICE
	F	19	1ERE A	BANDA	TAILLEUR	CULTIVATRICE
	F	16	2D B	CAMP CHIC	INGENIEUR	INFIRMIERE
	F	19	2D A	CAMP CHIC	DCPR	INSTITUTRICE

FOCUS GROUP III
GARCONS LYCEE MODERNE BOSSANGO

LIEU: LYCEE MODERNE BOSSANGO BUREAU MR LE PROVISEUR (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR ACADEMIQUE (VIA FABRICE UNICEF)

DATE: 15/12/12 **HEURE:** 8H00-9H30

NOMBRE PARTICIPANTS: 20H dont:

- 16 Entre 18 et 20
- 4 Entre 21 et 23

NOM PRENOM	SEXE	AGE	CLASSE	QUARTIER RESIDENCE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA
RANGBA Charles	M	23	1ere	TYPOYEUR II	INSTITUTEUR	MENAGERE
KOLINGOU Dieu Beni	M	19	1ere	CAMP CHIC	CHOMAGE	MENAGERE
EZOUI Paulin	M	20	1ere	CENTRE I	CULTIVATEUR	MENAGERE
WITEMBONA	M	21	1ere	MACON	CULTIVATEUR	MENAGERE
GUITTO Christian	M	21	1ere	CAMP CHIC	INSTITUTEUR	MENAGERE
NGANARE Michael	M	21	1ere	CENTRE I	CULTIVATEUR	MENAGERE
GONIFEI Jean	M	20	2eme	CENTRE I	CULTIVATEUR	MENAGERE
TCHENE BOU Marin	M	19	1ere	SE MBE	CENSEUR	MENAGERE
NGBOBEZOU Alain	M	19	2eme	BANDA	PECHEUR	MENAGERE
KOSSI Papin	M	18	2eme	BANDA	CULTIVATEUR	MENAGERE
BISSEFI Jonathan	M	20	1ere	CENTRE II	PASTEUR	MENAGERE
WENTINAM AUBIN	M	18	2eme	CAMP CHIC	CULTIVATEUR	MENAGERE
ZONGOI ONISPHERE	M	19	2eme	SEMBE GA NS	CULTIVATEUR	MENAGERE
SENWARBOY Fabien	M	19	2eme	FOULBE	CULTIVATEUR	MENAGERE
NGOUNOMBO Junior	M	19	2eme	CAMP CHIC	GENDARME	MENAGERE
ANAGAZA Armand	M	20	2eme	POLICE	CULTIVATEUR	MENAGERE
WIABONA Simplicie	M	19	2eme	POLICE	CULTIVATEUR	MENAGERE
RADJA AMEDY	M	19	2eme	SEMBE	COMMERCANT	MENAGERE
GOBENAM Yannick	M	20	Term	SEMBE II	CULTIVATEUR	CULTIVATRICE
OUANASENMA Narcisse	M	20	Term	TYPOYEUR II	CULTIVATEUR	CULTIVATRICE

**Annexe 3.2 ORGANISATIONS DES JEUNES
FOCUS GROUP VI et VII**

**FOCUS GROUP VI.A
ASSOCIATION DE JEUNES DE CARACTER RELIGIEUSE**

TOTAL MEMBRES PRESENTS APPARTENANT A DES ASSOCIATIONS RELIGIEUSES: 22.

**FOCUS GROUP VI.A. 1
ASSOCIATION AITAKWE**

LIEU: MAISON DE JEUNES BOSSANGO (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR JEUNESSE

DATE: 15/12/12 **HEURE:** 15H00-18H00

NOMBRE PARTICIPANTS

: 1 F (environ 100 membres par Paroisse (catholique) et il y a 4 Paroisses a Bossango).

NOM PRENOM	SEXE	AGE	CLASSE	QUARTIER	ACTIVITE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA
NZANGO Meweille	F	17	2eme	CAMP CHIC	ELEVE	AGENT SOCOCA	INFIR+ MIERE

FOCUS GROUP VI.A.2
ASSOCIATION SERVANTS

LIEU: MAISON DE JEUNES BOSSANGOA (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR JEUNESSE

DATE: 15/12/12 **HEURE:** 15H00-18H00

NOMBRE PARTICIPANTS: 9M membres présents (sur un total de 80 membres a Bossangoa partagés entre les différents Paroisses).

- 5 entre 12 et 17 ans
- 4 entre 18 et 20 ans

NOM PRENOM	SEX E	AGE	CLASSE	QUAR TIER	ACTIVI TE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA
GOYO YAMBA Sidney	M	12	5eme	CAMP CHIC	ELEVE	COORDINA TEUR JEUNESSE SPORTS	MENAGERE
BANGAY Sosthen	M	13	6 eme	CAMP CHIC	ELEVE	GESTIONNAIRE	MENAGERE
LIMBAYA Juste	M	19	1ere	CAMP CHIC	ELEVE	COORDINA TEUR JEUNESSE SPORTS	MENAGERE
MBOKOLE Eric	M	15	6 eme	CAMP CHIC	ELEVE	CHEF SECTEUR JEUNESSE SPORTS	MENAGERE
NAMBOBON A Henry	M	19	5 eme	NGOMBE	ELEVE	MAKUNDI	VENDEUSE
BOUKARE Stev	M	18	3 eme	BOY COTON	ELEVE	CHOMAGE	MENAGERE
BELAO Roki	M	14	6 eme	DAM	ELEVE	INSTITUTEUR	MENAGERE- VENDEUSE
MBOKOLI Georgi	M	15	5 eme	CAMP CHIC	ELEVE	CHEF SECTEUR JEUNESSE SPORTS	MENAGERE
GIMETRIE Evariste	M	18	5 eme	POLICE	ELEVE	CULTIVATEUR	CULTIVATRICE

FOCUS GROUP VI.A.3
ASSOCIATION JEUNESSE EVANGELIQUE AFRICAINE

LIEU: MAISON DE JEUNES BOSSANGO (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR JEUNESSE

DATE: 15/12/12 **HEURE:** 15H00-18H00

NOMBRE PARTICIPANTS: 12 PRESENTS (sur un total de 25 par patrouille, il y a 4 patrouilles dans 1 troupe et un total de 40 troupes à Bossangoa)

NB: 12 membres présents mais au moment de faire la fiche d'inscription (à la fin de FG) ils étaient déjà partis car ils avaient une réunion de l'Association.

Le DR Jeunesse s'engage à avoir la liste mais il y a eu entretemps le Rébellion Seleka qui empêche l'accès à Bossangoa.

NOM PRENOM	SEXE	AGE	CLASSE	QUARTIER	ACTIVITE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA

FOCUS GROUP VI.B
ASSOCIATION DE JEUNES DE CHARACTER SPORTIF

TOTAL MEMBRES PRESENTS APPARTENANT A DES ASSOCIATIONS SPORTIVES: 30 mais au moment de faire la fiche d'inscription (à la fin de FG) **23 étaient déjà partis** car ils avaient un match. Le **DR Jeunesse s'engage à avoir la liste** mais il y a eu entretemps le **Rébellion Seleka qui empêche l'accès à Bossangoa.**

FOCUS GROUP VI.B.1
RENAISSANCE FOOTBALL CLUB-RFC

LIEU: MAISON DE JEUNES BOSSANGO A (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR JEUNESSE

DATE: 15/12/12 **HEURE:** 15H00-18H00

NOMBRE PARTICIPANTS: 2 membres présents dont

:

- 1 entre 12 et 17 ans
- 1 entre 18 et 29 ans

NOM PRENOM	SE XE	AGE	CLASSE	QUARTIER	ACTIVI TE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA
JUJIBE Narcise	M	25	TERMIN AL B	POLICE	ELEVE	ORPHELIN	CULTIVA TRICE
KONGOGUY	M	17	6eme	POLICE	ELEVE	CULTIVA TEUR	CULTIVA TRICE

FOCUS GROUP VI. B.2
ASSOCIATION SPORTIVE DES COMMERÇANTS-ASCOM

LIEU: MAISON DE JEUNES BOSSANGOÀ (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR JEUNESSE

DATE: 15/12/12 **HEURE:** 15H00-18H00

NOMBRE PARTICIPANTS:

Le DR Jeunesse s'engage à avoir la liste mais il y a eu entretemps le Rébellion Seleka qui empêche l'accès à Bossangoa.

NOM PRENOM	SEXE	AGE	CLASSE	QUARTIER	ACTIVITE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA

FOCUS GROUP VI.B.3
ASSOCIATION PETROCAF

LIEU: MAISON DE JEUNES BOSSANGO (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR JEUNESSE

DATE: 15/12/12 **HEURE:** 15H00-18H00

NOMBRE PARTICIPANTS: 1 membre présent âgé de plus de 18ans.

NOM PRENOM	SEXE	AGE	CLASSE	QUARTIER	ACTIVITE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA
DEFIO Felix	M	19	3eme	SEMBE II	ELEVE + VENDEUR MIEL	MACON	MENAGERE

FOCUS GROUP VI.B.4
ASSOCIATION AVENIR

LIEU: MAISON DE JEUNES BOSSANGO (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR JEUNESSE

DATE: 15/12/12 **HEURE:** 15H00-18H00

NOMBRE PARTICIPANTS: 4 membres présents dont tous entre 12 et 17 ans.

NOM PRENOM	SEXE	AGE	CLASSE	QUARTIER	ACTIVITE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA
NZANGO Mariam	M	15	3eme	SODECA	ELEVE	ORPHELIN INGENIEUR	CULTIVATRICE ET VENDEUSE
LAKOSAN France	M	15	3 eme	DAM	ELEVE	CULTIVATEUR	CULTIVATRICE
NAMKO Omba	M	14	6 eme	6	ELEVE	VENDEUR	VENDEUSE
DONOBUEY Saint cyr	M	15	CM2	CM2	ELEVE	AGRICULTEUR	MENAGERE

FOCUS GROUP VI.C
ASSOCIATION DE JEUNES DE CHARACTER SOCIALE

TOTAL MEMBRES PRESENTS APPARTENANT A DES ASSOCIATIONS DE JEUNES DE CHARACTER SOCIALE: 11

FOCUS GROUP 6.C.1
ASSOCIATION MABOKO NA MABOKO-Quartier GUEMBE (AIDE TRAVAIL : VANNERIE)

LIEU : MAISON DE JEUNES BOSSANGOA (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR JEUNESSE

DATE : 15/12/12 **HEURE :** 15H00-18H00

NOMBRE PARTICIPANTS: **4 membres présents** (sur un total de 30 membres du quartier GUEMBE mais il y a dans tous les quartiers de Bossangoa une ASSOCIATION MABOKO NA MABOKO) âgés entre 23 et 35 ans:

- 0 de moins de 18 ans
- 2 entre 18 et 29 ans
- 2 de plus de 30 ans

Tous ont été scolarisés entre Cp2 et la 2eme, certains continue l'école malgré son âge (23 et 24 ans).

NB: Ils sont venus au **Focus Group-Organisation de Jeunes (FG 6a, 6b, 6c et 6d)** suite a la convocation du Mr. Le Directeur de la Maison de Jeunes, vu qu'ils utilisent la Maison de Jeunes pour se réunir. Le contenu de son discours peut faire parti tant de FG Organisation de Jeunes comme FG Association de Travailleurs du Secteur Informel.

NOM PRENOM	SE XE	AGE	NIVEAU EDUCATIF	QUAR TIER	OCUPATION	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE LA MAMAN
NGAYBONNA Urban	M	30	CM1	NDJEMBE	VANNERIE	CULTIVA TEUR	CULTIVA TRICE
BADENA Jean Megar	M	24	2eme	GUEMBE	ECOLE + VANNERIE	CULTIVA TEUR	MENAGERE
LUULI BOUZOUA Bertrand	M	23	3eme	GUEMBE	ECOLE + VANNERIE	CULTIVA TEUR	MENAGERE
GANAWARA Fernand	M	35	CP2	GUEMBE	ECOLE + VANNERIE	CULTIVA TEUR	CULTIVA TRICE

FOCUS GROUP VI.C.2
ASSOCIATION LES ENFANTS D'ABORD (AIDE ORPHELINS)

LIEU: MAISON DE JEUNES BOSSANGOA (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR JEUNESSE

DATE: 15/12/12 **HEURE:** 15H00-18H00

NOMBRE PARTICIPANTS: 7 membres présents (sur un total de 30 membres) dont:

- 4 entre 12 et 17 ans
- 3 entre 18 et 29 ans

Les 7 sont scolarisées entre 4ème et 1ère

NOM PRENOM	SEX E	AGE	CLASSE	QUAR TIER	ACTIVITE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA
ABIA Juvenal	M	16	1ère	SEMBE II	ELEVE	ENSEIG NANT	MENA GERE
KEMBELEVA	M	16	4ème	SEMBE I	ELEVE	ORPHELIN	ORPHELIN
BELTUNGU Juvenal	M	19	3ème	SEMBE II	ELEVE	ORPHELIN	ENSEIGNAN TE
DEDOBE Saturn	M	18	1ère	SEMBE II	ELEVE+ RAMASSAGE BOIS DE CHAUFFE	CHEF DE SERVICE CPR	ORPHELIN
ZANDILO Ronial	M	14	4ème	SEMBE II	ELEVE+ ECRASEUR DE MANIOC	CHAUFFEUR	MENA GERE
ZANDILO Lula	M	17	4ème	SEMBE II	ELEVE+ RAMASSAGE BOIS DE CHAUFFE	CHOMEUR	MENA GERE
SEMTI Rubin	M	20	3ème	GUENBE	ELEVE+ POUSSE POUSSE	CULTIVA TIER	VENDEUS E

FOCUS GROUP VLD
JEUNES USAGERS MAISON DE JEUNES
NON MEMBRES D'ASSOCIATION

LIEU: MAISON DE JEUNES BOSSANGO (VOIR PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR JEUNESSE

DATE: 15/12/12 **HEURE:** 15H00-18H00

NOMBRE PARTICIPANTS: 3F dont:

- 1 de moins de 12 ans
- 1 entre 12 et 17 ans
- 1 entre 18 et 29 ans

•

NOM PRENOM	SEXE	AGE	CLASSE	QUARTIER	ACTIVITE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA
KREBEDJE Rebecca	F	20	1ere	CAMP CHIC	ELEVE	INSPECTEUR JEUNESSE SPORTS	MENAGERE
KOINAM Daniella	F	10	CM1	SEMBE II	ELEVE	DR MAISON DE JEUNES	COMMERCANTE
KUYENAM Petunia	F	16	6eme	SEMBE II	ELEVE	DR MAISON DE JEUNES	COMMERCANTE

FOCUS GROUP VII
ASSOCIATION DE JEUNES DE CARACTER SOCIO-CULTUREL
ENFANTS MOINS DE 12 ANS

FOCUS GROUP VII
ASSOCIATION ECODIM

LIEU: MAISON DE JEUNES BOSSANGO (VOIR PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR JEUNESSE

DATE: 16/12/12 **HEURE:** 15H00-17H30

NOMBRE PARTICIPANTS: 79: 44 G+35F don:

- 53 (19+ 34H) de moins de 12 ans
- 14 (9F +5G) de 12 ans
- 12 (7F+ 5 H) entre 13 et 16 ans

1 SEUL enfant non ecolarise car malade d'épilepsie.+ 1 fille de 5 ans et 1 de 3 ans

NOM PRENOM	SE XE	AGE	CLASSE	QUARTIER	ACTIVI TE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA
NAMSE Gais	M	13	6 ^{EME}	NGUEBE	ELEVE	ORPHELIN	ORPHELIN
GUENDEFEI Jean	M	6	CP2	POLICE	ELEVE	ORPHELIN	MENAGERE
DANSE Tivainne	M	9	CP2	POLICE	ELEVE	ORPHELIN	MENAGERE
YOUFEIGANE Mlin	M	10	CE1	BOY- COTTON	ELEVE	CULTIVATEUR	MENAGERE
NAGOBE Alex	M	9	CE1	BOY- COTTON	ELEVE	CULTIVATEUR	MENAGERE
KOINAM Herve	M	12	CM2	BOY- COTTON	ELEVE	CULTIVATEUR	MENAGERE
BEKAI De Bonheur	M	4	CP	SEMBE II	ELEVE	CULTIVATEUR	MENAGERE
NAMBONONA Guy	M	10	6 ^{EME}	NGUEBE	ELEVE	CULTIVATEUR	MENAGERE
SITIMAN Desire	M	10	CM1	POLICE	ELEVE	CULTIVATEUR	MENAGERE
KONIAN Elvis	M	10	CE2	POLICE	ELEVE	CULTIVATEUR	MENAGERE
YAME Ousman	M	6	CE1	BOY- COTTON	ELEVE	CULTIVATEUR	MENAGERE

NOM PRENOM	SE XE	AGE	CLASSE	QUARTIER	ACTIVI TE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA
SONAWESSE Andre	M	7	CE2	NGUEBE	ELEVE	CULTIVATEUR	MENAGERE
REDEIBANA Obed	M	5	CP	POLICE	ELEVE	CULTIVATEUR	MENAGERE
NGONIFEI Emanuel	M	12	CM2	BOY COTTON	ELEVE	CULTIVATEUR	MENAGERE
IPOUGAZA Jordan	M	13	6 ^{EME}	NGUEBE	ELEVE	MAITRE	MENAGERE
KOMOKOINA Merveille	M	6	CP1	POLICE	ELEVE	CULTIVATUER	MENAGERE
YAVOLA Tony	M	8	CE1	SEMBE III	ELEVE	SANTE	MENAGERE
IPOUGAZA Elias	M	9	CE2	NGUEBE	ELEVE	MAITRE	MENAGERE
ALHALADOUM	M	14	6 ^{EME}	SEMBE II	ELEVE	PECHEUR	SOECA
MOUSSA	M	10	CM1	MANJA	ELEVE	SENTINELLE	MENAGERE
KOYNAM	M	12	CM2	NGUEBE	ELEVE	DG	
DEDET DIA	M	3	JARDIN	SEMBE 2	ELEVE	MAGISTRAT	SOECA
AKATHET	M	4	JARDIN	CAMP CHIC	ELEVE	OPHTALMO	MENAGERE
NGOUYOM BO	M	12	CM2	CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MENAGERE
FEINDIRO	M	10	CE2	SEMBE 2	ELEVE	COTON	SOECA
AKATHET I	M	5	CE1	CAMP CHIC	ELEVE	OPHTALMO	MENAGERE
AKATHET I	M	11	CM1	CAMP CHIC	ELEVE	OPHTALMO	MENAGERE
ROGER AK	M	14	CM2	CAMP CHIC	ELEVE	OPHTALMO	MENAGERE
NGOUYOMBO	M	6	CE1	CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MENAGERE
NAMKOMOKO I	M	10	CE1	SEMBE 2	ELEVE	CULTIVA TEUR	MENAGERE
FEIKOUMON	M	6	/	CAMP CHIC	/	INGENIEUR	MENAGERE
OUEFIO	M	11	CE2	CAMP CHIC	ELEVE	INGENIEUR	MENAGERE
MONOU	M	9	CP2	CAMP CHIC	ELEVE	COMMAN DANT	MENAGERE
YABANDA Anicet	M	14	6 ^{EME}	DAM	ELEVE	PASTEUR	MENAGERE
GUERET AIME	M	12	6 ^{EME}	CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MENAGERE
OUEFIO Belfa	M	12	CM1	CAMP CHIC	ELEVE	INGENIEUR	MENAGERE
BANGUI DEB	M	7	CE1	CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MENAGERE
DANGAFO DIEU	M	7	CE1	CAMP CHIC	ELEVE	INFIRMIER	MENAGERE
NGANABEAM France	M	7	CE1	MACON	ELEVE	PEINTRE	MENAGERE
JOSPIN MERLIN	M	11	CE1	CENTRE	ELEVE	PEINTRE	MENAGERE
FEIALEM MELQUE	M	8	CP2	CENTRE	ELEVE	PEINTRE	MENAGERE
NAMDOROI	M	6	CP2	CENTRE	ELEVE	MAITRE	MENAGERE
ZOUNOUWA	M	10	CE1	CENTRE	ELEVE	DR OCSS	MENAGERE
TOMA-LOICK	M	6	/	CENTRE	/	ABBE	MENAGERE
BEOROFEI Elvira	F	13	CM2	GUEBE	ELEVE	CULTIVATEUR	COMMERCANT
NGANATOMA Charlene	F	12	CM1	GUEBE	ELEVE	ENSEIGNANT	ENSEIGNANTE
FEIDIRO Sephora	F	12	CM2	OAF	ELEVE	CHAUFFEUR	COMPTABLE

NOM PRENOM	SE XE	AGE	CLASSE	QUARTIER	ACTIVI TE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA
AMINATA LUZA	F	9	CE1	GUEBE	ELEVE	MACON	MENAGERE
GOUYOMBO Flora	F	9	CE2	CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MENAGERE
KENGA Nathalie	F	10	CE1	GUEBE	ELEVE	MACON	MENAGERE
HIMANDET Cel	F	12	CM2	CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MENAGERE
CELEGILO Belinda	F	12	6 ^{EME}	CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MAITRESSE
KOWAMBALO Line	F	11	CM2	BANDA	ELEVE	ORPHELIN	MENAGERE
TOMATERE	F	4	JARDIN	CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MENAGERE
GEURE Merveille	F	3	JARDIN	CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MENAGERE
GEURE Manuelle	F	6	JARDIN	CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MENAGERE
GEURE Quetura	F	7		CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MENAGERE
DANGAFO Benizia	F	8		CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MENAGERE
GOANEHOU Cha Choc	F	10		CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MENAGERE
OUEFIO Oportine	F	8		CAMP CHIC	ELEVE	INGENIEUR	MENAGERE
GUERE Veronique	F	12		CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MENAGERE
YANDOKO Nicol	F	5	JARDIN	BANDA	ELEVE	CHAUFFEUR	MENAGERE
GUERE	F	13		CAMP CHIC	ELEVE	GENDARME	MENAGERE

NOM PRENOM	SE XE	AGE	CLASSE	QUARTIER	ACTIVI TE	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE MAMA
NDIMABE Abija	F	16	5 ^{EME}	POLICE	ELEVE	ORPHELIN	MENAGERE
NGANAWARA	F	14	6 ^{EME}	POLICE	ELEVE	ORPHELIN	MENAGERE
FEIDANGAM	F	12	CM1	POLICE	ELEVE	ORPHELIN	MENAGERE
NAMBOBON	F	13	6 ^{EME}	BOY COTON	ELEVE	ORPHELIN	MENAGERE
NAMBOBON	F	14	5 ^{EME}	BOY COTON	ELEVE	SANTE	MENAGERE
ALANAM In	F	11	6 ^{EME}	BOY COTON	ELEVE	SANTE	MENAGERE
PAYAB Inga	F	8	CE1	SEMBE	ELEVE	POLICIER	MENAGERE
FARABONA	F	12	CE1	POLICE	ELEVE	ORPHELIN	MENAGERE
YAMBE SAMIRA	F	8	CE1	NGEMBE	ELEVE	ORPHELIN	MENAGERE
MALEMBASS	F	11	CM1	SEMBE	ELEVE	POLICIER	MENAGERE
NGUEREWEM BE	F	14	CM1	POLICE	ELEVE	ORPHELIN	MENAGERE
TOMBO Justine	F	12	CM2	SEMBE	ELEVE	ORPHELIN	SAGE FEMME
SEMBONNA	F	11	CM1	SEMBE	ELEVE	ORPHELIN	SAGE FEMME
FEIKERAM	F	12	CM1	POLICE	ELEVE	ORPHELIN	SAGE FEMME
NAMBOBOMA	F	9	CM1	POLICE	ELEVE	SANTE	SAGE FEMME
NAIMBODE	F	11	CE1	BOY COTON	ELEVE	DECEDE	SAGE FEMME

Annexe 3.3
ASSOCIATIONS TRAVAIL INFORMEL

FOCUS GROUP n°4
ASSOCIATION DE BOUGAMBELE (*décharge de camions*) DE BOSSANGO

LIEU : SALLE DE LA GARE DE BUS BOSSANGO (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: MR

DATE: 15/12/12 **HEURE:** 10H30-11H15

NOMBRE PARTICIPANTS : 13+7:20

20 membres présents (sur 22 membres qui font partie de l'Association) âgés entre 20 et 37 ans:

- 0 de moins de 18 ans
- 8 entre 18 et 29 ans
- 5 de plus de 30 ans

Tous ont été scolarisés entre CE1 et la 2ème.

NB: Il y avait pendant la réunion 7 autres membres qu'on n'a pas pu identifier à la fin de la réunion car ils sont partis décharger un camion de ferraille qui est arrivé pendant notre entretien.

NOM PRENOM	SEXE	AGE	NIVEAU EDUCATIF	QUARTIER	REVENU JOUR NALIER	NOMBRE DENFAN TS
NAMBAMA	M	30	4ème	NGUEBE	400	2
DOKAFEIE	M	37	CE2	SEMBE	300	2
NAMBIRO	M	36	CE1	NGUEBE	350	2
YANKON MODE	M	25	5ème	GBAYA	500	2
SEMMOKOISSE	M	20	CM1	NGUEBE	500	2
KOMBELA	M	28	2ème	SEMBE	400	2
KOKOZOMO	M	30	CM1	TIPOYER I	600	4
NGOTO	M	20	CM2	SEMBE	500	2
TOKAFEI	M	29	CE1	SEMBE II	400	2
EWAME	M	24	CE1	GUEBE	500	2
NAMSENEI	M	29	CE2	CENTRE I	800	3
OUEFIO	M	30	3ème	SEMBE	700	4
DAMBE	M	22	2ème	SEMBE II	600	1

FOCUS GROUP n°5 ASSOCIATION DE FEMMES VENDEUSES DE LEGUMES DE BOSSANGO

LIEU : BAR PAILLOTTE MARCHE CENTRAL BOSSANGO (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: DRP

DATE : 15/12/12 **HEURE :** 11H30-13H45

NOMBRE PARTICIPANTS : 14 membres présents (sur 25 qui font partie de l'Association) âgés entre et ans:

- 0 de moins de 18 ans
- 5 entre 18 et 29 ans
- 6 entre 30 et 44 ans
- 3 de Plus de 45 ans

5 femmes sont analphabètes.

NOM PRENOM	SEXE	AGE	NIVEAU EDUCATIF	QUARTIER	REVENU JOUR	NOMBRE DENFANTS
NDINSEM RUTH	F	52	CM2	LAKOUANG A	500	11
TOUADIRO VALENT	F	34	CE1	PANGA	600	10
GOUNAN SUZANNE	F	48	0	LAKOUANG A	400	3
NAMFIUO NATHALIE	F	42	CP2	KOTTO- NAF	650	8
WANAM GIZELE	F	37	CM1	FOULBE	600	9
BANGUI MADELEIN	F	47	0	PANGO	400	4
FEIGANAZO UI EMME	F	20	0	PANGO	350	3
MOIKPEMN A NIEMY	F	20	CM2	KOTTONAF	700	2
ORONU RESINE	F	23	CE2	KATANGA	700	5
GANAZOUI FLORE	F	23	0	PANGA	400	4
LANSIO ALDA	F	37	CE2	PANGA	500	3
KALA NINA	F	20	6eme	PANGA	500	1
MONGUINZ HENRIETT	F	43	0	DEVOU	350	4
SEREDI ELALIE	F	30	CP2	CENTRE II	500	4

FOCUS GROUP n° 6.C.1 ASSOCIATION MABOKO NA MABOKO-Quartier GUEMBE (Vannerie)

LIEU : MAISON DE JEUNES BOSSANGOA (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: INSPECTEUR JEUNESSE

DATE : 15/12/12 **HEURE :** 15H00-18H00

NOMBRE PARTICIPANTS : 4 membres présents (sur un total de 30 membres du quartier GUEMBE mais il y a dans tous les quartiers de Bossangoa une ASSOCIATION MABOKO NA MABOKO) âgés entre 23 et 35 ans:

- 0 de moins de 18 ans
- 2 entre 18 et 29 ans
- 2 de plus de 30 ans

Tous ont été scolarisés entre Cp2 et la 2eme, certains continuent l'école malgré son âge (23 et 24 ans).

NB: Ils sont venus au **Focus Group-Organisation de Jeunes (FG 6a, 6b, 6c et 6d)** suite à la convocation du Mr. Le Directeur de la Maison de Jeunes, vu qu'ils utilisent la maison de jeunes pour se réunir. Le contenu de son discours peut faire parti tant de FG Organisation de Jeunes comme FG Association de Travailleurs du Secteur Informel.

NOM PRENOM	SEXE	AGE	NIVEAU EDUCATIF	QUARTIER	OCCUPATION	TRAVAIL DU PAPA	TRAVAIL DE LA MAMAN
NGAYBONNA Urban	M	30	CM1	NDJEMBE	VANNERIE	CULTIVATEUR	CULTIVATRICE
BADENA Jean Megar	M	24	2eme	GUEMBE	ECOLE + VANNERIE	CULTIVATEUR	MENAGERE
LUULI BOUZOUA Bertrand	M	23	3eme	GUEMBE	ECOLE + VANNERIE	CULTIVATEUR	MENAGERE
GANAWARA Fernand	M	35	CP2	GUEMBE	ECOLE + VANNERIE	CULTIVATEUR	CULTIVATRICE

FOCUS GROUP n°9 ASSOCIATION DE FEMMES LIBRES DE BOSSANGO (Prostitution)
--

LIEU: MAISON DE MME LA PRESIDENTE (VOIR PHOTOS)

CONTACT: MME ZENABOU Abou PRESIDENTE. TEL: 77349963

DATE: 17/12/12 **HEURE:** 10H30-12H00

NOMBRE PARTICIPANTS: 16 membres présentes dont:

- 7 de moins de 18 ans
- 4 entre 18 et 29 ans
- 5 De plus de 30 ans

2 femmes (21 et 17 ans) sont analphabètes et 1 (38 ans) est allée qu'a la madrasa.

NOM PRENOM	SE XE	AGE	NIVEAU EDUCA TIF	QUAR TIER	SECTEUR D'ACTI- VITE	REVE- NU JOUR	NOMBRE ENFANTS
ZENABOU Abou	F	38	MADRASA	BORNO	PROSTI+ VENTE GATEAUX	500	7
MALIKO Chancel	F	21	/	BORNO	PROSTI+ VENTE GATEAUX+ JARDIN	400/500	1 DECEDE
MAIMONA Esther	F	23	1D	GUEBE	PROSTI+ GATEAUX	600	2
NAMBO BONA	F	15	5D	MONAY NDO	ETUDIANTE	Prise en charge par Mère	0
NAMSIO Grace	F	16	CM2	BORNO	ETUDIANTE	Prise en charge par Mère	0
DANKOFE Ornella	F	16	5D	MONAY NDO	ETUDIANTE	Prise en charge par Grande Mère	ORPHE- LINE
NAMBO BONA Delor	F	15	CM2	MONAY NDO	ETUDIANTE	Prise en charge par tante	ORPHE- LINE
GANAOUAR A Estevie	F	17	6eme	FULBE	ETUDIANTE	Prise en charge par tante	ORPHE- LINE
NAMKONA Vinass	F	17	/	BORNO	TRICOT+ SERVANTE RESTAU	Prise en charge par tante	ORPHE- LINE
SABESOA Gracia	F	15	CM2	SEMBE	VENTE GATEAUX	Donne a sa maman	0
FEISONA Claudine	F	42	CE2	TIPOYE UR	PROSTI+ VENTE CACAHUETS+C ULTIVATRICE	500	6
NAMBO BONA Gladys	F	19	3	TIPOYE UR	PROSTITUTIO N	300/450	1

NOM PRENOM	SE XE	AGE	NIVEAU EDUCA TIF	QUAR TIER	SECTEUR D'ACTI- VITE	REVE- NU JOUR	NOMBRE ENFANTS
TAOUTANG A Marie Rocelyn	F	30	CE2	BORNO	PROSTI+VENT E ALCHOL DE TRAITE	700-500	6
MOSONA Clestine	F	35	CM1	BORNO	PROSTITUTIO N+VENTE ALCHOL DE TRAITE	500	6
GOUMFIO Marie Claire	F	40	CE1	BORNO	PROSTI+ VENTE ALCOHOL DE TRAITE	500	8
KPOYASI Tatiana	F	25	TERMI NAL	BORNO	PROSTITUTIO N +VENTE TUBERCULES	600	3

Annexe 3.4
ASSOCIATIONS DE PERSONNES AGEES

FOCUS GROUP n°8
ASSOCIATION DE PERSONNES AGEES DE BOSSANGO

LIEU : MAISON DE MR LE SECRETAIRE (VOIR DOSSIER PHOTOS)

CONTACT: MR LEGUE Leon SECRETAIRE

DATE : 17/12/12 **HEURE :** 8H30-10H00

NOMBRE PARTICIPANTS : 26 (8F + 18H)

26 membres présents (8F + 18H) âgés entre 51 et 78 ans:

- 6 moins de 60 ans (dont 5 femmes)
- 8 entre 60 et 69 ans (dont 2 femmes)
- 9 entre 70 et 79 ans (dont 1 femme)

13 analphabètes (6F et 7H).

NOM PRENOM	S E X E	AGE	NIVEAU EDUCATIF	QUAR TIER	SECTEUR D'ACTI- VITE	REVE- NU TRIMES- TRIEL	NOMBRE ENFANTS
LEGUE Leon	M	66	INSTITU TEUR	PANGA 3	ENSEIGNA NT	112.000	3
SOMONIHAJI Rayman	M	68	CM1	PANGA 3	GERANT	35000	10
BONDOKO Claudine	F	56	CM1	TIRALLEU R 4	MENAGERE	/	5
DARBACK Benita	F	65	/	CENTRE I	MENAGERE	/	2
MONALA Rachel	F	51	/	BOY- COTON	MENAGERE	/	6
SENKOFÉ Elizabeth	F	55	/	BAYA 3	MENAGERE	/	10
NAMDANGA Henriette	F	53	/	NGUEBE	MENAGERE	/	8
SARA Penboy	F	55	/	NGONGUE 4	MENAGERE	/	6
FEIBOUKO Joséphine	F	72	/	CAMP CHIC 1	MENAGERE	/	12
DANOUE Michel	M	61	4eme	GONGUE 4	PAYSAN	/	12
SABONE Nicolas	M	63	CM2	CAMP CHIC 1	PAYSAN	/	9
DARBACK Michel	M	63	CM2	CENTRE1	PAYSAN	/	3

NOM PRENOM	S E X E	AGE	NIVEAU EDUCATIF	QUAR TIER	SECTEUR D'ACTI- VITE	REVE- NU TRIMES- TRIEL	NOMBRE ENFANTS
SENMODEI Souleymane	M	71	/	COTONAF 3	CHAU- FFEUR	80.000	1
ENEOROI Paul	M	63	CM2	COTONAF 3	CUISI-NIER	48000	3
FIONGAI Paul	M	70	/	PANGA 3	PAYSAN	/	10
NGUEDERA Daniel	M	60	/	PANGA 3	PAYSAN	/	5
NAMKOISE Emmanuel	M	56	6eme	OUHAM	PAYSAN	/	4
SENWILI JB	M	72	4eme	GUEBE 3	PAYSAN	/	14
LAKOURSE Gaston	M	78	CM2	DAM 3	PAYSAN	/	7
DENEHEREISS E David	M	65	/	BANDA 3	PAYSAN	/	11
WILIBOZOOM MA Bertrand	M	60	CM2	COTONAF	PAYSAN	/	9
NGUEBOKETE Denis	M	71	/	GUEBE 3	MENU-SIER	/	11
FIOKODEMA Jacques	M	75	CM2	TIPO- YEUR 3	PAYSAN	/	15
WANGAI Philippe	M	78	/	PANGA 3	PAYSAN	/	9
KOFENDOUTE Marie	F	67	CE1	GUEBE 3	MENAGE- RE	/	9
OJIMARA Paul	M	71	/	BANDA 3	MACON	/	9

Annexe 3.5 ASSOCIATION DE FEMMES

FOCUS GROUP n°9 ASSOCIATION DE FEMMES LIBRES DE BOSSANGO

LIEU: MAISON DE MME LA PRESIDENTE (VOIR PHOTOS)

CONTACT: MME ZENABOU Abou PRESIDENTE. TEL: 77349963

DATE: 17/12/12 **HEURE:** 10H30-12H00

NOMBRE PARTICIPANTS: 16 membres présentes dont:

- 7 de moins de 18 ans
- 4 entre 18 et 29 ans
- 5 De plus de 30 ans

2 femmes (21 et 17 ans) sont analphabètes et 1 (38 ans) est allée qu'a la madrasa.

NOM PRENOM	S E X E	AGE	NIVEAU EDUCA TIF	QUAR TIER	SECTEUR D'ACTI- VITE	REVE- NU JOUR	NOMBRE ENFANTS
ZENABOU Abou	F	38	MADRASA	BORNO	PROSTI+ VENTE GATEAUX	500	7
MALIKO Chancel	F	21	/	BORNO	PROSTI+ VENTE GATEAUX+ JARDIN	400/500	1 DECEDE
MAIMONA Esther	F	23	1D	GUEBE	PROSTI+ GATEAUX	600	2
NAMBO BONA	F	15	5D	MONAY NDO	ETUDIANTE	Prise en charge par Mère	0
NAMSIO Grace	F	16	CM2	BORNO	ETUDIANTE	Prise en charge par Mère	0
DANKOFE Ornella	F	16	5D	MONAY NDO	ETUDIANTE	Prise en charge par Grande Mère	ORPHE- LINE
NAMBO BONA Delor	F	15	CM2	MONAY NDO	ETUDIANTE	Prise en charge par tante	ORPHE- LINE
GANAOUARA Estevie	F	17	6eme	FULBE	ETUDIANTE	Prise en charge par tante	ORPHE- LINE
NAMKONA Vinass	F	17	/	BORNO	TRICOT+ SERVANTE RESTAU	Prise en charge par tante	ORPHE- LINE
SABESOA Gracia	F	15	CM2	SEMBE	VENTE GATEAUX	Donne asa maman	0

NOM PRENOM	S E X E	AGE	NIVEAU EDUCA TIF	QUAR TIER	SECTEUR D'ACTI- VITE	REVE- NU JOUR	NOMBRE ENFANTS
FEISONA Claudine	F	42	CE2	TIPOYE UR	PROSTI+ VENTE CACAHUETS+C ULTIVATRICE	500	6
NAMBO BONA Gladys	F	19	3	TIPOYE UR	PROSTITUTIO N	300/450	1
TAOUTANGA Marie Rocelyn	F	30	CE2	BORNO	PROSTI+VENT E ALCHOL DE TRAITE	700-500	6
MOSONA Clestine	F	35	CM1	BORNO	PROSTITUTIO N+VENTE ALCHOL DE TRAITE	500	6
GOUMFIO Marie Claire	F	40	CE1	BORNO	PROSTI+ VENTE ALCOHOL DE TRAITE	500	8
KPOYASI Tatiana	F	25	TERMI NAL	BORNO	PROSTITUTIO N +VENTE TUBERCULES	600	3

FOCUS GROUP n°10 ASSOCIATION DE FEMMES VIOLENTES DE BOSSANGO- MONAM

NOMBRE PARTICIPANTS: 16 membres présentes dont:

- 7 de moins de 18 ans
- 4 entre 18 et 29 ans
- 5 De plus de 30 ans

2 femmes (21 et 17 ans) sont analphabètes et 1 (38 ans) est allée qu'a la madrasa.

LIEU: MAISON DE MME LA PRESIDENTE (VOIR PHOTOS)

CONTACT:

MME LA PRESIDENTE 72260714 et MR LES SECRETAIRE BERTIN 72268593/75428019.

DATE: 17/12/12 **HEURE:** 15H00-17H00

NOMBRE PARTICIPANTS: 13 (12F +1H) dont:

- 0 de moins de 18 ans
- 1 entre 18 et 29 ans
- 9 entre 30 et 44 ans
- 3 Entre 45 et 60 as

1 femme est analphabète (37 ans) et 1 (46) est allée a la Madrasa.

NOM PRENOM	SE XE	AGE	NIVEAU EDUCATI F	QUAR TIER	SECTEUR D'ACTI- VITE	REVE- NU JOURNALI ER	NOMBRE ENFANTS
FANE Mahamat	F	46	MEDERSA	FOULB E	COMER CANTE	1000	8
OUAZOUNA Virane	F	34	5	POLICE	CULTIVA TRICE	1000	2
MOKPEN Pelagie	F	35	CM2	SEMBE III	COMER CANTE	800	6
OROFEI Sokongo	F	33	CP2	SEMBE I	COMER CANTE	700	4
DEDENAM Lydie	F	45	5	CENTR E II	CULTIVA TRICE	250	7

NOM PRENOM	SEX E	AGE	NIVEAU EDUCATI F	QUAR TIER	SECTEUR D'ACTI- VITE	REVE- NU JOURNAL IER	NOMBRE ENFANTS
KARAPE Rosalie	F	37	CE1	BALI	CULTIVAT RICE	500	8
LEBONA Larissa	F	35	6	SEMBE II	MENA GERE	500	5
KOWENW Veroniqu e	F	36	5	SEMBE II	COMER CANTE	250	5
KATIAJA Lawan	F	29	CM2	BORNO U	COMER CANTE	1500	3
WANFIO Lucienne	F	37	CM2	SEMBE III	CULTIVA TRICE	250	6
RAMATOU Adam	F	37	/	BORRO	COMER CANTE	300	5
NGAYA Myriam	F	35	CE1	SEMBE I	COMER CANTE	750	5
NAMDOK A Bertrain	H	48	TERMINA L	SEMBE III	MENUI SIER	1000	6

ANNEXE 4

SYSTEME D'INSCRIPTION PAR GROUPE

**Annexe 4.1 FILLES ET GARCONS DE MOINS DE 18
ANS**

Annexe 4.2 ORGANISATIONS DE JEUNES

**Annexe 4.3 ASSOCIATIONS TRAVAILLEUSES/EURS
SECTEUR INFORMEL**

Annexe 4.4 ASSOCIATIONS DE PERSONNES AGEES

Annexe 4.5 ASSOCIATIONS DE FEMMES

ANNEXE 4.1				
QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
Transcription des Focus Groups				
Annexe 4.1.1 LYCEE BOSSANGO FILLES FG 1				

DATE

Vendredi 14/12/2012 de 9h00 a 10h15

LIEU

Une de classes du Lycee.

AMBIANCE

Tres Detendu , surtout quand Mr le Proviseur aquitte la salle.

PRESENTS:

Voir Système Inscription.

INFORMATEURS:

Mr le Proviseur

TRADUCTION:

Il n'a pas eu besoin.

CONTRIBUTION:

20.000FCFA **donnes a Mr le Proviseur (pour les 3 FG).**

PARTIES PRENANTES

12 jeunes Filles de 3eme dont:

- 7 âgées entre 12 et 17 ans
- 5 Agées entre 18 et 20 ans.

CONTENU DE LA TRANSCRIPTION

Consulter Dossier Interne Transcription

Annexe 4.1.2				
QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
Transcription des Focus Groups				
LYCEE BOSSANGO FILLES FG 2				

DATE

Vendredi 14/12/2012 13H00-14H30

LIEU

Bureau MR LE PROVISEUR

AMBIANCE

Tres Detendu

PRESENTS:

Voir Système Inscription.

INFORMATEURS:

Il n'y a pas eu besoin.

TRADUCTION:

Il n'y a pas eu besoin.

CONTRIBUTION:

20.000FCFA **donnes a Mr le Proviseur pour les 3 FG.**

PARTIES PRENANTE

13 jeunes Filles dont:

- 4 âgées entre 12 et 17 ans.
- 6 âgées entre 18 et 20 ans.
- 3 âgées entre 21 et 22 ans.

4 sont en Terminal, 7 en 1ere et 2 en 2de.

CONTENU DE LA TRANSCRIPTION

Consulter Dossier Interne Transcription

ANNEXE 4.1.3				
QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
Transcription des Focus Groups LYCEE BOSSANGO A GARCONS FG 3				

DATE

Samedi 15/12/2012 de 8H00-9H30.

LIEU

Bureau Mr le Proviseur.

AMBIANCE

Tres Detendu .

PRESENTS:

Voir Système Inscription.

FACILITATEURS:

Il n'y a pas eu besoin.

TRADUCTION:

Il n'y a pas eu besoin.

CONTRIBUTION:

20.000FCFA **donnes a Mr le Proviseur pour les 3 FG.**

PARTIES PRENANTES

20 jeunes Hommes dont:

- 16 entre 18 et 20 ans.
- 4 entre 21 et 23 ans.

2 vont en Terminale, 8 en 1ere et 10 en 2de.

CONTENU DE LA TRANSCRIPTION

Consulter Dossier Interne Transcription

ANNEXE 4.2.1

QUOI

POURQUOI

QUI

COMMENT

QUAND

ORGANISATIONS DE JEUNES

DATE

Samedi 15/12/2012

LIEU.

Maison de Jeunes de Bossangoa

AMBIANCE

Tres Detendu mais difficile pour maintenir tout le monde jsuqu'au lafin et aussi pour aoir laparticipation de tout le monde.

PRESENTS:

Voir Système Inscription.

INFORMATEURS:

DR Maison de Jeunes

DR JEUNESSE, DRP

TRADUCTION:

- **DR Jeunesse.**

CONTRIBUTION:

30.000FCFA pour **LA MAISON DE JEUNES, donnees a son Directeur.**

- ✓ **DONC ON DEMANDE DE NETTOYER LA COUR ET LES JEUNES QUI PARTICIPENT RECOIVENT UNE CONTRIBUTION**

Ils sont venus au **Focus Group-Organisation de Jeunes** suite à la convocation du Mr. Le Directeur de la Maison de Jeunes, vu qu'ils utilisent la maison de jeunes pour se réunir.

PARTIES PRENANTES

63 jeunes appartennat a 9 Organisations de Jeunes et 4 usagers independants de la Maison Jeunes.

Mr le DR Maison de Jeunes avait convoque tous ces associations au lieu de se reduire a un FG d'entre 10-15 jeunes appartenat a une Organisation de Jeunes de Bossangoa.

CONTENU DE LA TRANSCRIPTION

Consulter Dossier Interne Transcription

FOCUS GROUP VI.A
ASSOCIATION DE JEUNES DE CHARACTER RELIGIEUSE

TOTAL MEMBRES PRESENTS appartenant a des ASSOCIATIONS RELIGIEUSES: 22.

FOCUS GROUP VI.A. 1
ASSOCIATION AITAKWE

NOMBRE PARTICIPANTS: 1 F

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

Organisation d'enfants au niveau de l'église Catholique. 100*Eglise : il y a 4 paroisse a Bossangoa: 4*100: 400

OBJECTIF:

- On nous apprend à devenir des bons citoyens,
- la vie communautaire,
- orienté vers un comportement responsable et actif dans la société,

COTISATION:

Cotisation de 750 fcfa

AIDES RECUES:

FOCUS GROUP VI.A.2
ASSOCIATION SERVANTS

NOMBRE PARTICIPANTS: 9M

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

Organisation d'enfants au niveau de l'église Catholique. **Environ 80 membres a Bossangoa**

OBJECTIF:

- nous travaillons à l'Eglise Catholique.
- nous servons la Messe, ce sont les servants de messe.

COTISATION:

Cotisation de 750/1000 par mois

AIDES RECUES: /

FOCUS GROUP VI.A.3
ASSOCIATION JEUNESSE EVANGELIQUE AFRICAINE

NOMBRE PARTICIPANTS: 12 PRESENTS

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

Eglise Evangélique. 25 enfants dans sa PATROUILLE mais a Bossangoa il y a 40 troupes evangelique et dans chque troupe il y a 100 personnes (total 40*100 : 4.000 enfants)

OBJECTIF:

- Pour devenir des bons citoyens dans la societe,
- connaitre Dieu,
- et se comporter bien dans la societe.

ACTIVITES:

- on aprennent la parole de Dieu,
- on fait de l'evangelisation,
- des accions humanitaires: *aller aux lieux publics, nettoyer les hopitaux, venir en aide des gens qui sont demunis, des necessiteux*

COTISATION:

500FCFA de Cotisation

AIDES RECUES: /

FOCUS GROUP VI.B

ASSOCIATION DE JEUNES DE CHARACTER SPORTIF (Football)

TOTAL MEMBRES PRESENTS appartenant a des ASSOCIATIONS SPORTIVES: 30 mais au moment de faire la fiche d'inscription (à la fin de FG) **23 étaient déjà partis** car ils avaient un match. **DR Jeunesse s'engage à avoir la liste.**

FOCUS GROUP VI.B.1

RENAISSANCE FOOTBALL CLUB-RFC

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

OBJECTIF:

COTISATION: AIDES RECUES: /

FOCUS GROUP VI. B.2

ASSOCIATION SPORTIVE DES COMMERCANTS-ASCOM

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

OBJECTIF:

COTISATION:

AIDES RECUES: /

**FOCUS GROUP VI.B.3
ASSOCIATION PETROCAF**

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

OBJECTIF:

COTISATION:

AIDES RECUES : Sponsor Station de pétrole PETROCAF

**FOCUS GROUP VI.B.4
ASSOCIATION AVENIR**

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

OBJECTIF:

COTISATION:

AIDES RECUES: Sponsor : Cellule Cotton

FOCUS GROUP VI.C

ASSOCIATION DE JEUNES DE CHARACTER SOCIALE

TOTAL MEMBRES PRESENTS APPARTENANT A DES ASSOCIATIONS DE JEUNES DE CHARACTER SOCIALE: 11

**FOCUS GROUP 6.C.1
ASSOCIATION MABOKO NA MABOKO-Quartier GUEMBE (AIDE TRAVAIL :
VANNERIE)**

NOMBRE PARTICIPANTS: 4

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

30 par quartier mais il y a beaucoup

OBJECTIF:

Il fabrique les nattes

COTISATION:

Cotisation 500 fcfa , ils sont 30 *quartier

AIDES RECUES:

Aucune.

**FOCUS GROUP VI.C.2
ASSOCIATION LES ENFANTS D'ABORD (AIDE ORPHELINS)**

NOMBRE PARTICIPANTS: 7

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

OBJECTIF:

Une Association pour défendre les droits des enfants vulnérables: il se charge de Voir comment faire aller à l'école:

- Les Orphelins abandonnés, les parents suite à la guerre ils sont décédés,
- Les conducteurs des aveugles,
- Les enfants bouviers,

COTISATION:

AIDES RECUES :

**FOCUS GROUP VLD
JEUNES USAGERS MAISON DE JEUNES
NON MEMBRES D'ASSOCIATION**

NOMBRE PARTICIPANTS: 3F

ANNEXE 4.2.2

QUOI

POURQUOI

QUI

COMMENT

QUAND

ASSOCIATION DE JEUNES DE **CHARACTER SOCIO-CULTUREL**
ENFANTS MOINS DE 12 ANS

ASSOCIATION ECODIM

DATE

Dimanche 16/12/2012

LIEU.

Maison de Jeunes de Bossangoa

AMBIANCE

Tres Detendu mais difficile pour maintenir tout le monde jsuqu'au la fin. Participation facilité par 2 tontons et 2 tantines qui vont traduire au lagage des nefats et inciter a avoir la participation de tout le monde.

PRESENTS:

Voir Système Inscription.

INFORMATEURS:

DR Maison de Jeunes DR JEUNESSE, DRP

TRADUCTION:

- DR Jeunesse et DR Plan.

CONTRIBUTION:

30.000FCFA pour son spectacle de Noel.

PARTIES PRENANTES

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

Il y 1 an quand l'Inspecteur de la Jeunesse a été nomme a Bossagoa il n'y avait pas un groupe d'enfant de moins de 12 ans melange de tous les communautes pour construire la paix, pour l'entente entre communautes et entre confessions.

Suite aux evenements vecus , il y a eu des affrontements entre les communautes SARA et GBAYA , des autres aussi, donc il faut que les petits se melangent et ils vivent ensemble.

OBJECTIF:

Pour la paix, pour l'entente entre communautes et entre confessions.

COTISATION:

AIDES RECUES:

CONTENU DE LA TRANSCRIPTION

Consulter Dossier Interne Transcription

Annexe 4.3.1				
QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
Transcription des Focus Groups				
ASSOCIATION DE BOUGAMBELE (<i>déchargeurs de camions</i>) DE BOSSANGOA				

DATE Samedi 15/12/2012

LIEU. SALLE DE LA GARE DE BUS BOSSANGOA (VOIR DOSSIER PHOTOS)

AMBIANCE Tres Detendu

PRESENTS:

Voir Système Inscription.

INFORMATEURS:

DR JEUNESSE, DRP

TRADUCTION:

- DRP

CONTRIBUTION:

30.000FCFA : Pour L'association , pour la Caisse Noir.

Applaudissement;iiii

PARTIES PRENANTES

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

Elle est née en 2004. Ils ont un Statut et un RI. Les documents sont bloqués au commissariat. Ils ont été a la Préfecture et maintenant les papiers sont au commissariat

OBJECTIF:

Aider ceux qui déchargé et chargent les camions.

ENTRAIDE: on prêt de l'argent«*Les 3500 FCFA. C'est la caisse noire qui sert pour s'entraider pour les problèmes sociaux. Si tu prends, tu rembourse petit à petit, à faible ou a 0 intérêt mais tu es obligée de rembourser. Meme aussi pour un terrain, Tu peux endetter pour acheter un terrain, en cas de perte de marchandises, d'animal mort, pour les frais de scolarité, décès, maladie mais pas pour payer la dot.*

COTISATION:

Semaine: 2 véhicules, 180/200 sacs._ON GAGNE 20.000 qu'on divise entre tous et aussi il faut enlever la cotisation:

- Ils ont une CAISSE NOIR. 3500.
- et 1 CAISSE NORMALE. Ils versent 2500.

Il reste 14.000, ils sont 22, 11 travaille 1 semaine, 11 l'autre semaine.

On ne sait jamais si quelque tombe malade ca peut leur aider à payer les médicaments.

Ils cherchent à avoir le 3500, ils cherchent une ONG pour leur aider à faire leurs activités. Ils sont 22, divisé 2, 11 personnes travaillent chaque semaine. **C'est un métier difficile c'est pour ça qu'il faut se reposer.**

AIDES RECUES:

Aucune.

CONTENU DE LA TRANSCRIPTION

Consulter Dossier Interne Transcription

Annexe 4.3.2				
QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
Transcription des Focus Groups				
ASSOCIATION DE FEMMES VENDEUSES DE LEGUMES DE BOSSANGO-A-SEMBASE				

DATE

Samedi 15/12/2012

LIEU.

BAR PAILLOTTE MARCHÉ CENTRAL BOSSANGO (VOIR DOSSIER PHOTOS)

AMBIANCE

Tres Detendu

PRESENTS:

Voir Système Inscription.

INFORMATEURS:

DR JEUNESSE, DRP

TRADUCTION:

- DRP

CONTRIBUTION:

30.000FCFA : Pour L'association , pour la Caisse Noir.

PARTIES PRENANTES

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

«L'association existe DEPUIS il y a longtemps déjà quand j'ai été petit, jeune fille, et maintenant j'ai 8 enfants et même des petits enfants. C'est une association informelle, sans statuts déposés. CEST UNE ENTENTE».

LES FEMMES du marché de Bossangoa sont **ORGANISEES PAR PRODUIT** celle qui vendent LEGUMES, celles qui vendent des BEIGNETS, AUTRES Mais il y a des présidentes, de secrétaire, des conseillers dans chacune

OBJECTIF:

- **ENTRAIDE: une personne** prend l'argent de la caisse a crédit et elle va acheter des produits. Prêt individuel. Ca sert également pour les soins, en cas de décès. Mais il faut rembourser des que tu es guérie. Nous avons *ont vidé la caisse car il y avait beaucoup de malades et il y a eu aussi des fausses malades* »
- **CULTIVER ET VENDRE DES LEGUMES:** *«Certains cultivent, certains vont dans le jardin d'une autre personne et achètent des laitues, tomates, carottes. Elles vont chez des jardiniers. Ce sont des hommes qui cultivent. Elles achètent par planche. Achats par planche individuels, pas collectif.*

COTISATION:

C'EST COMME UNE TONTINE. Elles cotisent: 25 personnes. Elles donne a la trésorière et on mets dans la caisse noir.

- 300/jour. Ils mettent dans la caisse noire chaque semaine pour la tontine.

AIDES RECUES:

Aucune.

CONTENU DE LA TRANSCRIPTION

Consulter Dossier Interne Transcription

ANNEXE 4.4.1				
QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
Transcription des Focus Groups				
ASSOCIATION DES PERSONNES AGEES DE BOSSANGOA				

DATE

Lundi 17/12/2012 8h30-10h00

LIEU.

Maison de Mr Le Secrétaire. En ville, a cote du campement FACA.

AMBIANCE

Detendu malgre que la veille ont n'avaot pas pu se retrouver.

PRESENTS:

Voir Système Inscription.

INFORMATEURS:

DR JEUNESSE, DRP et AFFAIRES SOCIALES

TRADUCTION:

- Mr. Le Secrétaire , Instituteur de 66 ans, EN RETRAITE de la fonction publique mais qui continue a donner des cours dans le privé a Notre Dame de l'Ouham.
- DR JEUNESSE,
- DRP

CONTRIBUTION:

30.000FCFA : POUR L'ASSOCIATION

(NB: Montant superieur a ce qu'ils avaient resussi a epargner avent les evenements et qui est bloque a Bangui a SOFIA CREDIT.)

PARTIES PRENANTES

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

Elle est née FORMELLEMENT en 2004. STATUT RECONNU. On nous montre les Statuts et le RI.

OBJECTIF:

- **ENTRAIDE**
- **DEVELOPEMENT AGROPASTORALE.**

Elever des porcs de race. Mais depuis événements plus de cotisations.

- Mr le Secrétaire: *Nous sommes dans les œuvres agropastorales individuellement chacun fait une récolte. Mais nous avons voulu élever des porcs de race et jusqu' ici, surtout depuis les événements tout le monde se plaint. Il faudrait un peu de temps pour que tout revienne à sa place»*

L'Association a 10 sections dans la ville, même jusqu'au quartier KATANGA, de l'autre cote de l'Ouham.

Au départ ils étaient **227 membres**, mais seulement 158 (87 H et 71F) ont payé leur cotisation.

COTISATION: 1000 FCFA et Adhésion: 500 FCFA

Ils ont à Sofia CREDIT un compte avec 29.000 FCFA. Ils ont déposé cet argent pour un crédit mais ils ont tout perdu après les événements. Il faut aller à Bangui pour récupérer **MAIS ILS N'ONT PAS LE MOYENS.**

(ATT: il y a une agence SOFIA CREDIT A BOSSANGO A maintenant)

AIDES RECUES:

PAM, CARITAS connaissent sa situation. **AGFAC** aussi.

Mr le secrétaire: «Nous avons reçu des semences de maïs, arachides, on a distribué entre nous. Nous avons 1 hectare de maïs, arachides et sésame. Certains vont aux champs, des autres non.

CONTENU DE LA TRANSCRIPTION

Consulter Dossier Interne Transcription

--

Annexe 4.5.1				
QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
Transcription des Focus Groups				
ASSOCIATION DES FEMMES LIBRES DE BOSSANGO-AFLB				

**NB : Ce sont des Femmes Violentes par les Bayamulenge (evenements 2002-2003)
Elles répondent également aux criteres:**

- **Veuves,**
- **Victimes VIH/SIDA,**
- **en Association avec un meme travail informel: la prostitution.**

DATE

Lundi 17/12/2012

LIEU.

Maison de Mme la Presidente Le Secretaire. En ville, quartier BORNOU a cote station TOTAL.

AMBIANCE

Detendu mais DRJ et DRP s'en vont au debut de la conversation en cas ou elles auront honte de parler de son travail.

PRESENTS:

Voir Système Inscription.

INFORMATEURS:

AFFAIRES SOCIALES

DR JEUNESSE, DRP

TRADUCTION:

AFFAIRES SOCIALES

CONTRIBUTION:

30.000FCFA : POUR L'ASSOCIATION donnees a Mme la Présidente. Tout le monde applaudit: «Merci Joni, Cris de joie».

BUT: Microcrédits.

Selon Mme la Présidente: *«Elle, elle veut faire un peu de commerce à cote. Elle ne voudrait que cet argent serve pour donner des microcrédits. Quelqu'une de l'Association prends, elle achète de la farine et elle peut faire par exemple de gâteaux. (...) Certains vendent de gâteaux, avec cette argent elles peuvent payer la farine, des autres peuvent faire la restauration. Une Autre, elle fait la couture, donc elle peut acheter de fils...».*

PARTIES PRENANTES

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

Cree Il y a 5 ans (2007) avec Statuts . Elles sont 58 femmes (Elle nous montre les Status).

Il s'agit des femmes violées et dont leurs mais ont été tues par les Banyamulenge que suite a cette malheur elles se sont vu dans l'obligation de faire ce travail pour subsister.

OBJECTIF:

ENTRAIDE en cas de malheur, de maladie.

ACTIVITES:

- Elles font de la sensibilisation avec les jeunes autour du VIH/SIDA, de porte à porte. Et après elles envoient pour dépistage.
- Vente de préservatifs, elles ont un kiosk.
- Sketches a propos de femme enceinte et qui ne veut pas aller au docteur.

COTISATION:

- Chaque semaine on se réunit et on cotise 200 FCFA.
- Tout le monde cotise. Avant elles faisaient des tontines maintenant elles n'ont plus de moyens pour une tontine.

AIDES RECUES:

Elles n'ont aucun financement , sauf les formations d'UNICEF.

ENREGISTREMENT

PBM d'enregistrement de la 1ere partie.

ENREGISTREMENT 2EME PARTIE

CONTENU DE LA TRANSCRIPTION

Consulter Dossier Interne Transcription

Annexe 4.5.2				
QUOI	POURQUOI	QUI	COMMENT	QUAND
Transcription des Focus Groups				
ASSOCIATION MONA				
ASSOCIATION FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE				

NB: Ce sont des Femmes Violentes par les Bayamulenge (evenements 2002-2003)
Elles repondent egalemt aux criteres:

- **Veuves,**
- **Victimes VIH/SIDA,**
- **en Association avec un meme travail informel: commerce.**

DATE

Lundi 17/12/2012.

LIEU.

Chez Mme la Secrétaire. Ace au BZ UNICEF.

AMBIANCE

Detendu .

PRESENTS:

Voir Système Inscription.

INFORMATEURS:

AFFAIRES SOCIALES
 DR JEUNESSE,
 DRP

TRADUCTION:

AFFAIRES SOCIALES.

CONTRIBUTION:

30.000FCFA : POUR L'ASSOCIATION donne a Mme la Présidente. Tout le monde applaudit «Cris de joie».

BUT: Microcrédits.

ECHANGE EN ATTENDANT DES AUTRES FEMMES EN RETARD

Mme avec voile (Mme Fane Mohamed Association Le Sérieux)

Elle habite à Bossangoa. Maintenant elle est actuellement Bangui. Ses parents viennent de Tchad, née ici, mariée ici, elle a fait des enfants.

Elle fait de commerce, élevage. ***Si ce n'était pas à cause d'élevage elle ne pouvait pas s'en sortir.***

Mme La Secrétaire

Elle est Gbaya. Elle se lamente, elle critique le retard des femmes. Elle a 54 ans.

PARTIES PRENANTES

ORIGINE DE L'ASSOCIATION

Création en 2006 suite aux violences BANYAMULENGE. Mais RI en 2008. Elles nous montrent les Statuts et RI.

Création car les femmes ont été violees par les Banyamulenge en 2003. Elles ont été a l'Hôpital pour se faire dépister et après elles ont créé l'Association. Beaucoup avaient des MST, même SIDA.

85 femmes, il reste que 54 car les autres sont décédées, cette dernière année même 10.

Il y a 2 hommes pour leur aider, 1 capita très vieux et Bertin. « *On nous a demandé de leur aider car il n'y a pas des femmes instruites.*

Il y a le chef de quartier-capita qui est dedans mais il est très fatigué pour venir appuyer les femmes.

OBJECTIF:

Entraide, appui en cas de décès, de maladie, des enfants orphelins.

ACTIVITES:

Elles ont un jardin de 2 hectares, à la saison pluvieuse elles cultivent.

Elle est divisée en 2 groupes: une partie pour le jardin, et 1 partie pour la culture vivrière. Elles mangent une partie des produits cultivés et elles vendent une partie pour mettre dans la caisse.

Avec celle qu'elles ont dans la caisse, **si une victime est décédée** on paie les funérailles, en cas de maladie, aussi si besoin d'aide pour les enfants orphelins.

COTISATION:

Chaque samedi il y a une réunion, chaque samedi on cotise 100FCFA.

AIDES RECUES:

Elles ont été soutenues par OMS, pour leur dépister, pour leur donner des médicaments.

OMS a donné de l'argent mais CARITAS a détourné. *Elles ont leur siège après l'UNICEF, c'était une construction inachevée mais CARITAS, c'était inachevée, cet argent était détournée par CARITAS. Pas de dénoncé au Tribunal mais la réclamation était faite au niveau de l'Eglise catholique. Le coordinateur était un Abbé et depuis lors il n'a pas remboursé ça. Elle ne sait pas ce qu'il a fait avec l'argent.*

Elles ne sont pas montées jusqu'à la justice car c'est une affaire de la mission catholique. L'Abbé a dû démissionner comme Coordinateur de Caritas. Mais il n'a pas retourné l'argent (Elle nous montre les Statuts).

ENREGISTREMENT

Voir Audio.

CONTENU DE LA TRANSCRIPTION

Consulter Dossier Interne Transcription

ANNEXE 5

DOSSIER PHOTOS PAR GROUPE

**Annexe 5.1 FILLES ET GARCONS DE MOINS DE 18
ANS**

Annexe 5.2 ORGANISATIONS DE JEUNES

**Annexe 5.3 ASSOCIATIONS TRAVAILLEUSES/EURS
SECTEUR INFORMEL**

Annexe 5.4 ASSOCIATIONS DE PERSONNES AGEES

Annexe 5.5 ASSOCIATIONS DE FEMMES

**ANNEXE 6 DOSSIER ENREGISTREMENTS
MP3
PAR GROUPE**

**Annexe 6.1 FILLES ET GARCONS DE MOINS DE 18
ANS**

Annexe 6.2 ORGANISATIONS DE JEUNES

**Annexe 6.3 ASSOCIATIONS TRAVAILLEUSES/EURS
SECTEUR INFORMEL**

Annexe 6.4 ASSOCIATIONS DE PERSONNES AGEES

Annexe 6.5 ASSOCIATIONS DE FEMMES

